

L'Europe
et l'Espagne
sont stratégiques

Les deux directions régionales du commissariat de l'armée de terre font, depuis la fin de 1994, l'objet d'enquêtes après la découverte d'irrégularités dans la passation de marchés.

Après discussion pour une centrale nucléaire française en Chine

Assurances : la Macif augmente ses tarifs

Le commissariat de l'armée de terre mis en cause

Deux directions régionales du commissariat de l'armée de terre font, depuis la fin de 1994, l'objet d'enquêtes après la découverte d'irrégularités dans la passation de marchés.

Avortement : la loi Veil vingt ans après

« L'avortement ne représente plus aujourd'hui en France un enjeu politique », déclare au Monde Simone Veil, vingt ans après le vote de la loi qui porte son nom, relative à l'interruption volontaire de grossesse.



Les « ravaudeurs de toxiques »

A Paris, le cabinet de Clarisse Boissieu et Jean Carpentier est un havre pour les toxicomanes qui cherchent à briser leur dépendance. Enquête sur des médecins généralistes peu ordinaires.

La tension baisse entre le Yémen et l'Arabie saoudite

Sanaa et Riyad ont annoncé, dans la nuit de dimanche à lundi, un accord pour « circonscrire la tension » entre les deux pays après des incidents frontaliers.

Le nucléaire français en Chine

Pour obtenir de Pékin la réalisation d'une deuxième centrale nucléaire, Paris a dû consentir le plus gros crédit export jamais monté pour un contrat industriel.

Pete Sampras et Roland-Garros

Vainqueur de son premier match aux Internationaux de tennis d'Australie, Pete Sampras pense déjà à une victoire à Roland-Garros, son « vœu le plus cher ». Entretien avec le numéro un mondial.

Allemagne, 5 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 BBE ; Canada, 40 F ; Danemark, 200 DKK ; Espagne, 200 Ptas ; Finlande, 50 Mk ; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 100 Ir£ ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 Gld ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 100 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Sfr ; Taiwan, 100 Nt\$; USA, 100 \$; Royaume-Uni, 100 £.

M 0147 - 0117 - 7 00 F

L'Elysée alimente l'hypothèse d'une candidature de M. Barre

MM. Fabius et Emmanuelli font l'éloge de l'ancien premier ministre

FACE à Edouard Balladur et alors que le débat se polarise pour le moment entre le premier ministre et Jacques Chirac, la gauche, divisée, est menacée de ne pas réussir à être présente au second tour de l'élection présidentielle. La présidence de la République alimente, dans des conversations privées, l'hypothèse de la candidature de Raymond Barre, seul capable, selon son analyse, de concurrencer M. Balladur au centre. Salué pour ses qualités d'homme d'Etat et pour son « impartialité » par Laurent Fabius et par Henri Emmanuelli, dimanche 15 janvier, l'ancien premier ministre pourrait être, pour les divers opposants à M. Balladur, un candidat de ralliement au second tour, à la manière dont le centriste Alain Poirer l'avait été, en 1969, contre Georges Pompidou.

Lire page 7



« Eltsine est un cadavre politique », nous déclare Sergueï Kovalev

NAZARAN (Ingouchie) de notre envoyé spécial

Il a la voix cassée. Après une incursion aux alentours de Grozny et une série d'entretiens avec les dirigeants ingouches, Sergueï Kovalev, le délégué aux droits de l'homme de Boris Eltsine, est entré en dissidence depuis l'engagement des troupes russes en Tchétchénie, raconte les journalistes, samedi 14 janvier, tard dans la nuit. Depuis le hall de son hôtel à Nazran (Ingouchie), il pronostique : « Bien sûr, la Russie saura s'emparer de Grozny, mais il faudra transformer la ville en un immense tas de briques. Le tableau n'est pas meilleur que celui de Stalingrad pendant la guerre de 1945. L'endroit géographique où existait Grozny sera libéré de ce qui était ses habitants ; il sera occupé par les Russes. La guerre ne va pas s'arrêter sur ce point. »

Pour Sergueï Kovalev, ce n'est que le début de « la grande guerre caucasienne », tantôt par flambées, tantôt à feu doux, une guerre comparable à celle de l'Afghanistan : « Les perspectives sont horribles pour les Tchétchènes et tous les Caucasiens du Nord. Mais elles le sont aussi pour la Russie, car celle-ci n'aura pas d'autre choix que d'installer la censure, revenir aux principes du pouvoir soviétique, employer la violence contre le peuple de la métropole. » Réagissant aux propos de Bill Clinton, qui a réaffirmé son soutien à Boris Eltsine et à sa « politique de réformes », Sergueï Kovalev pense que c'est en condamnant Eltsine et la guerre que l'on peut justement « réorienter la Russie vers les réformes » : « L'escalade de la répression contre ceux qui penseront autrement dans le pays signifiera aussi la fin de la liberté économique, ce sera une chaîne sans fin. Les partisans de la guerre vont reprendre en main l'appareil de production - l'agriculture, l'industrie. Ils le mettront au service de la guerre. »

Ne reliant pas les qualificatifs d'« ordures » et de « salauds » qu'il a utilisés pour désigner l'entourage de Boris Eltsine, Sergueï Kovalev considère que ce dernier est « un cadavre politique ». « Pour lui, c'est une tragédie personnelle. Pendant longtemps, il s'est montré comme un personnage courageux, capable de s'adapter, de comprendre. Peu à peu, il a pris l'habitude de penser que les moyens de la force finiraient par lui donner raison. Avec la Tchétchénie, il a procédé de la même manière. »

Sergueï Kovalev n'est pas loin de penser que « l'homme est arrivé au bout de ses li-

mites » et qu'il a déjà échoué sur le premier problème qui se pose à chaque nouveau président lors de son accession au pouvoir : réunir une bonne équipe. « Eltsine a obéi à un vieux principe du parti, qui consiste à engager plus bêtes et plus faibles que soi, des personnes sans ambition supérieure que d'être agréables aux dirigeants à chaque instant. C'est facile, assez plaisant à vivre, de boire de la vodka et de fréquenter les bars. Mais ces gens-là sont incapables de travailler. Eltsine est responsable de cette équipe. Je le regrette pour lui, pour sa personnalité. Sa carrière politique a été courte, rapide, courageuse. Elle l'a amené à un fiasco. »

Après une visite à Nazran, lundi 16 janvier, au siège de l'état-major de l'armée russe engagée en Tchétchénie, le militant des droits de l'homme fera un passage éclair à Moscou, puis reviendra à Nazran, où il installera son bureau. « Peut-être même à Grozny, on verra. En tout cas, j'ai décidé de m'installer ici », dit-il, sans illusions sur ses possibilités d'être entendu dans la capitale russe.

Dominique Le Guilledoux

Lire page 2

Les extrémistes algériens posent leurs conditions

Après l'offre de paix de l'opposition le GIA craint d'être marginalisé

LE GROUPE ISLAMIQUE ARMÉ (GIA) s'est dit prêt à « arrêter la guerre », dans un communiqué rendu public dimanche 15 janvier à Paris. Mais il pose à son offre des conditions inacceptables pour le pouvoir. La branche la plus radicale de la mouvance intégriste a demandé qu'une suite favorable soit donnée aux propositions que les principaux partis de l'opposition algérienne réunis la semaine dernière, à Rome, ont inscrites dans une « plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise ».

A ce préalable, le GIA a ajouté ses propres exigences : libération « immédiate et sans conditions » de l'un de ses anciens chefs, Abdelhak Layada, « application de la loi de Dieu » contre les « généraux », accusés d'avoir retardé l'application du projet islamique, et « dissolution de tous les partis communistes athées ».

Partisan de la guerre sainte (dji-

had) jusqu'au renversement de la « junte » au pouvoir, le GIA, qui a revendiqué la plupart des assassinats d'étrangers et le récent détournement de l'Airbus d'Air France, évoque pour la première fois la possibilité de mettre un terme aux violences. Mais rien ne montre, dans son dernier communiqué, qu'il se soit converti à davantage de modération ou de pragmatisme.

En réalité, le GIA a mesuré le risque de se trouver marginalisé si les principaux partis d'opposition, y compris les représentants de l'extrême gauche du Front de libération national (FLN), entamaient des négociations avec le pouvoir, toujours sur la défensive. L'aile la plus radicale de l'islamisme cherche donc à se présenter en véritable partie prenante des négociations à venir, mais en faisant singulièrement monter les enchères.

Les conditions posées à une « sortie de crise » par les signataires de l'appel de Rome prennent en effet en compte les exigences des démocrates, notamment en matière de pluralisme politique et de liberté d'expression. Le GIA, en revanche, est loin de partager ces vues. Il continue à défendre une idée totalitaire du pouvoir, qui vise à « combattre les ennemis de la religion ».

Lire page 5

François Furet et l'illusion communiste



APRÈS AVOIR d'une façon radicale révisé l'histoire et l'interprétation de la Révolution française, ce qui lui a valu une notoriété mondiale, François Furet fait aujourd'hui avec éclat son entrée dans l'histoire contemporaine, avec la parution de son essai *Le passé d'une illusion*, consacré à l'idée communiste au XX^e siècle.

Avant ce nouvel ouvrage, pour lequel l'écrivain Jorge Semprun dit dans nos colonnes son enthousiasme, François Furet, prix Tocqueville 1990, avait donné plus d'un signe d'intérêt soutenu pour la période d'entre-deux-guerres, les années de l'idée démocratique et les passions révolutionnaires qui ont agité le siècle finissant. Dans *La République du centre*, ouvrage collectif paru en 1988, il avait examiné les contours les plus actuels de l'épuisement des mythes et utopies issus de 1789.

Historien accoutumé à provoquer par ses écrits discussions et polémiques, François Furet, qui fut lui-même membre du Parti communiste, doit s'attendre à en susciter de nouvelles en livrant les résultats de son voyage interprétatif au cœur du bolchevisme et de cette autre tempête surgie presque en même temps : le fascisme.

Lire page 15

Une Eglise qui s'éloigne de la société

QUI EST concerné par la révocation de Mgr Gallot ? Les catholiques, bien sûr, dont beaucoup, y compris des prêtres, ne se sont pas privés d'exprimer leur « écoeurement » au cours des derniers jours. Les chrétiens des autres confessions aussi, dans la mesure où toute initiative importante du pape rejait sur l'image de leurs Eglises et sur la crédibilité du message évangélique. Mais la révocation de l'évêque d'Evreux n'est pas seulement une affaire interne à l'Eglise. A preuve, les nombreuses réactions qui se manifestent dans les cercles les plus éloignés du catholicisme, pour ne pas dire les plus anticléricaux. Même la Ligue communiste révolutionnaire a cru devoir exprimer son soutien à Jacques Gallot.

Cela tient, pour une part, au personnage lui-même, qui avait su nouer des liens dans des milieux peu fréquentés par des ecclésiastiques, mais surtout à ses prises de position sur des sujets brûlants, qui concernent tout le monde, comme l'avortement ou les moyens de combattre le sida. Au-delà d'un conflit interne, l'affaire Gallot illustre les rapports complexes entre l'Eglise et la société en France. Une France qui n'est plus, depuis belle lurette, la fille aînée de l'Eglise et tend à devenir, selon l'expression de Michel Winock, « une nation catholique d'incroyants ».

Il fut un temps où l'Eglise comptait des évêques mais pas d'épiscopat. Chaque « Monseigneur » faisait figure de prince dans son diocèse ; Rome était loin et aucune institution nationale ne venait restreindre son pouvoir. Aujourd'hui, ce serait plutôt l'inverse : l'Eglise compte un évêque et ne supporte pas les cavaliers seuls. La hiérarchie catholique est perçue comme un bloc organisé, avec ses assemblées, ses commissions et ses porte-parole. Sur l'essentiel, il n'y a pas de pluralisme qui vaille.

C'est dire si Jacques Gallot, présent sur tous les fronts, dérangeait ses pairs. Mais on s'aperçoit, depuis quelques jours, que sa révocation les gêne plus encore. Au lieu de raffermir l'unité de l'Eglise, la sanction de Rome souligne sa division. Et, tout en faisant de l'évêque d'Evreux le chef d'une dissidence, sinon un martyr, elle aboutit, paradoxalement, à affaiblir l'autorité épiscopale.

Robert Solé

Lire la suite page 16 et nos informations page 10

Pierre-Gilles de Gennes
Jacques Badoz

Les objets fragiles
Ploa

Stimulant
Brillant
Iconoclaste

« Pierre-Gilles de Gennes est un conteur avant d'être un physicien. »
JEAN-FRANÇOIS ALGÉRIE - LE MONDE

PLOX

COMBATS L'artillerie russe a continué, dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 janvier, de pilonner le centre de la capitale tchétchène, qui est toujours le théâtre de violents

combats. Le palais présidentiel, « totalement encerclé », d'après le service de presse du ministère de la défense, est toujours aux mains des résistants tchétchènes. ● L'aviation

russe a, d'autre part, poursuivi ses bombardements sur les villages du Sud, où se sont réfugiées les personnes déplacées. ● A la veille de la rencontre Warren Christopher-An-

dreï Kozyrev, mardi et mercredi à Genève, les États-Unis continuent d'apporter leur soutien à Boris Eltsine. ● Dans le monde musulman, si les autorités adoptent encore une

attitude prudente à l'égard du conflit, les mouvements islamistes manifestent de plus en plus ouvertement leur soutien aux indépendantistes tchétchènes.

La guerre s'étend à toute la Tchétchénie

Alors que Grozny, dévastée par les bombardements, n'était toujours pas tombée lundi 16 janvier au matin, l'armée russe a multiplié les opérations dans le reste du pays où la résistance s'organise

MOSCOU
de notre correspondant
Toujours impuissantes, au quatrième jour de leur troisième assaut, à s'emparer de Grozny, les forces russes ont poursuivi, dimanche 15 janvier, leurs bombardements aériens contre les villages du Sud, où se sont réfugiés des milliers de personnes déplacées. Les localités de Chali (30 km au sud-est de Grozny) et de Tchirli-Jourt (30 km au sud) ont été la cible, dimanche, de raids aériens, selon des témoins cités par l'AFP.
Plus au sud encore, les villages de montagne sont presque quotidiennement attaqués par l'aviation russe, selon les témoignages. Ainsi le village de Gukhoï, à 2 000 mètres d'altitude, près de la frontière géorgienne, a été frappé, mercredi 11 janvier, par seize missiles tirés par des avions russes. Vendredi, c'est le village de Chatoï qui a été frappé. Les forces russes avaient parachuté des hommes dans les montagnes, dont une unité de cinquante hommes, qui ont été faits prisonniers. Des raids aériens de représailles ont suivi. Un journaliste russe, proche de l'état-major militaire, avait, cette semaine, produit une menace en forme d'analyse : beaucoup de vil-

lages pourraient refuser d'apporter leur soutien à la résistance par crainte des raids aériens. Mais la violence russe, incontrôlée, semble plutôt faire basculer la population du côté de la rébellion.

PILLAGES ET VIOLS
Dans les zones sous contrôle de Moscou, des soldats russes, parfois des repris de justice engagés sous contrat, se livrent à des pillages et à des viols, selon des témoignages recueillis sur place. Les troupes russes sont aussi la cible, dès la tombée de la nuit, d'opérations de commandos. Les villages « libres » du Sud, qui sont hors de la zone des combats, fournissent un appui logistique aux combattants de Grozny. Les villages « occupés » ont commencé une résistance passive voire active.

« La Russie ne veut pas détruire le régime de Doudaïev. Elle veut détruire le peuple tchétchène », estime un représentant de la diaspora tchétchène à Moscou. La population est convaincue que la Russie est déterminée à l'exterminer, ce qui ne fait que renforcer la résistance. Ce représentant tchétchène, un de ceux reçus, vendredi, par le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, cite à l'appui



de sa thèse l'inefficace mais meurtrière « stratégie » militaire russe. Moscou refuse toute solution qui pourrait mettre un terme aux combats, notamment l'envoi d'observateurs neutres, étrangers. Les « opérations de police » tiennent plus de civils que de militaires et Mos-

cou bloque, malgré ses promesses, l'acheminement de l'aide humanitaire en Tchétchénie, souligne-t-il. Un premier avion du haut commandement aux réfugiés de l'ONU a, certes, pu atterrir dimanche dans la République voisine d'Ossétie du Nord, plus de

quinze jours après que Moscou eut fait officiellement appel au HCR. Il transportait de quoi ravitailler 10 000 personnes, alors que le nombre de réfugiés est évalué à près de 400 000.

« UN CRATÈRE DE BOMBE »
Faute de réussir à s'emparer rapidement de Grozny, les forces russes continuent de transformer la capitale en un tas de pierres. Tous les quartiers de la ville sont la cible des bombardements russes, qui tuent de nombreux civils n'ayant pu quitter Grozny. Ce pilonnage est cependant jugé « trop mou » par le leader ultranationaliste Vladimir Irmovskii, devenu le principal soutien de M. Eltsine dans l'aventure tchétchène. « Si je commandais, Grozny serait aujourd'hui un cratère de bombe. Plus un chien nulle part. Plus un cadavre. Rien qu'un cratère », a déclaré M. Irmovskii à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Objet d'une lutte symbolique, le palais présidentiel, déserté par les autorités et tenu par des combattants basés dans ses sous-sols, a été de nouveau la cible des tirs d'artillerie russes. Les forces russes ont tenté de s'en emparer, samedi, pénétrant même dans le bâtiment

dévasté, avant d'être repoussées par des défenseurs tchétchènes, aujourd'hui pratiquement isolés de leurs arrières. Un porte-parole du ministère de la défense a affirmé, dimanche, que les forces russes encerclaient désormais ce palais mais aussi la ville. Selon le correspondant de la chaîne privée NTV sur place, les forces tchétchènes auraient repoussé, dimanche, les troupes russes sur un front du centre-ville. Les combattants utilisent les caves et les souterrains, réussissant parfois à prendre à revers les forces de Moscou.

Mais même si le palais ou la ville devaient bientôt tomber, il s'agirait d'une victoire à la Pyrrhus. La guerre a déjà gagné le reste du territoire. « Les États-Unis ont fait cette expérience au Vietnam, la France en Algérie, la Russie en Afghanistan. Une armée peut battre une autre armée, pas un peuple. Elle peut seulement le détruire », explique le député démocrate Alexis Arbatov, membre de la commission de défense de la Duma. A force de vouloir gagner la guerre, le Kremlin devra-t-il, contraint ou pas, en passer par le génocide ?

Jean-Baptiste Naudet

« Des bandits ne tiennent pas des armées en échec »

GROZNY
de l'envoyé spécial de Reuter
Exténué par une nuit de combats et couvert de poussière, Akhmed Kadiv conduisit un groupe d'hommes à travers des gravats qui jonchent les rues de Grozny. La nuit du samedi 14 au dimanche 15 janvier a été rude pour ce combattant tchétchène. Rude mais victorieuse, puisque ses hommes ont réussi, une fois encore, à empêcher l'armée russe de s'emparer du palais présidentiel. « Nous revenons du palais. On s'est battu toute la nuit dans certains bâtiments de la place [de la Liberté]. Nous avons combattu les Russes pièce après pièce. On a fait une trentaine de prisonniers », explique-t-il. « Ils (les Russes) nous présentent comme des bandits, mais ils ont une vraie armée, et nous les tenons en échec. Des bandits ne tiennent pas des armées en échec », ajoute-t-il.

Bien que confrontés à une armée bien plus équipée et entraînée qu'eux, les combattants tchétchènes ont réussi à stopper l'avancée des chars et des véhicules blindés russes dans Grozny, cinq semaines après le début de l'intervention russe en Tchétchénie. Les soldats russes qui étaient parvenus, samedi, à s'introduire dans les bâtiments faisant face au palais présidentiel sur la place de la Liberté ont été tués ou faits prisonniers, affirment les résistants tchétchènes.

FRANCS-TIREURS
Mais à voir, dimanche, l'activité des francs-tireurs aux abords du pont, près de la rue Avtourkhanova, qui débouche sur le sud de la place, on comprend que les Russes n'ont pas dit leur dernier mot. Cette rue, qui, il y a une semaine, constituait le principal axe de ravitaillement du palais présidentiel, est désormais impraticable.

La périphérie de Grozny n'a pas été épargnée par les combats, même si ceux-ci sont moins importants que les semaines précédentes. Cinq personnes ont été tuées par un obus tombé dans la matinée sur une place située à quelques kilomètres au sud-ouest du palais présidentiel.

Kurt Schork

La communauté tchétchène de Jordanie se mobilise

« rassemble tous les segments de la société jordanienne, Arabes, non-Arabes, musulmans, chrétiens ».

MANIFESTATION EN TURQUIE
« Le soutien en Jordanie est massif, dit-elle. Nous recevons des dons de tout le monde. » Côté officiel, cependant, la prudence reste de règle. La presse rend compte des événements, mais sans beaucoup de commentaires, et la télévision, selon M. Faisal, ne fait pas une part très large au conflit. « Elle utilise le terme « séparatiste », accuse-t-elle, or il est faux de dire que ce conflit est une affaire interne russe, puisque la Tchétchénie n'a jamais signé l'acte de constitution de la Fédération de Russie. » « Au début du conflit, le gouvernement était très réservé », affirme encore Toujan Faisal, qui a obtenu du Parlement, contrairement à la position officielle jordanienne, la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple tchétchène. « Il semble que les choses changent, dit-elle, et le roi Hussein, qui nous a reçus, nous a assurés de son soutien. Il nous a affirmé qu'il ferait tout pour faire cesser ce drame et, en attendant, il nous a promis son aide pour l'acheminement de nos colis de médicaments et s'est déclaré prêt à recevoir et soigner gratuitement les blessés. »

« Une fois de plus, ajoute-t-elle, le monde

est plus amorphe quand il s'agit d'une agression contre un Etat musulman. » Si les États arabes et islamiques se sont, jusqu'à maintenant, contents de protestations verbales face à l'agression russe en Tchétchénie, l'opposition islamiste commence à manifester sa rancœur, et l'attitude occidentale risque une fois de plus d'alimenter son ressentiment. Plus de deux mille islamistes turcs ont ainsi manifesté, vendredi 13 janvier, dans les rues d'Istanbul, autant se sont rassemblés au Caire et à Beyrouth, et ce sont les deux chefs des communautés musulmanes sunnite et chiite qui ont dénoncé le « massacre des Tchétchènes au vu et au su des grandes puissances qui brandissent le slogan de la démocratie et des droits de l'homme ».

Pour les musulmans radicaux, mais pas seulement pour eux, après le drame des Palestiniens et celui des Musulmans bosniaques, la tragédie tchétchène va s'ajouter à la liste des « injustices » commises par l'Occident envers l'Islam. Présents en Turquie, en Syrie, en Jordanie, où ils sont particulièrement nombreux dans les professions libérales, les Tchétchènes, qui sont arrivés au début du siècle, conservent leurs traditions, et chacun ici parle le tchétchène. « J'ai découvert l'arabe au jardin d'enfants », affirme Mohammad Chamseddine Ashab, un artisan de trente-cinq ans. Se sent-il jorda-

nien ou tchétchène ? « Jordanien en premier, répond-il, mais, c'est sûr, mes racines sont là-bas. » Depuis quelques années, ils sont nombreux à être allés en Tchétchénie, et quelques familles sont même retournées s'établir là-bas.

Dans le club, où des jeunes s'exercent au billard et au ping-pong, au milieu de cartons de médicaments soigneusement emballés et répertoriés, Yazan, dix-huit ans, est disposé à aller se battre pour la Tchétchénie. « Je suis prêt à mourir pour notre indépendance », dit-il, approuvé par tous. Le comité enregistre les noms des volontaires, mais « nous ne les encourageons pas et leur expliquons que, sur place, ils n'ont pas besoin de combattants », affirme M. Faisal. Seuls sont allés se battre des étudiants tchétchènes ou des visiteurs qui étaient en Jordanie quand l'invasio a lieu, affirme un membre du comité.

Historien de la communauté et président du Centre des études tchétchènes, le docteur Taha Sultan Murad interroge : « Comment peut-on dénier à un peuple le droit à l'autodétermination ? Nous sommes une nation, nous ne renoncerons jamais. Nous avons combattu l'occupation russe depuis l'époque des tsars, nous continuerons. »

Françoise Chipaux

Washington espère que le conflit est une « erreur de parcours » de Moscou

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, s'apprête à mettre en garde son homologue russe, Andreï Kozyrev

WASHINGTON
de notre correspondant
En haussant - modérément - le ton depuis une dizaine de jours, les responsables américains ont souhaité faire comprendre à M. Eltsine que la guerre en Tchétchénie est de plus en plus insupportable à l'opinion internationale. En se prolongeant, le conflit risque de remettre en cause le soutien politique et économique accordé au président russe. C'est ce constat que le secrétaire d'Etat Warren Christopher doit dresser lors de sa rencontre avec Andreï Kozyrev, son homologue russe, mardi 17 janvier à Genève.

M. Christopher pourra d'autant plus librement faire état de la réprobation des États-Unis devant les excès d'une intervention militaire si peu économe en victimes civiles que, sur le fond, l'administration américaine n'a pas d'objections à faire valoir : Washington ne conteste pas au pouvoir politique russe le droit de « rétablir l'ordre » en Tchétchénie. Les États-Unis sont au moins autant attachés au principe du respect de l'intégrité territoriale de la Russie, que l'est

M. Eltsine. Comme lui, ils craignent le risque de contagio qui représenterait une « victoire », même symbolique, des nationalistes tchétchènes sur Moscou.

FRAGILISATION

Parmi les vingt et une Républiques que compte la fédération russe, une bonne demi-douzaine pourraient être tentées de suivre l'exemple tchétchène. Or la politique russe suivie depuis la fin de la guerre froide par les États-Unis repose sur un soutien à l'homme réputé capable de conduire un processus graduel de réformes politiques et économiques dans une Russie stabilisée. Dans cette période de fragilisation du processus politique à Moscou, l'administration Clinton estime que ce n'est pas le moment d'affaiblir davantage M. Eltsine en faisant le jeu des factions qui lui sont hostiles.

Les Américains constatent aussi qu'en dépit de la montée de son opposition intérieure, celui-ci n'a pas voulu ou n'a pas pu recourir à des mesures d'exception comme l'instauration de l'état d'urgence ou une censure des moyens d'in-

formation. Pour le reste, M. Eltsine n'a pas remis en cause la politique de coopération visant à démanteler l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, que Washington juge essentielle pour réussir à « ancrer » la fin de la guerre froide. De même, Moscou reste attaché au processus de désarmement stratégique des traités START I et II, bien que ceux-ci n'aient pas été ratifiés. Enfin, à propos de la Bosnie ou de l'Irak, et en dépit de profondes divergences avec Washington, Moscou n'a pas remis en cause les acquis de la détente.

Bref, ce qui lie les États-Unis et la Russie est plus important que ce qui les sépare. « Ce serait une terrible erreur de réagir de manière réflexe aux hauts et bas expérimentés par la Russie et qu'elle connaîtra dans les années à venir », a insisté M. Clinton qui alimenterait convaincre ses concitoyens que les intérêts à long terme des États-Unis résident davantage dans une Russie qui aura maintenu l'intégrité de ses frontières et l'autorité du pouvoir central, que dans la reconnaissance des aspirations à l'indépendance de la minorité tchétchène.

Ce discours est cependant loin de faire l'unanimité, y compris dans le camp démocrate. Sous le titre « Complice de Moscou », Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, soulignait récemment, dans les colonnes du New York Times, que le gouvernement américain s'était aligné sur la position russe, gommant la légitimité historique et morale du combat des Tchétchènes. « La Tchétchénie pourrait devenir la tombe de la réputation morale de l'Amérique », ajoutait-il.

CRITIQUES

Les responsables républicains, pour qui Moscou se livre à une répression de type communiste en Tchétchénie, estiment aussi que Washington apporte un soutien inconditionnel à M. Eltsine. Les États-Unis, insistent-ils, doivent préserver leurs relations à long terme avec Moscou, et ne pas mener une politique qui s'identifie à un seul homme.

L'administration Clinton a été sensible à ces critiques. La veille de son départ à Genève, M. Christo-

pher a souligné que, « jusqu'à présent », M. Eltsine avait été un des « principaux protagonistes » de la politique de réformes engagées en Russie. Les États-Unis continueront donc à le soutenir « aussi longtemps qu'il va dans la bonne direction ». Quant au conflit tchétchène proprement dit, le secrétaire d'Etat américain s'est borné à constater que l'intervention militaire a été « mal conçue et mal exécutée », qu'elle a fait « beaucoup de mal », qu'elle constitue « un grave recul en arrière en matière de réformes de l'économie de marché et de réformes démocratiques ».

Tout comme M. Eltsine, les responsables américains estiment que les dérapages sanglants et l'enlèvement du conflit tchétchène sont largement dus à l'incompétence des généraux russes. Ils sont prêts à reconnaître que cet épisode pourrait ne constituer qu'une « erreur de parcours », mais ils demandent à M. Eltsine de réaffirmer ses intentions démocratiques en mettant fin, « dès que possible », au bain de sang.

Laurent Zecchini

هكتمان النجل

السلامة

Felipe Gonzalez est confiant dans la survie de son gouvernement

La campagne pour les élections locales est lancée

MADRID
de notre correspondant
Felipe Gonzalez est bien décidé à ne pas se rendre. Pressé de démissionner ou sommé par l'opposition de procéder à des élections anticipées en raison d'une baisse importante de crédibilité provoquée par le scandale du GAL (Groupe antiterroriste de libération), le président du gouvernement a décidé de faire front. Pas question de procéder à des élections, ni de démissionner, ni de poser la question de confiance. Apparemment sûr de lui, d'autant qu'il continue de bénéficier de l'appui des Catalans, Felipe Gonzalez s'est déclaré convaincu qu'il préparera encore les « budgets de 1996 et 1997 » et, a-t-il consenti, « un jour nous perdrons, mais nous durerons le plus longtemps possible ».

Pour le chef du gouvernement, cette embarrassante affaire d'escadrons de la mort que le pouvoir socialiste est accusé d'avoir créés n'est pas de nature à mettre un terme à douze ans de règne du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). L'exécutif, après avoir fait le dos rond, tente maintenant de reprendre l'initiative afin de démontrer que les accusations « malveillantes » de deux policiers repentis vont empêcher « l'accomplissement d'un projet historique pour le pays », comme l'a expliqué Felipe Gonzalez, vendredi soir 13 janvier, à Valence.

« LA FIN D'UNE ÉTAPE »
An cours de ce premier meeting électoral en vue du scrutin municipal et régional du 28 mai, le chef du gouvernement s'est déclaré prêt à résister à « l'opération de harcèlement et de démolition » reconnaissant néanmoins l'importance de la crise. « Nous devons nous habituer à ramper à contre-courant », a-t-il insisté, alors que tous les sondages témoignent d'une perte de confiance sans précédent. Pour la première fois, selon une enquête publiée par El País, José María Aznar, président du Parti populaire (PP droite), devance Felipe Gonzalez dans l'opinion. Celle-ci estime en majorité que le Parlement devrait être dissous (53 %) et a accueilli favorablement la proposition du dirigeant de la principale formation d'opposition de déposer une motion de censure (46 %).

M. Aznar a toutefois précisé que cette motion ne serait déposée que si une majorité se dégageait au préalable au Congrès des députés. Ce qui a permis à Felipe Gonzalez d'accuser son adversaire de ne pas « disposer d'un programme alternatif ». Malgré tout, il a offert « une main tendue » au PP pour que l'Espagne puisse sortir de la

crise et réussir sa reprise économique. Offre évidemment rejetée, parce que « celui qui prétend être le secouriste est le naufragé », selon le mot de Francisco Alvarez, Cascos, secrétaire général du PP. La droite comme la gauche exigent toujours des élections anticipées afin de clarifier les choses et de sortir du brouillard politique. Mais elles sont peu probables dans l'immédiat : le virulent Julio Anguita, coordonnateur de Izquierda Unida (Gauche unie, dominée par le Parti communiste), bien que très critique, n'est pas prêt à voter une motion de censure déposée par la droite. Dans ces conditions, cette situation de crispation va se poursuivre, à moins que les socialistes ne parviennent à refaire une partie du terrain perdu en profitant des bons indices économiques, notamment une baisse de 149 000 demandeurs d'emploi en 1994 et un taux d'inflation annuel de 4,3 %, le meilleur depuis vingt-cinq ans.

Remonter la pente apparaît cependant difficile. Même le quotidien El País, qui pendant des années a fidèlement soutenu le pouvoir, a parlé dans un éditorial de « la fin d'une étape ». L'impression pratiquement générale est que le modèle de gouvernement que Gonzalez a mené à bien pendant les douze dernières années touche à sa fin. Les solutions de rechange au sein du PSOE paraissent pratiquement inexistantes. Il faut entamer une nouvelle étape dans la vie du pays, et il est plus que probable que l'épuisement de Felipe Gonzalez ne lui permettra pas de continuer à développer le rôle vedette qu'il s'attribue à lui-même.

Avec les scandales qui se succèdent, on voit mal, en effet, le secrétaire général du PSOE capable de renouveler le tour de force des élections générales du 6 juin 1993, qui avait permis aux socialistes de limiter les dégâts en obtenant une majorité relative. « Le socialisme n'est pas un but, c'est un chemin », a répété Felipe Gonzalez à Valence.

S'il fallait une preuve de la perte de crédibilité d'un régime incarné par un homme, celle-ci a été fournie vendredi 13 janvier. Jusqu'en début d'après-midi, la rumeur a couru à Madrid que Felipe Gonzalez était reçu en audience par le roi pour, disait-on, présenter sa démission. La Bourse et la peseta se sont immédiatement redressés jusqu'à ce qu'un communiqué du palais de la Zarzuela (résidence de Juan Carlos) démentit l'entretien, provoquant leur rechute. Ce qui fait dire aux partis d'opposition que le gouvernement en se maintenant compromet les chances de la reprise.

Michel Bole-Richard

Première réunion de la commission de moralisation de la vie politique britannique

LONDRES
de notre correspondant
La Commission sur les critères de la vie publique, ou commission Nolan, du nom de son président, le juriste lord Nolan, tiendra sa première audience publique, mardi 17 janvier. Créée, en octobre dernier, à l'initiative du premier ministre alors que Westminster était secoué par les scandales, son objet, comme l'a indiqué John Major le 14 novembre, est d'être « un atelier éthique pour faire les réparations nécessaires à la "bonne marche" de la vie politique ».

Composée de dix membres, dont deux anciens ministres de l'opposition, la commission s'était déjà réunie en privé, manifestant à l'occasion son indépendance d'esprit. Elle va s'attacher à des questions concrètes et, en premier lieu, à la conduite des parlementaires. On se souvient qu'à l'automne dernier plusieurs députés conservateurs avaient été accusés d'avoir accepté de l'argent pour poser des

Patrice de Beer

La route de Sarajevo reste fermée par les Serbes

L'ONU n'a pas réussi à faire appliquer l'accord signé en Bosnie. La trêve hivernale continue d'être régulièrement violée dans l'enclave assiégée de Bihac

La route permettant de relier Sarajevo au reste de la Bosnie restait fermée dimanche 15 janvier en dépit d'un accord signé vendredi 13 janvier entre Serbes et Bosniaques, sous l'égide des Nations unies. L'échec de cet accord, dû à l'intransi-

gence des Serbes, laisse mal augurer de l'avenir du processus de paix en Bosnie que les diplomates occidentaux tentent en vain de relancer. La Forpromu, qui reprendait espoir depuis l'accord de cessez-le-feu commencé à douter de

« la farouche volonté des belligérants d'en finir avec la guerre ». La trêve hivernale, officiellement entrée en vigueur à Noël, continue d'être régulièrement violée dans l'enclave assiégée de Bihac.

SARAJEVO
de notre correspondant
La trêve hivernale bosniaque n'aura, jusqu'à présent, pas permis aux diplomates de relancer le processus en vue d'un règlement politique du conflit. Au terme d'une tournée de trois jours dans l'ex-Yugoslavie, les émissaires du « groupe de contact » auront regagné leurs capitales sans être parvenus à abattre les obstacles.

Pour la première fois, après six mois d'isolement diplomatique, les Serbes de Bosnie ont reçu la délégation internationale et ont eu l'opportunité de réitérer leur volonté de renégocier le plan de partage du pays avant de signer la paix. Le dirigeant serbe, Radovan Karadzic, a qualifié les entretiens de « laborieux », tandis qu'à Sarajevo, le premier ministre bosniaque, Haris Silajdzic, parlait de « l'échec » de la mission du « groupe de contact ».

Le camp gouvernemental bosniaque, qui avait accepté le plan de paix des juillet 1994, a profité de la visite des diplomates du

« groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Allemagne, Grande-Bretagne et France) pour réaffirmer également sa position : la carte de partage du pays ne sera éventuellement soumise à des modifications qu'après son acceptation par les séparatistes serbes. Les Bosniaques tiennent depuis six mois le discours qui était auparavant celui des Occidentaux : le plan de paix est « à prendre ou à laisser ».

Outre l'échec de cette tournée diplomatique, l'accord de « cessation des hostilités », officiellement en vigueur pour une période de quatre mois à compter du 1^{er} janvier, n'est pas appliqué. Près de Bihac, les forces bosniaques ont repoussé, samedi, les assaillants serbes du village de Klokot où se trouve la station de pompage de la ville. En représailles, le centre de Bihac a été bombardé par les artilleurs serbes, tuant sept personnes samedi et dimanche. A Sarajevo, les « routes bleues » sont restées fermées. La Forpromu, qui reprendait espoir depuis l'accord de cessez-le-feu commencé à douter de

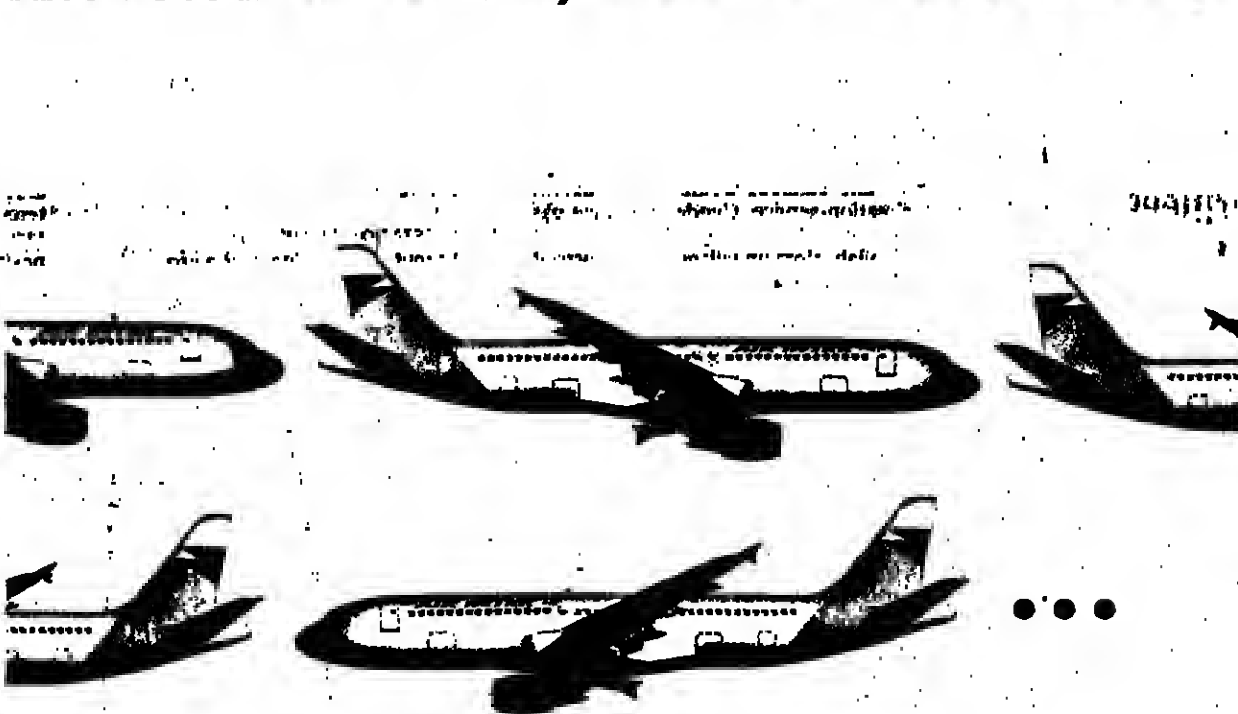
« la farouche volonté des belligérants d'en finir avec la guerre », selon l'expression d'un officier français.

La route d'accès à Sarajevo, à travers l'aéroport contrôlé par les « casques bleus », a été bloquée à la suite d'un « malentendu ». Vendredi, la Forpromu annonce qu'un accord a été signé et que les routes, l'une reliant deux faubourgs serbes et l'autre la capitale assiégée au monde extérieur, s'ouvrent dès le lendemain, pour les civils et le trafic humanitaire. Samedi, les Bosniaques présentent au point de contrôle plusieurs dizaines de camions, désirant profiter de l'occasion pour reprendre le trafic commercial à destination de la capitale assiégée. Les Serbes annoncent qu'ils « ne peuvent pas garantir la sécurité de l'aéroport », formule magique qui provoque la fermeture immédiate des barrières. La Forpromu, embarrassée, avoue que l'accord de la veille n'existe qu'en rêve, qu'aucun papier n'a été signé, qu'on a peut-être menti un tantinet à la popula-

tion. Dimanche 15 janvier, les Bosniaques persistent toujours à exiger le passage des camions, forçant les « casques bleus » à maintenir les barrières fermées, craignant que les Serbes ne mettent leur menace à exécution. Les réunions se poursuivent afin de parvenir à un accord. « Les Bosniaques insistent pour utiliser ces routes librement, les Serbes veulent les contrôler », les Bosniaques dénoncent le bombardement de Bihac, les Serbes critiquent la présence de troupes gouvernementales dans le mont Igman... Le temps passe, l'accord du 31 décembre n'est pas appliqué et, en plus, le « groupe de contact » est rentré bredouille. La situation est critique, commente un officier supérieur de la Forpromu. L'atmosphère est, certes, à la détente en Bosnie-Herzégovine, mais le mot d'ordre de chaque armée reste la défiance et les fronts peuvent s'embraser au moindre faux pas, à la première provocation.

Rémy Ourdan

PLUS VOUS AUREZ LE CHOIX, PLUS VOUS CHOISIREZ AIR INTER.



la haute fréquence des vols au départ de Roissy ou comment, si vous ratez le 1^{er} vol, vous pouvez prendre le suivant, ou le suivant, ou le suivant... Vous voulez des horaires à la carte ? Sur Air Inter, vous avez par exemple, 15 vols par jour pour Nice, 19 pour Toulouse et 20 pour Paris. C'est la seule compagnie à assurer autant de fréquences au départ et à l'arrivée de Paris. Avec en plus le choix entre Orly et Roissy pour la plupart des lignes.

AIR INTER

Pourquoi vivre sans ailes !

GRUPE AIR FRANCE

L'Autriche, la Finlande et la Suède incarnent une Europe plus « verte »

Les trois nouveaux pays membres de l'Union européenne, forts de réglementations nationales extrêmement rigoureuses, manifestent des exigences écologiques pionnières

Les trois nouveaux pays qui ont récemment adhéré par référendum à l'Union européenne ont une particularité : ils font preuve, en matière d'écologie et de protection de la nature, de préoccupa-

tions nettement plus élevées que celles qui ont généralement cours dans l'ancienne Europe des Douze. L'Autriche, la Finlande et la Suède font, de ce point de vue, figure d'avant-garde. Dès la fin des

années 60, ces pays ont été les premiers à imposer des mesures draconiennes pour favoriser la protection de l'environnement. Que ce soit en matière de réglementation, d'innovations technologiques

ou de sensibilisation, la priorité est systématiquement donnée à la qualité de la vie. Au point que les Suédois, les Finlandais ou les Autrichiens savent se priver de centrales nucléaires, de barrages ou de

trafic routier. Leur participation aux institutions de l'Union européenne provoquera-t-elle au sein de celle-ci de nouveaux critères de convergence, écologiques cette fois ?

LA SUÈDE a toujours eu une longueur d'avance en matière de protection de l'environnement. Dès 1967, avant tout le monde, elle s'est dotée d'une agence nationale pour la protection de la nature (Statens Naturvårdsverk, ou SNV). Une administration qui ne plaisante pas. En 1969, elle interdit l'utilisation du DDT ; en 1971, elle bannit l'immersion des déchets en mer. Lorsque l'ONU convoque la première conférence internationale sur l'environnement, en 1972, elle choisit tout naturellement Stockholm. Parallèlement, un vaste programme de sensibilisation à l'environnement est lancé dans le pays, qui touche des centaines de milliers de volontaires. Le gouvernement suédois souhaite former des citoyens soucieux du patrimoine naturel, capables d'alerter les pouvoirs publics en cas de nuisance et de participer au débat avant chaque grande décision.

C'est dans le domaine nucléaire que cette politique pionnière va être la plus manifeste. Dès 1977, la Suède se préoccupe de ses déchets radioactifs et n'autorise la construction d'une centrale nucléaire que si est prévue l'évacuation des combustibles irradiés. L'année suivante, devant la mon-

tée de la contestation antinucléaire et avant même l'accident américain de Three Mile Island, il est envisagé une référendum pour décider de la suite à donner au programme. Finalement, c'est le Parlement lui-même (Riksdag) qui, en 1980, vote en faveur de l'arrêt progressif des centrales nucléaires suédoises avant 2010. Le pays le plus précoce à avoir clarifié s'engage le premier vers la sortie du nucléaire, réclamée à cor et à cris par les écologistes de toute l'Europe.

La Suède se pose aussi en champion de la « veille écologique » en Europe. C'est elle qui déclenche l'alerte aux pluies acides en expliquant que les fumées du charbon anglais et allemand stérilisent ses lacs. Elle se porte au secours de la mer Baltique, polluée par l'Elbe et par la Vistule. Elle est la première à déceler l'accident de Tchernobyl grâce à ses stations de surveillance de la pollution atmosphérique - ce qui conduira les autorités suédoises à ordonner l'abandon de troupeaux entiers de rennes pour éviter toute contamination radioactive. La Suède est encore le premier pays au monde, en 1988, à ouvrir un centre de stockage de déchets nu-

cléaires à vie longue, niché dans le granite à 50 mètres sous la mer Baltique. Même la Suisse n'a toujours pas fait l'équivalent.

Aujourd'hui, les Suédois restent les champions du recyclage des déchets, avec jusqu'à sept poubelles différentes dans certains foyers. La consigne est la règle pour les bouteilles, les canettes d'aluminium et même les piles et les batteries. La récupération atteint des taux records : 84 % des canettes consommées reviennent au distributeur pour être ensuite refondues par les emballeurs. Plus écolo qu'un Suédois, on ne trouve pas en Europe !

LA FINLANDE LAVE PLUS BLANC

Les voisins finlandais, eux, ne prétendent pas à l'antériorité, mais ils affirment avoir rattrapé le maître et, sur certains points, l'avoir dépassé. Si la Finlande n'a créé son ministère de l'environnement qu'en 1983, les industries, eux, n'ont pas attendu cette date pour se lancer à fond dans les technologies propres. Dès 1979 a été mis sur pied une société chargée de traiter tous les déchets industriels du pays. Après quelques hésitations pour le choix du site - on pensait l'im-

planter loin au nord, en Laponie, ce qui n'était guère rationnel -, une usine a finalement été inaugurée en 1984 dans le sud, au cœur de la Finlande industrielle. Cette usine, Ekokem, ultra-moderne, est capable de traiter tous les résidus de l'activité industrielle, depuis les tubes fluorescents jusqu'aux solvants chlorés, en passant par les batteries de voiture ou les huiles de vidange. Un rêve pour bien des pays européens, toujours à la recherche de sites introuvables.

C'est dans la fabrication du papier, toutefois, que les Finlandais ont fait le plus de prouesses. Il est vrai que l'industrie papetière était naguère en première ligne pour la pollution et les nuisances : coupes à blanc dans les forêts, rejet des liqueurs noires dans l'eau, émanations de chlore dans l'air, et fortes odeurs de choucroute dues à la cuisson du bois. Hormis l'odeur, décidément tenace, toutes les autres nuisances ont pratiquement été éliminées en Finlande. L'exploitation des forêts, qui sont aux deux tiers privées et très morcelées, se fait aujourd'hui en douceur, sans déboisement massif. L'Etat propose aux propriétaires des plans de gestion très poussés dans le détail, et il prend à sa charge la moitié des frais de leur

préparation. Le gouvernement assure ainsi ce qu'il appelle un « développement durable » de la forêt, en garantissant une exploitation inférieure en volume à l'accroissement naturel du bois sur pied (lire ci-contre).

La petite Finlande est aujourd'hui si sûre d'elle-même en matière de technologies propres qu'elle propose ses services aux voisins moins avancés. Entre 1991 et 1993, elle a investi 40 millions de dollars pour « nettoyer » la Russie, l'Estonie et la Pologne. Elle s'est aussi lancée dans les énergies alternatives : depuis 1991, elle dispose d'une centrale éolienne. Avec le groupe Neste, elle s'est dotée d'une société spécialisée dans l'énergie solaire, allant même jusqu'à racheter un fabricant français de plaques solaires pour équiper les photopies. Les Européens de l'Union, même les plus verts, n'ont qu'à bien se tenir.

L'AUTRICHE CONTRE LES CAMIONS

L'Autriche offre cette particularité d'être le seul pays au monde à avoir construit une centrale nucléaire... et à l'avoir laissée sous cocon. La centrale de Zwentendorf, à une quarantaine de kilomètres de Vienne, était fin prête en 1978 lorsque la contestation nucléaire, ajoutée à un contexte politique confus, a poussé le gouvernement à soumettre son ouverture à référendum. Réponse des Autrichiens : non. Avant même l'accident de Three Mile Island, une majorité de citoyens avaient donc estimé que le nucléaire n'était pas une bonne formule pour fabriquer de l'électricité. Bilan : 5 milliards de francs dépensés pour rien et un tout annuel de 25 millions de francs pour maintenir l'outil en état de marche, au cas où...

La population viennoise apparaît toujours en pointe dans le combat écologique. En 1985, grâce à la conjonction d'écologistes, de scientifiques et d'opposants politiques déterminés, le projet de barrage de Hainburg, sur le Danube, est finalement abandonné. Les électriciens autrichiens, privés de nucléaire et d'un dernier barrage, doivent se rabattre sur le charbon (une technologie ultra-propre)... et sur le fameux barrage de Gabčíkovo, au-delà de la frontière, qui va devenir une pomme de discorde entre la Hongrie et la Slovaquie. C'est aussi en 1985 que les autorités viennoises imposent aux poids lourds une limite de 50 km/h dans la traversée des forêts qui entourent la capitale.

Les usines les plus propres du monde

Depuis 1985 - dix ans déjà - les papeteries finlandaises pratiquent le blanchiment biologique de la pâte, supprimant du même coup les émissions de chlore. Les liqueurs noires provenant de la cuisson du bois ne sont plus rejetées à la rivière mais brûlées dans les fours à vapeur, et les eaux usées complètement nettoyées dans des stations d'épuration qui, souvent, occupent plus de surface que les bâtiments industriels eux-mêmes. « Nous avons les usines les plus propres du monde », affirme sans ambages Pertti Laine, directeur à la Fédération finlandaise des industries forestières. Ce qui a permis aux Finlandais de racheter ou d'implanter d'innombrables usines de pâte à papier à travers le monde, à commencer par l'Europe (dont sept en France).

La population viennoise apparaît toujours en pointe dans le combat écologique. En 1985, grâce à la conjonction d'écologistes, de scientifiques et d'opposants politiques déterminés, le projet de barrage de Hainburg, sur le Danube, est finalement abandonné. Les électriciens autrichiens, privés de nucléaire et d'un dernier barrage, doivent se rabattre sur le charbon (une technologie ultra-propre)... et sur le fameux barrage de Gabčíkovo, au-delà de la frontière, qui va devenir une pomme de discorde entre la Hongrie et la Slovaquie. C'est aussi en 1985 que les autorités viennoises imposent aux poids lourds une limite de 50 km/h dans la traversée des forêts qui entourent la capitale.

Roger Cans

François d'Aubert dénonce les dérives de Bruxelles

QUEL DOMMAGE que ce livre ne soit pas paru lors du référendum sur le traité de l'Union européenne ! Il est concret, dédaigneux des vaines abstractions « maas-

trichtiennes », bourré d'informations, parfois inédites, parfois très pudiquement, qui justifient pleinement son sous-titre :

BIBLIOGRAPHIE
Enquête sur les dérives de Bruxelles. « Entre 50 et 75 milliards de francs de fraude par an », soit 15 % du budget communautaire, telle est l'estimation du député de la Mayenne. Conscience du problème au point d'avoir fait ouvrir dans tous les Etats membres (sauf en Grèce) un réseau téléphonique permettant les dénonciations anonymes, la Commission s'en tient pour sa part au préjudice financier résultant des arnaques déconvoquées, soit seulement 1 % des dépenses totales. Principaux filons :

les fonds structurels, théoriquement destinés aux régions les plus pauvres, et les fameuses restitutions visant à compenser la différence entre le cours européen des matières agricoles et le cours mondial, moins élevé. Plus mauvais élèves de l'Union : l'Italie, la Grèce, l'Espagne et, dans une moindre mesure, le Portugal.

Pour décrire et dénoncer les combines des organisations criminelles du sud de l'Italie ou celles de certains responsables espagnols, le vice-président du groupe UDF à l'Assemblée nationale ne s'embarrasse pas de précautions diplomatiques. La France aussi a droit à son paquet. Sous la plume de M. d'Aubert, la cause des incendies en Corse devient lumineuse, chaque hectare calciné valant à ses heureux propriétaires une part accrue des petits cadeaux de Bruxelles : « primes à l'herbe », « primes au maintien du troupeau de vaches alaitantes », « indemnités spéciales de montagne ». Mais l'auteur ne se borne pas à montrer du doigt le père des maquis, petit profiteur

ingénu d'un système qui le broie par ailleurs. Il remonte la filière des gros bonnets de l'agroalimentaire, donne des noms, explique le système Doumeng, feu le « milliardaire rouge » du groupe Interagra.

Malgré le caractère parfois répétitif de son livre, M. d'Aubert sait mettre les fleurs de son côté avec les galecs de la politique immobilisée de la Commission, les bizarreries de certaines statistiques, telle la consommation de beurre des Andorran (1,5 kilo par jour et par habitant) parce qu'une bonne partie du tonnage « importé » revient en France ou en Espagne après que les Français ont touché les restitutions. Autant d'anecdotes instructives pour le contribuable français, de plus en plus sollicité pour un budget de l'Union européenne qui a presque doublé en dix ans.

Sans mettre en cause la probité personnelle de Jacques Delors, mais en lui reprochant d'avoir ouvert trop de lardes, l'iconoclaste M. d'Aubert souhaite que la fin de son règne « permette de partir sur de nouvelles bases ». Méfiant à

l'égard d'un Parlement européen présenté comme irresponsable et démagogue, il plaide pour sa parolise en appelant à un contrôle accru des dépenses communautaires par les Parlements nationaux. N'hésitant pas à dire ce qu'il pense d'un ancien commissaire espagnol et à s'interroger sur les pratiques qui conduisent récemment un eurocrat démasqué à se jeter du sixième étage d'un immeuble de la Commission, il invite les Etats à réagir contre ce qu'il appelle éloquentement l'« eurocratie ».

Ancien collaborateur de Raymond Barre, M. d'Aubert ne peut être soupçonné d'hostilité de principe à l'entreprise des Quinze. Après son livre, il attend néanmoins à un « procès en sorcellerie » de la part des « eurotyriques ». Sans doute, mais d'autres, à Bruxelles, pourraient lui savoir gré d'avoir, sans inhibition, un débat nécessaire.

Jean de la Guérivière
★ Main basse sur l'Europe, de François d'Aubert, Plon, 468 p.

La longue marche des communistes américains

Entre nostalgie et espoir, le PC proclame son « renouveau » et affiche un solide optimisme, même si l'âge du gros des troupes invite plus à la retraite qu'à l'agit-prop

NEW YORK

Rien ne signale, dans la 23^e Rue, l'originalité des locaux du numéro 235. Une entrée passe-partout, discrète par précaution, vu les antécédents. Ce soir-là, veille de Noël, les piétons hâtaient le pas. De temps à autre, l'un d'eux poussait la porte. Des murs et des couloirs tristounets accueillent le visiteur. Ils mènent à une librairie bien fournie en œuvres mardistes-léninistes, plus loin aux fourneaux d'une grande cuisine. Sur une table, une pile de *People's Weekly World*, l'hebdomadaire du parti. Au rez-de-chaussée, il fallait se présenter à un cerbère bon enfant, avant de gagner le 1^{er} étage, par un ascenseur antédiluvien. La fête battait son plein : une fois l'an, les communistes américains se retrouvent pour un rassemblement amical et politique.

Des cascades de serpents et de ballons jaunes et verts tombaient du plafond, des guirlandes s'élevaient sur les murs, la tribune arborait l'emblème vénérable (faucille, marteau et roue dentée) et une musique se faisait entendre en sourdine. De longues tables avaient été dressées, chargées de

metts chauds et de boissons fortes : vodka et whisky. Avant de pénétrer plus avant, un « camarade » désignait le registre ouvert, et la corbeille remplie d'autocollants, à placer sur la poitrine. Rien d'obligatoire bien sûr, ni pour l'adresse ni pour le nom. Aussi était-il plus aisé de faire connaissance avec « Paul », « Dave », « John », « Patricia » et « Nancy » qu'avec leurs patronymes.

Les habitudes ont la vie dure : il n'y a pas si longtemps, après tout, que les agents du FBI ont cessé d'épier les cadres du parti et que les formulaires de visa, dans les ambassades américaines, ne posent plus la question de l'appartenance ou non au Parti communiste. Il reste bien des soupçons de ce long hiver de la guerre froide. Ça et là dans l'assistance, les uns et les autres confirmeront : « Je ne dis pas autour de moi, à plus forte raison à mon employeur, que je suis communiste. » Employeur ? La fête était certes joyeuse, mais l'assistance avait dépassé, pour certains depuis bien longtemps, l'âge de la retraite.

A recenser les chevelures neigeuses, les visages ravinés et les cannes, les représentants du trou-

sisme âge devaient même constituer le noyau dur. On remarquait vite, parmi ces militants pétris de l'histoire du mouvement ouvrier américain, la génération munitante de la Ligue des jeunes communistes. Tous attendaient le clou de la soirée, le discours tonique de leur président, Gus Hall, l'un des plus vieux leaders communistes de la planète, puisque, à quatre-vingt-quatre ans, il préside aux destinées du Parti communiste américain depuis 1959.

FOSSILISATION OU RÉVEIL ?

L'Amérique, combien de communistes ? La question, manifestement, est dérangeante, un rien polémique. Gus Hall n'y répond pas, et Jarvis Tyner, président de la commission d'action politique, restera évasif. Les estimations varient entre mille cinq cents et quinze mille militants. Le premier chiffre est cité par les (nombreux) dissidents, le second est rappelé avec constance, depuis une décennie, par la direction. Celle-ci ignore l'hémorragie du militantisme, ne veut pas entendre parler de la réduction drastique du nombre des permanents, nie que

le parti percevait, et a perdu, en 1989, une subvention annuelle, versée par Moscou, de quelque 2 millions de dollars. Elle entend également nublir les sordides histoires financières qui ont accompagné l'exclusion, fin 1991, des « réformateurs », parmi lesquels les communistes « historiques » comme Angela Davis.

Entêtement, fossilisation, « stalinisme », comme le répètent les dissidents ? Simple étape de la « longue marche » vers le socialisme, comme l'affirment ses chefs ? Aujourd'hui, ajoutent-ils, le Parti communiste des Etats-Unis (PCEU) connaît une « explosion militante », un « renouveau », comme s'il retournait à ses sources, à cette convention de Chicago, de septembre 1919, qui l'a vu naître. Le préambule de sa Constitution rappelle avec fierté qu'il est appelé à jouer un rôle majeur en raison de sa science de la société, fondée sur le « marxisme-léninisme » et « le principe d'organisation du centralisme démocratique ».

Comment douter ? Gus Hall, sous les applaudissements de ses groupies un peu rhumatisantes, affirmera que le PCEU est « l'orga-

nisation politique américaine qui croît le plus rapidement ». Une raison à cela : « L'anti-communisme continue de disparaître, nous poursuivons notre développement en tant que défenseurs de la classe ouvrière, et un virage s'est produit, en 1994, sur la scène internationale : la crise du socialisme est terminée, les forces socialistes et communistes à travers le monde sont en train de restaurer le socialisme là où il était en vigueur. » Preuve de ce regain de jeunesse, selon Jarvis Tyner, les communistes de New York ont augmenté leurs effectifs de six cents nouveaux adhérents l'année dernière et, à l'échelle des Etats-Unis, c'est près d'un million de nouveaux convertis qu'il faut compter.

Chiffres modestes ? « Peut-être en comparaison de vos partis communistes européens, reconnaît M. Tyner, mais, pour nous, c'est un signe qui ne trompe pas. » Et d'expliquer que le « radicalisme » et l'« extrémisme » de la nouvelle majorité républicaine ne peuvent qu'entraîner les Américains vers le seul Parti qui défend la démocratie et les droits des travailleurs, que l'Amérique a enfin compris que le capitalisme « ne sert pas la

démocratie ». Reed Smith, cravate et costume bien marine, qui était « depuis longtemps à la retraite » et membre du parti démocrate, lorsque, en 1990, il a décidé de « rejoindre le parti », le confirme : « Les démocrates nous ont trahis, ils ont menti. »

Blanc bonnet et bonnet blanc, donc : Bill Clinton et Newt Gingrich (le nouveau speaker républicain de la Chambre des représentants) sont également votés aux géométries. Gus Hall, triomphant, s'attirera un franc succès en soulignant que l'anbe du Parti communiste américain a été indirectement saluée par un long article publié récemment par le *New York Times*. Et peu importe si le journal a aligné les « mensonges et les calamités » provenant des « agents du FBI », puisqu'il a montré ainsi « la faillite et la décadence des laquais de la classe dirigeante ». L'essentiel est que le Parti communiste soit devenu « indispensable » : « Le baromètre de la démocratie américaine, ajoutera, sans vraiment rassurer, Gus Hall, est refaité par la taille et l'influence du PCEU. »

Laurent Zecchini

سكان العالم

Le Groupe islamique armé pose ses conditions pour une trêve en Algérie

A la suite de la réunion de Rome, les extrémistes islamistes cherchent à éviter l'isolement

Quarante-huit heures après la présentation, à Rome, d'une « plate-forme » de l'opposition pour une « issue pacifique » de la crise algérienne, les ex-

trémistes du Groupe islamique armé (GIA) ont fait savoir qu'ils s'engageraient à « arrêter la guerre », à condition que le pouvoir satisfasse leurs propres

exigences. Ces prérequis, aussi inacceptables par l'armée que par les démocrates, traduisent surtout la crainte du GIA d'être marginalisé.

DANS UN COMMUNIQUÉ reçu à Paris, dimanche 15 janvier, par plusieurs agences de presse, le Groupe islamique armé (GIA) s'est dit prêt à « arrêter la guerre », à condition, d'une part, que le pouvoir réponde favorablement aux propositions de l'opposition réunie, la semaine dernière, à Rome, et, d'autre part, que soient satisfaites ses propres exigences – à tous égards inacceptables. Rédigé en arabe et portant le cachet habituel du GIA, ce texte – non authentifié – est signé par le chef présumé du mouvement extrémiste, Abou Abderrahmane Amine.

Parmi les trois prérequis, posés par les maquisards islamistes, figure la libération « immédiate et sans conditions » d'un ancien chef du GIA, Abdelhak Layada, condamné à mort par la Cour spéciale d'Alger et emprisonné, depuis septembre 1993, dans la région d'Alger, et de l'un de ses comparses, Ahmed el Weddi. Manière de mettre ses propres dirigeants sur un pied d'égalité avec ceux de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani et Ali Benbadji, dont la « plate-forme » de Rome réclame l'élargissement.

Le texte du GIA exige, en outre, « l'application de la loi de Dieu »

contre « les généraux », accusés d'avoir « retardé l'application du projet islamique » en Algérie. En travestissant ce qu'ils appellent la « loi de Dieu » en simple loi du talion, les responsables du GIA mettent le doigt, à leur façon, sur l'un des points les plus délicats d'un éventuel accord entre le pouvoir et les partis d'opposition, celui des « garanties mutuelles », mentionné de manière symbolique dans la Déclaration de Rome. Cette interprétation revancharde revient, à l'évidence, à en trahir la lettre et l'esprit.

SURENCHÈRE

Le GIA réclame, enfin, la « dissolution de tous les partis communistes et athées ». Cette troisième et dernière condition serait une « preuve » de la bonne volonté du pouvoir à « combattre les ennemis de la religion », précise le texte. Elle confirme, surtout, la vision totalitaire que les islamistes se font, sous couvert de religion, de la vie politique. Et l'incompréhension haineuse qu'ils nourrissent à l'égard de la démocratie. Rien, dans tout cela, n'est bien nouveau, ni surprenant. On est loin, là encore, de la « plate-forme » de l'opposition, qui posait, en termes de

« principe », le respect du « multipartisme » et celui de « l'alternance politique ».

S'engager à « arrêter la guerre », dans de telles conditions, est une façon de dire, qu'on n'est pas prêt à faire de sitôt. Cette réaction du GIA – jusqu'alors opposé à toute idée de trêve –, n'en est pas moins révélatrice d'une certaine évolution au sein de la mouvance islamiste. Se livrer à une aussi violente surenchère, 48 heures après la publication de la « plate-forme » de l'opposition, est moins la marque d'un fléchissement que l'expression d'une crainte : celle de la marginalisation. Rejeté par la majorité d'une population qu'il tyrannise, affaibli par les coups de boutoir de la répression militaire, le GIA a compris, semble-t-il, le risque mortel qu'il courtait à être exclu, demain, d'un éventuel dialogue entre le pouvoir et l'opposition.

ALLÉGEANCE

Consentir de ce danger, les responsables du GIA font explicitement référence au « cheikh Ali Benhadji », numéro deux de l'ex-FIS, jurant de faire taire les armes si, une fois leurs exigences satisfaites, lui-même le leur demande. Cet acte d'allégeance conforte le « par-

ti de Dieu » dans son rôle de « grand commandeur » des maquis et, par-là même, d'interlocuteur indispensable pour ramener la paix. Mais il représente aussi un défi embarrassant pour l'armée « politique » de la mouvance islamiste, comptable, plus que jamais, des exactions et des méfaits de son alter ego « militaire ».

La violence, qui sévit en Algérie depuis trois ans, ne semble pas devoir s'arrêter de sitôt. La réunion de Rome, dénoncée avec véhémence par les médias d'Etat, n'a pas été commentée par le gouvernement en tant que tel. En revanche, deux « journées d'étude » sur la préparation de l'élection présidentielle, que les autorités entendent organiser d'ici à la fin 1995, ont commencé, lundi, à Alger. La veille, on apprenait l'assassinat d'un membre du Conseil national de transition (CNT) – qui fait office de parlement –, Falaq Nour, tué par des « terroristes », dans le quartier algérois de Kouba. Six militants du FLN ont, d'autre part, été tués, jeudi, dans la région de Relizane, dans l'ouest du pays, ont indiqué, samedi, les services de sécurité.

Catherine Simon

Le rêve asiatique de Jean Paul II

Après sa visite à Manille, où il a été acclamé par des millions de Philippins, le pape est arrivé en Papouasie-Nouvelle-Guinée

MANILLE

de notre envoyé spécial

Face à la marée humaine de Luneta Park, à Manille – un million de jeunes samedi soir, plus de trois millions de fidèles à la célébration du lendemain –, le pape a semblé subitement ragailardi. De tels records d'affluence n'avaient été atteints que dans son pays natal, la Pologne en 1987 –, où la foi, comme aux Philippines, est robuste, populaire et traditionnelle. L'effet fut immédiat : le masque de cire est tombé. L'ancien acteur s'est remis à vibrer, à sortir de son texte et à improviser en anglais, à réprimander la foule quand elle scandait « Lolek » – le diminutif de Karol, prénom du pape polonais –, à faire monter les applaudissements et conclure, comme un artiste de music-hall, par des « Wonderful ».

« John Paul two, we love you. » Pendant quarante-huit heures, la ville de Manille s'est enivré à ce refrain. La clé est à chercher dans la fierté des Philippines, flattées d'avoir été choisies pour accueillir le rassemblement mondial de la jeunesse, organisé tous les deux ans par le Vatican. C'est un peuple de « survivants », dit un observateur, qui a traversé l'épreuve de la colonisation, les dominations espagnole et américaine, la guerre avec le Japon, des calamités naturelles sans nombre. Il réclame aujourd'hui en Asie l'avantage de considération.

En outre, il entretient des rapports particuliers avec l'Eglise. L'évangélisation n'y a pas produit les mêmes traumatismes qu'en Amérique latine et le catholicisme y est davantage identifié au peuple, à sa culture et à son histoire. Là encore, le parallèle avec la Pologne est frappant. Depuis l'indépendance victorieuse de 1986 avec la dictature Marcos, la hiérarchie catholique a pris conscience de sa force. Face à une classe politique discréditée et au risque d'agacer, elle s'implique davantage dans les débats de la société.

GRAIN DE FOLIE

Le pape a spectaculairement cautionné les actions de l'Eglise philippine en faveur du développement et de la solidarité, mais aussi son harcèlement contre le gouvernement et ses campagnes contraceptives. En août 1994, quelques jours avant la conférence du Caire sur la démographie, elle avait organisé une imposante manifestation de rue. Dans son homélie de dimanche, Jean Paul II a dénoncé l'« esclavage moral » qui menaçait les Philippines et qu'expriment l'éclatement des structures familiales et les nouveaux modèles de consommation.

Comment passer d'un catholicisme hérité, traditionnel et un peu superstitieux à un catholicisme plus conscient, formé et actif ? C'est à cette tâche que le pape s'est attelé aux Philippines, en s'adressant en particulier aux jeunes d'un pays où 65 % de la population a moins de vingt-cinq ans. Une veille de jeunes avec le pape, c'est à la fois un pique-nique populaire, un one man show et un jamboree spirituel. Il s'y ajoutait cette année le grain de folie du public philippin, qui mé-

lange allègrement cantiques, chants patriotiques et rock américain, où policiers et religieuses ne craignent pas de se mêler aux danseurs. Il hume mécaniquement à chaque apparition du pape, mais applaudit quand il s'écrit que « l'Evangile n'est pas une théorie ou une idéologie ». Seraient-ils venus sans le pape ? « Oui, dit un jeune Français. L'important, c'est l'échange d'expériences avec d'autres jeunes du monde entier. Mais le pape, c'est la cerise sur le gâteau. »

PAS DE PROSÉLYTISME

Aux jeunes Asiatiques, Jean Paul II répète ce qu'il a dit aux Européens à Czeszochowa et aux Américains à Denver. La foi est un « défi » permanent. Elle donne un sens à la vie, mais elle est menacée par la « confusion des valeurs », qui naît de l'urbanisation et de la sécularisation. Il ne s'en tient toutefois pas à un discours spirituel ou moral. Il se fait longuement applaudir quand il dit qu'« en Dieu il n'y a pas de division, pas de rivalité ethnique, pas de discrimination sociale ». Et il ouvre aux jeunes des perspectives historiques et géographiques, évoque le troisième millénaire et le champ de l'évangélisation qui s'ouvre en Asie.

Record battu

Le rassemblement de Manille, samedi 14 janvier, était la cinquième Journée mondiale de la jeunesse organisée par le Vatican sous le pontificat de Jean Paul II. Les précédents avaient eu lieu à Buenos-Aires (1987), Saint-Jacques de Compostelle (1989), Czeszochowa (1991), et Denver (1993). La prochaine doit se tenir à Paris en 1997.

Tous les records de participation ont été battus à Manille, avec cent dix pays représentés, même de façon marginale comme Israël, Taiwan et la Chine populaire, ces deux dernières délégations agitant chacune son drapeau (Le Monde daté 15-16 janvier). Les jeunes venaient aussi de Corée (2 000), de Malaisie, de Thaïlande, de Hongkong, de Taiwan, des Etats-Unis (1 500), d'Europe, dont près de 400 Français. Le Vietnam n'a pu être représenté que par cinq évêques, hormis les Vietnamiens des camps de réfugiés et de la diaspora américaine.

Les Philippines restent en effet une exception, qui confirme la règle, d'un christianisme très minoritaire, voire quasiment étranger à ce continent. Et c'est un programme complet de « mission » que le pape a développé, dimanche soir à Manille, avant de clore sa visite, devant la conférence des évêques d'Asie réunie au grand séminaire Saint-Charles. Il s'est réjoui de la rapide modernisation économique et matérielle du continent, mais constate que le prix à payer est une indifférence religieuse, un individualisme et une sécularisation qui menacent toutes les traditions culturelles et religieuses. « Au plan spirituel », dit-il, l'Asie est à un carrefour. Dans ce contexte, il observe que le christianisme n'est pas dénué d'atouts, pour peu qu'il soit fidèle à son message de « libération » : « L'Eglise ne peut pas négliger les besoins des pauvres, des opprimés, des affamés, de ceux qui sont sans défense et privés de culture », dit Jean Paul II. Il se défend de tout prosélytisme. « L'Evangile ne doit jamais être imposé », ajoute-t-il. Et il plaide pour un dialogue entre les religions en Asie : « L'Eglise ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans les grandes religions. Elle peut seulement espérer qu'un jour son annonce de l'évangile viendra à maturité, selon des voies à la fois pleinement chrétiennes et pleinement asiatiques. » L'Asie, nouvel horizon de Jean Paul II ? Il assume que, si l'Europe a été évangélisée au premier millénaire, l'Amérique et l'Afrique au deuxième millénaire, l'Asie sera, pour l'Eglise, le continent du troisième millénaire. Rêve ou utopie ?

Henri Tincq

Le Yémen veut éviter une guerre avec l'Arabie saoudite

Sanaa et Ryad ont conclu un accord pour réduire la « tension » après des incidents frontaliers

APRÈS une escalade notamment marquée par des échanges d'accusations entre le Yémen et l'Arabie saoudite, au cours des derniers jours, à propos d'incidents frontaliers, un communiqué officiel publié dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 janvier à Ryad a annoncé un accord pour « circonscrire la tension ». Hormis le fait qu'elle a été prise grâce aux bons offices de la Syrie, cette décision n'est pas la première du genre depuis le début de la crise en dé-

men aurait massé des troupes face à son puissant voisin. Selon lui, ce sont tout simplement des unités qui « étaient stationnées à l'intérieur du pays » pour « combattre les sécessionnistes », lors de la guerre entre le Yémen et le Nord et le Sud (de mai à juillet 1994), « qui ont regagné leurs casernes » à la frontière.

CONTENTIEUX

Mardi 10 janvier, une unité yéménite qui regagnait ses positions s'est retrouvée, selon lui, face à deux drapeaux saoudiens hissés – « au cœur du territoire », au nord-est du pays –, par deux Yéménites qui précédemment faisaient office de guides pour les gardes-frontières de leur pays. « Nous avons essayé par tous les moyens de réduire la tension, ajoute-t-il, et avons donné l'ordre à cette unité de se retirer, dans le seul but d'assainir le climat en vue de négociations sur les frontières et la normalisation des relations ».

Ali Abdallah Saleh, qui a fait escale au Caire où il s'est entretenu avec le président Hosni Moubarak, avait auparavant reçu à Sanaa le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, et le chef de la diplomatie syrienne, Farouk El Chareh ; ce dernier se trouvait dimanche à Ryad, où il a rencontré son homologue saoudien.

Au-delà des accusations et contre-accusations que Sanaa et Ryad ont échangées, les incidents frontaliers ne sont que l'expression d'un contentieux vieux de quatre ans et que la guerre de sécession de l'été dernier n'a fait qu'envenimer. L'Arabie saoudite n'a jamais pardonné au président Abdallah Saleh d'avoir pris fait et cause pour l'Irak lors du conflit du Golfe. En 1994, Ryad, qui n'a jamais voulu d'un Yémen unifié à sa frontière, a soutenu les dirigeants ex-marxistes du Parti socialiste yéménite lorsqu'ils ont proclamé la sécession du Sud et l'avènement – éphémère –

d'une République démocratique du Yémen, avant la défaite des sécessionnistes.

Le différend frontalier est plus ancien. En 1974, un accord conclu entre les deux pays en 1974, l'Arabie saoudite se voyait reconnaître les provinces de Najran, Jazane et Assir, riches en pétrole, mais où il existait aussi des nappes aquifères. Renouvelable tous les vingt ans, l'accord est contesté par les Yéménites, alors que Ryad voudrait le voir définit-

qu'il suffit pour cela de « regarder la carte de la région ». Si l'on suit donc son regard, c'est une fois de plus l'Arabie saoudite qui est visée, puisque depuis la « ligne du Golfe » elle a cessé son assistance au Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Si le président yéménite a choisi de venir en France pour sa première visite en Occident depuis la fin de la guerre, c'est, dit-il, pour remercier « le président Mitterrand, le gouvernement et le peuple fran-

La presse surveillée

Le président Abdallah Saleh affirme que la presse dans son pays est « libre de publier et de dire ce qu'elle veut » et qu'« aucune mesure ne sera prise » contre elle. Or, selon des sources bien informées, le quotidien d'opposition *El Aym* est suspendu depuis trois semaines après une série d'articles critiques envers le régime. Leur auteur, Abou Bakr El Sakhat, professeur de philosophie à l'université de Sanaa, a été renvoyé de l'université. Un autre journal d'opposition, *El Choura*, a été traîné en justice pour avoir critiqué le régime, mais il a gagné le procès. Le *Yemen Times*, proche du gouvernement, a vu ses lignes téléphoniques interrompues pendant plusieurs semaines après avoir organisé une conférence sur le thème « Le Yémen après la guerre », dont tous les participants ont été interpellés.

vement confirmé et souhaite aussi délimiter les frontières maritimes en mer Rouge.

UN PAYS ÉPUISE

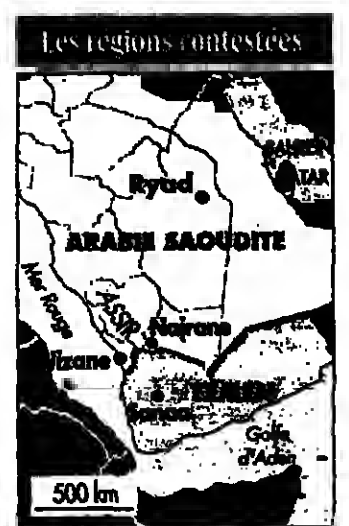
Le président Abdallah Saleh, le Yémen est désireux de régler ce litige frontalier et a confié cette tâche à une commission de deux ministres, dirigée par le président du Parlement et dirigant du parti islamiste El Islah, Cheikh Abdallah El Ahmar, par ailleurs très proche de l'Arabie saoudite. Mais les derniers incidents ont renvoyé à des jours meilleurs la visite que cette délégation devait effectuer samedi à Ryad pour engager les pourparlers sur la frontière, préparer une rencontre au sommet entre le roi Fahd et le président Saleh, et aboutir à « une normalisation » entre les deux pays.

Au sortir de la guerre de sécession, le Yémen, dit encore le président Saleh, « se retrouve épuisé économiquement ». Il estime les pertes à 11 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter « les 6 milliards de dettes contractées par les anciens dirigeants du Yémen du Sud auprès des pays de l'ex-bloc de l'Est ».

« Mais, affirme-t-il, le peuple yéménite est prêt à endurer, car il est déterminé à mettre en échec le complot qui vise à l'aggraver. » Il refuse de dire qui a ourdi ce « complot », se bornant à indiquer

çais pour leur soutien à l'unité du Yémen et à la démocratie ». Ce n'était pas, par parenthèse, sans malice que Paris avait adopté cette position, qui lui permettait de traduire son irritation envers l'Arabie saoudite pour avoir réservé aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne les contrats les plus importants de l'après-guerre du Golfe.

Mounira Nafm



tembre 1994. Dimanche encore, Sanaa et Ryad s'accusaient de masser des troupes de part et d'autre d'une frontière qui, comme toutes celles qui séparent les pays de cette région, n'a jamais été définitivement tracée.

Dans un entretien avec *Le Monde*, à son arrivée dimanche 15 janvier à Paris pour une visite officielle de moins de quarante-huit heures, le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, a plaidé la bonne foi de son pays, qui, a-t-il dit, « ne fera pas la guerre, même si l'Arabie saoudite en prenait l'initiative ».

MÉDIATIONS

« Nous ne combattons pas des frères », ajoutait-il, exprimant vivement le souhait que les médiations syrienne et égyptienne permettent un début de déescalade. On voit mal en effet comment l'armée yéménite, forte de 60 000 hommes seulement et dotée de matériel désolet, pourrait prendre l'initiative d'hostilités avec un voisin saoudien doté des équipements militaires les plus modernes, surtout depuis l'invasion du Koweït par l'Irak.

Le président Saleh réfute les informations selon lesquelles le Yé-

36.15 ISRAËL
Tout sur Israël
Plus l'actualité au quotidien en direct.
1.27F la minute

ALFRED DUNHILL

VOUS ÊTES INVITÉS
À NOS
SOLDES
DU 10 AU 21 JANVIER 1995.

Alfred Dunhill, 16 rue de la Paix, 75008 Paris.
Tél. : (1) 42 61 67 68.

Très recherché depuis 1893.

L'Egypte brade ses croisières sur le Nil pour faire revenir les touristes

Les attentats islamistes sont à l'origine d'un changement de clientèle

Très affectés par la baisse du tourisme occidental « de luxe », les tour-opérateurs égyptiens ont été contraints de démocratiser leurs

offres, pour réduire les pertes, en attendant des jours meilleurs. Malgré ces efforts, le taux de remplissage moyen des hôtels de Louxor

tourne toujours autour de 25 % et le chiffre d'affaires du tourisme a baissé de plus d'un tiers en deux ans.

LE CAIRE
de notre correspondant
« Huit jours en Egypte, tout compris, avec croisière sur le Nil pour 2 860 francs ». C'est le prix qu'affiche une agence de voyages parisienne. Le contrat comprend sans doute quelques clauses en petits caractères, qui font que tout n'est pas « vraiment » compris. Mais cette publicité illustre le fait que le pays des pharaons se vend aujourd'hui pour un plat de fèves.

Chauffeurs de taxi de Liverpool, paysans siciliens endimanchés ou hommes d'affaires d'Europe de l'Est « s'éclatent » sur les bateaux de croisière, aux côtés d'Occidentaux qui considéraient cette prestigieuse vallée comme leur chasse gardée. La violence islamiste a provoqué un brutal changement de clientèle touristique. En tête d'affiche, les voyages à 10 000 francs s'effacent devant des circuits à 3 000 ou 4 000 mille francs.

Les tour-opérateurs égyptiens, spécialisés dans le tourisme culturel, ont été contraints de démocratiser leur clientèle « pour continuer à faire tourner la machine, réduire les pertes en attendant des jours meilleurs ». Une bonne partie des deux cents compagnies locales qui vivaient du tourisme occidental ne savent plus, en effet, comment régler leurs dettes aux banques,

comment s'acquitter de leurs charges en personnel, et se plaignent des promesses d'aide que le gouvernement leur a faites mais qu'il n'a pas tenues.

« Casser les prix n'a pas servi à grand-chose, sauf à diminuer les gains », estiment ceux qui travaillent dans le tourisme « haut de gamme ». Le taux de remplissage moyen des hôtels de Louxor, sauf à l'occasion des congés de fin d'année, tourne toujours autour de 25 %. La situation est encore plus dramatique pour les deux cents bateaux de croisière qui naviguent sur le Nil : la compagnie Garama, qui en possédait quinze, en a vendu dix, bloqué quatre à quai et n'en utilise plus qu'un seul, rempli aux deux tiers.

CAP SUR LA MER ROUGE

Des professionnels inventifs cherchent à lancer de « nouveaux produits », notamment en direction des « voyages de motivation » (incentive tours). A preuve, notamment, le succès en septembre, au Caïre, de la conférence internationale sur la population et le développement. Elhami el Zayyat propose ainsi cinq nuits dans le Sinaï, une à Petra, en Jordanie, et une autre à Jérusalem. Il cherche aussi à convaincre le ministère du tourisme de « ressusciter » l'aéroport

de Ras Nagab, à l'est du Sinaï, pour être en mesure de faire face à une concurrence israélienne qui se profile déjà. « Si nous n'agissons pas rapidement, nous nous retrouverons avec des touristes qui passeront la journée à se darder quasi gratuitement sur les plages du Sinaï et coucheront à Elilat, en Israël, ou à Aqaba, en Jordanie. »

En attendant, la direction du Hilton de Tabá, près d'Elilat, se frotte les mains de satisfaction. Grâce aux joueurs israéliens, le casino a rapporté, en moins d'un an, 20 millions de francs, soit quatre fois plus que le reste de l'établissement. Certains croupiers rêvent éveillés d'un « nouveau conflit arabo-israélien... sur le tapis vert ». Mais les Arabes du Golfe ne sont pas au rendez-vous. Les rares qui fréquentent le Sinaï s'y rendent pour chasser les gazelles, otarides et hyènes, et sont généralement accompagnés d'une caravane de 4x4, de générateurs et de camions frigorifiques.

Le Caïre, en revanche, attire de nombreux touristes du Golfe, qui représentent, chaque année, plus du tiers du nombre des visiteurs étrangers. Mais ce tourisme ne profite pas aux agences de voyages. « Les Arabes [du Golfe] gardent leurs coutumes bédouines et ne

voyagent jamais en groupe organisé », déplore le directeur d'une compagnie de tourisme.

Bien que le tourisme d'ait rapporté que moins de 2 milliards de dollars en 1994 - au lieu de 3 en 1992 -, beaucoup d'hommes d'affaires continuent d'investir dans ce secteur-clé. Mirdu de la pêche, Samih Sawires cherchait un havre, en mer Rouge, pour son bateau. Il l'a trouvé à El Goma, à 30 kilomètres au nord d'Hourgada. Il y a construit une maison, puis, joignant l'utile à l'agréable, il s'est offert un hôtel de 150 chambres. Aujourd'hui, l'endroit abrite un ensemble de villas, un établissement de 300 chambres, un aéroport privé pour avions de tourisme, et un port de plaisance.

Fahd Saad a, lui aussi, un projet pharaonique sur la mer Rouge, où beaucoup sifflent désormais l'avenir du tourisme égyptien. Entre 1993 et 1995, à Hourgada, le nombre des chambres d'hôtel a sauté de 4 000 à 8 000. Des travaux d'infrastructures, dont le coût est estimé à plus de 500 millions de francs, doivent incessamment débiter dans la presqu'île d'Abou Soma, à 40 kilomètres au sud de cette cité balnéaire.

Alexandre Bucciantti

Les autorités nigérianes veulent briser la résistance des Ogonis

Lors d'un procès « historique », l'écrivain Ken Saro-Wiwa et d'autres opposants risquent la peine de mort

LAGOS

Le procès de l'écrivain nigérian Ken Saro-Wiwa et de plusieurs autres animateurs du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mospo) - une minorité du delta du Niger qui lutte depuis trois ans pour ses droits écologiques et politiques - devait s'ouvrir lundi 16 janvier à Port-Harcourt, capitale de l'Etat de Rivers, devant un tribunal « spécial » où siège notamment un militaire. Les organisations de défense des droits civiques ont protesté en vain contre cette procédure d'exception et soupçonnent les autorités nigérianes de vouloir imposer un verdict sur mesure. Quelques jours avant le procès, la police a arrêté à Lagos deux « habitués » des prisons nigérianes, le président du comité pour la défense des droits de l'homme, le docteur Beko Ransome-Kuti, ainsi que l'avocat Femi Falana qui, aux côtés de son célèbre confrère Gani Fawehinmi, devait défendre plusieurs des inculpés de Port-Harcourt.

Impiqués dans le meurtre de quatre notables ogonis, l'écrivain et son principal coaccusé Ledum Mitee risquent la mort. Depuis leur arrestation fin mai 1994 ils ont été maintenus au secret sans que leur dossier soit transmis à la justice, et à deux reprises Ken Saro-Wiwa a entamé une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention. A l'automne dernier (Le Monde du 15 octobre 1994) il s'est vu décerner par une institution suédoise le « prix Nobel alternatif », tandis que la répression subie par les Ogonis figurait en bonne place dans le rapport d'Amnesty International sur le Nigeria.

Pour le régime du général Sani Abacha, il

s'agit d'un test décisif, et Ken Saro-Wiwa, 53 ans, est sans aucun doute un « homme à abattre ». Malgré leur faible nombre - à peine un demi-million - les Ogonis sont en effet devenus le fer de lance d'un mouvement qui risque de faire tache d'huile parmi les nombreuses « minorités » (jusqu'à six ou sept millions d'individus dans le cas des Ijaws) peuplant les régions du Delta où sont concentrées la plupart des réserves de pétrole et de gaz du Nigeria. Le Mospo réclame aux compagnies Shell et Chevron, ainsi qu'à la société nationale de pétrole NNPC, le paiement de 400 millions de dollars en compensation des dommages causés depuis plus de trente ans à l'environnement des Ogonis, un peuple de pêcheurs et d'agriculteurs. Depuis le printemps 1993, malgré l'appui apporté par la police et l'armée fédérales, Shell a dû interrompre l'exploitation de ses puits et territoire ogoni et éteindre les torchères qui brûlaient jour et nuit à proximité des villages.

CAMPAGNE DE TERREUR

« Bête noire » des grandes compagnies pétrolières comme de l'oligarchie nordiste qui a peur de voir rogner ses privilèges, le Mospo s'était pourtant réjoui de l'arrivée au pouvoir du général Abacha en novembre 1993 : le nouveau gouvernement paraissait ouvert au dialogue et avait promis une « conférence constitutionnelle » chargée de définir un système de partage plus équitable des richesses pétrolières (les régions productrices perçoivent ne que 3 % des revenus mais « 100 % de la pollution », selon M. Saro-Wiwa).

Le climat pourtant se dégradait lentement dès le début de 1994 avec notamment l'expul-

sion d'une journaliste du Wall Street Journal venue enquêter sur les Ogonis, et un tourment critique à ce lieu au printemps dernier les préparatifs de la conférence constitutionnelle où Ken Saro-Wiwa comptait bien être élu délégué. Un document confidentiel, signé du chef des services de sécurité de l'Etat de Rivers, le redoutable commandant Okuntima, révèle que, dès le milieu du mois de mai, les autorités militaires préparaient une opération de grande envergure pour briser la résistance des Ogonis. Le 21 mai, à la veille de l'élection des délégués à la conférence, quatre Ogonis, dont un ancien fondateur du Mospo devenu un adversaire de M. Saro-Wiwa - étaient massacrés à coups de râteaux et de bouteilles dans des conditions non encore éclaircies.

Dès le lendemain, l'administrateur de l'Etat de Rivers, le lieutenant-colonel Dauda Koma, convoquait une conférence de presse pour imputer la responsabilité de ce quadruple meurtre à Ken Saro-Wiwa, qui se trouvait à Port-Harcourt au moment des faits et qui a toujours prôné la non-violence. Les militaires déclenchaient alors une véritable campagne de terreur contre la population, poursuivie jusqu'à fin juillet malgré les protestations des organisations humanitaires et les demandes d'explications formulées par l'Union européenne.

Le Mospo redoute que, malgré la publicité dont va bénéficier ce procès auprès de l'opinion internationale, le régime du général Abacha ne soit décidé à infliger à l'écrivain une sentence « exemplaire » qui le mettrait pour de longues années derrière les barreaux.

Michèle Maringues

La Colombie tente de réduire la production de coca et de pavot

BOGOTA

Lors d'un conseil de sécurité réuni vendredi 13 janvier, le gouvernement colombien a réaffirmé sa volonté de faire disparaître toutes les cultures servant à la fabrication de la drogue grâce, notamment, à des épandages chimiques aériens. Il a aussi annoncé la nomination d'un conseiller présidentiel chargé de mener à bien un programme de substitution de ces cultures et de dialoguer avec les populations concernées. La présence militaire sera renforcée dans les régions touchées. La veille, un accord avait été signé avec les paysans de deux régions très dépendantes des cultures illégales, théâtre, depuis plus d'un mois, d'un mouvement de contestation.

Plusieurs manifestations de protestation paysanne ont en effet eu lieu ces dernières semaines : 25 000 paysans du Guaviare, au sud-est du pays, ont bloqué les trafics aérien, routier et fluvial pendant plus d'une

semaine, en décembre ; 6 000 autres du Putumayo, département frontalier avec l'Equateur, ont occupé les installations pétrolières d'Ecopetrol pendant trois semaines avant d'être évacués par l'armée, causant à l'entreprise colombienne plus de trois millions de dollars de pertes.

Selon des sources militaires, ces mouvements, qui seraient soutenus à la fois par la guérilla et les narcotrafiquants, pourraient s'étendre à d'autres régions où les cultures de feuilles de coca ou de pavot ont largement augmenté ces dernières années. Ces soulèvements ont obligé l'Etat colombien à négocier avec les paysans et surtout à se souvenir de ces départements « oubliés ». Car, dans ces régions du Sud très peu habitées mais riches en minerais et en pétrole, il n'y a souvent ni moyen de transport ni électricité. Le moindre village est situé à des heures des pistes ou des fleuves, et le taux d'alphabétisation est parmi les plus bas du pays. Dans ces terri-

toires retirés, en pleine forêt amazonienne, on ne rencontre parfois que la guérilla pour faire la justice et les « narco » pour investir socialement.

SEUL MOYEN DE SUBSISTANCE

Dans certains villages, les instituteurs sont même payés par les trafiquants. Par la force des choses, les cultures illégales restent le seul moyen de subsistance rentable des paysans. Ainsi, selon la police antidrogue colombienne, sur les 40 000 hectares de feuilles de coca cultivés en Colombie, 30 000 le sont dans le département du Guaviare.

L'envoi d'avions a donc déclenché la fureur des paysans. D'autant plus que, pour éviter des attaques de la guérilla, très présente dans ces régions, ils n'osent pas voler à basse altitude et pulvérisent des doses importantes de produits chimiques sans attendre forcément leurs objectifs de manière précise. Les fleuves et les autres cultures risquent donc d'être pollués.

Les paysans du Putumayo, comme ceux du Guaviare, sont finalement parvenus jeudi 12 janvier, à un accord avec le gouvernement, selon lequel les cultures illégales de moins de deux hectares seront détruites de manière manuelle et non par épandage de produits chimiques. Cette destruction sera réalisée en échange de crédits leur permettant de mettre en place d'autres types de culture.

L'Etat s'est engagé également à construire des routes, à électrifier et à mettre en place des réseaux de solidarité sociale. Mais le gouvernement reste en état d'alerte. Le chef des armées a rendu publique une conversation téléphonique interceptée par ses services entre deux chefs présumés des FARCS (Forces armées révolutionnaires de Colombie), qui échangeaient des instructions sur les mouvements paysans et se proposaient de les stimuler dans de nouvelles régions.

Anne Proenza

80 000 Berlinoïses commémorent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht

BERLIN. Le traditionnel rassemblement sur les tombes des deux dirigeants spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés le 15 janvier 1919 sur ordre de l'état-major allemand, a réuni cette année une foule record de 80 000 personnes au cimetière berlinois de Friedrichsfelde. Cet anniversaire est devenu depuis la réunification le point de ralliement des sympathisants du Parti communiste réformateur allemand (PDS), troisième force politique dans les Länder de l'Est. Du temps de la RDA, il donnait lieu à une commémoration officielle, qui avait été troublée les dernières années par des dissidents se réclamant de l'héritage des deux dirigeants révolutionnaires pour réclamer la liberté d'expression.

Les responsables américains justifient leur engagement financier au Mexique

WASHINGTON. « Nous avons de gros intérêts en jeu au Mexique. La santé de l'économie mexicaine déterminera si le Mexique est un marché majeur pour nos produits », a déclaré, dimanche 15 janvier, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher. Washington s'apprête à mettre à la disposition du Mexique 40 milliards de dollars de garanties de crédit (Le Monde daté 15-16 janvier), soit 210 milliards de francs, pour aider ce pays à sortir de la crise financière qui le secoue depuis le 20 décembre. De son côté, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a souligné que le soutien financier apporté par les Etats-Unis « vise uniquement à protéger les intérêts américains ». La Banque internationale de développement (BID) a annoncé samedi le financement d'un programme de développement de 3 milliards de dollars pour le Mexique, dont 500 millions débloqués à très court terme.

■ **ETATS-UNIS** : le secrétaire américain au travail, Robert Reich, a déclaré, dimanche 15 janvier, que, contrairement à ce que réclament les républicains, son but n'était pas « d'avoir un budget équilibré (...) mais de s'assurer que le revenu américain continue à augmenter, que nous avons des emplois et que, si nous avons une récession, nous aurons la capacité de stimuler l'économie ». Le président Clinton « est opposé au seul équilibre du budget », a poursuivi M. Reich. La Maison Blanche avait mis au défi la semaine dernière les républicains de présenter un « plan concret » pour réduire le déficit budgétaire. - (AFP)

■ **OUZBÉKISTAN** : les communistes remportent 85 % des sièges du nouveau Parlement. Le dernier tour des élections législatives a confirmé la victoire écrasante des pro-communistes du Parti populaire démocratique (PPD, ex-communiste), formation du président Islam Karimov. Ainsi, 231 des 243 sièges attribués lors des deux tours reviennent aux candidats du PPD, 7 sièges restent à pourvoir lors d'un nouveau vote qui sera organisé le 22 janvier. L'opposition au régime de M. Karimov, interdite depuis deux ans, n'a pu participer au scrutin et les observateurs internationaux ont relevé de nombreuses irrégularités dans la tenue du scrutin. - (AFP)

■ **CHINE** : se préparer aux « nouvelles circonstances » et « s'ouvrir à l'extérieur de la pensée de Deng Xiaoping », tel est l'appel que publie lundi 16 janvier le Quotidien du peuple dans un éditorial de première page. L'organe du PCC, jugeant que la « la situation ne cesse de changer », ajoute : « Il faut unir les pensées pour s'adapter aux nouveaux problèmes (...) au-delà de la théorie du socialisme aux caractéristiques chinoises de Deng ». Le « Quotidien du peuple » dit encore : « Jiang Zemin [président chinois] dit qu'il faut rester fidèle aux pensées de Deng et de Mao ». Cet appel est publié quatre jours après que Deng Xiaoping, fils de M. Deng, ait dit pour la première fois que la santé de son père, âgé de 90 ans, « décline de jour en jour ». - (AFP)

■ **BANGLADESH** : le procès de Taslima Nasreen a de nouveau été reporté dès son ouverture, dimanche 15 janvier, après que les avocats de l'écrivain aient émis des objections de procédure. M^{me} Nasreen est accusée d'offense aux sentiments religieux des musulmans : elle est passible de deux ans de prison. Elle a fui son pays et vit aujourd'hui en Suède après avoir été menacée de mort par des fondamentalistes qui l'accusent d'avoir mis en cause le Coran. - (AFP)

■ **PAKISTAN** : Benazir Bhutto a fait à l'Assemblée une offre conditionnelle, depoussiérée. Le premier ministre pakistanais a déclaré, dimanche 15 janvier, que son pays était prêt à discuter avec son voisin à condition que celui-ci réduise les forces qu'il entretient au Cachemire et abolisse des lois spéciales en vigueur dans ce territoire à majorité musulmane, disputé depuis 1948 entre les deux grands Etats du sous-continent. - (AFP)

■ **HAÏTI** : le transfert formel d'autorité entre la force actuelle sous commandement américain et la mission des Nations unies aura lieu « d'ici à la fin mars », a indiqué, dimanche 15 janvier, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher. Il a précisé que le commandant en chef des troupes américaines en Haïti, le général George Fisher, devrait déclarer sous peu qu'un climat « sûr et stable » prévaut dans ce pays, ouvrant ainsi la voie au prochain déploiement de 6 000 casques bleus, américains pour moitié. - (AFP)

■ **BRESIL** : les Etats-Unis ont cessé de financer la lutte contre le trafic de drogue au Brésil, après l'avoir fait pendant dix ans. Le département d'Etat américain, a-t-on appris dimanche 15 janvier de sources officielles, s'est déclaré « déçu de l'absence de volonté politique » du gouvernement brésilien d'investir dans la répression des trafics de drogue et de la corruption, notamment aux frontières. Au cours de la décennie écoulée, Washington a versé 11,7 millions de dollars à Brasilia à ce chapitre. - (AFP)

■ **GUATEMALA** : l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt a été élu, samedi 14 janvier, président du parlement, grâce à l'appui que lui ont apporté les démocrates chrétiens. Des centaines de militants des droits de l'homme ont manifesté leur mécontentement contre ce général, accusé d'avoir fait massacrer des milliers d'Indiens en 1982 et 1983. - (AFP)

■ **PEROU** : huit membres de la faction dure de la guérilla « maoïste », connue sous le nom de « Sentier rouge », ont été tués, samedi 14 janvier, dans la région de l'Alto Huallaga, au cours d'un affrontement avec une patrouille de l'armée. - (AFP)

■ **SAHARA OCCIDENTAL** : le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 13 janvier, qu'il fallait organiser « sans plus tarder » un référendum d'autodétermination. Cette consultation a été reportée, à plusieurs reprises, en raison de différends sur l'identification des électeurs. Le Conseil a prorogé, jusqu'au 31 mai, le mandat de la mission de l'ONU sur place. - (AFP)

■ **BAHREIN** : des personnes impliquées dans les troubles de décembre ont été expulsées et 200 autres ont été libérées, a-t-on annoncé, dimanche 15 janvier, de source officielle. Le nombre des expulsés n'a pas été précisé, ni le ou les pays d'accueil. Selon l'opposition basée à l'étranger, cheikh Ali Salmane, dignitaire chiite dont l'arrestation avait provoqué des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, et deux autres dignitaires chiites, ont été expulsés vers Dohaï, dans les Emirats arabes unis. - (AFP)

■ **LIBERIA** : plus d'une dizaine de personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées, samedi 14 janvier, à Monrovia, après que des manifestations organisées en faveur de la paix eurent dégénéré en émeutes. Une « chasse » aux chefs de guerre, accusés par la population d'avoir fait capoter le processus de paix, a été déclenchée par des milliers de personnes, qui ont envahi les rues de Monrovia, armées de bâtons ou de barres de fer. Les « casques blancs » de la force internationale d'interposition (ECOMOG) ont ouvert le feu pour rétablir l'ordre.

كلمة اليوم

GAUCHE Alors que la déclaration officielle de candidature d'Edouard Balladur est attendue pour cette semaine, la gauche est plus que jamais divisée sur la stra-

tégie qu'elle doit adopter face au premier ministre.
● **RASSEMBLEMENT**. Lionel Jospin étant le seul candidat déclaré au PS, Laurent Fabius a évoqué,

dimanche 15 janvier, la nécessité de trouver un homme de «rassemblement», qui ne paraît pas devoir être l'ancien ministre de l'éducation nationale.

● **PROBABILITÉ**. Présenté comme un candidat «probable» par Bruno Durieux, l'un de ses fidèles, Raymond Barre est attendu à l'émission «7 sur 7», le 22 janvier. L'ancien

premier ministre serait, aux yeux de l'Elysée et d'une partie des dirigeants du PS, le seul qui puisse entamer le capital électoral amassé par M. Balladur.

M. Fabius tente d'opposer à M. Jospin un candidat de rassemblement

Faute de pouvoir entrer lui-même dans la compétition, l'ancien premier ministre ne renonce pas à peser sur la stratégie des socialistes, tandis que Jack Lang envisage de se mettre sur les rangs le 18 janvier

«CETTE ÉLECTION, je la sentais bien !» Pour la première fois, dimanche 15 janvier, au «Grand Jury RTL-le Monde», Laurent Fabius a confessé que si la douloureuse affaire du sang contaminé ne l'avait pas lourdement et durablement handicapé face à l'opinion, il aurait revendiqué l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle. M. Fabius a fait cet aveu non sans émotion.

«Je ne suis pas en situation», se contentait-il de répondre, jusqu'à maintenant, quand on l'interrogeait sur son état d'esprit. Récemment encore, après la défection de Jacques Delors et face à l'imbroglio socialiste qui s'était ensuivi, certains de ses proches étaient revenus à la charge, l'encourageant à «se lancer», pour saisir cette occasion de s'expliquer devant tous les Français. «Je ne veux pas vous entendre !» avait-il coupé. Sa souffrance personnelle et celle, aussi, et peut-être surtout, du père sachant que ses deux jeunes enfants ont à subir, toutes ces raisons intimes ont, pour le moment, balayé chez lui ambition et espoir.

Mis en examen le 30 septembre 1994 pour complicité d'empoisonnement, l'ancien premier ministre n'attend plus qu'une chose : «que l'instruction permette d'établir la justice et la vérité». Cette affaire a changé l'homme plus profondément qu'il ne veut le laisser paraître, mais son avenir politique demeure bien incertain. La justice vient de définitivement l'absoudre, il n'en sera peut-être pas quitte pour avec l'opinion, cette bataille opaque, dont il se voit l'expert.

M. Fabius sait tout cela, l'admettre, comme il vient de le faire, pudiquement constata, quel qu'on



en pensé, un rare moment de vérité. Le PS a eu ses candidats virtuels, naturels, surnaturels, même. M. Fabius n'est plus, aujourd'hui, qu'un candidat impossible. S'ajoute à ce drame personnel et politique ce que nul, raisonnablement, ne pourra non plus contester : l'impression qu'il donne d'être le seul, dans la cacophonie de la gauche, à parler clair, à savoir ce qu'il faut dire et ce qu'il faut faire pour rattraper, sinon pour faire décoller le convoi doré d'un balladurisme qui progresse sans rencontrer aucun obstacle.

La dénonciation de «l'État-Balladur», qui, peu à peu, risque bien de se métro en place dans le pays au niveau des grands pouvoirs industriels et des médias, sa observation pertinente sur les relations courtoises et ambiguës entre le pre-

mier ministre et Jean-Marie Le Pen ; son discours sur les critères d'une économie social-démocrate ; sa méthode précise pour assurer le redressement de l'Europe, tranchant avec les conceptions floues de la majorité sur le même sujet ; lorsque M. Fabius avoue qu'il sent bien cette élection, on ne peut lui donner tort. On imagine que ses plans sont prêts.

«ARRÊTEZ LE MASSACRE !» Il n'aurait pas voulu, comme le dit la méchante rumeur, attendre l'élection de 2002. «Nous sommes en train de mourir, ne peut-il nous empêcher, de faire le rassemblement et le réajustement de l'État ?», avait-il lancé avec enthousiasme, en novembre, à Lézard, quand tout un congrès socialiste se rangeait sous

l'égide de M. Delors. Arrait-il pu, trois mois plus tard, incarner ce rassemblement et cet espoir ? On ne le saura jamais. Les socialistes eux-mêmes l'auraient-ils, d'ailleurs, admis ? M. Fabius aurait eu la bénédiction de François Mitterrand. Bernard Tapie n'aurait pas grogné. Henri Emmanuelli n'aurait pu que faciliter la mise sur orbite de son allié. Sans doute M. Fabius aurait-il eu dans son jeu de vrais atouts, mais on sait bien qu'avec des «si», on mettrait le PS en bouteille !

Comme celle de Lionel Jospin, la candidature de l'ancien premier ministre aurait automatiquement réveillé l'hypothèse du congrès de Rennes, puisqu'il est depuis longtemps admis que les haines fonctionnent dans les deux sens. Et M. Rocard aurait dû crier : «Arrêtez le massacre !», comme il vient de le faire dans *Le Monde* (daté 15-16 janvier). Ce massacre aura-t-il lieu demain ? On devrait être assez vite fixé.

Le 18 janvier, s'ouvre la période du dépôt des candidatures socialistes, sur laquelle M. Jospin avait anticipé le 4 janvier. Son initiative n'a pas transporté d'aise M. Fabius et ses amis, qui ont longtemps espéré que Pierre Joxe, puis Robert Badinter viendraient les aider à briser ce genre de préférence. Pour des raisons différentes, l'un comme l'autre ont refusé de mettre le doigt dans cet engrenage d'appareil. M. Jospin a donc pu continuer d'avancer ses pions. Les consignes données de Radical ont protesté, invoquant l'indispensable rassemblement des forces de gauche.

Faute d'avoir un Bernard Tapie opérationnel, le nom de Bernard Kouchner a été lancé. Celui-ci s'est plaigné vivement d'être instrumentalisé. «Que Bernard Tapie ait pronon-

cé mon nom ne fait pas de moi son candidat», a-t-il protesté, dans le *Journal du dimanche* du 15 janvier. En donnant l'impression de vouloir arbitrer les débats au sein du PS, Radical n'a fait, en réalité, que renforcer les positions internes de M. Jospin.

SPÉCULATIONS ROCARDIENNES L'ancien ministre de l'éducation nationale reste en mesure d'être le candidat des militants socialistes, mais il n'est toujours pas le candidat des sondages. Pour Jack Lang, c'est l'inverse. L'ancien ministre de la culture semble prêt à se déclarer. Plus personne ni rien ne paraît devoir le retenir. Jean-François Hory, le président de Radical, vient de lui apporter un soutien qui trahit cette ambition. Si cette candidature se confirme le 18 janvier, tout est à

craindre. Un troisième homme pourrait dès lors resurgir : Michel Rocard, lequel, en confortant avec soin son image de conscience de la gauche, laisse entendre qu'il n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Si le PS offrait de nouveau le triste spectacle de ses divisions entre deux lignes, deux attitudes, deux conceptions de la politique, qu'incarnerait si différemment M. Jospin et M. Lang, M. Rocard pourrait être tenté de revenir à la surface. Certains de ses proches, toujours pour «arrêter le massacre», songent à susciter des appels extérieurs à sa candidature. Les rocardiens pourraient mettre en place une stratégie de contournement du PS, voire de déassement, que l'on pourrait dire d'inspiration barriste.

En tout état de cause, les socialistes sont, aujourd'hui, très attentifs à ce que pourrait entreprendre Raymond Barre, même s'ils ne savent pas encore s'il leur faut redouter ou espérer une possible entrée en lice de l'ancien premier ministre. Henri Emmanuelli lui a reconnu, dimanche, sur France 3, des qualités d'homme d'état. M. Fabius, avant le premier secrétaire, avait mis en exergue le mérite de M. Barre d'avoir toujours su imposer l'exigence de l'état impartial.

De toute évidence, M. Barre bénéficie, au moins à gauche, d'un vrai courant de sympathie. Cependant, de ce côté, tout peut encore arriver : un PS avec deux candidats, un sursaut d'honneur de M. Rocard, des radicaux qui entendent faire la pluie et le beau temps. «Les choses se sont compliquées», admet M. Emmanuelli. On ne peut dire moins. Pour aboutir à une vraie candidature de rassemblement de la gauche, certains, tel le président du club deloriste Témoin, François Hollande, rêvent encore d'une grande consultation générale des militants de toutes ses composantes. Ce que la droite n'a pu faire aboutir en six semaines ! C'est dire le désarroi qui règne à gauche.

Daniel Carton

M. Hory maintient sa pression sur les socialistes

RADICAL continue de prospérer sur le «champ de ruines» du Parti socialiste, selon l'expression de Michel Rocard. Dans une tribune publiée par *Le Monde* (daté 15-16 janvier), l'ancien premier ministre avait mis en garde ses amis contre ceux qui, «hors du PS», veulent «profiter de l'occasion (...) pour essayer de s'emparer d'une part de marché», en visant, sans le nommer, le parti de Jean-François Hory et de Bernard Tapie. Après le rétablissement officiel des relations avec le PS, consacré par la rencontre, le 10 janvier, entre les dirigeants du mouvement et une délégation socialiste conduite par Henri Emmanuelli, Radical entend se placer en situation d'arbitre des candidats de la gauche à l'élection présidentielle.

Face à Lionel Jospin, dont ils ne veulent pas, les dirigeants de Radical continuent d'entretenir la menace d'une candidature de Bernard Tapie. Dans une déclaration à l'AFP, dimanche 15 janvier, le député des Bouches-du-Rhône a indiqué que rien ne devrait l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle. «Si le jugement du tribunal de commerce de Paris m'a mis personnellement en liquidation judiciaire, ce qui m'empêche d'exercer des fonctions publiques électives, je peux tout de même me présenter à l'élection présiden-

tielle», a affirmé M. Tapie, en ajoutant : «Mais si j'étais élu, je ne pourrais exercer ce mandat.» Le sort du député des Bouches-du-Rhône sera partiellement fixé le 27 janvier, date à laquelle l'ordonnance sur la demande de suspension des effets provisoires du jugement sera rendue, avant une nouvelle échéance judiciaire, début mars, lorsque la cour d'appel, saisie par M. Tapie, se prononcera au fond (*Le Monde* du 13 et daté 15-16 janvier).

L'HYPOTHÈSE LANG Faute d'assurance absolue sur l'avenir de son candidat favori, M. Hory a multiplié les consultations avec d'autres personnalités susceptibles d'être soutenues par son parti, tels que Bernard Kouchner ou Jack Lang. Invité dimanche 15 janvier de Radio-J, le président de Radical a observé que l'hypothèse d'une candidature commune à l'ensemble de la gauche non communiste ne lui paraît «pas très probable». «Parmi les candidats socialistes, Jack Lang nous paraît plus intéressant que Lionel Jospin, mais c'est à lui de se déclarer», a ajouté M. Hory. Évoquant sa rencontre, mardi 10 janvier, avec l'ancien ministre de la culture, M. Hory a indiqué qu'il l'avait trouvé «intéressé par la situation», mais «un peu amer

à l'égard de ceux qui, à l'intérieur de son propre parti, lui avaient fait un procès avant même qu'il se déclare».

L'autre hypothèse à laquelle s'intéresse de près Radical est la candidature de Bernard Kouchner. L'ancien ministre de l'action humanitaire «n'a pas le profil du candidat commun à l'ensemble de la gauche aujourd'hui», a déclaré M. Hory, en soulignant que sa candidature «pourrait être utile dans le scénario où le rassemblement aurait échoué». M. Kouchner «pourrait avoir, alors, une fonction politique importante dans la rénovation de la gauche», a-t-il précisé. Hospitalisé à la suite d'un choc en voiture, l'intéressé a répondu, dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* du 16 janvier : «Que Bernard Tapie ait prononcé mon nom ne fait pas de moi son candidat. Que Jean-François Hory m'ait reçu, parmi d'autres, ne constitue pas une investiture de Radical.» «Si je devais être candidat, ce serait (...) pour réunir et non pour diviser», a observé M. Kouchner, en affirmant qu'il est temps «d'arrêter une entreprise de démolition que les Français, et surtout les jeunes, contemplent aujourd'hui avec stupeur».

P. R.-D.

Dominique Voynet se proclame «la seule candidate de l'écologie»

DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES, les Verts attendaient ce rendez-vous avec impatience. Le 27 novembre 1994, les députés de leur conseil national inter-régional (CNIR) s'en étaient même allés manifester au siège de France 2 pour protester contre la déprogrammation subite de Dominique Voynet de «l'heure de vérité». L'émission devait être un moyen de distinguer M^{me} Voynet des deux autres candidats écologistes à l'élection présidentielle, Brice Lalonde et Antoine Waechter.

Dimanche 15 janvier, le porte-parole des Verts s'est ainsi présenté comme la candidate de «l'écologie générale», bref comme «la seule candidate de l'écologie». Le plateau des invités avait fait l'objet d'un soin particulier de la part de l'entourage de la candidate : l'ancien ministre communiste Charles Fiterman, Jean-Pierre Brand, député communiste de Seine-Saint-Denis,

Gilbert Wasserman, porte-parole de l'Alternative pour la démocratie et le socialisme (ADS), apportant la caution d'une partie de la mouvance communiste, aux côtés de François Giroud, du patriarche écologiste René Dumont, de Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, d'anciens membres de Génération Ecologie et de représentants de grandes associations écologistes, telles que France-Nature-Environnement et Greenpeace.

LE THÈME DE L'EXCUSION

Avec l'aide des élus qui se sont séparés de M. Lalonde et celle des dissidents communistes, le porte-parole des Verts compte faire la différence avec ses rivaux dans la quête des cinq cents signatures d'élus nécessaires pour concrétiser une candidature à l'élection présidentielle. Elle mise, aussi, sur le

fait qu'après M. Dumont en 1974, M. Lalonde en 1981 et M. Waechter en 1988, l'écologie politique sera représentée pour la première fois par une femme à l'élection présidentielle.

Enfin, à la différence des autres candidats écologistes, elle participe très régulièrement aux divers rassemblements organisés contre l'eutrophication. Le 8 janvier à Paris, elle était la seule candidate à l'élection présidentielle à défilé, à l'appel de l'association Droit au logement, derrière les familles de mal-logés de la rue du Dragon (*Le Monde* du 10 janvier). «C'est le seul évènement que je connaisse», a-t-elle dit de M^{gr} Jacques Gaillot, sur France 2, en précisant qu'elle l'avait rencontré «dans les luttes».

Pour tenter de sortir de son isolement, M. Lalonde a commencé à poser les premiers jalons d'une contre-offensive. «Si deux candidats sur trois se mettent d'accord

pour n'en désigner qu'un sur un bon programme, que le troisième s'efface !», propose l'ancien ministre de l'environnement dans sa dernière lettre hebdomadaire, *Généralistes*. En clair, si M^{me} Lalonde et Waechter, qui ont en commun le rejet de toute «déviance gauchiste», parviennent à se retrouver, il faudrait que M^{me} Voynet se retire. Porte-parole du plus important des mouvements écologistes (les Verts) et désignée comme candidate au terme de «primaires» qui ont regroupé plusieurs organisations, la «candidate de l'écologie générale» ne peut évidemment pas accepter une telle perspective. Toutefois, certains de ses amis lui conseillent de provoquer une rencontre des trois candidats, afin de ne pas laisser M. Lalonde le bénéfice d'une initiative en apparence unitaire.

Jean-Louis Saux

QUESTION AU FUTUR PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LES RÉFORMATEURS SONT POUR UNE EUROPE PLUS SOCIALE. ET VOUS ?

La France assure depuis le 1^{er} janvier, et pour six mois, la présidence de l'Union européenne. Le Mouvement des Réformateurs propose deux actions prioritaires :

- la mise en œuvre de la Charte des droits sociaux des travailleurs élaborée en 1989 à l'initiative de la France.
- la réunion d'une convention européenne consacrée à l'Europe sociale et à la politique contractuelle.

MDR
REFORMATEURS

Le mouvement qui pose les vraies questions
M.D.R. 7, rue de Villeneuve 75007 Paris
Tél. : 45 44 61 90 - Fax : 45 44 91 90

M. Le Pen présente les « idées simples » de son projet de VI^e République

Le Front national en convention présidentielle à Tours

Le Front national a réuni, samedi 14 et dimanche 15 janvier à Tours, une convention présidentielle qui a réuni environ 1 800 représen-

tants. Jean-Marie Le Pen, candidat à l'élection présidentielle, en a profité pour présenter, à partir de quelques « idées simples », selon la

formule de Bruno Mégret, délégué général du mouvement d'extrême droite, son projet de VI^e République.

TOURS
de notre envoyée spéciale

Ce devait être un grand-messe. Le candidat à l'élection présidentielle Jean-Marie Le Pen devait tracer à grands traits, devant des militants unis derrière leur chef, le visage de la France nationaliste qu'il instaurerait au lendemain de l'élection. La grand-messe a bien eu lieu. Mais, les quelque 1 800 représentants du Front national, réunis les 14 et 15 janvier à Tours pour une « convention présidentielle », ont également eu droit à un rappel à l'ordre contre toute velléité de querelles prématurées sur la succession du président. Un rappel confié à un fidèle et inconditionnel lieutenant de M. Le Pen, le secrétaire général, Carl Lang. « Nous appelons de tous nos vœux un septennat Le Pen, un septennat de reconquête nationale à la tête de l'Etat ou sinon, à défaut bien sûr, un septennat de résistance nationale à la tête du mouvement national », a insisté celui-ci. Une précision qui s'imposait, car les petites phrases amères en ateliers qui ont animé la première journée ont montré que l'unité mise en avant par le Front national aujourd'hui n'est que de façade. Les querelles de succession, que l'âge du dirigeant (soixante-six ans) et sa fatigue apparente encourageaient, n'ont été que provisoirement enterrées et ne manqueront pas de resurgir si les

résultats recueillis par le président du Front national ne sont pas à la hauteur des espoirs de ses troupes.

L'IMAGINAIRE NATIONAL

Amer depuis le congrès de janvier 1994 qui a conforté le poids de Bruno Mégret, délégué général du Front, représentant de la tendance « moderne » soucieuse de sortir le parti de son isolement, l'intégriste Bernard Antony, de son vrai nom Román Marín, ne s'est pas privé, dans l'atelier qu'il présidait sur le thème « valeurs et morale », d'encourager les militants qui déploieraient le faible engagement de leur candidat à l'Elysée en faveur des commandos anti-avortement et

pour l'abrogation de la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse. Pour dire également « merde » à tous ceux qui ont peur d'invoquer un « ordre moral » sous prétexte qu'il rappelle Vichy. De son côté, Bruno Mégret n'a pas manqué de souligner que, à l'image de l'Italie, « la classe politique française tombe le temps d'une présidentielle », avant de se lancer dans un long discours appuyé à la gloire du chef. Histoire de montrer que Le Pen n'écoute que Le Pen, le président du Front national a balayé l'allusion italienne et a rapidement mis les points sur les « i », en se gaussant des « quodras et quinquagénaires piaffant d'impatience ».

« Nous devons mobiliser l'imaginaire national autour de la VI^e République », a expliqué M. Le Pen à l'assistance avant d'énoncer « les idées simples » (d'après M. Mégret) sur lesquelles elle repose. Parmi elles, l'inscription de la « préférence nationale » dans la Constitution, ce qui signifie la priorité aux Français pour les emplois, les logements et l'accès exclusif des prestations sociales et familiales. « Aux droits de l'homme, nous préférons ceux du citoyen », a-t-il précisé.

« Je m'engage à créer 4 millions d'emplois en sept ans », s'est-il exclamé, avant de promettre encore qu'avec lui « la sécurité sera rétablie ». « Que les bons se rassurent et les méchants tremblent », car, a-t-il expliqué, « les bandes ethniques seront arrêtées, les peines appliquées, les prisons construites, les frontières contrôlées, la peine de mort rétablie ». Après avoir fait l'éloge du travail, il a fait celui de la famille traditionnelle. Pour cette famille, M. Le Pen se propose de créer un revenu parental de 6 000 francs et d'accorder des prêts avantageux pour favoriser l'accès à la propriété. Il lui restait à réclamer l'ode à la France, l'ode à la patrie. Il n'y a pas failli, vantant les charmes des grandes provinces de France et appelant à la vigilance pour une « France souveraine » menacée par « l'euromondialisme ».

Christiane Chombeau

Deux mille manifestants

« Le Pen, Royer, expulsés » : l'affaire des sans-domicile fixe, squatters expulsés par la justice d'une ancienne maison de retraite, à la demande du maire, a servi de détonateur, samedi 14 janvier à Tours, à l'occasion d'une manifestation, prévue de longue date, contre la tenue de la convention du Front national au palais des congrès. A l'initiative du groupe d'Indre-et-Loire du Manifeste contre le Front national, organisation lancée en 1991 par Jean-Christophe Cambadélis, présent à la manifestation, deux mille personnes ont parqué la centre-ville pendant trois heures en scandant : « Le Pen fasciste, Royer complice », ou encore « Bourgeois pas fâchés ». Une trentaine d'associations, partis et syndicats avaient répondu à l'appel. La LICRA, dans une publication parue dans la presse locale, avait regretté que Tours, ville d'équilibre et d'harmonie, puisse ouvrir les bras « au champion des thèses discriminatoires et d'exclusion ». Les SDF squatters, qui avaient envahi la mairie dans la matinée lors d'une autre manifestation, ouvraient le cortège qui a été arrêté par plusieurs compagnies de CRS postées à une centaine de mètres du palais des congrès. — (Corresp.)

M. Pasqua privilégie le dialogue avec les nationalistes corses « légalistes »

Le ministre de l'intérieur estime qu'un « consensus pour l'abandon de la violence » est proche

AJACCIO
de notre correspondant

Près d'un an après le voyage d'Edouard Balladur, Charles Pasqua est revenu en Corse, samedi 14 janvier, dresser le bilan de l'œuvre accomplie. Il a souligné que l'île bénéficiera au total de 5 milliards de francs environ de crédits publics en cinq ans. A cette somme viennent s'ajouter les 6 milliards de la dotation globale de décentralisation.

Ainsi s'achève, a précisé le ministre de l'intérieur, la première phase de mise en place des moyens nécessaires au développement. Mais, a-t-il ajouté, « rien ne sera possible tant que durera la violence, et j'ai donc invité l'ensemble des mouvements nationalistes à l'abandonner et à s'engager dans le processus démocratique. Je pense d'ailleurs que l'on n'a jamais été aussi près d'un consensus sur l'abandon de la violence par ceux qui l'ont pratiquée, et qui ont pris conscience qu'elle ne mène à rien ».

Dans ce contexte, M. Pasqua a tenu à se rendre à la chambre de commerce d'Ajaccio, où il a été reçu par le président (nationaliste) nouvellement élu, Gilbert Casanova, qui avait, la veille, tenu une conférence de presse pour dénoncer effectivement les violences, politiques et autres. Tous les entretiens avec les parlementaires, les membres des exécutifs régional et départementaux, les présidents des groupes politiques (à l'exception des communistes, qui avaient décliné l'invitation) apparaissent comme un hommage du gouvernement à tous ceux qui privilégient l'expression républicaine du suffrage.

CLARIFICATION

Charles Pasqua a tenu à clarifier les choses après ce qui avait paru, le 25 novembre 1994, un échange de correspondance, par presse interposée, avec le « FNLC historique », lequel observe une trêve depuis le 15 novembre et demande que l'île soit admise au bénéfice de l'article 74 de la Constitution relatif aux territoires d'outre-mer. « La clarification est simple, a dit le ministre. Il n'y a pas de négociations de l'Etat avec quelque faction que ce soit et il n'y en aura pas. Il y a des institutions : c'est avec l'Assemblée de Corse que le dialogue a lieu. Je ne vois cependant aucun inconvénient à ce que telle ou telle association engage avec les Corses un débat sur un autre statut. C'est son affaire. Pour ma part,

j'estime qu'avant de se lancer dans un nouveau statut il vaut mieux utiliser tous les moyens qui existent ». En écartant la discussion avec la seule Cuncolta, organisation publique proche du « FNLC historique », sur l'article 74, M. Pasqua a visiblement voulu faire écho à ce que le président du groupe MPA (Mouvement pour l'autodétermination) à l'Assemblée de Corse, Dominique Bianchi, a qualifié d'« aspect médiatique mal maîtrisé ». Il a fait remarquer enfin qu'il a entendu les explosions de la machine à tuer — étaient visées

les trois sous-préfectures rurales, une agence bancaire à Saint-Florent et, dans un attentat à la voiture piégée, une agence France Télécom à Bastia —, survenues après les assassinats de fin décembre : « C'est la sonnette d'alarme. J'ai analysé depuis longtemps ce qui risque de se passer lorsque l'on réintègre le débat démocratique. Il y a toujours une radicalisation que certains utilisent à des fins personnelles. Ce sont des criminels et ils seront recherchés et poursuivis comme tels. Si l'on a confondu mon souci de di-

logue avec de la faiblesse, on s'est trompé ». Pour M. Pasqua, la Corse a besoin d'une politique claire pour retrouver la tranquillité : « Il nous faudra du temps. Espérons qu'il nous sera donné : dans quelques semaines notre candidat sera élu à la présidence de la République. A mon poste comme si j'en occupais un autre, je continuerai à m'occuper de la Corse, où le moment est venu pour que toutes les bonnes volontés s'affirment ».

Paul Silvani

Ballottage favorable pour le candidat soutenu par M. Chammougon en Guadeloupe

23^e circonscription de Guadeloupe (Capesterre - Belle-Eau, Pointe-Noire)

	1 ^{er} tour	2 ^e tour	1 ^{er} tour	2 ^e tour
Inscrits	45 992	45 933	55 667	55 390
Votants	13 449	19 441	28 763	28 592
Abstentions (%)	70,75	57,67	48,33	47,91
Suffrages exprimés	12 734	18 372	26 954	27 219
Candidats et élus				
Léo Andy (PS dissident)			3 855	14,30
Joël Beaugendre (UDF-CDS)	3 534 (1)	27,75	8 042	43,77
José Toribio (div. gauche)			3 396	13,34
Georges Louison (PS)	5 416 (2)	42,53	10 330	56,22
Félix Fléménin (PCG)	1 371 (3)	10,76		
Clodomir Bojancz (RPR)	1 585	12,44		
Gérard Louvato (ext. g.)	828	6,50		
Danièle Mayo (FN J)			215	0,79

(1) Edouard Chammougon (div. d.) (2) Dominique Lariffa (3) Philippe Anet

PSM : Parti de la loi naturelle

choisie pour suppléante. M. Beaugendre était opposé à quatre adversaires de gauche, dont le socialiste dissident Léo Andy, maire de Capesterre-Belle-Eau.

Activement soutenu par Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée à l'action humanitaire et président du conseil régional, il recueille un meilleur score que celui qu'avait obtenu M. Chammougon en 1993. Bien qu'en seconde position derrière M. Andy, M. Beaugendre peut espérer bénéficier, comme M. Chammougon il y a deux ans, des divisions de l'opposition.

M. Andy était soutenu par le président du conseil général, Dominique Lariffa, contre lequel il s'était présenté en 1993, alors que

M. Lariffa était député sortant. Il avait également reçu le soutien des anciens communistes du Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG). Il était en revanche concurrencé par les socialistes « orthodoxes », en la personne de leur secrétaire fédéral, Georges Louison, ancien chef de cabinet de M. Lariffa. En outre se présentaient deux fils de personnalités locales : Félix Fléménin, fils du maire (PCG) de Deshaies, Félix Fléménin, et José Toribio, qui a succédé comme maire du Lamentin à son père, René Toribio, ancien sénateur socialiste, après le décès de ce dernier.

Eddy Nedjkovic

M. Balladur entend maintenir la crédibilité nucléaire française

A L'OCCASION de la visite du premier ministre, lundi 16 janvier, à l'île Longue, sanctuaire de la force de frappe française, Le Télégramme de Brest publie un entretien d'Edouard Balladur, dans lequel celui-ci confirme la volonté de la France de parvenir à un « traité d'interdiction complète des essais nucléaires, universel et vérifiable ». Cette « démarche », précise-t-il, sans se prononcer sur une éventuelle reprise des essais nucléaires français, ne saurait affecter la « détermination » de la France de « maintenir la crédibilité et la performance » de ses propres forces nucléaires.

Le chef du gouvernement ajoute que « la croissance semble être revenue » et il assure qu'il « faut profiter de cette période pour apporter à notre société les changements qui nous permettront de mieux faire face aux difficultés dans l'avenir ». M. Balladur résume la notion de « réformes populaires ou impopulaires ». « Il y a des réformes nécessaires », affirme-t-il, en dressant sa liste des « préoccupations de la majorité des Français » : lutte contre le chômage, meilleure formation pour les jeunes, survie du système de protection sociale, poursuite de la construction européenne, place de la France dans le monde.

M. Longuet écrit aux conseillers régionaux de Lorraine

GÉRARD LONGUET, président du Parti républicain et président de la région Lorraine, vient d'adresser aux conseillers régionaux une lettre dans laquelle il explique les raisons de son silence après sa mise en examen. « J'ai fait le choix de la discrétion bien que n'étant pas astreint au secret de l'instruction », écrit-il. Je m'efforcerai donc de le respecter comme j'attends que les autres parties concernées le respectent aussi. Dans cet esprit, ayant été convoqué le 20 décembre pour rencontrer le magistrat chargé de l'instruction dans la semaine du 16 janvier, j'ai délibérément pris le parti du silence pour savoir qui le briserait le premier. Je constate que ni le juge ni moi-même, naturellement, ne l'avons rompu. Ainsi, dans l'avenir c'est avec confiance que je pourrai m'adresser à ce juge, certain que les fautes éventuelles ne viendront pas de son fait. « En attendant le déroulement normal et, j'en suis certain, heureux, d'une procédure sereine d'instruction, je m'efforcerai de continuer à être utile à la région Lorraine », conclut M. Longuet.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ Les Clubs Perspectives et Réalités des Hauts-de-Seine ont demandé, le 13 janvier, à « Edouard Balladur d'être candidat à l'élection présidentielle », et à la fédération nationale des Clubs Perspectives et Réalités « de ne soutenir aucune autre candidature de simple représentativité », alors qu'Hervé de Charette, délégué général des Clubs, plaide pour une candidature UDF.

■ Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste français, a refusé, dimanche 15 janvier à 7 sur 7 sur TF1, d'envisager l'hypothèse où seuls Edouard Balladur et Jacques Chirac pourraient être présents au second tour de l'élection présidentielle. Si les candidats de gauche « s'affichent vraiment à gauche », a-t-il expliqué, « la gauche peut être présente au second tour ». Interrogé sur la sanction prise à l'encontre de l'évêque d'Evreux, M. Hue a affirmé : « Dans une communauté, il faut accepter ceux qui ne partagent pas forcément l'opinion générale. C'est une question à laquelle nous avons été confrontés à l'intérieur du Parti communiste ».

DÉPÊCHES

■ ENA : selon un sondage réalisé par la SOFRES du 26 au 28 décembre 1994 auprès de mille personnes et publié par Le Figaro du 16 janvier, 56 % des Français sont favorables au maintien de l'École nationale d'administration (ENA), alors que 26 % seulement pensent qu'il faut la supprimer. A la question : « Pensez-vous qu'il faut maintenir une grande école comme l'ENA car elle permet de bien sélectionner et de former des élites efficaces ? », les sympathisants de droite sont 65 % à répondre « oui », contre 49 % seulement chez ceux de gauche.

■ DÉCENTRALISATION : la commission des lois du Sénat vient de confier à Jean-Paul Delevoye, sénateur et maire (RPR) de Bapaume (Pas-de-Calais), président de l'Association des maires de France, la présidence d'un groupe de travail sur la responsabilité des élus locaux. Dix autres sénateurs, de toutes tendances, participeront à ce groupe. « La responsabilité des maires, notamment la responsabilité pénale, s'est fortement accrue ces dernières années (...). Les magistrats peuvent désormais se trouver mis en cause au pénal presque quotidiennement », indique M. Delevoye.

■ FORCE OUVRIÈRE : à un an de son congrès confédéral, fixé du 27 février au 1^{er} mars 1996, les opposants au secrétaire général Marc Blondel ont sonné le rappel. Ils ont recueilli un peu plus de 30 % des suffrages contre la résolution générale et dans un entretien au quotidien Les Echos daté du lundi 16 janvier, Jacques Mairé, secrétaire général de l'Union départementale de Paris, l'un des chefs de file déclarés de l'opposition à M. Blondel, estime qu'« il s'agit de lutter contre les dérives à l'intérieur même de FO ». Pour M. Mairé, les sujets de divergences ne manquent pas, que ce soit au sujet des prises de position de la centrale sur l'Union européenne ou sur la protection sociale, et notamment la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

Deux élections cantonales partielles

GUADELOUPE : canton de Baie-Mahault (1^{er} tour).

L. 8 909 ; V. 4 657 ; A. 47,72 % ; E. 43,66. Marcelle Chammougon, div. d., m. de Baie-Mahault, 2 425 (55,54 %) ELUE ; Paul Mado, div. g., c. m., 1 617 (37,03 %) ; Franck Desout, div. c., m., 324 (7,42 %).

[Organisée en même temps que l'élection législative partielle, cette cantonale avait également pour but de remplacer Edouard Chammougon au conseil général, après la déchéance de ses mandats pour corruption. Son épouse, dont la liste avait déjà emporté lors d'une municipale partielle en décembre 1994, a été élue sans surprise, dès le premier tour, face à deux des trois têtes de listes qu'elle avait alors battues.

22 mars 1992 : L. 7 971 ; V. 5 099 ; A. 36,53 % ; E. 4 636 ; Edouard Chammougon, div. d., c. s., c. t., m. de Baie-Mahault, 3 904 (75,58 %) ; Paul Mado, div. d., c. m., 774 (16,69 %) ; Armet Balahuet, div. g., 186 (4,01 %) ; Marcel Orléan, PCG, 96 (2,07 %) ; Christian Fleisque, div. g., 76 (1,63 %).

CÔTE-D'OR : canton de Montigny-sur-Aube (1^{er} tour).

L. 2 156 ; V. 1 376 ; A. 36,17 % ; E. 1 348. Philippe Chardoo, app. UDF, m. de Montigny-sur-Aube, 571 (42,35 %) ; Jean-Claude Hecquet, div. d., 293 (21,73 %) ; Georges Morin, div. d., adj. m. de Brion-sur-Ouche, 248 (18,39 %) ; Marcel Auroseau, div. d., ISO (11,12 %) ; Alain Morizot, PC, 86 (6,37 %). BALLOTAGE

[Cette élection fait suite au décès du conseiller général (UDF) sortant, Tanneguy d'Harcourt, également maire de Belin-sur-Ouche, qui était élu de ce canton depuis 1985. En l'absence de candidat du Front national, dont la représentativité était arrivée en seconde position en 1992, c'est Philippe Chardoo, officiellement soutenu par la majorité départementale, qui arrive en tête. Deux autres candidats divers droite, Jean-Claude Hecquet, conseiller municipal de Montigny-sur-Aube, et Georges Morin, sont en mesure de se maintenir au second tour. Le soutien du PS local n'a guère profité au candidat communiste, Alain Morizot.

22 mars 1992 : L. 2 241 ; V. 1 576 ; A. 29,67 % ; E. 1 482 ; Tanneguy d'Harcourt, UDF, 965 (65,11 %) ; Marie-Claude Lecoate, FN, 193 (13,02 %) ; Marie-Claire Chalmey, Verra, 145 (9,78 %) ; Sylvie Scherer, PS, 127 (8,56 %) ; Michel Jobard, PC, 52 (3,50 %).

Le TGV Rhin-R
imprévue en

Le TGV Rhin-Rhône fait une halte imprévue en Franche-Comté

Les élus jurassiens veulent que la ligne passe par leur département. Sinon, ils menacent de bloquer le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse

BESANCON

de notre envoyée spéciale
Evidemment, il serait malvenu de la part du préfet Jean-Louis Dufrenoy de regretter, publiquement, le bon vieux temps où l'Etat et son bras ferroviaire, la SNCF, décidaient seuls du départ des trains. N'empêche, le préfet de la région Franche-Comté, coordonnateur des travaux préparatoires à la future liaison à grande vitesse, dite Rhin-Rhône, aurait de quoi soupirer. Jusque-là, les élus des trois régions concernées - l'Alsace, la Franche-Comté et la Bourgogne - avaient bien tenu leur rôle de cofinanciers du projet, conscients de leurs responsabilités en tant que membres du comité de pilotage, siégeant aux côtés des représentants de l'Etat et de la SNCF. Ils semblaient pressés de le voir aboutir. Mais, à la veille de la fin des études préliminaires, le 25 janvier, toutes les négociations semblent à reprendre.

« Avec la décentralisation, il faut peut-être une année de concertation de plus qu'autrefois », admet le président du conseil général du Jura, Gérard Bailly (RPR). Et alors ? L'homme aurait mauvaise grâce à nier ce contretemps, car les jurassiens jouent les premiers fauteurs de troubles. Lundi 16 janvier, lors d'une séance extraordinaire du conseil régional de Franche-Comté, ils devaient demander à cette assemblée d'entériner leur exigence : obtenir l'assurance qu'une branche sud du TGV Rhin-Rhône passera un jour, même lointain, par chez eux.

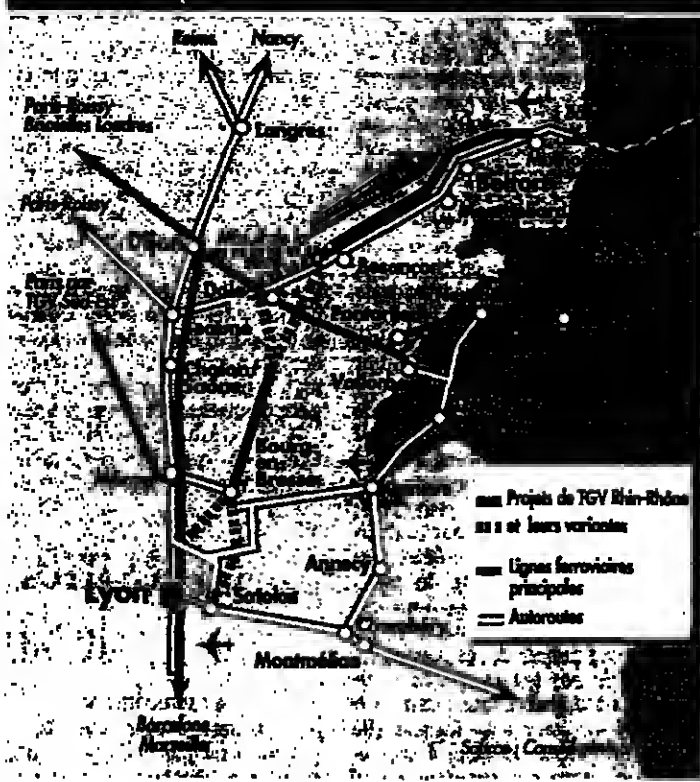
Faute de quoi M. Bailly, un agriculteur élu à la tête du département au printemps 1994, s'engage à « faire capoter le projet ». Autrement dit : « si le Jura ne bénéficie pas du TGV, je préfère qu'il n'y ait pas du tout ! ». La menace ne tient toujours pas de la fanfaronnade. Avec les voix du Jura, l'appui de certains élus du Doubs et de Haute-Saône, plus quelques écologistes allergiques à la grande vitesse, la majorité du conseil régional pourrait se prononcer contre le schéma ébauché, voire refuser de payer sa part.

A l'origine, pourtant, tout était simple, du moins autant que puisse l'être le tracé d'une ligne TGV. L'aire urbaine de Belfort-Montbéliard, le « poumon économique de Franche-Comté » comme elle se proclame à juste titre, à environ quatre heures de train de Paris, rêvait d'une desserte plus rapide. Mais ce projet s'est révélé difficile à défendre. Jean-Pierre Chevènement - sur ce point d'histoire au moins, le consensus existe - a alors eu l'idée d'élargir son projet en en faisant un « maillon-clé des transports ferroviaires européens », selon la terminologie de la SNCF. Ce qui est ainsi devenu le TGV Rhin-Rhône, inscrit dans le schéma directeur national adopté en 1991, devra permettre aux voyageurs des Länder rhénans, du sud de l'Alsace et du nord de la Suisse de rejoindre soit Paris via Belfort, Besançon et Dijon, soit le réseau Sud-Est et l'Espagne via un itinéraire qu'il restera à définir au cours d'une deuxième phase.

Ce double flux de passagers s'annonce important et la rentabilité plutôt bonne : les trois régions traversées se montrent donc pleines de bonne volonté. Rapidement, elles acceptent de cofinancer, à parts égales avec l'Etat, les études d'un premier tronçon Mulhouse-Dijon. Seulement, la liaison Rhin-Rhône n'a jusque-là de rhodanienne que le nom. Par où rejoindra-t-elle le grand sillon ? Aux yeux des jurassiens, si la question n'est pas posée dès maintenant, elle risque de ne l'être jamais.

Alors, les élus de la petite région de Franche-Comté (1,1 million d'habitants) sont devenus fébriles. Vendredi 13, les présidents et vice-présidents du Jura, du Doubs et de la Haute-Saône sont allés chercher le soutien de leurs homologues de l'Ain. Ils ont décidé ensemble de « constituer un groupe d'action » en faveur d'une liaison à grande vitesse « vallée du Rhin-vallée du Rhône » : en clair, un nouveau tronçon entre la région de Dole et

Les deux tronçons du futur TGV Rhin-Rhône tels que le souhaiteraient les élus du Jura



Lyon-Satolas, traversant l'Ain. La région Rhône-Alpes ne siège certes pas au comité de pilotage, mais son président, Charles Millon (UDF-PR), ne se prive pas de défendre par écrit cette thèse auprès du ministre des transports, sans aller toutefois jusqu'à évoquer la question de son financement. Tout en rappelant que sa priorité reste un futur TGV Lyon-Turin, M. Millon n'oublie pas qu'il est, aussi, maire de Belley, dans l'Ain, justement.

« Si le Jura ne bénéficie pas du TGV, je préfère qu'il n'y ait pas du tout ! »

Louis Souvet (RPR), maire de Montbéliard, dans le Doubs, a ouvert les hostilités contre le Jura le 9 janvier, en s'en prenant dans l'Est républicain aux « prises de position radicales de nombreux responsables jurassiens (...) dont les conséquences ne pourront que retarder la réalisation d'un projet vital ». Il exhorte ces derniers à « faire preuve d'un peu de patience ». Son inquiétude et son agacement semblent fondés. Après avoir accepté le principe d'un TGV, le gouvernement - celui-ci ou son successeur - appréciera probablement peu de se voir sommer d'en construire un deuxième par quelques irréductibles.

En attendant une décision du ministre des transports, chacun se renvoie son manque de solidarité régionale. La lutte se cristallise actuellement autour du massif de la Serre. Les jurassiens voudraient que le Mulhouse-Dijon ne le traverse pas, comme les études le prévoient, mais insistent pour que le train passe au sud. Ce tracé présenterait le double avantage d'épargner la verte vallée de l'Ognon et de tirer déjà le TGV vers Dole. Selon M. Bailly, « cela ne coûterait qu'une minute et demie de temps de transport de plus » (deux, selon la SNCF). C'est sans compter les 4 millions de francs supplémentaires et la réalisation de nouvelles études qui navrent par avance le comité de pilotage.

Jean-Pierre Chevènement, allié objectif de son voisin RPR de Montbéliard dans cette affaire, a fini par se rendre, le 5 janvier, à Lons-le-Saunier, dans l'hôtel du département tout neuf de M. Bailly. La visite était d'importance, car le maire de Belfort préside aussi l'Association Trans-Europe TGV Rhin-Rhône-Méditerranée. Celle-ci regroupe, en vrac, des maires allemands, des ministres suisses, des parlementaires européens, des élus

Les chambres régionales des comptes regrettent la faiblesse de leurs moyens

Leurs magistrats réclament une nouvelle organisation

Alain Sérre, président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, juge que la « dimension » prise par l'activité de ces chambres « ne

correspond plus au dispositif mis en place au départ ». Un malaise plane sur l'ensemble du corps des chambres régionales.

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Alors que les « affaires » continuent à occuper le devant de la scène politique, Alain Sérre, président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, devait recevoir la presse, lundi 16 janvier, à Marseille, pour estimer que « la situation financière des collectivités locales paraît s'être un peu stabilisée ». « Il n'y a pas de catastrophes supplémentaires en vue », juge M. Sérre, tout en se demandant si cette apparente normalisation de la situation n'est pas dictée par la proximité des élections municipales.

Plus généralement, M. Sérre évoque, douze ans après les premières lois de décentralisation, la nécessaire réforme du mode d'organisation et de fonctionnement des chambres régionales des comptes. « Tant par le volume que par la diversité des vérifications à effectuer, la fonction de régulation financière qui nous a été confiée a pris aujourd'hui une dimension qui ne correspond plus au dispositif mis en place au départ », affirme-t-il.

A ce propos, l'Association des présidents de chambres régionales des comptes, présidée par Jacques Belle, président de la chambre de Lyon, a mis en chantier un programme quinquennal d'adaptation en profondeur des missions et des moyens de l'institution. Parallèlement, les magistrats des chambres se sont regroupés dans une association professionnelle représentant 80 % d'entre eux. Elle vient d'estimer, dans un communiqué, que « les moyens ne [leur] sont pas donnés pour exercer efficacement et en toute indépendance

leurs missions actuelles et futures ». Pour manifester cette mauvaise humeur, les représentants élus des magistrats ont, récemment, refusé de siéger à une séance du conseil supérieur des chambres consacrée aux avancées.

« Le corps des conseillers des chambres vit, actuellement, un profond malaise », nous a déclaré Pierre Rocca, ancien élève de l'ENA, magistrat hors classe à la chambre de Provence-Alpes-Côte d'Azur et vice-président de l'Association professionnelle des magistrats des chambres régionales des comptes (APMCR).

PAS DE « DROIT DE SUITE »

Tout en saluant comme une « avancée » la dernière loi relative au financement de la vie politique, qui permet, notamment, aux chambres, d'exercer leur contrôle sur les délégations de service public, l'association regrette la timidité des mesures prises. C'est ainsi qu'au dernier moment a été gommée une disposition qui aurait donné aux magistrats la possibilité d'exercer un « droit de suite », c'est-à-dire d'explorer jusqu'à leur terme les relations financières des collectivités locales avec les entreprises privées.

Par ailleurs, si les chambres peuvent recourir à des expertises extérieures, elles n'ont pas d'argent pour les payer. Quant aux ministères, ils font encore des difficultés aux chambres qui ont besoin de consulter des fonctionnaires. L'APMCR estime aussi que les magistrats des chambres ne disposent pas de moyens humains suffisants pour faire face à leurs tâches de contrôle de gestion - extrêmement complexes - et,

plus encore, à celles qui touchent aux notions de transparence et de probité. Il existe, actuellement, un écart de 15 % entre les effectifs théoriques et les effectifs réels des chambres. Mais il convient, sans doute, davantage, de mieux recruter plutôt que d'augmenter le nombre des magistrats.

« Le corps des magistrats des chambres, ironise lui-même M. Sérre, ressemble à une armée mexicaine dans laquelle la majorité des personnels se trouve au sommet du tableau. C'est une pyramide inversée qui repose sur la tête. Il faudrait que les magistrats des chambres deviennent des coordonnateurs d'équipes multidisciplinaires faisant appel à des spécialistes, dans et hors de l'administration, pour apprécier les réalités très complexes des gros marchés publics. Nous n'avons pas, actuellement, la compétence voulue et cela prive les chambres de l'essentiel de leur efficacité ».

Alors que les effectifs des magistrats hors classe sont pléthoriques, l'APMCR propose, elle, de renforcer le nombre et la qualification des assistants de vérification et celui des présidents de section (ils ne sont que trente dans l'ensemble des vingt-quatre chambres).

L'association juge, enfin, indispensable, de protéger les magistrats des pressions, nombreuses, qu'ils subissent et de leur assurer une meilleure évolution de carrière. Elle souhaite également plus de facilités de détachement dans d'autres corps, car « on ne fait pas dix ans de contrôles sans se scléroser ».

Guy Porte

Toute l'économie pour ceux qui la font.

La Tribune

QUOTIDIEN

TAUX D'INTÉRÊT, CONFIANCE, DÉCOURAGEMENT

LE GRAND STRESS DES CADRES

5 enquêtes exclusives du 16 au 20 janvier.

PROTESTATION Des prêtres ouvriers au théologien allemand contestataire Eugen Drewermann, nombre de vobis, y compris au sein de la hiérarchie catholique, se sont

élevés pour critiquer la révocation de Mgr Jacques Gaillot. Au cours de dizaines de rassemblements spontanés devant les églises et les évêchés, des milliers de catholiques

ont apporté dimanche leur soutien au prêtre nommé évêque in partibus à Partenia (diocèse disparu de Mauritanie), une affectation que l'intéressé a qualifiée de « bidon » sur

France 2. Pour Jean-Michel Di Falco, porte-parole des évêques de France, le « grand reproche » de l'Église à l'encontre de Mgr Gaillot, est d'avoir provoqué, « en menant

son propre combat », « une rupture de l'unité ». Le Père Di Falco a estimé, lundi 16 janvier sur Europe 1, que les responsabilités de la situation actuelle étaient « partagées ».

Des milliers de catholiques manifestent leur soutien à Mgr Gaillot

Alors que l'épiscopat français apparaît divisé et que des fidèles critiquent ouvertement le pape, des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes françaises

EVREUX (Eure)
de notre envoyé spécial
Entre chien et loup, dimanche 15 janvier, au 35 rue Saint-Louis, une fenêtre s'ouvre à l'étage de l'évêché sous les clameurs de la foule amassée sur le pavé. « Au balcon ! », réclame-t-on. Un visage souriant apparaît, celui d'un homme frêle, visiblement ému. Jacques Gaillot envoie des baisers à tous ces gens qui veulent une fois encore, une dernière fois, l'apercevoir, l'entendre surtout. « Vous êtes merveilleux. Je crois rêver. Êtes-vous bien là ? »

« Oui », burlent les fidèles. « Vous savez aller dans la rue pour vous exprimer. Pour certains, c'est la première fois. C'est une sorte de réveil, c'est formidable. » Mais l'évêque doit partir pour être sur le plateau de France 2 au journal du soir. Un chant sourd s'élève, comme un adieu sur l'air de Nabucco, de Verdi. La fenêtre se referme. Et l'on se disperse aux quatre coins de la ville, envahie par la nuit.

MANIFESTATION DE RUE
Vers 15 heures, ce même dimanche, le parvis de la cathédrale est noir de monde. Les quinze diacres du diocèse ont appelé la veille à une marche silencieuse. Déjà des centaines de pétitions circulent : « Révoquez par les méthodes d'une Église dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, nous voulons dire notre indignation », Jacques Gaillot, « incorne pour tous, croyants et non-croyants, la fidélité à l'évangile ». Le beffroi égrène trois coups dans l'air froid. Devant la porte de la cathédrale, Roland Dollé, vicaire général, lit la lettre de l'évêque : « Je cesse de vous servir, mais je ne cesse pas de vous aimer. Bonne route ! » L'évêque a choisi de ne pas venir, laissant quelque cinq mille personnes réclamer justice. Certains notent les adresses du nonce apostolique à Paris et du pape Jean Paul II à Rome, affichées sur les murs de la cathédrale.

« Non oux tribunoux d'except-



tion ! », peut-on lire sur des banderoles. « Libérez la parole ! », ponctue le défilé. Un vieux retraité brandit comme un fanion : « Jean Paul, écoute Jésus et les hommes plutôt que les monarques de ta cour ! » Plus loin, un Noir et sa femme blanche : « Jacques Gaillot Sons Diocèse Fixe ». Un défilé tout couleur : des clochards, des handicapés, des dames en foulard, des religieuses en tenue, des curés de campagne en civil, des citadins de tous âges. Défilent également des Arabes, des Africains, pour la plupart musulmans. A Evreux, nul n'ignore les liens qu'entretient l'évêque avec les imams de la communauté.

STANDARD PRIS D'ASSAUT
Le cortège s'ébranle enfin. En tête, Roland Dollé est entouré des secrétaires nationaux du MRAP et du Mouvement pour la paix. Dans toute la ville, Michel Leblanc, maire adjoint et conseiller régional communiste, diffuse un appel : Le 22 à 13 h 30, devant la mairie, se réuniront tous ceux qui ont reçu l'aide de l'évêque ; le 22 également, à 15 h 30, Jacques Gaillot célébrera une messe d'adieu en la

cathédrale. L'évêché ne désemplit pas depuis l'annonce, vendredi 13 à midi, sur les ondes, de la révocation papale. Des centaines de fax sont arrivés de France. Du Canada, où la conférence épiscopale réclame, elle aussi, justice pour Jacques Gaillot, de Belgique encore ; et aussi de Rome, de Paris, de l'imam de la mosquée, de partout les appels continuent d'affluer. Le standard de la mairie est pris d'assaut. Le maire, communiste reconverti, Roland Plaisance, met la main à la pâte, désireux de voir la ville soutenir « son ami ». Le regard triste, il se souvient de l'arrivée de Jacques Gaillot en 1982. Il n'avait pas laissé percevoir ses idées. Deux ans plus tard, il s'était mobilisé pour l'école laïque, en pleine bagarre de l'école laïque. Après, il avait reçu à Evreux Arafat et sa femme. Récemment, il s'était insurgé contre les lois Pasqua. Coups de gueule contre l'exclusion fut le titre d'un de ses livres où il pose en couverture vêtu d'un T-shirt « Le droit dans tous les états », le nom du festival annuel d'Evreux.

Le maire poursuit : « J'ai appris

à le connaître. Ce n'est pas un traître à l'Église, il est profondément croyant. Il n'est ni l'envoyé du diable ni l'évêque communiste que ses détracteurs ont dénoncé avec succès à Rome. » Mercredi 18 janvier, Roland Plaisance remettra à son ami la médaille de Citoyen d'honneur d'Evreux.

A la grande-messe de 11 heures, dimanche 15 janvier, la cathédrale est loin d'être pleine. Le prêtre qui officie ne fait pas de commentaire, mais lit les lettres de Mgr Gaillot et de l'équipe épiscopale qui le soutient. Sur les bas-côtés ornés de magnifiques boiseries du XIV^e siècle, un jeune séminariste déploie une ingénieuse casuistique pour convaincre une jeune paroissienne choquée par la décision papale. Celle-ci s'entête. Son interlocuteur hanse le ton : « Quand le pape décide, nous devons nous incliner. L'évêque n'a jamais tenu compte de ses pairs. »

« Il n'a pas tenu sa place », s'acharne une élégante fidèle. « Je me réjouis pour lui, ajoute-t-elle avec un rien de pitié. Il va pouvoir se consacrer aux démunis. Il n'était pas fait pour être évêque. Il ne s'occupait pas de son diocèse. »

MESSE A LA PRISON

Loin du centre-ville, sur le marché du quartier populaire de la Madeleine, une fermière venue vendre ses poulets exprime une opinion à peu près identique. Les critiques se font plus en demi-teinte chez deux élus UDF siégeant au conseil municipal, Michel Simon et Jean-Jacques Hubert. Ce dernier, avocat bien connu du centre-ville, accuse : « Vous, les médias, êtes responsables de sa chute. » « Frou-Frou » et « Rien à crêper », « ce n'était pas sa place ». A entendre ces arguments, plutôt rares en ville, un vendeur de primeurs du marché Madeleine ironise : « L'Église a fait des funérailles grandioses d'un archevêque de Paris, Mgr Daniélou, mort dans la chambre d'une prostituée. Aujourd'hui, elle vit seulement un homme qui défend tout le monde, les exclus et les autres, les croyants

comme les non-croyants. »

Loin de la scène politique et à l'abri des regards médiatiques, l'évêque a choisi de célébrer la messe, dimanche matin, au centre de détention du Val de Reuil, situé en plein champ, à 30 kilomètres d'Evreux. « Puisque vous ne pouvez venir à moi, je viens vers vous pour vous dire au revoir », a-t-il annoncé à la petite trentaine de détenus venus assister au service. Certains ont apporté des cadeaux. Il y a là des musulmans, des catholiques, un protestant et même un Polonais, qui vient d'écrire au pape.

A la sortie de la prison, Mgr Gaillot cite quelques phrases de la lettre cosignée par les détenus.

« Cher Jacques, nous avons au moins un point en commun. Comme nous, te voilà exclu. Pas pour les mêmes raisons, certes. Ton crime, si l'on peut dire, est d'avoir été du côté des plus faibles. » Ulcérés par une procédure qui n'égale même pas celle en usage à l'intérieur de la prison – le détenu menacé de retard peut s'expliquer et faire appel –, les cosignataires enfoncent leur clou : « Tu es un fonceur. De la même trempe que l'abbé Pierre, un prophète des temps modernes. Ne baisse pas les bras. » Cette messe avait été interdite la veille par Paris, puis ré-autorisée en soirée.

Danielle Rouard

Le désarroi des paroissiens de Saint-Denis

SAINT-DENIS
de notre envoyé spécial

Cela n'est pas si fréquent d'applaudir à l'église. Cela n'est pas l'usage d'y signer des pétitions. Cela n'est pas l'habitude d'y mijoiter quelques slogans et brûler d'y crier son courroux à l'égard de Rome. A vrai dire, c'était même, dimanche, de l'indélicat. Mais à la situation extraordinaire, il avait bien fallu improviser et opposer réponse originale. Une réponse qui dise l'indignation et la souffrance devant la sanction frappant Jacques Gaillot ; qui clame la solidarité avec l'évêque d'Evreux et exprime à la fois le sentiment d'injustice et l'ingénuité pour l'image et l'avenir de l'Église. Cela donna aux messes comme un surcroît de ferveur. Un sentiment renforcé de la communauté.

La voix ardente, le Père Bernard-Jean Berger avait d'emblée donné le ton, en ouvrant la grande messe de 10 heures à la basilique. « Nous sommes dans la peine, dans l'humiliation, dans la honte. Prions pour que cette honte ne se transforme pas en révolte. Le fils ne se révolte pas contre sa mère. Mais il peut souffrir de ses erreurs. » Et puis l'épître de saint Paul aux Corinthiens s'était révélée un prétexte admirable pour « l'unité et la diversité » de l'Église.

Le Père Jean Jannin, chancelier du diocèse, glissa également son homélie sous le thème de la diversité du peuple chrétien. « L'unité, dit-il, se construit à partir de la richesse de chacun et dans le respect des différentes cultures et dans diverses expressions de la foi. Quand on dit « catholique », on ne dit pas « tout le monde pareil » ou « tout le monde doit faire pareil ». Catholique veut bien dire universel. Notre Église de France l'est-elle suffisamment ? L'interrogation valait bien sûr réponse. Et quelques signes discrets d'approbation et de sympathie marquèrent la connivence de paroissiens.

Enfin, avant la bénédiction finale, le curé invita un jeune homme à prendre le micro pour appeler les fidèles à signer une pétition : « Monseigneur Gaillot a fait le choix d'aller vers tous, en particulier les exclus, les marginaux, les personnes en recherche. Il s'est donné les moyens de témoigner de Jésus-Christ à travers les médias (...). La parole d'évêque lui est due dans notre pays. Cela renvoie l'image d'une Église qui divise au lieu de rassembler (...). Nous aurons désormais encore beaucoup plus de mal à faire comprendre le message du Christ. »

Il fallait sans doute une fausse note. Elle survint donc juste à la fin, quand un homme cria à l'officiant : « J'ai honte de Mgr Gaillot, j'ai honte de vous ! » Il y eut des regards furieux. Mais le curé sourit. Enfin un débat. Alors, tandis que nombre de fidèles (parmi lesquels beaucoup d'Antillais) se dirigeaient vers le fond de l'église pour apposer leur nom et signature sur la pétition, le prêtre rejoignit dans l'al-

lée le dissident du jour. Extraits du dialogue :

« Gaillot a outragé le pape. »

« Le Christ lui-même a toujours bousculé. »

« Ses positions étaient racoleuses, contraires à l'Église ! »

« Il était près des gens, il touchait les exclus ! Les deux tiers de la société ne sont plus en phase avec l'Église ! »

« Ce n'est pas une raison pour prendre des positions contraires à la définition du magistère. Le pape s'est déjà montré patient pendant plus de dix ans ! »

« Pendant plus de vingt-cinq ans on a supporté Saint-Nicolas du Chardonnet ! »

« Le pape est bien informé et sait ce qu'il fait. »

« Mais l'Église ne peut rester figée ! Elle doit affronter de nouvelles questions ! Vous croyez qu'on peut parler du divorce comme il y a vingt-cinq ans ? Vous avez des réponses sur les questions posées par la bioéthique ? »

« Le pape en aura ! »

« Nous ne sommes pas des brebis tondues sans libre-arbitre ! L'Église doit être lieu de débats ! »

PÉTITION APPLAUDIE

A quatre cents mètres de là, à l'autre bout d'une rue piétonne envahie par un marché, les paroissiens de l'Église Saint-Denis-de-l'Éstrée vivaient le même désarroi. La pétition, applaudie, prit prise d'assaut, signée en premier lieu par le Père Jean Le Fur qui ne pouvait s'empêcher d'évoquer le rappel par Rome des prêtres ouvriers en 1954. « On croyait ce temps-là passé aux oubliettes depuis le Concile ! C'est sûr, notait une dame martiniquaise, le Vatican a été sensible aux lettres d'intéressés. »

Manifeste ? Quand il le faudra. Au moins signe de « Jacques ». Se rendre bien sûr à Evreux. Et puis écrire. Faxer. Lettres ouvertes, communiqués. Aux évêchés. A Rome. En attendant, quelques coups de fil avaient suffi à rassembler près de deux cents fidèles devant l'évêché de Saint-Denis. Représentants d'associations familiales ou pour les droits de l'homme, militants catholiques. Sur leur manteau, le badge « diocèse de Partenia », allusion à ce diocèse fantôme attribué à Jacques Gaillot et que ses fidèles, « écartés de cette fiction humiliante », se disaient décidés à repeupler.

Le matin même, l'évêque Guy Deronbaix, nous avait confié, en signe de sympathie à Jacques Gaillot, un poème :

« (...) Une Église qui écoute avant de parler, qui accueille au lieu de juger, qui pardonne sans vouloir condamner, qui annonce plutôt que de dénoncer. »

Annick Cojear

A Brest, Lille ou Lyon, une même protestation

A LILLE, Mgr Vilnet a fait ouvrir les grilles de l'évêché. Ils sont plus d'un millier, ce dimanche après-midi 15 janvier, à se presser devant l'hôtel de la rue Royale. Une foule heureuse et surprise de se retrouver là aussi nombreuse. Les appels dans les paroisses, les coups de téléphone aux « frères » n'avaient pas cessé depuis samedi.

Quelques calicots ont été fabriqués à la hâte : « Tais-toi, prophète, tu déranges ! » ; « Jean-Paul II en Montanie, Jacques Gaillot en Italie ! » Un prêtre du groupe Jonas, « un groupe de prêtres assez âgés, qui parfois trouvent que trop c'est trop », se fait l'interprète de tous. « Il y a des procédés qui font mal à l'Église, affirme l'abbé Albert Braems, prêtre à Armentières. Nous ne sommes peut-être pas d'accord sur tout avec Jacques Gaillot. Mais personne ne nie son esprit évangélique. » Les applaudissements montent.

Applaudissements encore quand Philippe Maillard, dominicain lillois, militant auprès des pauvres, des prisonniers, des exclus, demande ce que « les évêques de France collectivement ont l'intention de faire ». Mgr Vilnet ne se dérobe pas. Légèrement aphone, il demande à un autre prêtre de lire le communiqué qu'il a fait diffuser la veille. Il y rappelle ses liens personnels avec Jacques Gaillot, dit la gravité de la décision mais aussi sa certitude que « le témoignage évangélique qui rayonne du Père Gaillot est et demeure ». »

Au même moment, un millier de Lyonnais écoutent devant l'évêché de leur ville Christian Terras, le directeur de la revue *Golias*. « Ce qui a abattu Jacques Gaillot, c'est

l'incapacité de dialogue avec la modernité », lance-t-il. Dès le matin, les « catholiques contestataires » de *Golias* avaient élevé symboliquement un mur de briques devant l'entrée de la cathédrale Saint-Jean. En appelant à l'esprit de « résistance », ces catholiques annonçaient également la création d'une

compartiment de l'évêché d'Evreux lui était devenu insupportable », écrivait-il dans un communiqué.

Il est 15 heures, et à Amiens également, des pancartes émergent d'une foule de trois cents personnes rassemblées devant l'évê-

De nouvelles réactions

Dans l'épiscopat, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, a estimé que la révocation de Mgr Gaillot constituait une « décision d'une gravité extrême ». Pour Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai et président de Justice et paix, elle est « regrettable ». Mgr André Collin, archevêque de Toulouse, s'est dit « profondément attristé » et Mgr Lucien Fruchaud, évêque de Saint-Brieuc, « choqué et meurtri ». « J'aurais préféré que le dialogue se poursuive (...), a dit Mgr Fruchaud, [Mgr Gaillot] avait des interpellations à adresser à tous nos frères évêques et nous avions des questions à lui poser. »

A l'étranger, un millier de personnes ont manifesté en silence, à Liège, leur soutien à l'ancien évêque d'Evreux. Le théologien et psychologue allemand Eugen Drewermann, lui-même sanctionné par l'Église, s'est demandé s'il « n'est pas maintenant temps pour Jean Paul II de démissionner ». Huit autres théologiens allemands ont réclamé la réintégration de Mgr Gaillot.

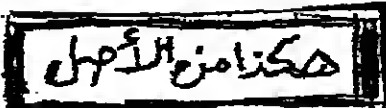
La Fédération protestante de France a estimé que la destitution de Mgr Jacques Gaillot de l'évêché d'Evreux constitue une décision « avant tout très douloureuse ».

Dans les milieux politiques, Lionel Jospin, s'est déclaré « surpris comme citoyen » par la décision du Saint-Siège. Bernard Tapie a estimé « cette destitution scandaleuse ». Enfin, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, et dont Mgr Gaillot a vivement critiqué la politique en matière d'immigration, a indiqué qu'il « se garderait bien de tout commentaire ».

Coordination pour plus de liberté dans l'Église (CLÉ). Dans le quartier populaire du grand ensemble de la Duchère, l'équipe sacerdotale affichait une attitude aussi résolue. « Alors que le Vatican s'accommode dans plusieurs régions du monde d'évêques qui sont liés à des dicta-

ché. » Jean-Paul, ça suffit ! » ou « Nous voulons une Église tolérante ! ». « Adieu mais solide de Monseigneur Gaillot ! » Sur le parvis, Mgr Jacques Noyer, évêque d'Amiens, fait lire un texte par son vicaire général. « Je déplore qu'on veuille faire taire une voix qui avait

Gérard Buéas (Lyon), Michel Curie (Amiens), Jean-René Lore (Lille), Gabriel Simon (Brest)



Simone Veil / ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville

« L'avortement ne représente plus aujourd'hui en France un enjeu politique »

Vingt ans après le vote de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), loi qui porte depuis son nom, Simone Veil déclare au Monde que « l'avortement ne représente plus en

France un enjeu politique ». Ajoutant que sa loi est « acceptée par une large majorité », M^{me} Veil estime que les polémiques et les violences observées aux États-Unis ne sont pas envisageables en

France, en dépit de quelques récentes actions spectaculaires de militants anti-avortement. Selon M^{me} Veil, les problèmes posés par l'avortement ne relèvent pas d'une législation européenne.

De son côté, le conseil permanent de la Conférence des évêques de France dénonce à l'occasion de cet anniversaire « la mise à mort d'être humains innocents » que constitue selon lui l'IVG.

Les évêques de France réitèrent leur opposition à l'IVG

A l'occasion du vingtième anniversaire de la loi Veil dépenalisant l'interruption volontaire de grossesse, la Conférence des évêques de France a publié la déclaration suivante :

Nul ne peut déclarer droit humain ce qui implique un déni d'humanité. Les dispositions législatives adoptées il y a vingt ans, et qui dépenalisaient dans certaines conditions l'avortement provoqué, ne sauraient être interprétées comme exprimant un créant un droit.

La mise à mort d'être humains innocents et dans leur plus grande fragilité est, et demeure, une blessure mortelle, une blessure physique, morale et spirituelle, de notre humanité. C'est la blessure de femmes le plus souvent contraintes à ne voir d'autre issue à leur situation ; c'est l'altération de la relation médicale ; c'est une plaie toujours béante dans la famille et dans notre corps social. La demande d'avortement révèle de tels maux. Sa pratique ne les guérit pas. Sa libéralisation les amplifie et les camoufle.

A qui veut ouvrir ses yeux et son cœur, à qui veut approcher ces réalités, ces maux apparaissent. Au-delà du silence, au-delà des cris et des gémissements, la présence active et discrète de certains au côté de celles qui sont ou ont été touchées par l'avortement nous lance aujourd'hui le plus pressant, le plus évangélique appel.

Nous espérons que le vingtième anniversaire d'une législation dramatiquement discutée sera l'occasion d'un réveil des consciences. Nous souhaitons une critique lucide des pratiques et une correction de leurs dérives, une objection de conscience médicale plus claire, un examen de la ténacité des politiques familiales, un effort éducatif redoublé, un soutien familial et social plus constant. Dans sa conscience, que chacun, à sa place et dans ses responsabilités, entende cette question fondamentale, vox de Dieu en lui : « Qu'as-tu fait de ta sœur en peine ? Qu'as-tu fait de son enfant, de ton enfant ? » Aimer la vie et la défendre en toutes circonstances est pour nous un engagement absolu.

Les Françaises avortant en Angleterre



prendre position en indiquant que, scientifiquement, il n'y a pas lieu de faire une différence entre le cannabis et le tabac ou l'alcool. La science peut apporter des éclairages nouveaux et des évaluations peuvent être faites. Actuellement, elles ne sont concluantes ni dans un sens ni dans un autre. Pour ma part, j'attends le rapport de la commission Henrion que j'ai mise en place voici quelques mois, notamment pour éclairer en profondeur tous les éléments de ce débat.

Propos recueillis par Laurence Folléa et Jean-Yves Nau

« Les problèmes posés ne relèvent pas d'une législation européenne. Ils sont liés aux cultures et aux traditions de chaque nation. »

D'aucuns craignent, ou ont fait croire dans un souci de polémique, que le récent débat autour des lois sur la bioéthique allait conduire à une remise en cause de la loi de 1975. Cela n'a pas été le cas. Aujourd'hui en France, l'avortement ne représente plus un enjeu politique. La loi est acceptée par une large majorité parce qu'elle répond à une demande, aussi douloureuse soit-elle, de l'avortement, quel que l'on dise, n'est jamais un acte banal pour

une femme. Cela dit, je comprends parfaitement que des personnes y restent fondamentalement hostiles et expriment en conscience ce refus dès lors qu'elles respectent les opinions des autres et les textes en vigueur. Une harmonisation des législations européennes sur l'interruption volontaire de grossesse vous paraît-elle souhaitable ? Non. A mon sens, les problèmes posés par l'avortement ne relèvent pas d'une législation européenne. Ils sont liés aux cultures et aux traditions de chaque nation, même si la plupart des pays européens ont été quasi simultanément amenés à légiférer. Ainsi les Italiens ont adopté un texte qui est assez proche du nôtre parce qu'ils connaissent une situation du même ordre qu'en France. En Irlande, où le problème est posé dans un contexte très particulier, c'est aux Irlandais eux-mêmes qu'il appartient de choisir comment concilier des points de vue très opposés. Il ne me paraît pas acceptable d'imposer une législation à l'Irlande au motif qu'elle est membre de l'Union européenne. D'ailleurs, rien dans le traité ne le permet. Il s'agit là d'une question qui relève à la fois de la vie privée et de la conscience, que seules les législations nationales peuvent appréhender. La récente conférence du Caire, qui a adopté une résolution tendant à ce que partent les femmes dans une situation de détresse bénéficient d'une protection médicale, me paraît une approche exemplaire, à la fois humaniste et respectueuse de toutes les convictions.

Le développement de la médecine prénatale et de l'assistance médicale à la procréation fait presque de l'embryon une personne. Cette évolution pourrait-elle selon vous à terme nourrir de nouvelles croisades contre l'avortement ? Cela était sous-jacent pendant le débat parlementaire sur la bioéthique mais en définitive, la question du statut de l'embryon a été écartée. Même les scientifiques ne tiennent pas à se prononcer sur cette question. L'assistance médicale à la procréation et les manipulations génétiques posent des questions du même ordre.

Vous affirmez il y a vingt ans un sujet passionnel, vous souhaitez résoudre un grave problème de santé publique, et vous avez en définitive dépenalisé une pratique. On ne peut s'empêcher aujourd'hui de faire le parallèle avec la toxicomanie. Je ne pense pas qu'on puisse faire de comparaison, ce qui ne veut pas dire que le problème ne se pose pas. Il y a vingt ans, la morale, les convictions religieuses et la société étaient intéressées par

Les avortements légaux en France métropolitaine



avait décidé de diffuser l'ensemble des débats. Si beaucoup d'orateurs restèrent dans les limites de la raison, d'autres se laissèrent emporter par une violence dont l'objet dépassait l'enjeu du débat.

Aviez-vous alors la certitude de l'emporter ?

Nullement. Valéry Giscard d'Estaing avait pris, lors de sa campagne présidentielle de 1974, l'engagement de rechercher une solution législative. Sous le précédent septennat, le garde des sceaux, M. Taittinger, avait défendu un projet de loi d'ailleurs assez différent dans son esprit, mais ce texte avait été renvoyé en commission. Il faut rappeler qu'à cette époque, les avortements se faisaient souvent ouvertement, qu'il existait des organisations structurées permettant à des groupes de femmes de se rendre à l'étranger, aux Pays-Bas ou en Angleterre, pour des interruptions de grossesse. Une réponse s'imposait, mais le président de la République n'était pas assuré que le texte proposé pourrait réunir une majorité.

Quels éléments ont, selon vous, permis de réunir cette majorité ?

Je crois que j'ai su faire passer un message : l'esprit dans lequel je défendais ce texte. Il s'agissait de mettre fin à une immense hypocrisie, une hypocrisie qui abandonnait à un sort dramatique les femmes en situation de grande détresse, les plus favorisées, les mieux informées trouvant des solutions certes coûteuses mais sans danger, en France ou à l'étranger. Certains, alors, ont fortement aidé à faire comprendre l'angoisse et le drame vécus par nombre de femmes. Je pense notamment à Eugène Claudius-Petit, avec son humanisme chrétien, ou à Bernard Pons, avec son expérience de

Fanatisme à l'américaine

WASHINGTON

de notre correspondant Le 30 décembre 1994, l'affrontement entre opposants et partisans de l'avortement libre a franchi une nouvelle étape aux États-Unis lorsque John Salvi, apprenti coiffeur de vingt-deux ans, a fait irruption, à quelques minutes d'intervalle, dans deux cliniques du Massachusetts, ouvrant le feu sur employés et patientes. Pour la première fois, un extrémiste de la lutte contre l'avortement s'est aventuré, pour tuer, à l'intérieur d'un établissement pratiquant les interruptions volontaires de grossesse (IVG) - le bilan de cette double agression fut de deux morts et cinq blessés -, et pour la première fois les cibles n'étaient plus seulement des médecins, mais des réceptionnistes et des patientes.

Comme les meurtriers des précédentes victimes abattues aux abords de cliniques gynécologiques, l'auteur présumé de ce double meurtre est sous les verrous. Mais, aujourd'hui, plus personne ne paraît à l'abri d'un fanatisme qui, s'il reste marginal, n'en constitue pas moins une menace quotidienne et réelle. La condamnation à mort, trois semaines plus tôt, de Paul Hill, ancien pasteur jugé coupable du meurtre d'un gy-

nécologue et de son escorte en Floride (Le Monde du 8 décembre 1994) devait, pensait-on, dissuader les partisans de la violence : de toute évidence, il n'en a rien été.

L'atmosphère générale, M^{me} Janet Reno, vient de commander au département de la justice un rapport sur un éventuel renforcement de la protection des cliniques. Vendredi 13 janvier au soir, M^{me} Reno condamnait énergiquement sur ABC cette forme de « terrorisme visant à empêcher les gens d'exercer leurs droits constitutionnels » ; une enquête est en cours, a-t-elle affirmé, pour déterminer s'il existe actuellement un complot organisé contre les établissements pratiquant les IVG. En réalité, la législation destinée à protéger les cliniques existe : le Congrès a voté en mai dernier une loi supposée garantir le libre accès aux cliniques, tout en autorisant, au nom de la liberté d'expression, les manifestations pacifiques contre l'avortement à proximité de ces établissements. La Cour suprême avait l'an dernier autorisé les directeurs des cliniques à instaurer un « périmètre d'exclusion » d'une dizaine de mètres autour de leur établissement pour tenir les protestataires à distance. Le problème réside surtout dans l'application de ces mesures, que, selon plu-

sieurs organisations féminines, ni la police ni les autorités fédérales ne se sont donné les moyens de faire respecter.

« UN DÉBAT D'EXTRÊMES »

La hiérarchie religieuse protestante et catholique, dont se réclament la plupart des manifestants, n'a pas non plus manifesté un grand souci de dédramatiser. L'évêque catholique de Boston, le cardinal Law, a demandé aux militants de se retirer des abords des cliniques du Massachusetts, mais le cardinal O'Connor, de New York, a refusé d'en faire autant, déclarant qu'il n'envisageait un moratoire sur les manifestations que « si un moratoire sur les avortements était décrété ».

De plus en plus, les médecins pratiquant des IVG sont donc contraints d'endosser gilet pare-balles et casque de combat pour aller travailler, tandis que les cliniques installées en hâte vitres blindées et portiques de sécurité. Mais le résultat essentiel est que, aujourd'hui, aux États-Unis, il est plus difficile de se faire pratiquer une IVG que dans les années qui ont suivi la législation de l'avortement, à la faveur d'un arrêt de la Cour suprême de 1973 (Roe contre Wade). Selon l'étude d'un institut de recherche in-

dépendant, l'Allan Guttmacher Institute, le nombre d'établissements médicaux pratiquant des IVG a diminué de 18 % de 1982 à 1992. Plus des trois quarts des comités (subdivisions administratives) américains n'assurent pas ce service. Les jeunes médecins sont de moins en moins disposés à se plier à d'aussi difficiles conditions de travail. Autant de raisons qui contribuent peut-être à la baisse du nombre d'IVG : 1,5 million en 1992 (27,5 % des grossesses), le chiffre le plus bas depuis 1979.

Pourtant, la plupart des analystes estiment que la liberté de l'avortement, réaffirmée par la Cour suprême en 1992, n'est pas menacée. « L'opinion est divisée sur la question de savoir si l'avortement est un meurtre, mais en même temps nous croyons profondément à la liberté de choix », souligne Karlyn Bowman, analyste à l'American Enterprise Institute, « le débat est aujourd'hui un débat d'extrêmes ». Et le « contrat avec l'Amérique », programme législatif de la nouvelle majorité républicaine au Congrès, ne fait aucune mention de ce sujet politiquement et socialement ultrasensible.

Sylvie Kauffmann

Le débat sur la validité des écoutes dans l'affaire « Schuller-Maréchal »

Le gouvernement considérait en 1993 que de telles pratiques étaient illégales

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononcera le 8 février sur la validité des enregistrements de conversations téléphoniques entre le docteur Jean-Pierre Schuller et le conseiller général (RPR) Didier Maréchal. Mercredi 11 janvier, l'avocat général s'est

prononcé pour la validité de ces interceptions. Contrairement à la position défendue dans une affaire comparable par le gouvernement d'Edouard Balladur, le 30 avril 1993 devant la Cour européenne des droits de l'homme.

L'ÉCOUTE des conversations téléphoniques entre le beau-père du juge d'instruction Eric Halphen, le docteur Maréchal et le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine Didier Schuller donne lieu à un débat juridique important : de sa conclusion dépend en partie le dessaisissement du magistrat chargé d'enquêter à Créteil sur le financement occulte du RPR en région parisienne. On se souvient que plusieurs entretiens téléphoniques entre M. Maréchal et M. Schuller, enregistrés à la mi-décembre par les policiers de l'Office des « stupes » se tenant aux côtés du conseiller général, avaient permis l'interpellation du psychiatre, qui venait de recevoir un sac contenant 1 million de francs des mains de l'homme politique. Selon ces conversations téléphoniques, le docteur Maréchal proposait, moyennant finances, d'intervenir auprès de son gendre en charge d'un dossier d'instruction dans lequel M. Schuller se trouve mis en cause.

Le parquet de Paris avait saisi la chambre d'accusation afin d'examiner la validité juridique des enregistrements et de leurs transcriptions. Mercredi 11 janvier, l'avocat du docteur Maréchal, M. Pierre-Olivier Sur, a plaidé que les policiers n'auraient pas dû procéder à des écoutes car ils agissaient dans le cadre d'une enquête préliminaire conduite sous le contrôle du parquet, et non d'une information judiciaire confiée à un juge d'instruction.

De son côté, l'avocat de Didier Schuller, M. François Gibault, a considéré que le conseiller général était en droit d'autoriser la police à écouter ses conversations télépho-

niques et à transcrire ensuite leur contenu. L'avocat général, Bruno Barral, a fait écho à ces derniers arguments : dans ses réquisitions écrites, il s'est prononcé pour la validation de ces enregistrements et transcriptions. Or le gouvernement avait adopté une position radicale inverse dans un dossier comparable - un projet d'assassinat contre Pierre de Varga, commanditaire présumé de l'assassinat du prince Jean de Broglie - qui a été jugé dans un arrêt du 23 novembre 1993 par la Cour européenne des droits de l'homme.

En juillet 1980, un repris de justice avait prévenu le commissaire Lucien Almé-Blanc, chef de l'Office central de répression du banditisme, qu'un médecin parisien lui proposait de tuer Pierre de Varga. Alors détenu à la maison d'arrêt de la Santé après son inculpation dans l'affaire de Broglie, M. de Varga aurait été tué d'un coup de fusil à lunette tiré à partir d'un appartement donnant sur la cour de promenade de la prison. Le repris de justice s'était alors proposé de téléphoner au domicile du médecin pour l'entretenir des modalités de réalisation du crime et enregistrer la communication. Ce qui fut fait, le coup de fil étant passé à partir du bureau du commissaire Almé-Blanc. Aussi le médecin, apprenant l'existence de cet enregistrement versé au dossier d'instruction, avait-il déposé plainte le 9 novembre 1981 pour atteinte à l'intimité de la vie privée et violation du secret des correspondances et avait saisi en février 1989 la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans son mémoire devant la Cour européenne de Strasbourg déposé le 30 avril 1993, soit un mois après l'arrivée à Matignon d'Edouard Balladur, le gouvernement avait alors développé une position inverse de celle adoptée aujourd'hui par le ministre public dans l'affaire Schuller-Maréchal : « Le droit français a été récemment modifié par la loi du 10 juillet 1991 [posant le principe d'interdiction des écoutes téléphoniques], qui a précisé le droit applicable aux interceptions de communications téléphoniques, et il est clair qu'en vertu du droit actuel une écoute telle que celle pratiquée dans cette affaire [enregistrement de la conversation sur le projet d'assassinat de Pierre de Varga] serait pénalement prohibée. » Le gouvernement affirmait ainsi que cette loi réprime en tant que telle l'interception de conversations privées, même s'il y a eu consentement d'un partenaire. La Cour de Strasbourg avait, dans son arrêt du 23 novembre 1993, donné raison au médecin plaignant et condamné l'État français.

L'avocat général Bruno Barral a-t-il pris ses réquisitions, qui demandent la validation des enregistrements, sur la base d'instructions données par le ministre de la Justice Pierre Méhaignerie ? Le parquet général de Paris refuse de répondre à cette question « sensible », contrairement aux engagements du garde des Sceaux sur la nécessaire transparence du fonctionnement de la justice.

Erich Inciyan

Deux affaires mettent en cause le commissariat de l'armée de terre

Absence d'appel d'offres, crédits détournés... Des enquêtes sur des passations de marché ont été ouvertes à Marseille et à Rennes

DEUX DIRECTIONS régionales du commissariat de l'armée de terre, à Marseille et à Rennes, font, depuis la fin de 1994, l'objet d'une double enquête - administrative et disciplinaire - après la découverte de maquements graves et d'irrégularités dans la passation de marchés. Des sanctions ont d'ores et déjà été prises par le ministre de la Défense qui se réserve le droit de déposer plainte contre certains cadres en cause.

Le contrôle général des armées et la Cour des comptes ont été saisis, par François Léotard, de deux affaires impliquant les directions du commissariat de l'armée de terre (Dicat) de Marseille et de Rennes. Il s'agit d'une administration militaire qui est plus spécialement chargée de gérer, au quotidien, le fonctionnement des corps de troupe et qui a, en quelque sorte, pris partiellement le relais de ce qu'on appelait jadis l'intendance dans l'armée de terre, sur le modèle des commissariats dans la marine nationale et dans l'armée de l'air, de création plus ancienne.

A Marseille comme à Rennes, l'attention du contrôle général des armées a été attirée par la façon dont certains marchés, notamment d'équipement de bureaux, ont été passés par l'administration et dont certains crédits alloués ont pu être plus ou moins détournés de leur destination initiale.

Premier grief : les enquêtes du contrôle général des armées ont estimé que des marchés conclus avec la société Labométal, dans les deux villes, n'ont pas été exécutés selon les règles et les modalités en usage dans l'administration publique. Il n'y a pas eu appel d'offres pour certains contrats,

comme cela aurait dû être le cas. Les contrats passés ont été, pour d'autres, volontairement divisés par tranches pour éviter d'être redevables des textes en vigueur sur les marchés propres à l'État.

Second grief : des crédits affectés à des opérations identifiées avec précision au départ ont servi à d'autres fins. Il s'agit d'opérations qui touchent, en réalité, à l'équipement de locaux militaires, de mess de garnison ou de salles de réunion diverses. Ce sont des pratiques que les enquêteurs du contrôle général des armées sont en droit d'assimiler à « une utilisation frauduleuse » ou à « un détournement » de fonds s'ils devaient trouver trace d'intentions délibérées malveillantes. Pour la Dicat de Marseille, par exemple, de telles irrégularités ont porté sur quelque 10 millions de francs, au total, en plusieurs années.

LES EFFETS DE LA RÉFORME

« ARMÉES 2000 »

En même temps qu'il saisissait le contrôle général des armées, qui dépend directement de lui, et la Cour des comptes, dont le président est l'ancien ministre de la Défense Pierre Joxe, M. Léotard a arrêté une série de décisions à son niveau de responsabilité. Il a invité le « patron » de la Dicat de Marseille, le commissaire général Boileau, à quitter par anticipation - par rapport à l'âge limite légal de son grade dans l'armée de terre - ses fonctions et le service actif à compter du 1^{er} janvier 1995. Avant d'être en poste à Marseille, l'intéressé avait exercé des fonctions comparables à la Dicat de Rennes. Le ministre de la Défense a, d'autre part, décidé de sanction-

ner sur un plan administratif le nouveau responsable de la Dicat de Rennes, qui fut précédemment l'adjoint du commissaire général Boileau. D'autres cadres à Marseille et à Rennes ont été sanctionnés par des arrêts de rigueur ou par des mutations, autant d'initiatives d'ordre disciplinaire que M. Léotard peut prendre à titre conservatoire avant la fin de l'enquête.

Selon ce que seront les conclusions du contrôle général des armées, le ministre de la Défense s'est réservé la possibilité de déposer une plainte judiciaire, s'il y avait, par exemple, des signes manifestes d'un enrichissement personnel, d'abus social ou de complicité d'abus social.

Le contrôle général des armées a été invité par M. Léotard à étendre ses investigations à d'autres Dicat au cas où il découvrirait que ces pratiques de gestion administrative sont, ou non, fréquentes en raison même du système d'engagement des dépenses qui prévaut dans l'institution. En effet, la réorganisation « Armées 2000 », si elle n'est pas forcément à l'origine de telles affaires, a néanmoins contribué à leur ouvrir la voie. Auparavant, le système était extrêmement centralisé, avec une direction centrale du commissariat - à l'échelon national - vers laquelle remontait la passation de la majorité des marchés pour l'armée de terre. « Armées 2000 » a créé des Dicat régionales singulièrement plus autonomes et pouvant, au pire, se croire moins systématiquement contrôlées.

Jacques Isnard

CARNET

DISPARITIONS

Jacques Jacquet-Francillon

Un fidèle du « Figaro »

LA CHINE et Le Figaro. Tels sont les deux pôles de la carrière professionnelle de Jacques Jacquet-Francillon, directeur des relations internationales du Figaro, mort dimanche 8 janvier à Paris, et inhumé samedi 14 janvier, dans l'intimité. Il avait 67 ans. Né le 31 juillet 1927, à Vintimille (Italie), Jacques Jacquet-Francillon travailla d'abord au ministère des affaires étrangères. En 1958, il était envoyé par l'Agence France Presse à Pékin, où il fut le premier journaliste occidental en poste en Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Mao. En 1960, il est recruté par Pierre Brisson, alors directeur du Figaro. Jacques Jacquet-Francillon y effectuera le reste de sa carrière. Prix

Albert-Londres, en 1960, pour ses reportages sur la Chine, il devient envoyé spécial permanent en Extrême-Orient et part pour Tokyo, jusqu'en 1966. En 1960, il avait publié un livre qui constituera son unique ouvrage, *La Chine à huis clos*.

Ensuite, il fut correspondant permanent du Figaro à Washington, de 1966 à 1974. Il revient alors au siège du journal pour y être successivement rédacteur en chef, directeur adjoint de la rédaction et directeur de la rédaction. Depuis avril 1990, il était adjoint au directeur général et directeur des relations internationales et rédigeait régulièrement des éditoriaux de politique étrangère.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Jean-Michel Dasque a été nommé ambassadeur de France auprès de l'Office des Nations unies et organisations internationales à Vienne, a annoncé vendredi 13 janvier le ministère des affaires étrangères.

[Né le 6 avril 1938, ancien élève de l'ENA, M. Dasque a occupé des postes à Phnom Penh, Madrid et Varsovie. Ambassadeur à Port Moresby (1983-1987), il a ensuite été ambassadeur à Quito (1987-1989). Depuis mai 1990, il était conseiller général à Monaco.]

INDUSTRIE

Philippe Andres, 42 ans, a été nommé, au conseil des ministres du mercredi 11 janvier, directeur général de l'administration et des finances du ministère de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. Administrateur hors classe des PTT, M. Andres est entré en janvier 1994 au cabinet de Gérard Longuet en tant que conseiller social.

Il occupait les fonctions de directeur adjoint de cabinet de José Rossi, le successeur de Gérard Longuet au ministère de l'Industrie.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 14 janvier sont publiés :

● **Villes nouvelles** : un arrêté modifiant le chiffre de la population des agglomérations nouvelles et de leurs communes membres. Le nombre des habitants entre dans le calcul des subventions attribuées aux collectivités locales.

● **Pompiers** : trois arrêtés modifiant la rémunération des sapeurs-pompiers. Le premier concerne les indemnités allouées aux professionnels qui participent à la lutte contre les feux de forêts. Le second modifie le taux des vacations horaires allouées aux sapeurs-pompiers non professionnels. Le troisième concerne l'allocation de vétérance des anciens sapeurs-pompiers non professionnels.

● **Concours général** : un arrêté définissant le concours général des métiers ; celui-ci doit permettre de distinguer les meilleurs jeunes préparant le baccalauréat professionnel.

● **SEITA** : un avis relatif à la vente d'actions de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita). Ce texte précise les modalités de l'appel d'offres destiné à composer le groupe d'actionnaires stables de la Seita, première entreprise devant être privatisée en 1995 (Le Monde daté 15-16 janvier).

Au Journal officiel du dimanche 15 janvier sont publiés :

● **Bibliothécaires** : un arrêté autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mardi 17 janvier : Le président de la République se rend à Strasbourg pour présenter au Parlement européen le programme de la présidence française de l'Union européenne.

Mercredi 18 janvier : - 10 heures : conseil des ministres. - 18 heures : remise des lettres de créance des ambassadeurs du Honduras, du Costa Rica, de l'Ouzbékistan, du Maroc et d'Andorre.

AU CARNET DU MONDE

Décès

Monique Hawelka, sa fille.

Et toute la famille Chalmir, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie CHALMIR,

survenue le 11 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à La Ferté-Macdon (Aisne).

14, avenue Duchesse-du-Maine, 92160 Antony.

Catherine et Alain Calvié et leurs enfants : Françoise et Michel Zisman, leurs enfants et petits-enfants, Janine Noël, ses enfants et petits-enfants, Jeanette et Louis Le Bras, leurs enfants et petits-enfants, Simone et René Hervé, Marguerite Hervé, ses enfants et petits-enfants, Sophie et Gilles Audren et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

Amélie HERVÉ

née Noël,

officier de la Légion d'honneur,

survenue à Paris le 12 janvier 1995.

L'inhumation aura lieu le mercredi 18 janvier à 10 h 45 au crématorium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

1, rue des Thermes, 13090 Aix-en-Provence.

M. Guy JAILLARDON, officier des palmes académiques, professeur honoraire de mathématiques au lycée technique d'État de la Martinique (Lyon),

est décédé le 8 janvier 1995.

De la part de sa famille, et de ses nombreux amis.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes mais des dons pour la recherche médicale.

CARNET DU MONDE

Téléphone
40-65-29-94
40-65-29-96

Télécopieur
45-66-77-13

L'association des Anciens de la Résistance Juive en France, AARJ, fait part avec une profonde tristesse du décès accidentel, survenu le 11 janvier, à La Bresse, ville au développement industriel de laquelle il a pris une part essentielle, de son président

M. Aron LUBLIN,

dit « Lucien »,

chevalier de la Légion d'honneur,

un des principaux fondateurs

sous l'occupation à Toulouse de l'A.J.,

organisation juive de combat.

Ses obsèques auront lieu le mardi 17 janvier 1995, à 11 heures au cimetière parisien de Bagneux.

M^{me} Michèle de Swarte,

son épouse,

M. Pascal de Swarte,

son fils,

M. Francis de Swarte,

Le docteur et M^{me} Michel de Swarte,

M^{me} Marcelle Hochart,

ses frères et belles-sœurs,

M^{me} Clauda Daccorso,

sa belle-mère,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Denis de SWARTE,

ancien interne des hôpitaux

de la faculté libre de Lille,

survenue le 13 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 18 janvier, à 15 heures, en

l'église Saint-Martin, rue Jean-XXIII, à

Herblay, où l'on se réunira.

A l'église, un registre tiendra lieu de

condoléances.

Ni fleurs ni plaques.

Des dons peuvent être adressés à Mé-

decins du monde, Médecins sans fron-

tières, Association des paralysés de

France.

98 bis, avenue Foch,

95220 Herblay.

Remerciements

Les missionnaires d'Afrique, Petrus blancs, et les familles des quatre nés à Tizi-Ouzou, remercient toutes les personnes qui ont envoyé un témoignage de sympathie et celles qui ont participé aux célébrations.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Messes anniversaires

Le 17 janvier 1994

Monique DEGUY,

née Brossollet,

nous quitte.

Une messe sera dite par le Révérend Père Schneider, le 24 janvier 1995, à 9 heures en l'église Saint-Sulpice, chapelle de l'Assommoir, Paris-6^e.

Anniversaires

Il y a cinq ans,

Françoise CHAUVET,

agréée d'anglais,

nous quitte.

Ses amis ne l'oublient pas.

Conférences

Jean Bianchi, professeur de l'université catholique de Lyon, animera, lundi 23 janvier à 20 h 30, au FEC de Strasbourg (17, place Saint-Etienne, salle Léon-XIII), une conférence sur le thème : y a-t-il une culture de télévision.

Communications diverses

Maison de l'habitat : 47-97-30-22. Stages express individuels (moderne, sacré), adultes, enfants (Bar-nivis).

Thèses

Roland Amoussou-Guenou, avocat au barreau de Paris, soutiendra une thèse de doctorat en droit privé sur « Le droit et la pratique de l'arbitrage commercial international en Afrique subsaharienne », le jeudi 19 janvier 1995 à 14 heures, à l'université Panthéon-Assas Paris-II, 12, place du Panthéon, 75005, Paris. Bureau des directeurs de l'ITHI, escalier A, 2^e ét., porte 222.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Rectificatifs

Solution des mots croisés n° 6474 publiés dans nos éditions du vendredi 13 janvier 1995.

Horizontalement. I. Retenues. - II. Escrime. - III. Frisole. - IV. Eon. - V. Cuits. - VI. Tête. - VII. Orléans. - VIII. II. - IX. Réunion. - X. Essentiel. - XI. As. - XII. Réfectoires. - 2. Escroques. - 3. Trinité. - 4. OAS. - 5. Usons. - 6. Côté. - 7. Huerta. - 8. Estrine. - 9. Escroque.

Le Monde
HORS-SÉRIE

LE SIECLE
DU CINEMA

JANVIER 1995 - 20 F

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة المجلد

Des enquêtes à Marseille et à Rennes

1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900
 1901
 1902
 1903
 1904
 1905
 1906
 1907
 1908
 1909
 1910
 1911
 1912
 1913
 1914
 1915
 1916
 1917
 1918
 1919
 1920
 1921
 1922
 1923
 1924
 1925
 1926
 1927
 1928
 1929
 1930
 1931
 1932
 1933
 1934
 1935
 1936
 1937
 1938
 1939
 1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335

SECRET

1. NAME
 2. DATE
 3. TIME
 4. PLACE
 5. REASON
 6. HOW
 7. WHAT
 8. WHO
 9. HOW
 10. WHAT
 11. WHO
 12. HOW
 13. WHAT
 14. WHO
 15. HOW
 16. WHAT
 17. WHO
 18. HOW
 19. WHAT
 20. WHO
 21. HOW
 22. WHAT
 23. WHO
 24. HOW
 25. WHAT
 26. WHO
 27. HOW
 28. WHAT
 29. WHO
 30. HOW
 31. WHAT
 32. WHO
 33. HOW
 34. WHAT
 35. WHO
 36. HOW
 37. WHAT
 38. WHO
 39. HOW
 40. WHAT
 41. WHO
 42. HOW
 43. WHAT
 44. WHO
 45. HOW
 46. WHAT
 47. WHO
 48. HOW
 49. WHAT
 50. WHO
 51. HOW
 52. WHAT
 53. WHO
 54. HOW
 55. WHAT
 56. WHO
 57. HOW
 58. WHAT
 59. WHO
 60. HOW
 61. WHAT
 62. WHO
 63. HOW
 64. WHAT
 65. WHO
 66. HOW
 67. WHAT
 68. WHO
 69. HOW
 70. WHAT
 71. WHO
 72. HOW
 73. WHAT
 74. WHO
 75. HOW
 76. WHAT
 77. WHO
 78. HOW
 79. WHAT
 80. WHO
 81. HOW
 82. WHAT
 83. WHO
 84. HOW
 85. WHAT
 86. WHO
 87. HOW
 88. WHAT
 89. WHO
 90. HOW
 91. WHAT
 92. WHO
 93. HOW
 94. WHAT
 95. WHO
 96. HOW
 97. WHAT
 98. WHO
 99. HOW
 100. WHAT
 101. WHO
 102. HOW
 103. WHAT
 104. WHO
 105. HOW
 106. WHAT
 107. WHO
 108. HOW
 109. WHAT
 110. WHO
 111. HOW
 112. WHAT
 113. WHO
 114. HOW
 115. WHAT
 116. WHO
 117. HOW
 118. WHAT
 119. WHO
 120. HOW
 121. WHAT
 122. WHO
 123. HOW
 124. WHAT
 125. WHO
 126. HOW
 127. WHAT
 128. WHO
 129. HOW
 130. WHAT
 131. WHO
 132. HOW
 133. WHAT
 134. WHO
 135. HOW
 136. WHAT
 137. WHO
 138. HOW
 139. WHAT
 140. WHO
 141. HOW
 142. WHAT
 143. WHO
 144. HOW
 145. WHAT
 146. WHO
 147. HOW
 148. WHAT
 149. WHO
 150. HOW
 151. WHAT
 152. WHO
 153. HOW
 154. WHAT
 155. WHO
 156. HOW
 157. WHAT
 158. WHO
 159. HOW
 160. WHAT
 161. WHO
 162. HOW
 163. WHAT
 164. WHO
 165. HOW
 166. WHAT
 167. WHO
 168. HOW
 169. WHAT
 170. WHO
 171. HOW
 172. WHAT
 173. WHO
 174. HOW
 175. WHAT
 176. WHO
 177. HOW
 178. WHAT
 179. WHO
 180. HOW
 181. WHAT
 182. WHO
 183. HOW
 184. WHAT
 185. WHO
 186. HOW
 187. WHAT
 188. WHO
 189. HOW
 190. WHAT
 191. WHO
 192. HOW
 193. WHAT
 194. WHO
 195. HOW
 196. WHAT
 197. WHO
 198. HOW
 199. WHAT
 200. WHO
 201. HOW
 202. WHAT
 203. WHO
 204. HOW
 205. WHAT
 206. WHO
 207. HOW
 208. WHAT
 209. WHO
 210. HOW
 211. WHAT
 212. WHO
 213. HOW
 214. WHAT
 215. WHO
 216. HOW
 217. WHAT
 218. WHO
 219. HOW
 220. WHAT
 221. WHO
 222. HOW
 223. WHAT
 224. WHO
 225. HOW
 226. WHAT
 227. WHO
 228. HOW
 229. WHAT
 230. WHO
 231. HOW
 232. WHAT
 233. WHO
 234. HOW
 235. WHAT
 236. WHO
 237. HOW
 238. WHAT
 239. WHO
 240. HOW
 241. WHAT
 242. WHO
 243. HOW
 244. WHAT
 245. WHO
 246. HOW
 247. WHAT
 248. WHO
 249. HOW
 250. WHAT
 251. WHO
 252. HOW
 253. WHAT
 254. WHO
 255. HOW
 256. WHAT
 257. WHO
 258. HOW
 259. WHAT
 260. WHO
 261. HOW
 262. WHAT
 263.

1. The first of these is the fact that the majority of the population of the United States is now living in urban areas. This is a result of the process of urbanization, which has been going on since the beginning of the 20th century. The population of the United States has increased from about 100 million in 1900 to over 200 million in 1960. At the same time, the population of rural areas has decreased from about 100 million in 1900 to about 50 million in 1960. This has led to a concentration of the population in urban areas, which has had a number of important consequences for the development of the United States.

100

100-443887-100



100

100-443887-100



7-13

100

10



**PAS BESOIN D'UNE ROUTE SABLÉE
POUR APPRÉCIER LA TENUE DE ROUTE
DE VOTRE ZX.**



Citroën ZX vainqueur du Granada-Dakar 95

1^{er} LARTIGUE-PERIN

Pour la deuxième année consécutive Citroën et P. Lartigue vainqueurs de la Coupe du Monde des Rallyes Tout-Terrain 93 et 94, remportent le Dakar. Citroën remercie TOTAL et MICHELIN pour leur participation à la victoire ainsi que A.I.S., Ektor, Facom, Magneti-Marelli, S.K.F., Speedline et Valeo.

Clarisse et Jean, « ravaudeurs de toxiques »

SANS qu'ils l'aient jamais cherché, la toxicomanie est venue à eux, depuis la rue. Avec la douleur de leurs patients, douleurs du corps et de la tête mêlées, les docteurs Clarisse Boisseau et Jean Carpentier ont dû tâtonner, inventer dans l'isolement de leur cabinet de généralistes. Certains de leurs confrères, si peu confraternelles, les appellent « des dealers en blouse blanche ».

Au moment où les pouvoirs publics ont décidé d'autoriser la mise sur le marché de la méthadone, produit de substitution aux drogues dures, l'ordre régional des médecins de l'île-de-France les a condamnés à une interdiction d'exercer d'un mois pour avoir prescrit des médicaments à des toxicomanes au mépris de la réglementation.

Curieusement, elle s'était sentie bien tout de suite, sans le connaître. Ensemble, ils avaient décidé de s'installer à Paris. Quinze ans plus tard, l'association tient bon.

An rez-de-chaussée de cette petite rue qui rejoint le marché d'Aligre, autrefois il y avait Marie-Louise, l'esthéticienne. « Elle faisait la surface, et nous, au-dessus, la profondeur », se souvient Clarisse. Dans la chaleur du bon bistro d'à côté, joliment baptisé La Commune, les imaginatifs du quartier refaisaient le monde. Les docteurs étaient de toutes les bagarres, contre les parades qui risquaient de défigurer le marché, contre l'exclusion des pauvres, des immigrés. Ils pénétraient les misères secrètes, les démenements oubliés, les détresses silencieuses.

A quartier populaire, clientèle

d'employés déclassés par le chômage. De la gare de Lyon, les premiers jeunes clochards, naufragés de la crise. Puis des couples, avec des enfants : instituteur, fleuriste, avocat, architecte, employé de bureau, épulsés par la clandestinité de leur double vie. Certains réussissaient, douloirement, à couper avec ce qui des années durant avait représenté toute leur vie, leurs amitiés, leurs amours, leurs errances. Décrocher leur carnet d'adresses, partir le plus loin possible.

Lunettes papillon et buisson de cheveux tout fous, cette jeune femme était de ceux-là. Le jour de ses vingt ans, elle avait voulu goûter à la morphine, sûre que ce serait une manière de deve-

toxicomanes de cesser progressivement de consommer de l'héroïne sans ressentir d'effet de manque. Sans plaisir non plus. « Le Tem, c'est un ticket pour une réinsertion. Tenir de retrouver un boulot. Réguler aux plaisirs les plus simples, avoir envie d'un petit déjeuner, de vacances, de faire l'amour », constate modestement ce jeune homme aux yeux clairs, technicien du cinéma las de sa dégringolade et de se faire jeter des plateaux parce que trop souvent il y était arrivé « déchiré ». Aujourd'hui encore, il paie cher son passé. « L'étiquette est infernale à décoller. Depuis le Tem, j'ai peu-

ment qu'ils jugent dramatique : ils délivrent des bons à usage du cabinet à la pharmacie du quartier. Les patients vont s'y fournir. Conscients des risques de débordement, les deux médecins appellent à l'aide, informent les autorités, montent avec d'autres confrères un réseau de généralistes qui acceptent de soigner les toxicomanes selon une charte bien précise. Le docteur Carpentier publie un livre, *La Toxicomanie à l'héroïne en médecine générale*, pour aider des confrères perdus. Ils dé-

mes douleurs passées. » Ce n'est pas loin, sans doute, mais elle n'est pas encore prête. Quand il lui arrive de défendre des dealers ou des toxicomanes, elle ne leur dit rien d'elle-même. Clandestine, malgré tout.

LUI, (« et pourtant mon père n'a pas assassiné ma mère à coups de hache », dit-il en riant jaune), il a tout connu des chemins de la drogue. Les cages d'escalier quand on n'a nulle part où dormir, et même la honte extrême, « avoir volé la tête de ma grand-mère ». De ces choses dont on n'est pas fier, à des années de distance. Il est infirmier aujourd'hui, et vient d'avoir un petit garçon. Lui aussi « tient » grâce au Temgésic. Grâce aux entretiens avec « ses » médecins, « le seul lieu de confiance ». « Avec Clarisse et Jean, on peut jouer cartes sur table », dit cet autre jeune homme. Il leur est arrivé punk, avec des dents comme des touches de pia-



Le cabinet de Clarisse Boisseau et Jean Carpentier, médecins généralistes à Paris, est un havre pour les toxicomanes qui cherchent à briser leur dépendance

Quelque part, Boris Vian l'a écrit :

« Je voudrais pas mourir sans qu'on ait inventé les roses éternelles la journée de deux heures la mer à la montagne la montagne à la mer la fin de la douleur. »

Et au gros feutre vert, sur la vitre d'une affiche éblouissante de couleurs vives, ils ont recopié le texte.

Il ? Lui ou elle ? Elle ou lui ? Ju-maux et partenaires, compléments complémentaires, interchangeables mais distincts. « Jean et Clarisse », « Clarisse et Jean », comme disent leurs patients. Elle, avec ses yeux en file du bourru au tendre. Lui et sa bouille chiffonnée de jeune homme aussi incapable de vieillir que de renoncer à ses utopies. « La fin de la douleur... C'est sûr, ils ne voudraient pas mourir sans qu'on l'ait inventée. En attendant des miracles auxquels ils ne croient pas, ils l'apprirent, la déjument comme ils peuvent.

Elle aurait aimé être luthier dans les Vosges. Elle a fini par faire des études de médecine, à la Salpêtrière, sous l'ombre tutélaire de Freud et Charcot. Remplaçant de médecins de campagne du côté du Mans, c'est là qu'elle a appris son métier de généraliste, dont on lui avait tant dit qu'il était exercé par « des ignares et des incapables ». Lui, fils de médecins ballottés par l'exode jusqu'à un petit village du midi de la France, avait connu en 1972 une bien involontaire célébrité nationale en rédigeant un tract iconoclaste à l'intention des adolescents, intitulé « Apprenons à faire l'amour », ce qui lui avait valu - déjà - d'être condamné à une suspension d'un an par le conseil national de l'ordre des médecins. Clarisse avait remplacé Jean, une année où il était parti arpenter le Grand Nord. Dans le cabinet de

populaire : cheminots de la gare de Lyon, artisans du faubourg Saint-Antoine, immigrés. Et « toxiques », peu nombreux encore. « Des marginaux, pas trop mal insérés, qui arrivaient encore à vivre à la marge », se rappelle Clarisse. Tout ce que j'ai appris, c'est d'eux. Les produits, la façon de vivre, de penser, d'arnaquer. Au début, j'étais très énervée par leurs mensonges. J'ai eu du mal à admettre qu'ils se mentent plus à eux-mêmes qu'à moi. » Jean a compris progressivement que ces patients-là étaient des « enfants dans la vie avait été cassée », et qu'il fallait « les aider à réparer ». Lui et Clarisse sont devenus, peu à peu, des ravaudeurs de toxicomanes.

La fallu s'habituer, aussi, à la demande d'amour « vampirique » des « tox », en sachant bien qu'on ne pourra y répondre à la mesure de l'attente. C'était le temps où, en prescrivant des médicaments à dose dégressive, ils tentaient de mini-sevrages. « On cherchait par tous les moyens à les faire arrêter. Et ça ne marchait jamais », dit Clarisse. Jamais ou presque. On s'accrochait à ce « presque ». Parce qu'ils ne les mettaient pas dehors comme tant de confrères, ne s'agacèrent pas trop du désordre parfois explosif de la salle d'attente, parce qu'ici, dans ce cabinet aux allures de salle de bistro, ils ne se sentaient pas jugés, les toxicomanes sont venus de plus en plus nombreux, jusqu'à l'étouffement. Une trentaine en 1980, plus de deux cents aujourd'hui. Au fil des années 80, envoyés par des magistrats, des policiers, des confrères, incités par le bouche à oreille, ils ont déboulé. De plus en plus insistants, exigeants, et différents de ceux de la première vague.

Le cabinet s'est bientôt transformé en dépôt d'impissances cumulée. Des chés des banlieues, « les petits pros », fils d'ouvriers,

nir elle-même. Plus tard, l'héroïne avait suivi. « On arrêtait encore assez facilement », se souvient-elle, alternant « les fêtes » et les petits boulots. D'un voyage au bout du monde, elle était revenue cassée, demandant de l'aide. En voisine, elle était allée voir Clarisse et Jean, sous un prétexte. Puis elle avait tout débâillé, dans les larmes. Depuis, ils ont toujours été là. Disponibles, capables de prendre du temps pour l'écouter. Elle n'a pas eu besoin de produits de substitution pour décrocher, ayant préféré mettre des milliers de kilomètres et quelques années d'absence entre elle et la drogue.

Aujourd'hui, elle a un petit gar-

être travaillé sur quarante films, mais je reste un personnage à haut risque. »

Décrocher sans souffrir, cesser d'attendre des heures le bon vouloir d'un dealer, quand on est parvenu à emprunter, chaparder les centaines de francs nécessaires, arrêter pour certaines la prostitution : ce fut une ruée chez les rares médecins qui acceptaient de prescrire du « Tem », et dont la liste circulait sous le manteau. Cinq ans plus tard, les autorités sanitaires décidaient d'autoriser la vente du Temgésic non plus sur simple ordonnance mais sur présentation d'un bon tiré d'un carnet à souches, ouvrant la voie à la pénu-

rangent, sans doute. Donc on les sanctionne. « Dealers en blouse blanche » ? L'accusation, cette fois explicite, fait mal.

Sur la banquette du café, elle serre son bébé de quatre mois dans ses bras. Clarisse, débordée, a bien voulu d'elle quand même, il y a quelques mois, parce qu'elle était enceinte, et décidée cette fois à décrocher vraiment pour son bébé. Quand elle était petite fille, elle se couchait à 9 heures, et n'a eu le droit de regarder la télévision qu'à seize ans. Cela ne l'a pas empêchée de vivre, si l'on peut dire, quatre années d'héroïne à raison de 1 gramme par jour. Des années qui n'ont miraculeusement pas entamé sa beauté.

DEPUIS huit mois, dit-elle, elle n'a plus touché à la poudre. A la naissance, son enfant était en manque du dérivé de morphine qui lui servait de substitut à l'héroïne. Avec des bains, des câlins, ce stade est passé. Le père de l'enfant est là, suivi, lui, par un autre médecin. « On ne ne peut pas, dit-il, revenir en arrière aujourd'hui. On s'est déjà trop donné la main pour se permettre de retomber. » Ils habitent chez ses parents, où cela ne se passe pas trop bien. Ils attendent un appartement. Il a trouvé du travail.

L'été, quand elle reçoit ses clients, cette avocate ne met jamais ses bras à nu, et dissimule les marques de piqûre sous de longues manches. Adolescente, elle multipliait les tentatives de suicide, comme autant d'appels jamais entendus. « L'héroïne était comme une vengeance. Se faire mal à soi-même et mal à ceux dont j'aurais tant aimé qu'ils m'aient mieux, plus. » Etudiante, elle se persuadait qu'elle travaillait mieux grâce à l'héroïne, et n'a jamais raté un examen. Aujourd'hui, elle n'a pas pu se résoudre à renoncer au geste de la piqûre, et s'injecte du Temgésic pié. « Quand je renoncerais à ce geste, je ferai le deuil de

no. « Une noire, une blanche. » Il a tout connu, des centres de post-cure aux hôpitaux psychiatriques. La peur des psychotiques, les vieux avec leurs poches de pipi, les distributions de médicaments en rangs quasi-militaires. Et les squats, et « le tiers-monde affectif ». Par tous les bouts, il a essayé de se reconstruire. En commençant par les dents, en récupérant son petit garçon placé par ses parents à la DDASS, alors que sa compagne s'enfonçait plus profondément encore dans cette absence à soi-même qui est la sœur de la toxicomanie.

Il travaille comme « commercial » parce que son casier judiciaire lui a interdit d'être taxi. C'est sa mère qui gère son budget, car il a peur de lui-même encore et de l'environnement, plus de carnet d'adresses. De temps en temps, comme un soleil, son petit garçon blond placé chez une nourrice a le droit de venir le voir. Il a peur de ne pas « tenir ». Les boîtes de cachets s'avalent trop vite. Chaque jour est un nouveau jour, où il s'assigne des buts pour atteindre le suivant. Récemment, Jean Carpentier a été tout étonné quand un de ses patients, un garçon si triste, l'a embrassé brusquement en sortant de la consultation. Récemment, Clarisse Boisseau a reçu la lettre du père d'un toxicomane qu'elle n'avait pas vu depuis dix ans. Le jeune homme avait quitté Paris, il s'était marié, il avait une petite fille. Et le grand-père disait que le bulletin de la petite, au premier trimestre du cours préparatoire, était d'ordinaire bon. Qu'elle avait eu raison de dire, il y a si longtemps, qu'il ne fallait pas baisser les bras.

Agathe Logezart

★ Le livre du docteur Carpentier a été publié en octobre 1994 aux Editions Ellipses : 32, rue Barye 75015, Paris.

L'illusion d'un avenir

par Jorge Semprun

« **P**OURQUOI et comment j'en suis arrivé à ce point de vue, c'est que, dans le terrorisme allemand, je vois une reprise, un ressassement du plus déplorable, du plus détestable passé. Dans l'établissement de la société soviétique, une illimitée promesse d'avenir. Ces mots d'André Gide, prononcés le 21 mars 1933 à une réunion de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, résumant parfaitement les raisons d'une déraison qui aura obnubilé jusqu'à nos jours une partie considérable, sinon majoritaire, de l'intelligentsia européenne. C'est cette illusion d'une illimitée promesse d'avenir dont François Furet retrace et analyse le passé, dans son essai sur l'idée communiste au XX^e siècle, livre nouveau, qui fera date, sans aucun doute.

Novateur, tout d'abord, par son point de vue, la perspective choisie. Nous disposons, en effet, de Boris Souvarine et de Claude Lefort – pour faire vite et nous en tenir aux seuls auteurs français – d'un certain nombre de travaux remarquables sur l'origine et le développement du totalitarisme stalinien. Mais Furet reprend ce matériau critique, indispensable, et replace l'analyse dans un champ historique différent, ce qui lui donne un éclairage nouveau. Comme Alan Bullock dans ses « Vies parallèles » de Hitler et Staline, mais sur un terrain plus vaste,

plus complexe que le strictement biographique, François Furet aborde de front une question essentielle de ce siècle, l'une des plus controversées, des plus tabouisées également : celle de l'analyse comparative du fascisme et du communisme.

« Bolchevisme et fascisme », écrit Furet, *entrent presque ensemble sur le théâtre de l'Histoire (...). Il est un peu difficile d'imaginer aujourd'hui que ce sont des idéologies si récentes, alors qu'elles nous paraissent, selon les cas, dévotement, absurdes, déplorables ou criminelles. Pourtant, elles ont rempli le siècle; l'une contre l'autre, l'une portant l'autre, elles ont fait la matière. A la fois très puissantes, très éphémères et très néfastes, comment ont-elles pu mobiliser tant d'espérances ou tant de passions chez tant d'individus ? »*

Répondre à cette question est le propos central de ce livre dense, riche en aperçus synthétiques et vues nouvelles, animé par une passion historique et un sens aigu du tragique qui donnent à l'écriture un savant et heureux équilibre entre l'universalité des concepts et la singularité captivante des portraits des témoins et des acteurs du drame.

Pour comprendre la force des mythologies politiques qui ont bouleversé le siècle, Furet revient au moment de leur naissance. D'où une analyse pertinente et serrée des conséquences de la première guerre mondiale sur les nations européennes. En quelques dizaines de

pages, le tableau est dressé des conséquences sociales et morales de ce désastre, de la situation de réflexion ou d'émancipation la passion révolutionnaire – de signe contraire mais de résultat comparable – qui a traversé notre époque, s'en prenant au même ennemi : la démocratie pluraliste et parlementaire.

Dans son essai, François Furet innove par sa prise en compte globale du rapport dialectique entre les passions révolutionnaires contemporaines

Certes, Furet souligne dès l'annonce de ses analyses les traits qui distinguent fascisme et bolchevisme, dans leur commun combat contre l'univers de la bourgeoisie, privé de légitimité par les abus des masques de la guerre. « Le fasciste, écrit-il, ne fait appel, pour briser l'individualisme bourgeois, qu'à des fractions d'humanité, la nation ou la race. Au contraire, le militant bol-

chevik, fidèle à l'inspiration démocratique du marxisme, se donne pour objectif l'émancipation du genre humain. »

Pourtant, fascisme et bolchevisme, à travers des périodes d'affrontement et de coexistence – d'alliance, même, de 1939 à 1941 – aboutissent à deux variantes d'un système totalitaire comparable. C'est à l'élucidation de ce double mystère : d'un côté, l'identité négative des deux mouvements ; de l'autre, la transformation de l'universalisme marxiste en système d'oppression, le plus opaque, le plus figé, le plus brutal de l'Histoire contemporaine – que Furet consacre l'essentiel de son essai.

Dans cette perspective de recherche surgit inévitablement la question de la culture antifasciste, à laquelle Furet consacre quelques chapitres centraux de son essai. L'antifascisme, en effet, mouvement massif et pluriel, aux courants souvent contradictoires, a été intelligemment (synonymiquement) manipulé par Staline, dès la montée en puissance de Hitler. Ainsi, dès 1934-1935, liquidant la période sectaire de Komintern – dont le mot d'ordre central était « classe contre classe », et l'ennemi principal la social-démocratie, qualifiée de « social-fascisme » –, la stratégie antifasciste a permis aux Partis communistes de restaurer leur crédibilité démocratique et d'élargir décisivement leur sphère d'influence.

Pourtant, c'est à cette même

époque que le régime intérieur de l'URSS parvient, par la terreur massive, le monolithisme absolu de la pensée et les grands procès de Moscou, à l'apogée du totalitarisme stalinien. Dans ce contexte, les pages où François Furet analyse l'épisode de la guerre civile espagnole sont en tout point remarquables par la clarté qu'elles apportent sur une période complexe. Elles sont à lire avec une attention particulière, au moment où la guerre d'Espagne est parfois évoquée à tort et à travers, de façon purement rhétorique, pour parler de la tragédie bosniaque.

Dans la lignée royale des travaux de Hannah Arendt et de Raymond Aron, *Le Passé d'une illusion*, de François Furet, inaugure sans doute une période nouvelle – de nouveaux débats, de nouvelles recherches, donc – dans l'historiographie du XX^e siècle, par sa prise en compte globale, sans faux-fuyants ni alibis idéologiques, du rapport dialectique entre les passions révolutionnaires contemporaines.

Aujourd'hui, l'« illimitée promesse d'avenir » dont parlait Gide, et qui rendait son antifascisme hémiplegique – pour peu de temps, certes, mais cet état de servitude volontaire s'est prolongé pendant des décennies pour tant d'autres écrivains et artistes – a cessé d'exercer sa fascination. Une conclusion paraît s'imposer, lorsqu'on examine avec Furet, dans son cycle historique complet, le passé de cette illusion. Les désordres sanglants du post-

communisme, en effet, en révélant à quel point le totalitarisme stalinien avait atomisé la société civile russe, mettent aussi en évidence la difficulté dans ce système d'une transition démocratique. Qui aura été bien plus aisée, en revanche, l'expérience historique en est multiple, dans des systèmes de type fasciste.

Pourquoi ce paradoxe, au vu du moins des intentionnalités originelles des deux projets révolutionnaires ? Tout simplement parce que les fascismes ont sans doute pratiqué la haine du bourgeois, du nihilisme démocratique – Heidegger dirait –, mais qu'ils n'ont pas, comme l'a fait radicalement, dans le vertige de la terreur, le socialisme réel, aboli la propriété privée, ni détruit en tant que classes les couches sociales qui ont articulé autour de cette propriété l'organisation sociale. La propriété privée garante du pluralisme démocratique ? Voilà du grain idéologique à moudre pour la gauche européenne, après les utopies et les transcendances sociales.

Jorge Semprun est écrivain, ancien ministre de la culture d'Espagne.

★ Le livre de François Furet *Le Passé d'une illusion*, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle paraît lundi 16 janvier aux éditions Robert Laffont/Calmann-Lévy (576 pages, 149 F).

AU COURRIER DU MONDE

« CHICHI » A L'ARRIVÉE

Chirac vieillit bien. Le jeune loup, le jeune requin, le prédateur, cède peu à peu la place – l'âge venant, les épreuves de la vie arrosant les reliefs – au brave homme, à la bonne tête, une tête d'homme qui en a vu de toutes les couleurs, qui a connu les succès, certes, mais mêlés de pas mal d'échecs. Il devient sympathique, et pas comme le lui concevaient ses agents en marketing ; non, vraiment sympathique, malgré lui. Il n'a aucune chance à l'élection présidentielle, et quel mal il se donne pourtant ! Ne s'avoue pas vaincu. Fera le spectacle jusqu'au bout (...). Se bat vraiment comme s'il devait arriver le premier, et sait bien, dans le fond, qu'il ne sera que second (au mieux).

C'est cela, probablement, qui lui donne ces traits d'humanité familiers auxquels les Français sont si sensibles. Il ressemble de plus en plus à Roulidor. Le brave Poupin, qui a fini, dans les coeurs, par triompher de l'invincible Anquetil. Ainsi, peut-être, finira Chirac : en « Chichi ».

D. Gilbert
Paris

LA CARTE ABSOLUE

Aujourd'hui, rien de tel qu'un portefeuille bien rempli de cartes en tout genre pour faire son tour. C'est vrai, tous ces codes ultra-sécursés et ces photographies à votre effigie, ça vous donne un air important et moderne du plus bel effet.

Mais, à la longue, il arrive qu'on se lasse de courir les cabinets de se faire tirer le portrait ou qu'on mélange des chiffres magiques devenus un peu trop nombreux. Dans ces moments-là, on en vient forcément à rêver à la carte absolue : celle qui ferait comprendre à tous, d'un seul coup d'oeil, quel digne personnage on est.

Eh bien ! elle existe, et, grâce à elle, vous voici propulsé, excusé du peu, au rang de préoccupation numéro un des futurs, anciens et déclarés candidats à l'élection présidentielle. Enfin, quand je dis préoccupation numéro un, entendons-nous bien. Vous venez tout de suite après les choses réellement vitales : la consultation-analyse des sondages et la recherche fébrile de la prochaine petite phrase assassine pour les gros titres des journaux.

En plus, avec cette petite carte-là, pas besoin de s'embourber la mémoire d'un nouveau « Sésame, ouvre-toi ! » ou de s'entraîner devant la glace pour trouver son sourire le plus avantageux, car vous n'aurez ni code secret à apprendre ni photo à coller. Eh oui ! bizarre, bizarre... la carte de l'ANPE est bien la seule carte que personne au monde ne songera jamais à vous « piquer ».

Marielle Mevel
Brest

Géopolitique de l'argent sale

par Pascal Diener

EN moins de quinze ans, la France a fait un prodigieux plongeon dans les égouts de l'argent sale. Il est clairement établi que tous ses condottieri de la politique et des affaires, par l'intermédiaire de leurs spadassins du droit et de la finance, contrôlent et manipulent des sociétés offshore, coquilles opaques pour trafics en tout genre, localisées dans ce qu'il est convenu d'appeler des « paradis fiscaux ».

Il est temps de changer cette dénomination : passions sur l'infirmité faite à la fiscalité. L'évasion fiscale est marginale. Ces trous noirs sont le sas de sécurité, la chambre de décompression, l'échelon avancé des narco-Etats, pour infiltrer l'argent du crime dans l'économie mondiale. Et la protection dont il bénéficie est décemment bien étrange.

Abandonnons sans regret les définitions académiques. Les sociétés offshore (sens littéral : « au-delà des côtes ») ne sont-elles pas, tout bonnement, des sociétés créées dans un paradis fiscal, afin de bénéficier des avantages fiscaux et de l'opacité totale de la législation du pays, en général un micro-Etat ? Qui ignore encore que nombre de sociétés et banques offshore sont des boîtes aux lettres, sous contrôle de la Mafia, de toutes les mafias ?

Les charmes vénéneux des sociétés offshore et les manipulations pures et dures d'elles sont l'outil de prédilection des sociétés, désormais, exhibées en public. Grâce à la grande presse nationale. Grâce aux meilleurs de nos juges. Quotidiens, hebdomadaires nationaux, en révèlent la présence dans toutes les « affaires ». Sous un prétexte louable, certains prétendent les museler.

La vérité : de puissants groupes industriels et financiers, les banques d'Etat ou privées, possèdent, par filiales et sous-filiales interposées, des sociétés fictives dans tous les paradis des trafics du monde : Panama, l'île de Man, les Bahamas, Saint-Martin et sa partie néerlandaise Sint Maarten aux Antilles, les îles Caïmans, l'Émirat d'Abou Dhabi et autres calanques de même nature.

Des initiés, pris la main dans le sac, camouflent leurs turpitudes derrière une banque d'Anguilla. Des plus-values illicites s'évaluent dans des sociétés relais panaméennes, créées le jour même du délit. Des partis politiques sont connectés au pipeline financier d'obscures sociétés écran. Et, toujours, des flux financiers, puissants, constants, ano-

nymes, par milliards de dollars ou de francs, chevauchent les comptes bancaires exotiques, franchissent les frontières.

C'est un fait peu connu : en France, longtemps avant que les juges ne soient saisis, avant les investigations de la presse, des chercheurs universitaires analysaient ces sujets. Ainsi, des spécialistes scrutent en permanence les systèmes, techniques et les procédés, démontent les constructions – juridiques et financières – les plus élaborées, établissent les connexions, anticipent en imaginant de nouveaux modèles. Mais les facultés de droit ne sont jamais consultées. Doublement suspecte, la doctrine juridique universitaire est mal en cour, quelle que soit la cour : elle est gratuite et revendique un droit de critique qui appartient à l'essence de sa liberté et conditionne son existence.

Aujourd'hui, une fraction du système occulte est mise au jour. C'est bien. Mais prenons garde de ne pas prendre l'apparence pour la réalité, les effets pour la cause. En amont de toutes les corruptions, de tous les trafics financiers, le blanchiment de l'argent sale les alimente tous.

Il est un peu simpliste de croire, ou de vouloir nous faire croire, que sociétés et banques françaises peuvent, en toute impunité, exporter dans leurs officines offshore les masses monétaires licites (ou émanant de la fraude et de l'évasion fiscale) qui serviront à la corruption. Même en ébauffant des cascades de holdings, même en bénéficiant des protections les plus hautes, il n'est pas si aisé de transférer des sommes aussi colossales.

La transparence des comptes n'est peut-être pas assurée d'une manière parfaite par notre droit, mais tout de même ! Pour réaliser des fraudes et trafics sur une aussi grande échelle, il faudrait admettre le vol systématique et généralisé d'une bonne partie des règles du droit des sociétés et du droit comptable, avec la complicité de tous les professionnels.

Univers du mensonge : tel PDG affirme le plus sérieusement du monde qu'il ignore l'existence, dans son groupe, de filiales et sous-filiales offshore. Tel autre bat sa coulpe, reconnaît publiquement que certaines de ses filiales ont échappé au contrôle du groupe ! Pris la main dans le sac, tous sont alors saisis d'une frénésie morale a posteriori et se fabriquent sur mesure chartes, comités d'éthique et codes de déontologie. C'est trop !

Mais, en vérité, ce qui importe, ce ne sont certainement pas les

flux monétaires dont on prétend qu'ils sortent de nos entreprises. Ce qui importe ce sont les flux monétaires qui pénètrent notre économie, prélevés dans les zones offshore. Les contrôles sont inexistants. Cette note, grand-ronde des comptes qui tourne, donne le vertige. La véritable question : d'où provient cet argent ? Comment pénètre-t-il ?

C'est simple. Les techniques de recyclage de l'argent gagné « au noir » et celles du blanchiment de l'argent du crime organisé sont identiques, les filières utilisées sont les mêmes. Seule l'importance des masses monétaires en jeu fait la différence. Il est impossible de séparer l'argent licite (entendez : issu de la fraude fiscale internationale) de l'argent du crime. En mélangeant des flux d'argent de provenances occultes différentes, trafiquants et financiers limitent leurs risques. Il est si simple d'utiliser des circuits financiers superposés pour infiltrer des sommes prélevées par un ou deux transferts dans des banques et filiales offshore.

Les techniques de recyclage de l'argent gagné « au noir » et celles du blanchiment de l'argent du crime sont identiques : les filières utilisées sont les mêmes

Soupons : résurrections industrielles, cascades de cessions d'entreprises en faillite, opérations immobilières ou commerciales dont le montage financier repose sur un crédit *in fine* adossé à des bons de capitalisation acquis offshore, produits de capitalisation, parfaitement anonymes, estampillés par l'Etat, proposés sur le marché par les grandes compagnies d'assurances et les banques, liens entre filiales de la contrepartie et financements occultes, délocalisations industrielles permettant des coûts de production dont la faiblesse ne peut uniquement s'expliquer par le coût des matières premières et de la main-d'œuvre.

L'échec de la lutte contre la corruption, les trafics financiers et le

blanchiment est donc programmé. Les pitoyables déclarations de guerre aux narcotrafiquants, qui se multiplient, sont aussi inefficaces qu'hypocrites.

Les pays sous-développés revendiquent, depuis longtemps, au nom de leur survie économique, le droit de se financer par la culture et l'exportation des drogues, de toutes les drogues, vers les pays riches. Ils réussissent sans difficulté grâce aux banques et circuits financiers auxquels nous participons. Le monde dit libéral actuel aurait-il besoin de cet argent sale pour vivre ? Voilà, peut-être, le stupéfiant véritable qui mine notre société.

Univers des illusions. Paradis artificiel mortel : cette monnaie ne traduit pas la création de richesses nouvelles. Quand on saisit 3 tonnes de drogue, il faut cesser d'évaluer la « prise » au prix de la rue, en millions de francs ou de dollars. Malgré le courage, le travail et les mérites des services de police et de douane, la prise réalisée n'a aucune valeur économique. Pour les narcotrafiquants, cette perte est insignifiante. Ils produisent des quantités illimitées, dont le coût de revient est quasiment nul.

Pour les narco-Etats, pour tous les trafiquants, les drogues ne sont pas des marchandises ordinaires, mais des instruments monétaires spécifiques. L'opération de vente n'est que la première phase d'une opération où s'échange un bien sans valeur économique contre une monnaie primaire, dont la caractéristique est d'être libellée en devises internationales, non convertibles à ce stade. La seconde phase, le blanchiment, s'apparente à la conversion des monnaies, même si le change s'effectue au sein d'un même système monétaire. La dette entre narco-dollars ou narco-francs et dollars ou francs « normaux » est le prix (élevé) du change, le coût de la corruption.

Nos économies sont donc victimes d'une véritable opération de change, originale et perverse, qui tue. La pénétration d'une partie substantielle de l'argent de la drogue ne participe pas au cycle de la production des richesses nécessaires au progrès. Ce flux de monnaie artificielle, sans contrepartie économique, permet l'appropriation et la prise de contrôle des vrais richesses, produites par le travail des autres.

Pour abattre les grands prédateurs de notre époque, ces seligneurs de la nouvelle guerre, commençons par des mesures simples et efficaces. Les sociétés offshore ne sont pas toutes cou-

pables, mais une même suspicion légitime les affecte tous.

Aucune présomption de bonne foi ne peut jouer en faveur d'une société française filiale d'une société offshore, d'une personne physique ou morale contrôlant ou ayant des participations dans une ou plusieurs sociétés offshore. Elles doivent être considérées comme suspectes.

Or la publicité officielle actuelle est inutile : toute recherche se heurte à l'opacité totale des holdings et filiales extérieures. Aussi des mesures législatives urgentes s'imposent-elles pour rendre transparent ce qui par nature est opaque. Après d'un service spécialisé et centralisé, créé à cet effet, tout groupe et société privés (et *n'importe* ceux dont l'Etat est le principal actionnaire) devront :

– déclarer en annexe de ses comptes (simples ou consolidés), la liste de toutes les sociétés offshore qui lui sont reliées, directement ou indirectement ;

– publier la configuration de leur capital (car il n'est pas inutile de savoir qu'une filiale offshore est elle-même constituée par des sociétés écran dont le siège social se situe dans d'autres zones d'ombre : Panama, Abou Dhabi, et de remonter la filière) ;

– publier un rapport spécial sur l'activité financière de chaque société offshore et ses comptes, incluant l'intégralité des flux financiers sortant et, surtout, entrant, par ce canal, leur origine et la description des techniques utilisées (par exemple transit par des bons de capitalisation identifiés).

L'objection des dirigeants de certains groupes transnationaux, qui invoquent les nécessités de la concurrence économique internationale, doit être balayée. Des arguments de ce type confirment que la corruption de la pensée, du langage, des concepts est bien le prélude à toutes les corruptions. La liberté d'entreprendre ne justifie aucune violation, ni des lois ni d'un principe général du droit tel que *fraus omnia corrumpit*, la fraude corrompt tout.

Avec la corruption, la fin de nos libertés est au programme. L'implosion de notre système a commencé. Sans, comme pour l'autre système, le moindre mur de Berlin symbolique à abattre. Là, sous nos yeux, un faux libéralisme, sans foi ni loi, assassine la démocratie, tue l'embryon d'un libéralisme économique moderne nécessaire.

Pascal Diener est professeur de droit des affaires à l'université des Antilles et de la Guyane.

Le livre de Clarisse Bosman
n Carpentier, médecins
Paris, est un havre pour
briser leur dépendance

Le Monde

L'enjeu chinois

S'IL se libéralise, le commerce international n'en reste pas moins une affaire d'Etat. La vente par la France d'une nouvelle centrale nucléaire à la Chine - un contrat de 11 milliards de francs pour Paris - en est une nouvelle illustration. Dans ce qu'il est convenu d'appeler la guerre économique mondiale, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer. Face à l'agressivité de Washington et à l'efficacité, discrète mais redoutable, de Bonn et de Rome notamment, Paris aurait tort, sous prétexte d'un attachement au libre-échange, de s'abstenir.

Le français Framatom a emporté le contrat de Daya Bay 2 grâce à son savoir-faire. Mais la diplomatie a pesé lourd. En choisissant Framatom, GEC-Alsthom et EDF, les dirigeants chinois ont voulu sanctionner Washington. Dans un geste fort apprécié à Pékin, Bill Clinton avait certes renoncé, l'an dernier, à lier commerce et droits de l'homme. Les Etats-Unis avaient empêché, fin 1994, l'adhésion immédiate de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, provoquant la colère de Pékin d'abord, sa vengeance aujourd'hui.

La Chine a surtout voulu récompenser la France pour son pragmatisme. S'alignant sur la ligne générale des pays occidentaux, Paris a privilégié à son tour ses intérêts commerciaux. Le nouveau gouvernement a aussi pris ses distances à l'égard de Taiwan. La vente de Mirage au régime nationaliste, à l'époque où les socialistes dirigeaient à Paris, avait provoqué un net refroidis-

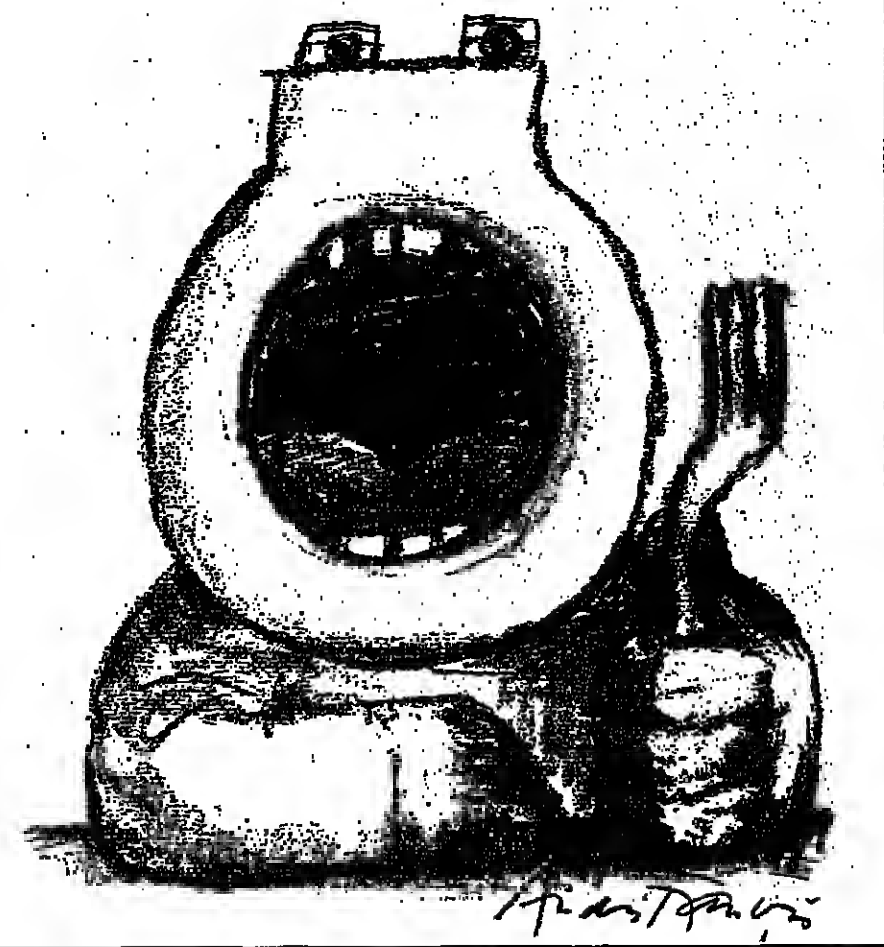
sement dans les relations commerciales franco-chinoises. Depuis un an jour pour jour - et le voyage d'Edouard Balladur à Pékin - la France attendait une traduction sonnante et réverbérante de cette réconciliation. Pour décrocher ce contrat, Paris a dû consentir un effort financier considérable. Les fournisseurs français ont accepté de réduire leurs prix. Surtout, l'Etat s'est engagé à garantir un crédit total de 15 milliards de francs à des conditions extrêmement avantageuses pour la Chine. L'affaire apparaît finalement coûteuse pour l'Etat et les contribuables.

L'effort de l'Etat français est pourtant largement justifié. C'est l'emploi en France qui est en jeu. Au-delà de la centrale nucléaire de Daya Bay 2, de gigantesques marchés nouveaux s'annoncent. La Chine, l'Inde ou le Brésil ont d'énormes besoins d'infrastructures. Avec la crise des années 80, les grands contrats avaient disparu. Ils vont revenir. Sur ces dossiers, la concurrence entre les grandes puissances sera de plus en plus vive.

L'administration Clinton l'a d'ores et déjà fort bien compris. Depuis deux ans, elle a engagé une politique de soutien en faveur de ses industriels comme jamais dans l'histoire américaine. On peut s'inquiéter, à Washington comme à Paris, du coût d'une telle politique. On peut regretter l'inaction de Bruxelles et la division de l'Europe. On peut souhaiter un consensus minimum entre les grands pays industriels. En attendant, il serait bien naïf et dangereux pour Paris de ne pas jouer le même jeu que les autres.

60 millions de consommateurs

par André François



M. Chirac économiste

DÈS lors qu'il n'y aurait qu'une politique économique et sociale raisonnable, comment se démarquer de la ligne incarnée par Edouard Balladur? Pour tous les candidats à l'élection présidentielle, la question se pose avec acuité, en ces jours qui devraient être marqués par l'arrivée ou la confirmation des derniers postulants à la charge suprême. Hormis Robert Hue, qui représente bien une option de gauche, et Jean-Marie Le Pen, qui se réfugie une fois de plus dans la basse démagogie en proposant de rapatrier trois millions d'immigrés pour créer quatre millions d'emplois en sept ans, chacun cherche d'autres voies. Dans le débat tel qu'il se trouve posé, en raison même des succès supposés du premier ministre, aucun candidat n'est assuré de trouver une solution de rechange. Du moins s'il ne veut pas choquer ou déstabiliser une opinion habituée à la continuité de la politique économique depuis 1983.

Si la marge est étroite pour l'opposition socialiste et celle de ses prétendants qui voudra fatalement rassurer sur ses capacités de gestionnaire, elle l'est tout autant pour ceux qui, dans la majorité, briguent la présidence de la République. A commencer par Jacques Chirac, bien entendu, dont toutes les déclarations, jugées parfois contradictoires, comme ses hésitations, prouvent que le pas à franchir n'est pas sans risque. Ce que, *a contrario*, souligne également le ralliement de Michel Giraud à la candidature Balladur. Si, en effet, comme l'écrit le ministre du travail dans sa lettre d'explication, son

choix est dicté par sa « conception de la gestion sociale du pays » et s'il « ne croit pas à l'effet bénéfique pour l'emploi et contre l'exclusion de mesures chocs », il ne saurait y avoir de place pour une autre politique.

Pour sortir de ce dilemme, Jacques Chirac s'est encore livré à un numéro d'équilibriste dans l'entretien qu'il a accordé, ce lundi 16 janvier, au quotidien *Les Echos*. Dans un cocktail savant, il mêle les accents balladuriens à des références d'inspiration très libérale et y ajoute une forte dose de raisonnements paraissant empruntés à Philippe Séguin. Pronant une réforme immédiate pour alléger les droits de la transmission d'entreprise plus radicale que celle de Nicolas Sarkozy, souhaitant une réduction de l'impôt sur le revenu, il n'en propose pas moins d'abaisser le coût du travail en jouant sur les charges sociales. Il veut en outre affecter à l'impôt le financement des dépenses de solidarité pour que le travail soit avantageux par rapport au capital. Ce qui ne l'empêche pas de réclamer la mise en place de fonds de pension, pour les retraites, dont l'épargne devrait financer l'investissement productif, puis de préconiser une mesure autoritaire pour favoriser l'insertion des chômeurs de longue durée avec un « contrat initiative-emploi » pour le moins curieux.

Ces propos, à défaut d'être dérangeants, sont ceux d'un candidat qui cherche à incarner une rupture, alors que la volonté de changement des Français demeure un postulat non-vérifié. Mais, pour l'heure, le positionnement « raisonnable » d'Edouard Balladur continue d'être bien accueilli.

Une Eglise qui s'éloigne

Suite de la première page

Pour le moment, tout au moins, car le poids de l'institution finit généralement par prendre le dessus. L'histoire de l'Eglise est pleine de prophètes qui ont été réduits au silence et oubliés. A Rome, on ne voit pas les choses avec les mêmes lunettes qu'à Evreux ou à Paris. Pour les responsables de la curie, l'événement religieux de ces derniers jours n'est pas la révocation d'un évêque indiscipliné dans un pays où la pratique religieuse est tombée à des taux dérisoires, mais les foules immenses qui ont acclamé le pape à Manille. Jamais, depuis son accession au pontificat en 1978, Jean Paul II n'avait attiré autant de fidèles. Pour rester dans les chiffres, il est clair qu'en France même les partisans de Mgr Gaillot sont beaucoup moins nombreux que ses censeurs. Plusieurs centaines de ceux-là se sont empressés d'écrire aux autorités romaines, qui ont toujours préféré le gros des troupes aux avant-gardes.

L'évêque d'Evreux savait parfaitement à quel s'en tenir. Devenu une vedette médiatique, il avait pris goût aux caméras et à une certaine provocation. Le regard clair, parfaitement ecclésiastique d'aspect, il détonnait complètement dès qu'il ouvrait la bouche. C'était toujours lui qu'on allait interviewer, sachant qu'il saurait s'exprimer à contre-courant et sans langue de bois. Acceptant de participer à une émission un peu leste comme « Frou-Frou », ne dédaignant pas de figurer dans des magazines aussi contestés que *Lui* ou *Gai Pied*, il avait un argument de poids : porter la parole évangélique là où elle n'arrivait pas. Mais c'était surtout le contenu de ses paroles qui heurtait la hiérarchie catholique : non pas à propos des immigrés ou de l'injustice sociale - car l'Eglise est aussi « à gauche » sur ces questions qu'elle est « à droite » sur la morale privée - mais à propos de la sexualité en général et de questions internes comme l'ordination d'hommes mariés. L'évêque d'Evreux disait tout haut ce que beaucoup de prêtres pensent tout bas.

La rupture entre Mgr Gaillot et le Saint-Siège était difficilement évitable. Jean Paul II ne pouvait tolérer qu'à chacune de ses interventions importantes, un prélat en charge d'un diocèse apparaisse à la télévision pour le contredire. Cela ne correspond pas à la logique d'une institution très hiérarchisée qui ne se considère pas comme une démocratie et dont le pape, plébiscité par les foules du monde entier, fait figure de monarque. Au sein même de l'épiscopat français, c'est la collégialité qui prévaut, même lorsque des personnalités se distinguent du lot, par leur tempérament ou leurs idées, comme le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

De nombreux avertissements avaient été lancés à Jacques Gaillot. Un protocole d'accord avait même été signé, le 15 février 1989,

entre lui-même et le cardinal Decourtray qui occupait à l'époque la charge de président de l'épiscopat français. En vain. Le franc-tireur continuait à se poser en porte-voix des exclus et à tenir un langage en lequel se reconnaissent les catholiques (ou ex-catholiques) les plus en phase avec la société. Sa révocation paraissait plus que probable. Nombre de fidèles s'étonnaient même qu'on ait attendu si longtemps pour faire taire ce provocateur. Mais le Vatican hésitait. Révoquer un évêque n'est pas chose courante dans l'Eglise, étant entendu que nul n'a le pouvoir d'effacer son statut, à moins de procéder à une excommunication, comme ce fut le cas avec Mgr Lefebvre en 1988.

C'est la deuxième fois en effet, au cours des dernières décennies, qu'un évêque français se heurte à ses pairs et croise le fer avec Rome. Pour des raisons exactement opposées. Mgr Lefebvre accusait l'Eglise d'avoir trahi le dogme en cédant aux sirènes du monde moderne ; Mgr Gaillot lui reproche, au contraire, de s'arçonner à un âge révolu en oubliant que l'évangile est un message de liberté. La dissidence de Mgr Lefebvre a fini par un schisme, facilement « digéré » par une Eglise qui compte à sa tête un pape conservateur. Avec Mgr Gaillot - beaucoup plus lié à l'épiscopat français que ne l'était l'ancien archevêque de Dakar - on n'en est pas là.

UN « PEUPLE QUI S'ÉVEILLE »

L'intérêt paraît être ravi des manifestations de soutien dont il bénéficie, sans bien mesurer encore leurs conséquences. Il parle d'un « peuple qui s'éveille » et d'un « essai à transformer », tout en affirmant qu'il ne veut pas rompre avec son Eglise. Le SDF (sans diocèse fixe) qu'il est devenu sera désormais plus libre de se faire entendre. Les caméras continueront à aller vers lui, surtout s'il ne les repousse pas... Focalisera-t-il autour de sa personne un mouvement de contestation, comme ceux qui fleurissaient dans les années 70 ? Il est un peu tôt pour le dire. Sa révocation risque, en tout cas, d'éloigner un peu plus de l'Eglise des catholiques qui s'y reconnaissent de moins en moins. Et ce n'est pas la dernière déclaration de l'épiscopat français, qualifiant l'avortement de « mise à mort d'êtres humains innocents » qui les fera changer d'avis.

L'affaire Gaillot coïncide, en effet, avec le vingtième anniversaire de la promulgation de la loi Veil. Sur l'interruption volontaire de grossesse, comme sur la contraception et, plus récemment, sur l'emploi de préservatifs pour combattre le sida, la hiérarchie catholique a adopté une position intransigeante, au lieu de s'en tenir à quelques grands principes et laisser chacun choisir en conscience le meilleur moyen de se comporter. C'est une position intenable. Tôt ou tard, quoi qu'elle dise, l'Eglise reviendra là-dessus. Quand ? La date ne concerne pas que les catholiques. En Afrique notamment, le drame du sida est d'une telle urgence, et l'influence du catholicisme reste telle, que cela intéresse tout le monde.

Robert Solé

AU FIL DES PAGES/ÉCONOMIE

« Economie des politiques publiques » par Xavier Greffe

Mode d'emploi de l'Etat

L'ETAT est-il à bout de souffle ? Faut-il réduire son emprise sur l'économie, qu'il étouffe sous les impôts et les réglementations ? On ose à peine poser ces questions, tant le trop-plein étatique est devenu une évidence presque triviale. C'est pourquoi le manuel du recteur d'académie Xavier Greffe, consacré à l'*Economie des politiques publiques*, vient à point nommé. Il accorde en France une réflexion qui a donné lieu à une immense littérature anglo-saxonne, notamment à partir de l'école néolibérale des choix collectifs, connue outre-Atlantique sous le nom de *Public Choice*, pour laquelle les remèdes publics sont souvent pires que les maux privés qu'ils prétendent guérir.

Cette nouvelle discipline consiste à étudier la « production publique » et ses effets, qu'elle prenne la forme de subventions, de réglementations ou de la fourniture effective de biens et de services. Et elle est amenée à poser, en termes « scientifiques », des questions qui surgissent tous les jours, ou presque, sur la scène médiatique : Quel doit être le budget de la santé, de l'éducation ? Pourquoi mettre en œuvre un revenu minimum d'insertion ? Faut-il faire payer les pollueurs ? Augmenter la CSG ou la TVA ? Mais elle formule aussi des interrogations fondamentales pour la vie des démocraties, et d'abord celle-ci : la règle de la majorité est-elle une bonne règle de décision ? Ou encore : la conscription universelle respecte-t-elle vraiment l'égalité des chances des citoyens ou faut-il lui préférer l'armée de métier ?

« Le développement du procès de l'Etat-Providence a montré que les limites de l'intervention publique étaient loin d'être atteintes »

On s'y est habitué de longue date, les « Précis Dalloz » ne font pas dans la dentelle, et les cinq cents pages massives de celui-ci, bourrées d'équations et de graphiques, sont à dégoter très lentement, si l'on ose dire. D'autant qu'il arrive à l'auteur d'omettre de donner la signification des paramètres qu'il emploie (Ah ! le maudit petit « b » de la page 413 donnera des cauchemars même aux lecteurs les plus studieux). Passons ! Plus dommageables sont les omissions de quelques grands noms de la critique de l'économie étatique, entre autres Murray Rothbard (*L'Éthique de la liberté*) et Anthony de Jasay (*L'Etat*). Robert Nozick (*Anarchie, Etat et utopie*) n'a droit lui-même qu'à un quart de page. John Rawls est traité en quelques paragraphes... Pourtant l'auteur s'efforce de tenir la balance égale entre libéraux, néoclassiques, keynésiens, anciens ou nouveaux, etc. La ligne de partage entre les différents dans est identifiée : est-il possible, oui ou non, de trouver un étalon commun, qui permettrait de comparer entre elles les utilités subjectives ? Mais, en dépit de la neutralité tout académique qu'il affiche, il ne peut s'empêcher d'avouer qu'il s'agit pour lui « de redresser l'image extrêmement négative que l'école des choix collectifs avait donnée de l'intervention publique et, par voie de conséquence, celle excessivement positive donnée du marché ». Pour Xavier Greffe, c'est au cas par cas qu'il faut décider s'il y a lieu, pour la puissance publique, d'intervenir. D'où ce livre-mode d'emploi de l'Etat, fort précieux à garder à portée de main pour les débats actuels. On regrettera toutefois qu'il ne consacre pas un mot à l'économie de la corruption, dont certains disciples de l'école du *Public Choice* ont pourtant fait leurs délices. A la cinquième page, Xavier Greffe réussit à nous surprendre : « Le développement du procès de l'Etat-Providence a, de manière un peu paradoxale, montré que les limites de l'intervention publique étaient loin d'être atteintes », écrit-il en guise de conclusion. Tant de foi dans le *Liberalisme* d'aujourd'hui, ça finit par faire drôle.

Philippe Simonnot

* Précis Dalloz, 1994, 546 pages, 220 F

RECTIFICATIFS

CHARLES PASQUA

Dans la lettre de Charles Pasqua à Jacques Chirac, publiée dans notre édition du 14 janvier, il fallait lire, s'agissant du RPR : « bien que je n'y exerce plus de responsabilités » et non « bien que tu n'y exerces... », comme écrit par erreur.

PHILIPPE SÉGUIN

Une coupe a rendu incompréhensible la fin du compte rendu du livre d'Alain Minc et Philippe Séguin *Deux France* ? (éditions Plon), dans *Le Monde* du 14 janvier. C'est la phrase de M. Séguin : « Baisser les taux d'intérêt à court terme n'est plus aujourd'hui la priorité, même s'il existe encore des marges de manœuvre » - phrase qui a sauté - qui amène son interlocuteur, M. Minc, à se réjouir en concluant que « le débat sur l'autre politique économique » est un débat post mortem.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Comité exécutif : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ; Dominique Aidun, directeur général ; Noël-Jean Legros, directeur de la rédaction ; Eric Planchon, directeur de la gestion ; Anne Chassebois, directeur délégué.
Directeur de l'information : Philippe Labande. Rédacteurs en chef : Thomas Fereczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Goussier, Daniel Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.
Maquet Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, Michel Titi, conseillers de la rédaction ; Daniel Verzet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Laurent (1991-1994).
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75011 PARIS CEDEX 15
TEL : (1) 46-45-25-25 Télécopieur : (1) 46-45-25-99 Télfax : 206-806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (1) 46-45-25-25 Télécopieur : (1) 49-40-30-10 Télfax : 261-311F

هكمان المل

ASSURANCES La Macif, la première mutuelle française d'assurance automobile, augmente pour la deuxième année consécutive ses tarifs. C'est à la fois la conséquence

des intempéries de 1994 et d'une politique de diversifications hasardeuses. **JACQUES VANDIER**, le fondateur de la mutuelle, a pris des participa-

tions importantes dans des banques qui ont rencontré de graves difficultés, comme Saga et la Banque commerciale privée, aujourd'hui en redressement judiciaire.

● **L'IMMOBILIER**, que ce soit par l'intermédiaire du promoteur de centres commerciaux Tréma ou des investissements hôteliers dans les Antilles françaises, à Saint-Martin,

coûte également très cher à la mutuelle. En conséquence, M. Vandier pourrait être amené à quitter la direction de la Macif plus vite qu'il ne le prévoit.

La Macif est contrainte d'augmenter ses tarifs

La première mutuelle d'assurance automobile française paye plus le prix de diversifications imprudentes décidées au milieu de la décennie 80 que les conséquences des intempéries des dernières années

LES 3,6 MILLIONS de sociétaires de la Macif (Mutuelle assurance des commerçants et industriels de France) vont de nouveau passer à la caisse. Après une augmentation de ses primes comprise entre 3 % et 10 % en 1994, la mutuelle, fondée par Jacques Vandier, réintègre en 1995 l'aggravation des sinistres climatiques en est, selon lui, la cause première. Mais la Macif, à l'instar de sa consœur la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires), s'est laissée entraîner dans une diversification hasardeuse. « Des opérations de placements malheureuses », admet-il, qui, conjuguées avec la chute des revenus financiers, commandent de reconstituer les fonds propres après une perte de 83 millions de francs en 1994.

C'est à la fin des années 80 que Jacques Vandier a l'idée de se lancer dans l'assurance. Il connaît la profession pour avoir été commissaire contrôleur à la direction des assurances. L'époque s'y prête : l'assurance automobile vient d'être rendue obligatoire. La Macif (Mutuelle assurance des instituteurs de France) existe déjà. Son rayonnement se limite au corps enseignant. Celui qui sera, plus tard, surnommé « le pape de la mutualité » (une appellation cocasse puisqu'il est protestant) se propose de conquérir les secteurs de l'économie qui n'ont pas encore rallié l'esprit mutualiste. Une démarche que ne peut qu'approuver la Macif. Jacques Vandier s'engage donc à vendre ses produits sans intermédiaire et à s'installer à Niort, siège historique de la mutualité.

Le succès est immédiat. Mais la Macif grandit trop vite et doit adapter ses structures en 1987, le prélude à une diversification malheureuse. Depuis trois ans déjà, Jacques Vandier et le conseil d'administration réfléchissent à une réorganisation de la mutuelle. Celle-ci est devenue trop importante et le système centralisé ne permet plus de la contrôler efficacement.

Le choix est simple : rester centralisé et multiplier les inspecteurs ou décentraliser. La seconde solution est adoptée. Onze régions sont créées. Elles reproduisent fidèlement le fonctionnement antérieur. Les directeurs régionaux s'appuient sur leur propre conseil d'administration, qui respecte à son tour l'équilibre politique. « La démocratie fonctionne mieux, car les organes sont plus proches des sociétaires », explique Jacques Vandier.

Le siège ne lâche cependant pas tous les pouvoirs. Si les régions sont autonomes dans la constitution de leurs provisions techniques, c'est Niort qui arrête les comptes, représente la mutuelle auprès des pouvoirs publics, impose un relèvement de tarifs dans une région si celle-ci est déficitaire, négocie la réassurance et gère les placements financiers destinés à préserver ou augmenter les fonds propres.

VENDEUR AU PLUS VITE
Les régions continuent à placer leurs fonds dans les obligations. Jacques Vandier, lui, se lance dans

les valeurs mobilières. Les Mutuelles de Niort (Macif, Maaf, Maif...) créent ensemble une société de participations : Offvalmo (Office de valorisation mobilière), dont Jacques Vandier est président. Il décide, via cet office, de prendre le contrôle de la banque Saga, dédiée à la gestion de fortunes (avec pour spécialité les crédits d'impôts fictifs) et la banque d'affaires.

Cette acquisition n'est pas du goût des autres actionnaires d'Offvalmo, qui demandent à la Macif de la prendre dans son propre portefeuille. Jacques Vandier s'exécute et détient désormais 51 % du capital de Saga aux côtés de deux actionnaires minoritaires dont la réputation n'est pas au-dessus de tout soupçon, Philippe Perret et Marc Petit. Pour la mutuelle, il s'agit d'une situation provisoire dont elle souhaite sortir au plus vite. Elle est d'ailleurs liée par une option d'achat au prix coûtant envers les deux autres actionnaires, qu'elle charge de trouver un acquéreur.

Jean-François Hénin, le patron d'Altus, filiale du Crédit lyonnais, cherche à la même époque à se développer dans la banque d'affaires et se déclare intéressé - très intéressé même - au rachat de la petite banque, malgré diverses mises en garde sur la santé de l'établissement et ses pratiques. L'acheteur est tout trouvé. Les deux actionnaires minoritaires font jouer leur option en 1989, rachètent la quasi-totalité des actions de la Macif au prix convenu de 642 francs l'action et les revendent le jour même à Altus à 1 200 francs, réalisant au passage une plus-value de 110 millions de francs.

« JE NE SUIS PAS UN CAPITALISTE »
Lorsqu'en 1990 la Banque Saga, qui se révèle décidément être une mauvaise affaire, affiche quelque 70 millions de pertes, c'est Jacques Vandier que Jean-François Hénin appelle au secours. Il n'est pas déçu. La Macif lui rachète pour 160 millions de francs la holding qui abrite des participations acquises par Altus - dont AOM et Jacques Fath - et la lui revend pour 1 franc symbolique. « Il m'avait tiré une épine du pied en rachetant Saga. Je ne suis pas un capitaliste. Je devais l'aider », explique Jacques Vandier.

C'est encore l'amitié qui entrainera la Macif dans la société Tréma, premier développeur-investisseur et gestionnaire de centres commerciaux européens, devenue sa filiale à 75 %. « Une affaire lourde à porter », convient-il. L'origine de cette affaire est ancienne. C'est son ami Gilbert Magal, alors président de la GMF et franc-maçon, qu'il a aidé à financer la construction de sa tour administrative de la ville communale de Gennevilliers, qui lui présente Roger Flament. Ce dernier a monté une société de promotion de centres commerciaux.

L'homme a de l'ambition et veut se lancer dans des opérations plus importantes. Pour trouver des fonds, il se tourne naturellement vers la GMF et la Macif. « L'idée de construire des centres commerciaux

entourés de galeries marchandes était excellente », se rappelle Jacques Vandier. « Faute de la promotion edge d'importants crédits bancaires, difficiles à trouver en l'absence de recettes immédiates. La Macif apportait sa garantie. Lorsque la promotion était louée, les banques consentaient alors des crédits à long terme et la garantie tombait. »

SOUTIEN AVENUEMENT

Les premières affaires se déroulent sans problème. Mais, grisé par le succès et soutenu aveuglément par ses actionnaires, Roger Flament s'attaque à des opérations trop importantes, mal ficelées, « dont le prix de revient était trop élevé », dit M. Vandier sans en expliquer les raisons. Pour corser le tout, Roger Flament commet des imprudences et, en 1994, est accusé d'avoir versé des pots-de-vin à différents partis politiques ita-

liens pour obtenir un permis de construire dans la banlieue de Turin. Pour la Macif, qui a consenti des garanties à hauteur de 1,4 milliard et des avances en compte courant de 800 millions de francs, l'affaire tourne au cauchemar. La mutuelle cherche aujourd'hui à se désengager aussi de ce dossier.

Autre affaire délicate : la Banque commerciale privée, mise en liquidation judiciaire, dont la Macif détient 16,8 % du capital, une participation qui lui a coûté 36 millions de francs et dont elle possède 50 millions de certificats de dépôt. Enfin, conservant toute son estime pour Jean-François Hénin, Jacques Vandier a pris 20 % de la nouvelle société de l'ex-patron d'Altus, Electricité et eaux de Madagascar.

La magnifique aventure menée par Jacques Vandier, membre du PS, conseiller régional de Poitou-Charentes, qui a bâti la première mutuelle d'assurance automobile

de France, va-t-elle être entachée par les sorties de route de son fondateur ? L'effort de solidarité demandé aux régions pour renforcer les fonds propres à la suite du coût des intempéries subies par certaines d'entre elles, mais également pour compenser les pertes subies dans des placements malheureux, a donné lieu à d'âpres discussions au sein du conseil d'administration.

Jacques Vandier, qui aura soixante-huit ans en avril prochain, doit théoriquement quitter la direction générale de la mutuelle d'ici trois ans. Mais certains estiment qu'il devrait songer à passer la main plus tôt. Une hypothèse qu'il n'exclut d'ailleurs pas. La relève est pourtant loin d'être assurée. Pendant trente-cinq ans, le patron de la Macif a symbolisé le monde mutualiste, et il ne semble pas avoir préparé sa succession.

Babette Stern

Avec la GMF aux Antilles

En 1985, la Macif se laisse entraîner par la GMF dans l'acquisition de terrains à Saint-Martin, dans les Antilles. Les deux mutuelles prennent chacune 50 % d'un investissement qui s'élève, une fois le complexe hôtelier construit, à près de 500 millions de francs. Mais, alors que Michel Baroin, patron de la GMF, s'aventure du côté néerlandais, Jacques Vandier reste prudemment en zone française, ce qui lui permet de décaler l'investissement. Malgré l'échec commercial, à ce jour, la Macif n'a pas perdu d'argent sur ce dossier. « Les économies d'impôt compensent les pertes », explique le patron de la mutuelle. Mais ça ne durera pas : la Macif cherche aujourd'hui à vendre par tous les moyens.

Futurs actionnaires-témoins, préparez vos yeux, vos oreilles, vos valises et vos stylos.

Vous avez été plus de 950 à proposer votre candidature comme actionnaire-témoin. Merci à tous. Dans les jours qui viennent, chacun recevra une réponse écrite et saura ainsi s'il fait partie des 50 actionnaires sélectionnés pour l'année 1995.

Dès le mois de février, vous serez un premier groupe de dix actionnaires-témoins à voir s'ouvrir devant vous les portes du monde TOTAL. Vous irez voir sur le terrain les réalisations de TOTAL en Indonésie.

A travers vous, TOTAL donnera à tous la possibilité de découvrir la réalité de ses activités, de ses métiers, de ses projets. Alors, préparez-vous à poser des questions. Car vous aurez ensuite à transmettre au plus large public ce que vous aurez vu et appris.

Tous ceux que cela intéresse pourront lire vos comptes rendus dans leurs journaux habituels. D'avance, nous vous en remercions.

VOUS NE NOUS CHOISIREZ PAS PAR HASARD.



Le secret de la réussite

Dans les années 60, pour lancer son activité, Jacques Vandier exploite un circuit en friche : les comités d'entreprise. C'est par eux - et les syndicats - qu'il décroche ses premiers contrats. Il se révèle un gestionnaire hors pair et sans état d'âme. Ses placements sont exclusivement obligataires. Il sélectionne les risques en faisant remplir à la main les contrats par les clients potentiels (celui qui ne réside pas en bon français n'est pas accepté) et invoque la trahison de l'esprit mutualiste pour résilier les contrats dès qu'un sociétaire collectionne les accidents. A ce régime, la Macif mange rapidement la laine sur le dos des assureurs traditionnels. En 1978, dix-huit ans après sa création, la mutuelle compte un million de sociétaires. Son fonctionnement est démocratique. La Macif repose sur les principes de la solidarité. Son conseil d'administration respecte un savant équilibre politique où sont représentés l'ensemble des syndicats, le PS, le PC et... les francs-maçons. Sa santé est florissante. L'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981 viendra encore renforcer l'influence des mutuelles de Niort dans l'économie française.

La deuxième centrale chinoise de Daya Bay est une chance pour le nucléaire français

La commande signée à Pékin va préserver des emplois dans l'Hexagone

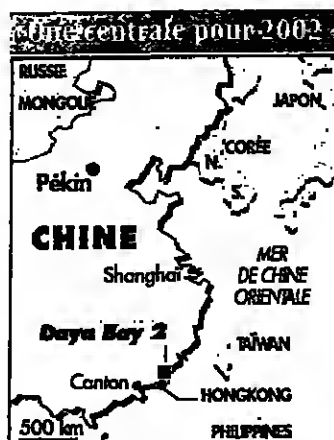
Après avoir construit la première centrale nucléaire au sud de la Chine, la France a obtenu de Pékin la réalisation d'une deuxième unité sur le

même site. Framatome, EDF et GEC-Alsthom sont intéressés. Mais, pour enlever la décision, Paris a dû consentir le plus gros crédit export ja-

mais monté par les autorités françaises pour un contrat industriel. Ce succès doit préserver l'emploi chez Framatome au-delà de l'an 2000.

PÉKIN

Après d'âpres négociations, le ministre français de l'Industrie, José Rossi, et le vice-premier ministre chinois, Zou Jiahua, ont signé dimanche 15 janvier, à Pékin, des lettres d'intention à des entreprises françaises la construction d'une seconde centrale nucléaire à Daya Bay, dans la province de Guangdong, au sud de la Chine, près d'Hongkong. La centrale, qui sera équipée de deux réacteurs de 1 000 mégawatts, représente un investissement de 18 milliards de francs, dont 15 milliards pour la France. Elle sera construite par le même groupe d'entreprises, Framatome, EDF et GEC-Alsthom, qui ont réalisé la première centrale de Daya Bay, deux tranches de 900 mégawatts, démarrée en 1994. Après le succès de cette première réalisation, les Chinois ont demandé de voir un an aux Français



de réaliser une deuxième unité. Des discussions se sont engagées en novembre, de « gré à gré » entre les deux pays, sans appel d'offre international, avec pour date butoir le 14 janvier à minuit. Le montant des

contrats pour les trois firmes françaises oscille entre 10 et 11 milliards de francs, le restant représentant les intérêts capitalisés dont bénéficieront des banques françaises menées par la BNP. L'ilot nucléaire construit par Framatome est estimé à environ 6 milliards de francs, la partie intermédiaire, représentant l'interface entre le réacteur et les installations conventionnelles, coûtera 1 milliard de francs. La partie conventionnelle revenant à GEC-Alsthom vaut un peu moins de 3 milliards de francs, tandis que l'ingénierie assurée par EDF atteindra le milliard de francs.

De plus, le premier ministre, Li Peng, a confirmé l'attribution définitive à GEC-Alsthom de la centrale thermique de Luohang II dans le Sichuan qui avait fait l'objet d'une lettre d'intention en juillet 1994. Le montant de ce contrat s'élève à 1,6 milliard de francs.

Le ministre de l'Industrie, José Rossi, ne cachait pas dimanche sa satisfaction pour ces commandes qui interviennent un an, presque jour pour jour, après la normalisation des relations entre Paris et Pékin. Daya Bay II représente à lui seul « un montant supérieur aux exportations françaises vers la Chine en 1994 ».

9 000 EMPLOIS

Chez Framatome, l'acteur principal de cette réalisation, la réaction est contrastée, avec d'un côté la satisfaction de reprendre les exportations interrompues depuis neuf ans, d'assurer l'emploi au-delà de l'an 2000, et de l'autre la déception sur le

prix retenu. « On a fait des sacrifices considérables durant les discussions », raconte dimanche matin Jean-Claude Lévy, fatigué et dépité. « Par rapport à Daya Bay I, qui était déjà la centrale nucléaire la moins chère du monde, on a baissé le prix de revient de 20 % ».

Mais, en contrepartie, le constructeur de centrales renforce sa position en matière nucléaire en Chine et, seul étranger à y opérer, est bien placé pour participer à l'extension de la centrale de Qinshan. Elle pourrait fournir un réacteur de 600 mégawatts.

Ce contrat permet également d'assurer le plan de charge de son usine de Chalon-Saint-Marcel, en Bourgogne, au-delà de l'an 2000, et d'assurer le maintien de 9 000 emplois dans cette branche d'activité du groupe.

Dominique Gallois

■ **ALCATEL CIT** : un contrat en Chine. La compagnie française a signé, samedi 14 janvier, un contrat avec l'opérateur chinois Beijing Telecom Administration (BTA) pour l'équipement d'un réseau permettant de transmettre à très haute vitesse des informations entre des entreprises. D'un montant modeste, environ 5 millions de francs, cet accord permet au groupe français d'expérimenter ce système à Pékin. De son côté, la compagnie américaine ATT a pris pied sur ce marché en s'implantant à Canton voici quelques semaines.

La SNCF veut augmenter ses recettes de 40 % en trois ans

La concurrence avec l'avion s'accroît

LA SNCF n'a pas tenu ses promesses. En janvier 1994, l'entreprise publique avait programmé un gain de trafic de 5,3 %. Ce gain n'a finalement été que d'un peu plus de 1 %, ce qui représente deux millions de voyageurs supplémentaires, alors que les recettes ont reculé.

Jacques Berducou, le directeur de l'activité grandes lignes à la SNCF, qui a présenté, dimanche 15 janvier à Venise, ses objectifs sur trois ans, avance trois explications à ces contre-performances. La consommation des ménages a été plus faible que prévu : 0,7 % au lieu des 2,5 % escomptés. Le retard pris dans le lancement du TGV Eurostar entre Paris et Londres a porté un coup dur à la relation. Enfin, les mesures confuses et une qualité de service insuffisante, notamment en terme de régularité des trains, ont découragé la clientèle. Il a donc fallu attendre le second semestre 1994 pour voir les courbes de trafic s'infléchir.

L'entreprise saura-t-elle adopter les méthodes marketing du secteur privé ? Afin de progresser dans cette voie, la SNCF vient de nommer Patrice Bruneau, ancien directeur général du groupe BSN-Danone en charge de la branche bière, directeur adjoint des grandes lignes. Il devra appliquer les recettes qui ont cours dans la grande distribution à une entreprise qui préférerait jusqu'à présent des hommes du sérail portés du grand public, comme on l'a vu à travers la conception de Socrate. Et cela sans perdre de vue ses missions de service public.

Car « l'objectif ambitieux » de la SNCF consiste à faire passer le chiffre d'affaires de son activité grandes lignes de 20,6 milliards de francs, à la fin de 1994, à 28,6 milliards à la fin de 1997, soit un accroissement de 40 %. Globalement, l'augmentation de l'offre - à savoir la montée en puissance d'Eurostar, des liaisons TGV de province à

province grâce au contournement de Paris - devra contribuer pour 60 % à cette relance. Les 40 % restant seront parmi les plus difficiles à gagner, puisqu'ils reposent sur une amélioration du service et des méthodes commerciales.

LA PREMIÈRE CLASSE CHOÏE

Pour commencer, la SNCF table déjà, en 1995, sur une augmentation de 12,5 % de son chiffre d'affaires grandes lignes, dont 8 % grâce à Eurostar. Les hausses des tarifs atteindront cette année 2,4 %, à partir du 22 janvier. « Cette hausse est à comparer à celle d'Air Inter, qui s'élève à 2,9 %, ou à la hausse moyenne des carburants, de l'ordre de 5,5 % pour la voiture », note Jacques Berducou. Les augmentations les plus importantes concerneront les relations à grande vitesse inférieures à deux heures trente (+4,5 %). En revanche, certaines destinations grandes vitesses fortement concurrencées par l'avion comme sur le TGV Méditerranée n'augmenteront pas : la SNCF, qui avait déjà lancé des prix plus compétitifs sur ces destinations vers le Sud-Est au-delà de Valence (baisse de 7 % en moyenne), poursuivra dans cette voie. En 1995, seules une dizaine de destinations devraient être concernées, principalement vers le Sud-Ouest. Paris-Toulouse, fortement concurrencé par l'avion, pourrait figurer en tête de liste.

Plusieurs opérations, dont la modernisation du TGV Sud-Est, la rénovation de 830 voitures Corail d'ici à la fin 1997, ainsi qu'une politique de relance de certains produits comme le train-automobile, sont en cours. La clientèle de première classe, qui a subi une érosion importante ces dernières années, sera particulièrement choyée. Enfin, la SNCF explore de nouveaux produits à destination des voyageurs de loisirs.

Martine Laronche

Eridania-Beghin-Say renonce à se diversifier

LE GROUPE Eridania-Beghin-Say (EBS) poursuit son recentrage sur la production de sucre et d'amidon. Après avoir racheté, au prix fort, Lesieur en 1988 et surtout Ducros en 1992, pour vendre des produits de grande consommation à forte valeur ajoutée, le groupe contrôlé par l'italien Ferruzzi-Montedison, et qui réalise 51 milliards de chiffre d'affaires, fait marche arrière. Il a annoncé le 13 janvier aux comités d'entreprise concernés la cession des sauces, mayonnaises et condiments vendus sous les marques Lesieur et Ducros. Ces activités, qui représentent un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, seront reprises par l'américain CPC (Knorr, Banania, Alsa, etc.).

Depuis le début de l'année, Stefano Melloni, le nouveau président d'EBS, s'est délesté de deux autres sociétés, détenues à 50-50 avec Sodial, pour un montant global de 550 millions de francs : la société laitière Prodipal et Vedial, spécialiste des pâtes à tartiner allégées. Dans l'agroalimentaire, EBS n'a pas la taille critique. Le reste des activités de Lesieur et Ducros sera donc sans doute vendu quand EBS aura trouvé un acquéreur. « Si les sauces sont vendues, y a-t-il encore une logique à conserver les épices Ducros ? », s'interroge Sylvio Massot, analyste financier chez Morgan Stanley. Seules les huiles d'olive semblent intéresser encore EBS, qui continue de renforcer sa position de leader européen. Il est en train de racheter 50 % du fabricant d'huile d'olive Oliprovence, dont il détenait déjà 50 %.

Eridania-Beghin-Say entend se renforcer dans ses métiers de base, la transformation des produits agricoles. Les perspectives de développement dans le sucre, qui reste la vache à lait d'EBS (26 % du chiffre d'affaires, mais 55 % du résultat d'exploitation du groupe), sont relativement limitées. Numé-

ro un européen, EBS ne peut guère se développer plus sans s'attirer les foudres de la Commission de la concurrence de Bruxelles. Mais il rechignera à s'implanter dans le sucre hors CEE. L'expérience hongroise est difficile, le marché américain est beaucoup moins protégé, et le reste du monde utilise du sucre de canne inconnu d'EBS.

Le groupe veut en revanche s'étendre dans son deuxième métier, l'amidon (8 milliards de francs de chiffre d'affaires), où il est leader en Europe avec un tiers du marché. Comme pour le sucre, pour des raisons de concurrence, la filiale de Montedison ne peut plus croître de ce côté-ci de l'Atlantique. Pour prendre pied aux Etats-Unis, Stefano Melloni veut reprendre le numéro cinq américain de l'amidon, American Maize Products. Il a proposé aux deux familles qui détiennent 30 % du capital, mais 70 % des droits de vote, de racheter leurs actions au prix de 32 dollars chacune, valorisant la société à 330 millions de dollars (1,750 milliard de francs).

« C'est peu cher payé », commente Etienne Laussinotte, directeur à Paris de la société de Bourse Raymond James, d'autant que l'actif net par action d'American Maize est de 21,5 dollars. Un avis apparemment partagé par les familles propriétaires et le conseil d'administration de la société, qui ont décliné, le 9 janvier, l'offre d'EBS. Mais Stefano Melloni veut jouer sur les divisions entre les deux familles en procès l'une contre l'autre pour le contrôle d'American Maize Products.

Pour l'heure, les boursiers n'ont qu'une crainte : qu'EBS rachète trop cher la société américaine, comme il l'a déjà fait pour Ducros et Lesieur.

Arnaud Leparmentier

Une négociation serrée, à la virgule près

PÉKIN

Fatigués mais satisfaits. Pourtant, jusqu'au dernier instant, les négociateurs ont bien cru que les contrats attribués à Framatome, GEC-Alsthom et EDF pour la construction de la centrale nucléaire de Daya Bay ne pourraient se conclure. Dimanche matin, quelques minutes avant la signature des lettres d'intention, l'accord sur les montages financiers, laborieusement élaboré pendant la nuit, a failli trébucher sur une petite virgule.

Alors que les appariteurs chinois répétaient le cérémonial, ajustant sur la table les drapeaux des deux pays, et vérifiant les stylos, l'un des membres de la délégation française découvrait une erreur dans le texte définitif d'un des contrats. Une virgule avait été déplacée vers la gauche, modifiant à la baisse l'un des prix, au point de le rendre « ridicule », selon ses mots. Subitement la solennelle et

calme « Maison des hôtes étrangers » fut le théâtre de va-et-vient précipités pour empêcher de commettre l'irréparable en apposant les paraphe officiels sur de telles lettres. « C'est encore une entorse, nous ne pouvons signer un tel document », fulminait un banquier, déjà éprouvé par deux nuits blanches. « Ce protocole, nous vous l'avons transmis à 3 heures du matin, mais nous en avons eu une dizaine de différents », lui répondait son avocat en essayant de trouver l'origine de cette erreur. « Rien de grave, après tout ce n'est certainement qu'une faute de frappe, nous allons la corriger », s'empressa d'ajouter un de ses collaborateurs, vena à la rescousse. D'un pas décidé, il se rendait une ultime fois auprès de la représentation chinoise et parvenait à rectifier le texte. La cérémonie de signature put se dérouler comme convenu, les officiels s'échangeant de longues poignées de main, sur fond de fresques bu-

coliques chinoises. La séance de congratulations ne fut ni trop brève ni trop étendue, juste assez longue cependant pour donner quelques inquiétudes au protocole, qui voyait déjà l'avion d'Air France repartir vers Paris sans la quinzaine de négociateurs.

« Ce n'est pas sans raison qu'ils ont inventé le supplice chinois », maugréait un des experts soumis en permanence « au chaud et froid » de ses interlocuteurs. Comme dans toute négociation internationale, la tension s'est amplifiée à mesure qu'approchait la date butoir des discussions, samedi 14 janvier à minuit. Concrètement, les trois derniers jours ont été les plus difficiles, obligeant les patrons de tous les groupes concernés - Jean-Claude Lévy pour Framatome, Gilles Ménage pour EDF, Pierre Bilger pour GEC-Alsthom, et Jacques Despons, le directeur de la BNP chargé de financements internationaux - à coordonner leurs stratégies. Ils se retrouvaient régulièrement à l'ambassade de France, pour faire le point avec Jean-Pierre Landau, directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), et José Rossi, le ministre de l'Industrie.

« ILS VONT ME PLUMER »

La volonté d'aboutir paraissait manifeste côté chinois. Ainsi, jeudi 12 janvier, l'ambassadeur de Chine à Paris s'était rendu à l'aéroport de Roissy pour souhaiter bonne chance à José Rossi avant son départ. Vendredi 13, alors que chaque partie négociait, des rumeurs évoquaient l'organisation d'un banquet par les autorités gouvernementales en fin d'après-midi pour célébrer l'accord. Ce n'était qu'un mirage.

Samedi 14, au milieu des discussions, le premier ministre Li Peng recevait avec une amabilité extrême la délégation française dans son ensemble. Dès l'entrée des négociateurs, il saluait le patron de Framatome d'un sonore « Bonjour, Lévy », et rappelait qu'il connaissait également bien le président d'EDF.

Tout semblait aller pour le mieux, et la durée de l'événement - une heure - était en elle-même perçue comme un signe positif. « Le tarif normal, ici c'est vingt minutes. Si l'entretien dure, c'est que le courant passe », commentait un des membres du protocole qui at-

tendait sur le perron, dans le froid, retournant périodiquement dans sa voiture, pour se protéger du vent glacial et sec. L'intérêt manifesté du premier ministre chinois pour la centrale nucléaire de Daya Bay ne l'empêcha pas de demander courtoisement à ses hôtes de retourner négocier.

Dans différentes salles de réunion, les discussions reprirent, mais pas du tout comme prévu. A leur grand désarroi, les Français se retrouvèrent face à des interlocuteurs muets, ne voulant plus bouger et encore moins faire de concessions. « A cet instant j'ai bien cru que tout était terminé », raconte un des coordinateurs du dossier. « Nous avons été les seuls à faire des efforts, et en face ils n'avaient pas fait le moindre geste depuis le début. Visiblement ils s'attendaient à ce que nous baissions encore nos prix. Nous ne le voulions plus. » « Ils vont me plumer », affirmait alors Jean-Claude Lévy à José Rossi, manifestement très surpris, voire tantinet sceptique. « Je n'ai jamais vu quelqu'un dans cette situation continuer à sourire », confiait plus tard le ministre.

Avant d'ovisionner une rupture des négociations, un émissaire était envoyé dans la soirée vers un proche de Li Peng pour lui demander des explications. La réponse fut rapide et courte : les Chinois feront un geste, et tout sera bouclé d'ici à minuit. Mais la proximité de l'échéance étant trop courte, il fut convenu de se réfréter à l'heure universelle - le minuit sur cette échelle correspondant à 8 heures à Pékin. « Nous nous en doutions, ils sont coutumiers du fait », révélait un des membres de l'équipe de GEC-Alsthom. « Nous sommes alors repartis pour une deuxième nuit de travail », confiait, excédé, un banquier en mal de sommeil.

Ce fut ensuite d'une précision à faire pâlir un Suisse. A 2 h 30 du matin, la tranchée nucléaire concernant Framatome fut bouclée. Deux heures plus tard, ce furent celles des équipements conventionnels (turbines alternateurs) et de l'ingénierie, confiées respectivement à GEC-Alsthom et EDF. Enfin, 8 heures sonnaient quand le montage financier fut arrêté. Eo sonne, ce fut une négociation serrée, mais on ne peut plus normale, à la virgule près.

Dominique Gallois

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
THE LINK BETWEEN CONTINENTS
114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
Spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

DBA Doctorate of Business Administration for International Management
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco + Thèse
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle

MBA Master of Business Administration for International Management
■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Médecins, Pharmaciens, DEA, DESS, Grandes Ecoles, IEP, Maîtrises...
Avec expérience professionnelle ou stages validés

BBA Bachelor of Business Administration for International Management
■ « Undergraduate Program » de 18 mois à San Francisco
■ Sélection : BAC + 2 et 3

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY
ACCREDITED W.A.U.C. (c) A.C.B.S.P., A.C.I.C.S.

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40-70-14-21 - Fax : (1) 40-70-10-10
Autres centres de sélection : Amérique, Asie, Europe

مكتبة الأمل

INDICATEURS

Forte au cours des trois premiers trimestres de 1994, la croissance s'est ralentie en fin d'année. Elle se poursuivra en 1995, mais à un rythme encore incertain

tion des ménages. Mais les conditions de ce « passage de témoin » sont difficiles à apprécier vu les incertitudes, notamment fiscales, liées à l'élection présidentielle, qui risquent d'entretenir des comportements attentistes.

tations se confirme. A 111,7 milliards en octobre, elles atteignent un niveau record, et l'ensemble des enquêtes de conjoncture montrent que la demande étrangère s'affaiblit. Même si les nouveaux accès de faiblesse du dollar, de lire et de la peseta risquent de freiner quelque peu leur développement, il y a là un socle sur lequel pourra reposer la deuxième phase de la reprise.

Hervé Monnet

★ Hervé Monnet est directeur de études économiques de la Société générale.

Hervé Monet

★ Hervé Monnet est directeur des études économiques de la Société générale.

	1993	1994				
	4 ^e tri.	1 ^{er} tri.	2 ^e tri.	3 ^e tri.	octobre	novembre
Production manufacturière (1)	104,2	107,5	110,5	112,5	111,6	
Perspectives de production (2)	-12,7	+0,3	+12,7	+10	+20	+16
Consommation manufacturière (3)	54,9	55,5	56,3	57,1	56	56,9
Immatriculations automobiles (4)	144,3	145,6	170,3	169,8	161,3	180,9
Demande de logements neufs (5)	-61	-48	-37	-43	-57	
Confiance des consommateurs (6)	72	77,7	84	85	84	83
Demande étrangère (7)	-48	-34,7	-10,7	-4,3	-1	+9

(1) Base 100 en 1985. (2) Solde opinion industrie, en pourcentage. (3) Milliards de francs 1980. (4) Moyenne mensuelle en milliers. (5) Solde opinion promoteurs, en pourcentage. (6) Indice. (7) Solde opinion industrie, en pourcentage. Source : INSEE.

Proche-Orient : les incertitudes de la reconstruction

est d'ailleurs considérée comme le plus fort pour l'ensemble du Golfe.

Avec deux pays qui dépassent 60 millions d'habitants d'ici à la fin du siècle (Iran et Egypte), trois si l'on ajoute la Turquie et certaines populations bédouines de pouvoirs d'achat élevés (dans le Golfe, mais aussi ailleurs, dans les classes moyennes), le commerce traditionnellement en retard de la libéralisation économique, le Proche-Orient est en mesure de porter pour les biens de consommation et pour les grands travaux. En outre, en dépit des aléas du prix du baril, les projets miniers ne tarissent pas. Le principal réservoir d'hydrocarbures de la planète, la région peut encore offrir d'importantes développements en matière de pétrole (sauf en Arabie saoudite, où l'ingénierie) mais, au

Yves Gerosse

★ Yves Garousse est analyste à Nord Sud Export.

Automobile : le redressement de l'activité se généralise

« *Balladuristes* », la croissance de leurs ventes ne soit compromise. « Je crois qu'il faut aménager la sortie des mesures gouvernementales pour éviter une ruée du consommateur jusqu'au 30 juin d'un arrêt net de la demande à la suite », a déclaré jeudi 12 janvier le PDG de Renault.

De manière générale, les japonais sont les grands perdants de cette année 1994. Sur le marché européen, leur part de marché est tombée à 10,9 %, contre 12,3 % en 1993. Aux Etats-Unis, le constat est moins noir : compte tenu de l'envoie de la demande et de l'incapacité des « *Big Three* » à répondre, ils ont légèrement augmenté leur part de marché. L'réévaluation du yen ne les a pas aidés, même si, aujourd'hui, ils produisent une grande part de voitures qu'ils vendent à l'étranger ailleurs qu'au Japon. Cependant, sur leur propre marché, les constructeurs nippons n'ont pas non plus bénéficié d'une franche reprise. Les immatriculations ont en effet augmenté, d'après JAMA, de moins de 1 % pour atteindre un peu plus de 4,2 millions d'unités.

Virginie Malingre

Virginie Malinver

ENTREPRISE

Renault : interrogations sur l'avenir

DÉMENTANT les doutes fort mulés au départ, la privatisation partielle de Renault a finalement connu un vif succès auprès des investisseurs. Quatre-vingt-quatre jours après avoir été introduite en Bourse, l'action Renault a reçu une consécration en étant admise le 9 février, au CAC 40, indice de référence du marché français. Au cours actuel, le titre Renault est coté à 120 francs, soit une plus-value capitalisée en Bourse sensiblement supérieure à celle de son principal concurrent, plus cher à l'horizon 96 que son traditionnel rival Peugeot.

Pourtant, la pérennité des résultats de Psa-Régie ne semble pas totalement assurée. Quatre éléments incitent à la prudence. D'abord les perspectives du marché français, dont la dynamique doit s'étendre à la mi-95 avec la suppression de la « prime à la casse », ce qui devrait ralentir les ventes mais aussi provoquer un transfert vers le milieu de gamme, moins favorable pour Renault. Par ailleurs, la vulnérabilité des positions commerciales de l'Espace se précise. C'est l'existence même d'une rente de situation qui est menacée par la banalisation, dans une concurrence sévère, de ce segment de marché. Or ce modèle a constitué le creux de profit ma-

teur du groupe au cours des trois dernières années. Face à cette évolution, tout repose sur la capacité du groupe à compenser, par des gains de productivité sur les autres modèles, la faiblesse redoutée de la rentabilité sur l'Espace.

Troisième interrogation : le poids lourd. Le maintien des résultats de la filiale américaine Mack Trucks en 95 repose sur l'hypothèse d'une poursuite du haut du cycle actuel aux Etats-Unis. Dans le cas contraire, la borne orientale du marché européen ne serait pas suffisante. Enfin, la faiblesse des monnaies latines en Europe défavorise les constructeurs français face à la nouvelle compétitivité du groupe Fiat et de sa filiale poids lourds Iveco, qui disposent de gammes très concurrentes.

Ces éléments défavorables ne devraient pas trop peser sur les résultats du Renault en 1995, mais ils justifient une certaine prudence dans l'appréciation des performances futures du groupe.

Pierre Pary

★ Pierre Pary est analyste financier à la société de Bourse Messager-Rouelle.

★ Pierre Pery est analyste financier à la société de Bourse Mauchart-Rousselle.

La Banque directe favorise la flexibilité et le maintien des effectifs

Un accord novateur en matière d'emploi

Une négociation importante entre les syndicats et la direction de la Compagnie bancaire (groupe Paribas) et de sa filiale, la Banque di-

recte, devait aboutir lundi 16 janvier. Les syndicats entérinent une organisation du travail par roulement et relai à la « banque sans guichet ».

La direction, de son côté, accepte une réduction du temps de travail et surtout le maintien des effectifs dans la maison mère.

LES DIRECTIONS de la Compagnie bancaire et de sa filiale, la Banque directe, devaient conclure, le lundi 16 janvier, une négociation historique sur l'emploi. Disposition essentielle de l'accord imminent : les syndicats signataires (vraisemblablement la CFDT, Force ouvrière et le SNB-CGC) admettent de « déroger expressément au décret du 31 mars 1937 », et la direction du groupe Compagnie bancaire consent à réduire le temps de travail des salariés concernés et surtout « garantir (...) la stabilité des effectifs permanents au niveau constaté par les parties au 31 décembre 1994, soit 6 806 collaborateurs ». Si les syndicats acceptent une dérogation dans la filiale, la direction s'engage donc pour la maison-mère. Cet accord conclurait ainsi de façon spectaculaire ce qui était au départ apparu comme un bras de fer.

L'annonce, à l'automne dernier, de l'ouverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre et six jours sur sept de cette banque sans guichet avait,

en effet, suscité les foudres syndicales. Ne contournait-elle pas le fameux décret de 1937 qui interdit aux banques non mutualistes tout travail par roulement et par relai et impose deux jours de congés consécutifs dont le dimanche ? Saisi de cette affaire par trois syndicats (CFDT, CGT, FO), le juge des référés du tribunal de Paris confia le dossier à un conciliateur, André Philbert, ancien haut fonctionnaire au ministère du travail, chargé de trouver un terrain d'entente avant le jugement sur le fond le 31 janvier.

VINGT NOUVEAUX EMPLOIS

Dans le projet d'accord, les organisations syndicales, « conscientes du potentiel d'emplois nouveaux que comporte en général une augmentation de l'amplitude de fonctionnement des services, assortie notam-

ment d'une réduction significative du temps de travail », acceptent le travail par relai et par roulement pour les équipes commerciales. Trois équipes, constituées exclusivement de volontaires, assurent le travail entre 7 heures et 22 heures. La première commence à 7 heures et travaille 35 heures par semaine, la deuxième commence à 9 heures et travaille 37 heures et la troisième finit à 22 heures et travaille 39 heures. Or toutes sont rémunérées sur la base de 39 heures.

Quant au service de nuit, il est « assuré par deux équipes constituées au minimum de deux personnes et travaillant trois nuits par semaine ». La nuit ne pouvant excéder 9 heures, les salariés concernés travailleront 27 heures payées 39 par semaine. Par ailleurs, voulant prouver que la Banque directe, qui n'em-

ploie qu'une quinzaine de salariés, ne nuit pas aux activités bancaires classiques, la direction s'engage à maintenir les effectifs dans le groupe durant les deux années que couvre l'accord et à créer, à la Banque directe, vingt nouveaux emplois cette année et vingt-cinq en 1996.

Si ce schéma est effectivement retenu, chacun pourrait s'estimer satisfait. En acceptant de substantielles contreparties, la direction placerait la barre assez haut pour que d'autres concurrents éventuels hésitent finalement à l'imiter. De leur côté, les syndicats voient à l'occasion revêue de montrer qu'ils acceptent le changement pour peu qu'ils obtiennent des garanties sur l'emploi.

Frédéric Lemaître

Pays-Bas : lutter contre l'argent sale

AMSTERDAM

Les Pays-Bas viennent de franchir une étape attendue dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Après l'obligation faite aux banques, depuis le 1^{er} janvier 1994, de signaler les transactions suspectes au Centre de communication des transactions inhabituelles - qui a reçu 15 000 déclarations, dont 1660 jugées douteuses, - l'heure du contrôle des bureaux de change par la Banque centrale a sonné.

Depuis le début de 1995, ces nombreuses officines sont tenues d'être inscrites, avant le 1^{er} mars prochain, auprès de la Banque centrale, organe désormais chargé de leur tutelle. Cette démarche implique une enquête sur les antécédents judiciaires des propriétaires et autres personnes à responsabilité, ainsi que le contrôle de l'administration. Chaque opération devra obligatoirement être traitée et rapportée séparément à la Banque centrale, afin de rendre plus difficiles les manipulations d'argent sale. Tout manquement entraînera l'intervention des services du Contrôle économique (ECD) et, éventuellement, de la police. Les banques du territoire auront interdiction d'encaisser les sommes en provenance des bureaux non enregistrés. « Cela ne les empêchera pas de s'adresser aux établissements des pays voisins, reconnaît Bert Groothoff, porte-parole de la Banque centrale. Tant que cela restera possible, nous ne

pourrions pas bannir totalement le lessivage de l'argent sale mais simplement le rendre plus ardu. » Ce dernier rappelle que « l'Allemagne n'a pas encore de règlement équivalent et la Belgique se penche actuellement sur la question ».

En instaurant ce contrôle, les Pays-Bas tentent de mettre un frein à l'explosion du nombre de bureaux de changes depuis le milieu des années 80. Il existe dans ce petit pays cent vingt officines de changes enregistrées dans une chambre de commerce, installées en grande majorité à Amsterdam. Selon la police, ce nombre serait, en fait, deux fois supérieur et l'ensemble traiterait annuellement plusieurs milliards de florins (1 florin vaut environ 3 francs) : un montant largement supérieur à la véritable demande touristique, estimant tant la police que l'organe de tutelle. Conclusion : une partie d'entre eux se livrent à d'autres activités, notamment au blanchiment de l'argent sale. Longtemps restée au stade du soupçon, cette impression a été confirmée en octobre 1993, lorsque la police d'Amsterdam a mis en lumière le lessivage, en cinq ans, de 500 millions de florins par cinq bureaux de change, lors d'une opération baptisée justement « Veau d'or ». Selon les estimations de la Banque centrale, entre cinquante et soixante-dix bureaux de change ne passeront pas l'étape de l'inscription.

Alain Franco

COMMUNICATION

Le marché unique de l'audiovisuel serait mis à l'épreuve d'une formule transitoire pendant deux ou trois ans

Le nouveau commissaire européen Marcelino Oreja devrait faire des propositions à la mi-février

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant
Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères, a cité les « affaires culturelles » parmi les priorités de la présidence française et a insisté pour que la Commission européenne présente rapidement des propositions d'aménagement de la directive « Télévision sans frontière » (TSE, qui organise le marché unique de l'audiovisuel). Le gouvernement français, se faisant ainsi l'écho d'une large partie de la profession, souhaite que la future réglementation assure, dans des conditions juridiques meilleures qu'aujourd'hui, la promotion de la production audiovisuelle européenne.

Il reste à savoir comment réagira la nouvelle Commission, présidée à partir du 23 janvier par le Luxembourgeois Jacques Santer. Marcelino Oreja, le commissaire (espagnol) désormais chargé du dossier, prendra-t-il comme base de réflexion le projet de son prédécesseur, le Portugais João De Deus Pinheiro, ou la discussion devra-t-elle repartir à zéro ? Depuis novembre 1994, le projet de la direction générale des affaires culturelles de la Commission a sensiblement évolué, notamment sur les fameux quotas de diffusion qui, dans l'actuelle directive, obligent les chaînes couvrant le territoire de l'Union à consacrer la moitié de leur temps de diffusion à des programmes d'origine européenne, à « chaque fois que cela est réalisable ». (Le Monde du 11 janvier).

M. Pinheiro a élaboré un compromis : les chaînes (généra-

listes comme thématiques) pourraient choisir entre quota de diffusion et quota d'investissement. Mais Sir Leo Brittan, commissaire britannique chargé de la politique commerciale, sensible aux pressions de l'ambassadeur américain - selon l'interprétation du commissaire belge Karel Van Miert -, a demandé le report du débat prévu le 4 janvier. A partir du 6 janvier, la Commission Delors, qui n'expédie que les affaires courantes avant l'investiture de Jacques Santer, a d'autant moins cherché à faire passer le projet que le gouvernement de Paris a manifesté son hostilité à la proposition remaniée, les professionnels français estimant insuffisante la protection assurée par les quotas d'investissements...

« RELANCER LA DYNAMIQUE »

La première tentative pour échapper à l'ambiguïté de la directive de 1991 et améliorer la défense des intérêts de l'audiovisuel européen a donc échoué, victime de la lenteur de la Commission, de l'hostilité des chaînes commerciales, de la vigueur du lobbyisme américain et de ce qu'un haut fonctionnaire bruxellois appelle « l'aveuglement français ». Mais les professionnels hexagonaux semblent avoir compris entre-temps qu'ils ont peu de chance d'obtenir mieux que le « compromis Pinheiro » et, sans baisser les bras, seraient prêts à « relancer la dynamique » sur une base voisine.

M. Oreja manifeste « une très grande attention pour ce sujet, au cœur de la construction communautaire » et est sensible à la nécessité de « sauvegarder l'identité

culturelle européenne ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il entend toutefois garder sa liberté et préférer une formule transitoire de deux ou trois ans, permettant d'évaluer les effets des bouleversements technologiques sur le paysage audiovisuel européen : « Une telle formule me tranquilliserait. »

« J'avais demandé qu'on fasse le possible et l'impossible pour faire passer à temps la proposition. On se trouve maintenant, mais c'est indépendant de ma volonté, dans une situation nouvelle et je veux écouter

bien de laisser penser qu'il est prêt à le reprendre tel quel. Il exprime « des doutes », en raison des développements de nouvelles technologies. « Il faut faire preuve d'une certaine prudence afin de ne pas introduire un système figé pour l'avenir. »

Autre nuance, il insiste sur la nécessité de ne pas discriminer, sous couvert de défense de l'identité culturelle européenne, les chaînes privées par rapport aux chaînes publiques.

Le calendrier que M. Oreja a en

La position de Jacques Toubon

Le ministre de la culture, Jacques Toubon, a précisé, dimanche 15 janvier, lors du deuxième Festival du film fantastique d'Avoriaz, que « la campagne électorale ne joue aucun rôle dans le dossier » de la révision de la directive « Télévision sans frontières » : « Il est suivi à la fois par Nicolas Sarkozy, premier lieutenant d'Edouard Balladur, et par moi-même, l'un des bras droits de Jacques Chirac, et nous sommes unanimes pour refuser d'ouvrir la présidence française de l'Union européenne (UE) par la remise en cause des acquis communautaires que constituerait la suppression des quotas de diffusion (...) permettant un minimum obligatoire de productions européennes sur les écrans de télévision ». Voyant une forme d'« union sacrée » sur ce dossier, M. Toubon est convaincu que le président de la République « ira dans le même sens », mardi 17 janvier, devant le Parlement de Strasbourg.

les uns et les autres. D'autant que le rapport de forces a changé dans un sens peu favorable aux thèses françaises, avec l'arrivée à la Commission ainsi qu'au conseil des trois nouveaux Etats (Autriche, Finlande et Suède).

Le nouveau commissaire, même s'il admet ne pas aimer le mot de quota, est plutôt favorable au projet de directive tel qu'il existe aujourd'hui. Cependant, il se garde

tête n'est pas très encourageant : il espère présenter les résultats d'un premier échange de vue de la Commission à la réunion informelle des ministres de la culture, les 13 et 14 février, à Bordeaux. Il souhaite aussi que le Conseil puisse débattre au fond le 3 avril, mais il n'est pas certain que la Commission ait pu auparavant adopter ses propositions.

Philippe Lemaître

Onze compagnies ferroviaires lancent un réseau fibre optique

LA SNCF figure parmi les onze compagnies ferroviaires qui, avec la Deutsche Bundesbahn et British Rail, s'approprient, avec l'aide de l'américain GTS, à mettre en place un réseau de télécommunications trans-européen. Réunies au sein du projet Hermes Europe Railnet, ces compagnies devaient lancer, lundi 16 janvier, un appel d'offres pour la construction du réseau. Les dossiers de candidature auraient été adressés à Alcatel, ATT, Nokia, Northern Telecom et Siemens, fabricants de matériel de télécommunications. Le projet vise à mettre de la fibre optique dans les réseaux de communication qui longent les principales lignes ferroviaires et à assurer leur interconnexion pour constituer un véritable réseau européen sans couture. Hermes Europe Railnet veut ainsi attaquer le marché des réseaux privés d'entreprises, d'ores et déjà ouvert à la concurrence, en proposant son infrastructure aux multinationales.

DÉPÊCHES

■ **ALCATEL BELL** : le président du conseil d'administration d'Alcatel Bell, John Goossens, cinquante ans, a été nommé, vendredi 13 janvier, administrateur délégué de Belgacom par le gouvernement belge. M. Goossens prendra ses fonctions le 1^{er} février, mais accomplira encore certaines missions à l'étranger pour le compte d'Alcatel-Bell jusqu'au 1^{er} mars. Numéro deux de Belgacom, M. Goossens assistera Michel Dusseigne, cinquante-neuf ans, nommé le 23 décembre à la présidence du conseil d'administration de l'ancienne régie autonome des télécommunications belges, devenue depuis une société anonyme, en vue de l'ouverture d'une partie de son capital à un partenaire privé. L'ouverture de 25 % au maximum du capital de Belgacom à un ou des partenaires privés doit être décidée par l'Etat belge, actionnaire majoritaire. Le groupe Alcatel-Bell, filiale belge du groupe français Alcatel-Alsthom, pourrait devenir ce partenaire privé de Belgacom.

■ **CABLE AND WIRELESS** : le groupe britannique serait sur le point de créer une société commune avec l'allemand Veba (conglomérat énergétique) pour attaquer le marché des télécommunications outre-Rhin. Un porte-parole de Veba s'est refusé à commenter l'information publiée par le journal britannique Sunday Times dans son édition du 15 janvier. Veba pourrait prendre une participation de 10 % dans Cable and Wireless. La semaine dernière, Cable and Wireless s'était dit intéressé par un partenariat allemand similaire à celui noté, mardi 10 janvier, par BT (ex-British Telecom) avec le conglomérat Viag. Cable and Wireless, via sa filiale Mercury, est le grand concurrent de BT sur le marché britannique des télécommunications.

■ **MORLAIX ELECTRONIQUE** : le tribunal de commerce de Morlaix (Finistère) a prononcé la mise en redressement judiciaire, vendredi 13 janvier, de Morlaix Electronique (trois cent vingt-quatre salariés), ex-filiale de Thomson cédée au printemps 1993, dont le dépôt de bilan a été annoncé le 11 janvier. La mise en redressement a été prononcée pour une période de six mois et un administrateur judiciaire a été nommé. La semaine dernière (Le Monde du 11 janvier), la direction de Thomson avait répondu « non » à la demande des salariés d'être repris par leur ancien employeur.

■ **EAS** : les syndicats de la compagnie Europe Aéro Service, en grève depuis vendredi 13 janvier, ont appelé, dimanche 15 janvier, « le personnel à continuer la grève tant que la direction n'aura pas daigné verser les salaires » de décembre. Le mouvement de grève a été déclenché en raison de l'annonce en comité d'entreprise, jeudi 12 janvier, d'un projet portant sur 301 suppressions d'emplois sur 500.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : le directeur général, Christian Noyer, vient d'être nommé au conseil d'administration du Crédit lyonnais en qualité de représentant de l'Etat. Il succède à Jean-Pascal Beaufort, ancien chef du service des affaires monétaires et financières du Trésor, qui a rejoint, fin décembre, le Crédit foncier de France. Cette nomination intervient alors que la banque publique négocie le montant de sa recapitalisation avec les pouvoirs publics.

Le personnel de « Libé » vote un avertissement à la direction

Les salariés de Libération ont voté vendredi 13 janvier un « avertissement » à la direction du quotidien à propos des salaires et des effectifs. Sur 491 inscrits, il y a eu 240 votants (soit 48,87 %) et 210 d'entre eux ont voté « oui » (soit 88,23 %) à cet « avertissement », élaboré avec le soutien de la CFDT, syndicat majoritaire.

« Il est nécessaire, soulignait un tract diffusé avant le vote, de marquer par un « avertissement à la direction » que le mode de direction de ce journal doit changer, qu'on ne dirige pas un journal du fond d'un local, loin de l'équipe, surtout lorsque les journalistes ne s'annoncent pas si chahuteurs qu'on s'obstine à nous le dire... Un « avertissement », ce n'est ni une demande de démission ni un acte symbolique. C'est une sanction sur un mode de direction que nous réproposons », poursuivait le tract. Le mouvement de grève a été déclenché par l'augmentation de salaires de plusieurs membres de la hiérarchie, alors qu'une négociation salariale globale était reportée depuis six mois. Autre point litigieux : le sort d'une cinquantaine de personnes en contrats à durée déterminée, risquant de perdre leur poste. Jeudi, la direction du journal avait rencontré les représentants du personnel et accepté un gel des augmentations de salaires de la hiérarchie et s'était engagée à entamer des négociations salariales qui devraient aboutir avant la fin du mois de janvier. Lundi matin, Jean-Louis Péninou, directeur général du journal, ne souhaitait faire aucun commentaire sur une « affaire interne ».

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : Angelo Codignoni a été nommé consultant auprès de Patrick Le Lay, PDG de TF1, pour les questions de stratégies et de développement international. M. Codignoni, quarante-sept ans, a été depuis 1984 l'un des plus proches collaborateurs de Silvio Berlusconi et son représentant en France, d'abord comme PDG de Fininvest France, filiale française du groupe Berlusconi, puis comme directeur général de La Cinq, lorsque celle-ci comptait M. Berlusconi parmi ses principaux actionnaires. Jusqu'en décembre 1994, il a été secrétaire général de l'Association nationale des clubs Forza Italia, mouvement du président du conseil italien démissionnaire. C'est pendant sa carrière en France qu'Angelo Codignoni a tissé des liens avec Patrick Le Lay. Ironie du sort, un autre « Berlusconi boy », Carlo Freccero, est depuis un an conseiller de Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision, en charge de l'harmonisation des programmes de France 2 et France 3 (Le Monde du 20 janvier 1994).

■ **PUBLICITÉ** : Etienne Mougeotte, vice-président de TF1, a proposé, vendredi 13 janvier, sur Europe 1, de limiter à neuf minutes par heure la publicité diffusée sur les télévisions publiques. « C'est douze minutes sur les télévisions privées, qu'on fasse neuf minutes sur les télévisions publiques », a demandé M. Mougeotte avant de dénoncer la « dérive actuelle » de France Télévision, qui aurait « considérablement augmenté son volume publicitaire (d'environ un tiers) au dernier trimestre de l'année 1994 ».

سكنا من المثل

■ L'OR a terminé en baisse lundi 16 janvier à Hongkong à 377,80 dollars l'once, contre 379,70 dollars vendredi en clôture. Il avait débuté la séance vers 379,30 dollars.

NEW YORK → DOW JONES	LONDRES ↗ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT → DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

CAC 40,5 jours

N'AYANT PU RÉAGIR vendre

Credit Lyonnais 51/70 jours

INDICES MONDIAUX

	Cours au 16/01	Cours au 13/01	var. en %
France (C2)	115,33	115,33	0,00
Allemagne (C2)	200,60	200,60	0,00
Autriche (C2)	211,99	211,99	0,00
Belgique (C2)	20,71	20,71	0,00
France (D2)	205,65	205,65	0,00
France (D2)	769,50	769,50	0,00
Brommelhof (D2)	1337,60	1337,60	0,00
Brommelhof (D2)	1364,90	1364,90	0,00
Wieshof (D2)	279,250	279,250	0,00
Wieshof (D2)	1494,20	1494,20	0,00
Antistadler & Co. Stadelhofen (D2)	274,30	274,30	0,00
Stadelhofen (D2)	1163,60	1163,60	0,00
London (F3)	2346,00	2346,00	0,00
Hong Kong (S2)	7594,20	7292,30	-3,97
Singapore (S2)	2107,90	2080,70	-1,29

PARIS → jour le jour	PARIS ↗ OAT 10 ans	NEW YORK ↘ jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCKFORT ↗ jour le jour	FRANCKFORT ↗ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

du dollar. Cette baisse des taux américains devrait se répercuter sur les marchés européens. La Banque de France a lancé lundi 16 janvier un appel d'offres dont la tombée est de 50,1 milliards de francs. L'échéance des bons du Trésor est fixée au 24 janvier. La double procédure existante - bons du Trésor d'une part, créances privées et billets de trésorerie d'autre part - est maintenue. Le taux d'appel d'offres avait été laissé inchangé jeudi à 5 %.

France Jour le Jour	5,31
Pibor 3 mois	—
Eurofranc 3 mois	—
US Bond 7,50 % 11/2024	1,71
Fed Funds	5,44
Eurodollar 3 mois	—
Bund 6,75 % 2024	1,54
Allemagne Jour le Jour	4,88
Euro DM 3 mois	—
Gilt 6,75 % 10/2024	8,70
Soybeans-Uni Jour le Jour	—

Taux de rendement	Taux au 13/01	Taux au 12/01	Indice (base 100 fin 92)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,83	7,85	100,12
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,97	8,04	100,19
Fonds d'État 7 à 10 ans	8,20	8,20	100,13
Fonds d'État 10 à 15 ans	8,30	8,27	100,16
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,58	8,29	100,34
Obligations françaises	8,41	8,43	100,03
Fonds d'État 1 TME	-0,66	-0,69	99,84
Fonds d'État 1 TRE	-0,61	-0,59	99,89
Obligat. franc. 3 TME	-0,53	-0,43	99,69
Obligat. franc. 3 PSR	+0,14	+0,15	100,14

	12M1	12M2
Jour à jour	5,57	5,57
1 mois	5,45	5,57
3 mois	5,36	5,58
6 mois	6,24	6,36
1 an	6,82	6,94
PIBOR FRAMES		
1 mois	5,62	—
3 mois	5,61	—
6 mois	6	—
1 an	6,46	—
9 mois	6,75	—
1 an	7	—
PIBOR ECU		
Pibor Ecu 3 mois	6,33	—
Pibor Ecu 6 mois	6,68	—
Pibor Ecu 12 mois	7,19	—

échelons	volumes	des haier prix	plus haut	plus bas	coûts de comptes.
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	135888	138,66	110,72	110,72	110,66
juin 95	513	109,72	109,72	109,66	109,92
Sept. 95	125	108,90	108,90	108,90	109,36
Déc. 95	200	108,90	108,90	108,90	109,36

Sept. 95	10769	92,28	92,82	92,28	92,80
Dec. 95	5830	92,55	92,59	92,59	92,55
EU LONG TERM					
Mars 95	1408	80,76	80,76	80,76	80,74
juin 95	—	—	—	—	80,68

Échéances	volume	premier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
janvier 95	24471	3882	1867	3852	1862
Février 95	6	3892	1872	3860,50	1871,50
Mars 95	968	3892	1880	3857	1880
juin 95	—	3892	—	—	1861

Sélection de valeurs du FT 100

Allied Lyons	5.37
Barclays Bank	5.38
B.A.T. Industries	4.56
British Aerospace	4.46
British Airways	3.86
British Shipbuilders	3.11
British Petroleum	3.22
British Telecom	3.07
B.T.F.	4.10
Cadbury Schweppes	4.14
Eurotunnel	3.19
Claso	6.94
G.M. and Metropolitan	3.90
Glaxo	4.22
Harrogate PLC	2.43
Henric C	2.42
H.S.B.C.	6.49
Imperial Chemical	7.29
Imperial Bank	5.51
Marshall & Wainman	5.52
National Westminster	4.86
Peninsular Oriental	5.85
Reestex	4.38
Satchell and Satchell	7.04
Shell Transport	7.09
Smithkline Beecham	4.49
Telegraph & Lloyd	4.33
Unilever Ltd	11.83
Wellcome	6.61
Zeneca	8.95

Retour au calme

L'ACCALMIE semble revenir sur les marchés de change. Le deutschemark a refuté vendredi 13 janvier et lundi 16 janvier face à l'ensemble des devises sur le marché européen, notamment face à la peseta, soutenue par des rumeurs de démission du chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, et face à la lire qui profite d'espoirs de résolution rapide de la crise politique en Italie. Lundi 16 janvier, le mark se repliait à 3,4526

ITEMS	covers 80F 180I	Achmet	Vente
Aluminium (100 cm)	9460/100	3/95	39
Isu	5,645		
Suez Unifs (1 unit)	5,8095	5	5,6000
Belgium (100 F)	15,7645	16,2000	17,3000
Pays-Bas (100 F)	308,5000		
Canada (100 U.S.)	1,775	3,0900	3,5000
Demeter's (100 lrd)	57,2900	83	99
Ireland (1 hp)	8,2350	7,8500	6,6000
Cote-Irlandaise (1 L)	8,2350	8,7500	8,7500
Créte (100 lrd)	1,2240	1,9500	2,6500
Créte (100 lrd)	2,6500	64	76
Suisse (100 F)	412,6000	398	422
Norvege (100 F)	79,8800	74	83
Austriche (100 sch)	49,1710	47,4000	50,5000
Espagne (100 pes)	3,9730	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc)	3,3480	2,8000	3,2000
Canada (1 dollar ca)	3,7473	3,5000	4,1000
Italy (100 lire)	5,3755	5,1500	5,4000

	cours 12/01	cours 12/01	INDICES
Or fin (le barre)	64500	64500	
Or fin (en lingot)	64750	64800	Dow-Jones comptant
Once d'Or Londres	877,25	879,80	Dow-Jones à terme
Pièce française (20f)	375	373	
Pièce suisse (20f)	374	373	
Pièce Union lat(20f)	373	374	
Pièce 20 dollars us	2510	2500	METALLUX (Londres)
Pièce 10 dollars us	1320	1320	Cuivre comptant
Pièce 50 pesos mex.	2410	2420	Cuivre à 3 mois
			Aluminium comptant

	COILS 16/01	COILS 13/01	Etain à 3 mois
WTI (New York)	16,20	16,20	Zinc
Brexit (Londres)	16,14	16,14	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	17,44	17,44	Nickel

Les valeurs du Dax 30

Allianz Holding N
 Basf AG
 Bayer AG
 Bay hyp & Wechselstb
 Bayer Vereinsbank
 BMW
 Commerzbank
 Continental AG
 Daimler-Benz AG
 Degussa
 Deutsche Badbank A
 Deutsche Bank AG
 Dresdner BK AG FR
 Henkel VZ
 Hoechst AG
 Kautschuk AG
 Kaufhof Holding
 Linde AG
 DT. Lufttransp AG
 Mann AG
 Mannesmann AG
 Metallgesellschaft AG
 Pressung AG
 Sern
 Schering AG
 Siemens AG
 Thyssen
 Veba AG
 Viag
 Wella AG

les marchés de
vendredi 13 janvier et
révisés sur le mar-
ché peseta, soutenue
chef du gouverne-
ment à la lire qui pro-
voque la crise politique
repliait à 3,4526

	VENIS	DEVICES comparts:	demande	offre	demande 1
	357	Base (dollar)	5,3	5,32	5,3
—	—	Euro (100)	3,35	3,34	3,3
—	—	Deutschemarc	3,46	3,46	3,4
5,000	5,000	Franc Suisse	4,12	4,13	4,1
20,000	17,900	Lire (100)	3,32	3,32	3,3
—	—	Unité italienne	6,32	6,32	6,3
4,900	5,500	Peseta (100)	4,08	4,08	4,0
99	99	Franc Belge	16,78	16,79	16,7
4,800	6,600	Dollar Canadien	3,79	3,73	3,7
9,000	8,750				
5,500	7,450				
	75				
	422	DEVICES	1 mols	3 mols	
	83	Eurofranc	3,90	6,32	
	400	Eurodollar	6,12	6,66	
	7,000	Eurolire	6,37	6,67	
	4,000	Eurodeutchmark	5	5,25	
	5,000				
	1,000				

INDICES		MÉTALUX PRÉCIEUX (New York)	
	14/01	13/01	
Dow-jones comptaant	-	-	Argent
Dow-jones à terme	183,96	186,96	Platine
			Palladium
			Or 999,9
			BI&F (Chicago)
			Maïs (Chicago)
			Grain, soja (Chicago)
			Tourn. soja (Chicago)
			P. de terre (Londres)
			Or (Londres)
			Carc. porc (Chicago)
			SOFTS
			Cacao (New York)
			Café (Londres)
			Sucre blanc (Paris)
			Sucre roux (Paris)
			Coton (New York)
			Jus d'orange (NY)

5;
(e
—
nir
nus
us-
te-
'ai
h-
ith
t-
s
ec
m
is
ne
à

ié
t-
s
q
t
k
s
à

RÈGLEMENT
MENSUEL

LUNDI 16 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38
Cours relevés à 12 h 30CAC 40 :
1874,40VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

BNP (P.2)

Crédit Lyonnais (P.2)

Renault (P.2)

Rhône-Poulenc (P.2)

Saint-Gobain (P.2)

Thomson S.A. (P.2)

Alcatel

Accor

Air Liquide

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-As. Cen. France

Asa

Ball Inest.

Banque (Cie) 1

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

CAC 40
PARIS

LUNDI 16 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38
Cours relevés à 12 h 30CAC 40 :
1874,40VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

BNP (P.2)

Crédit Lyonnais (P.2)

Renault (P.2)

Rhône-Poulenc (P.2)

Saint-Gobain (P.2)

Thomson S.A. (P.2)

Alcatel

Accor

Air Liquide

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-As. Cen. France

Asa

Ball Inest.

Banque (Cie) 1

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

CAC 40
PARIS

LUNDI 16 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38
Cours relevés à 12 h 30CAC 40 :
1874,40VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

BNP (P.2)

Crédit Lyonnais (P.2)

Renault (P.2)

Rhône-Poulenc (P.2)

Saint-Gobain (P.2)

Thomson S.A. (P.2)

Alcatel

Accor

Air Liquide

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-As. Cen. France

Asa

Ball Inest.

Banque (Cie) 1

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

CAC 40
PARIS

LUNDI 16 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38
Cours relevés à 12 h 30CAC 40 :
1874,40VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

BNP (P.2)

Crédit Lyonnais (P.2)

Renault (P.2)

Rhône-Poulenc (P.2)

Saint-Gobain (P.2)

Thomson S.A. (P.2)

Alcatel

Accor

Air Liquide

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-As. Cen. France

Asa

Ball Inest.

Banque (Cie) 1

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

CAC 40
PARIS

LUNDI 16 JANVIER

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38
Cours relevés à 12 h 30CAC 40 :
1874,40VALEURS
FRANÇAISESCours
précéd.Derniers
cours%
variation

31/12 (1)

EDF-GDF 3%

BNP (P.2)

Crédit Lyonnais (P.2)

Renault (P.2)

Rhône-Poulenc (P.2)

Saint-Gobain (P.2)

Thomson S.A. (P.2)

Alcatel

Accor

Air Liquide

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-As. Cen. France

Asa

Ball Inest.

Banque (Cie) 1

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouygues

Bouyg

AUJOURD'HUI

SPORTS

OPEN D'Australie Tenant du titre des Internationaux de tennis d'Australie et numéro un mondial, Pete Sampras est de retour à Melbourne, bien décidé à repousser

les assauts de son dauphin Andre Agassi. Le vainqueur de l'US Open 1994 dispute pour la première fois ce tournoi, mais le tirage au sort l'avantage puisqu'il disputera ses

deux premiers tours contre des joueurs issus des qualifications. Sampras, en revanche, pourrait retrouver sur son chemin le Péruvien Jaime Yzaga et le Suédois Ma-

gnus Larsson qui l'avaient battu respectivement à l'US Open et à la Coupe du Grand Chelem en 1994. En l'absence de Steffi Graf, tenant du titre, blessée, le tournoi fé-

minin pourrait se résumer à un duel entre Arantxa Sanchez-Vicario et la Française Mary Pierce. Une victoire à Melbourne donnerait à l'Espagnole la première place mondiale.

Pete Sampras : « Mon vœu le plus cher est de gagner Roland-Garros »

Numéro un au classement mondial des joueurs de tennis, l'Américain entame aux Internationaux d'Australie une saison dont l'objectif majeur est une victoire sur la terre battue parisienne

MELBOURNE
correspondance

« Comment voyez-vous la saison qui s'ouvre avec les Internationaux d'Australie ?

« J'ai travaillé très dur en Floride avec mon préparateur physique, Pat Etcheberry, avant de venir. Mais mon vœu le plus cher est de gagner Roland-Garros. J'étais très déçu par la mauvaise qualité de mon jeu l'an passé. Et c'était la troisième année de suite que je parvenais en quarts de finale. De plus, gagner quatre tournois du Grand Chelem d'affilée aurait vraiment représenté quelque chose d'exceptionnel. Je veux gagner Roland-Garros au moins une fois.

« Vous sentez-vous toujours vulnérable sur terre battue ?

« Pas vraiment, car il m'est déjà arrivé de gagner, mais pas de manière assez convaincante, alors que, sur d'autres surfaces, tout se met en place de façon évidente. C'est devenu difficile pour moi d'accepter de ne pas pouvoir dicter le jeu d'entrée. Mais je m'améliore au fil des années. Cette saison, j'ai prévu de consacrer beaucoup plus de temps à la terre battue après Key-Biscayne : six ou sept semaines successives, ce que je n'ai jamais fait. Je prendrai aussi la semaine précédant Roland-Garros pour m'habituer aux courts et faire tout ce qu'il faut pour l'emporter là-bas. Je veux vraiment ce titre, c'est le seul que je n'ai pas.

« Pourquoi n'avez-vous joué aucun tournoi officiel avant l'Open d'Australie ?

« L'an dernier j'avais gagné à Sydney. Mais j'avais joué des matches très durs cinq jours de suite. C'est en partie pour cela que j'ai si mal joué à Melbourne, notamment au premier tour contre Kafelnikov. J'étais épuisé. J'ai opté pour des exhibitions cette année afin de me remettre en jambes sans pression et de rester frais.

« Oubliés les bobos, les pro-

blèmes gastriques ?

« Les problèmes gastriques viennent des anti-inflammatoires que j'ai pris pour réduire les blessures. Je ne me suis pas ménagé suffisamment de temps libre. Au printemps dernier, j'ai passé deux mois en Europe avant de rentrer chez moi seulement cinq jours, pour retourner jouer contre les Pays-Bas. C'est pour cela que je ne joue pas le premier tour de Coupe Davis contre la France cette année. Je compte bien marcher en Australie, et ce calendrier imposait un rythme de compétitions trop lourd pour mon organisme. On peut rester au top de sa forme physique toute la saison à condition de doser ses tournois. Cette année, j'ai prévu de ne jamais jouer plus de trois semaines d'affilée.

« Avez-vous le sentiment de continuer à progresser ?

« Oui. J'ai vraiment atteint un niveau très élevé en 1994, surtout les quatre ou cinq premiers mois, où je me sentais imbattable après ma série de victoires. Le sommet a été Wimbledon, où j'ai joué sept matches excellents, c'est rare chez un joueur.

« Quand vous vous sentez si fort, comment cela se traduit-il sur le court et en dehors ?

« Je sens tellement bien la balle que, lorsque les moments cruciaux du match se présentent, je n'ai aucun doute sur le fait que je vais remporter le point, puis le match, quoi qu'il arrive. Les trois choses auxquelles je pense quand je rentre sur le court, c'est gagner, gagner et... gagner. C'est comme ça que j'ai gagné tous ces matches au premier semestre 1994, alors que je n'étais pas entièrement satisfait de mon jeu. En fait, j'ai noté, au point de presque toujours pouvoir trouver la faille qui me permet de m'engouffrer vers la victoire.

« En 1994, avec toutes ces victoires, vous êtes-vous jamais



senti bien au-dessus du commun des joueurs de tennis ?

« Quand j'étais sur le court, oui ; mais je ne me baladais pas ensuite partout en apostrophant les autres avec des airs supérieurs. Je jouais bien et je n'étais pas blessé, alors je me sentais vraiment difficile à battre.

« L'avance quasi historique que vous vous êtes assurée au classement en 1994 vous oblige à défendre d'entrée de nombreux points ; cela vous effraie-t-il ?

« J'ai largement dépassé le stade de l'inquiétude des points à défendre. Je ne fais que ça depuis pas mal de temps. Mais Courier a prouvé qu'il pouvait être le meilleur au monde, notamment sous ces climats. Je ne sais pas trop ce qui lui est arrivé, je ne l'ai pas vu depuis un moment. Mais il travaille dur et il ne lui manque que la confiance perdue l'an dernier. Agassi représente une sévère menace, il ne s'est certainement pas dégoûté pour rien. Il a fait bien plus déterminé qu'avant. Il joue mieux, se déplace mieux sur le court, et il fascine les foules.

« Grâce à Brad Gilbert, son coach ?

« Tout le monde sait depuis longtemps de quel talent Andre est doté. Brad l'aide à jouer plus intelligemment, ne serait-ce qu'en

l'obligeant à s'entraîner davantage et à mieux se préparer pour ses matches. L'influence de Brad est 100 % positive. Les résultats d'Andre depuis le début de leur collaboration en sont la meilleure preuve.

« Est-ce, entre vous, le début de la fameuse rivalité qu'on promet au tennis mondial depuis l'US Open ?

« Je ne sais pas, mais ce serait bien. C'est exactement ce dont le tennis manque depuis deux ans. Andre est mon antithèse dans le jeu et dans la vie. Ça tomberait vraiment à pic pour relancer l'intérêt si l'on se retrouvait en finale d'un tournoi du Grand Chelem dans un combat acharné. Il a le jeu idéal pour contrer le mien.

« Il faut que je me méfie de lui et, en même temps, j'ai hâte que cette rivalité prenne corps. Et peu importe si cela dépasse le champ des courts de tennis. La personnalité d'Andre ne pourrait que dynamiser l'industrie du tennis qui s'est, paraît-il, un peu amoitié.

« Qui d'autre qu'Agassi est réellement en mesure de vous inquiéter ?

« En 1994, j'ai réussi à battre les deux joueurs qui me posaient de sérieux problèmes dans des styles différents : Chang et Ivanisevic. Je n'ai donc plus de tête noire à proprement parler. En règle générale, je sais que je peux remporter n'importe quel match en main et dicter le jeu.

Palmarès

Agé de vingt-quatre ans, Pete Sampras est classé numéro un mondial sans discontinuer depuis le 13 septembre 1993. Depuis 1990, il a gagné trente tournois dont cinq titres du Grand Chelem, les Internationaux des États-Unis (1990 et 1993), les championnats de Wimbledon (1993 et 1994) et les Internationaux d'Australie (1994). Sur les 85 matches disputés en 1994, il en a remporté 74. Après des débuts malheureux en Coupe Davis contre la France en 1991, il a contribué à la victoire américaine en 1992. Le montant de ses gains en compétition est de 21,8 millions de dollars depuis le début de sa carrière.

avant Roland-Garros m'imprégnent de cette théorie au point que je n'aurai plus à y penser.

« Je peux avoir des problèmes de concentration sur terre battue : mon esprit a toujours eu tendance à vagabonder, mais j'ai fait des progrès. Une chose est sûre, c'est que, dans ce domaine, je ne serai jamais un Jim Courier. Mon premier coach, Pete Fischer, s'en plaint encore aujourd'hui ; il est mon plus sévère critique, et il a raison. Mais je n'ai aucune intention d'aller consulter un psychologue pour combler mes lacunes de concentration.

« La France vous intéresse moins quand il s'agit de la rencontrer en Coupe Davis à deux pas de chez vous, en Floride, avec Yannick Noah pour capitaine ?

« Au contraire, son retour m'avait fait changer d'avis. J'avais dit depuis longtemps que je renoncerais au premier tour à cause de l'Open d'Australie, mais, quand j'ai vu le tirage au sort et su que Yannick serait capitaine, j'y ai vraiment réfléchi à deux fois. J'en ai même parlé à Tom Gullikson, notre capitaine. J'ai toujours dans la bouche le goût amer de cette défaite qu'on n'aurait jamais dû essayer en finale à Lyon en 1991.

« Ça m'a incroyablement fait ch... et ça continue. J'essaie de ne pas y penser, parce que c'était une défaite contre nature, et le petit numéro de danse de Yannick sur le court avec Sagna Africa n'a fait que remettre le contenu dans la plaie !

« Si j'avais joué cette année, je n'aurais pas craint les Français au seul instant. A Lyon, je ne me doutais que ça pourrait se passer comme ça. Aujourd'hui, j'ai participé à suffisamment de rencontres de Coupe Davis et j'aurais été prêt à recevoir ces « enfiévrés » [rires].

Propos recueillis par Patricia Jolly

FOOTBALL

Les ballons de la solidarité

MONTPELLIER
de notre correspondant

C'est en tapant dans un bout de carton, du côté de la gare de Montpellier, que Peter, trente-cinq ans, s'est souvenu de l'époque où il était gardien de but en Belgique. Ce jour-là, avec son copain Pascal, comme lui sans domicile fixe depuis plusieurs années, il a imaginé qu'il pourrait former une équipe de sans-abri, disputer un match de foot, récolter un peu d'argent.

Encouragé par Philippe Sers, journaliste sportif montpelliérain, le projet de créer une association, SDF football, a été lancé. Un premier match contre une équipe de journalistes a eu lieu. Largement relayé par la presse, il a suscité de multiples gestes de solidarité, de la part de clubs sportifs, de particuliers, d'institutions ou d'entreprises.

Une société d'Ivry-sur-Seine a envoyé coupes et maillots. Louis Nicollin, le président du club de football professionnel de Montpellier, a offert une partie de la recette de la rencontre opposant son équipe à celle de Saint-Etienne. Des dons qui, au total, ont permis de récolter 16 000 francs. Et, le soir de Noël, la bande de Peter s'est retrouvée dans une salle des fêtes pour un vrai réveillon.

REINTEGRATION EFFICACE

Un mois après sa création, soixante-quinze sans-abri, dont dix-sept femmes et vingt enfants, sont adhérents à SDF football. Certains, non sportifs, font ainsi simplement partie d'une nouvelle famille, mais d'autres poursuivent l'entraînement. Les propositions de matches ne manquent pas, dans l'Hérault ou au-delà. Les Restos du cœur de Paris les ont invités à leur tournoi annuel.

Chaque rencontre est généralement l'occasion d'un repas, de dons, et d'un peu de chaleur.

Au-delà du sport, SDF football se révèle être aujourd'hui une démarche de réinsertion autogérée et efficace. Un entrepreneur de Montpellier veut mettre provisoirement à la disposition de ses membres quatre appartements inoccupés.

A charge pour eux de les rénover avec le matériel qu'il leur fournira. Une équipe d'ouvriers est ainsi en train de se constituer, chacun se souvenant de ses anciennes compétences pour les réactiver.

L'association a aussi permis d'acheter des couvertures de survie pour permettre à « ceux de la rue » de passer l'hiver. Elle a payé des timbres fiscaux pour régulariser les papiers d'identité de l'un d'entre eux, et avance de l'argent pour régler des frais médicaux. Tout n'est pas simple pour autant. Des jalousies s'expriment de la part de non-membres de l'association, qui regardent ces SDF comme de nouveaux « privilégiés ». Par ailleurs, la drogue, l'alcool, le froid et la misère faisant partie du quotidien du groupe, la tension monte vite, et les violences physiques sont fréquentes.

Qu'importe : Peter et ses copains ne désarment pas. Ils veulent maintenant organiser une course de VTT, un tournoi de pétanque et une course à pied. Pour se diversifier, ils envisagent même de monter une pièce de théâtre : un petit conte qui pourrait interpréter des femmes et des enfants sans-abri pour les écoles de Montpellier. Histoire de mettre en scène un peu de la vie qu'ils vivent.

Jacques Monin

SKI ALPIN

Luc Alphand récidive à Kitzbühel

Après sa double victoire, le skieur français a pris la tête de la Coupe du monde de descente

KITZBÜHEL

de notre envoyée spéciale

Il s'est écorché et il est reparti si vite, avant même d'attendre cette victoire qui lui était enfin offerte. Luc Alphand se souvient maintenant, dans l'ivresse de cette deuxième victoire : « J'avais un mal fou à me concentrer. J'étais tellement heureux. Et gagner à Kitzbühel ! Je me suis dit que je ne pourrais jamais faire une deuxième victoire. Quelques instants après, j'ai vu mon père. Il avait les yeux qui roulaient. J'avais gagné. Et finalement, c'est dingue. Deux courses. Je suis en bas, et j'ai l'impression de n'avoir gagné qu'une fois. »

A la faveur d'une programmation impensable - Kitzbühel se devait d'assurer le même jour l'organisation de la descente de San Anton animée en décembre faute de neige - Luc Alphand a donc gagné en trois heures, huit années de police et de peurs. A vingt-neuf ans, il peut avouer le plus beau palmarès de l'histoire du ski international : une fracture du péroné et d'une vertèbre, la rupture d'un ligament de la cheville, et puis le polynésie ou le pource, le bœuf assés à Garmisch-Partenkirchen, à la veille des Jeux olympiques d'Albertville, en 1992. Et enfin cette rupture du ligament antérieur au genou en 1993.

« BÊTE DE COURSE »

Un casse-cou : « Il ne donnait jamais à l'entraînement ce qu'il était capable de mettre en course, explique François Sedran, entraîneur des descentes. Comme c'est une bête de course, il n'avait pas la pratique, il se faisait mal en course. » Luc Alphand a-t-il terminé une saison ? « L'an dernier, sourit l'entraîneur. Et c'est

pour cela que je suis là aujourd'hui. » Il est tombé sur presque toutes les descentes du monde, « sauf Val d'Isère ». « Quand on se blesse, dit-il, le plus difficile consiste à se remettre psychologiquement. Et si l'on ne fait que tomber, le samedi, c'est parfois extrêmement dur de repartir en descente le mardi suivant. »

Il sait la précarité de son sport et celle de sa patience. En 1993, à l'hôpital où il soigne son genou, il est au bord de la retraite. Quelques semaines auparavant, aux championnats du monde de Morioka, au Japon, il a échoué à la quatrième place, pour un tout petit centième de seconde, ce rien qui vous écarte de la lumière des podiums. Et puis non. L'homme est un optimiste, cette joie chevillée au corps, quels que soient les coups pris, sans être rendus au destin par une victoire. Luc repart, au nom de cette blessure

au genou, dit-il : « C'est elle qui a tout déclenché. Je me suis dit que j'allais encore le ski et la compétition. Et je suis reparti. »

A Val d'Isère, en décembre, il croit avoir enfin accroché cette victoire dont il languissait. Il est prêt d'exciter quand un minot du Liechtenstein, parti avec le dossard 61, lui ravit sa promesse. Il rit, bon joueur. Il sentait son heure toute proche. Pendant l'hiver, il s'était astreint, avec toute l'équipe de France, à un entraînement un rien différent, et surtout plus sévère : « Nous avions remarqué que les gros allaient plus vite que les minces. Alors nous avons mangé un peu plus. » Du muscle ? Pas seulement : petites bouffes et double portion de dessert pendant l'hiver. En quelques mois, il a pris 8 kilos et annonce désormais 88 kilogrammes pour 1,82 mètres. Patrick Ortlieb, ancien champion olympique 1992 et

deuxième derrière Alphand, samedi, dans la première course, fait son bon quintal.

JUSTE DOSAGE

Au poids, le Français ajoute la puissance : « Les pressions, en course, sont de plus en plus fortes à mesure que les technologies du matériel s'accroissent, explique François Sedran. Aujourd'hui, les descentes évoluent sur des skis presque aussi fins que ceux du slalom géant qui est une épreuve technique. Ceux-ci sont plus longs et ont une spatule de forme différente. Ainsi, les descentes peuvent amorcer leurs virages de façon plus serrée, sans se laisser glisser. Et ces skis sont capables de leur offrir un rayon plus fermé. » Les descentes sont aussi devenues des courses plus agiles : « Il ne faut pas en faire des hautesphères qui perdent leurs sensations, dit François Sedran. Il faut trouver un juste dosage entre la vélocité et l'efficacité. Luc est un coureur dynamique et doté d'une force générale importante. » En fait d'agilité, Luc Alphand ne connaît que le surnom que lui ont donné ses coéquipiers, le « chat noir », pour la guigne qu'il semble leur porter. Tous ses copains de chambre ont été blessés au cours de la saison. « Je dois leur retenir cette malchance dont je ne veux plus », plaisante-t-il. Il dors désormais seul. Enfin, peut-être, mais pas trop. Il reste ce casse-cou au sourire d'éternel gamin. Aux descentes illustrées de courbes, pour oublier la vitesse après de trop nombreux accidents, il préfère celles de l'effort, restées fidèles à leur tracé d'antan. Difficiles à conquérir.

Bénédicte Mathieu

Florence Masnada première à Garmisch

Stimulée par la victoire de son compatriote Luc Alphand à Kitzbühel, la Française Florence Masnada a gagné samedi 14 janvier la première victoire de sa carrière en Coupe du monde dans le super-G de Garmisch-Partenkirchen (Allemagne). Partie avec le dossard 30, la Française, sans cesse à l'attaque, possédait 18 centièmes d'avance à mi-course. Moins rapide sur la seconde partie du parcours, elle conservait néanmoins un avantage de 4 centièmes sur l'Américaine Picabo Street, et 7 centièmes sur sa compatriote Shannon Nobis.

Médaille de bronze du combiné aux Jeux d'Albertville de 1992, Florence Masnada, âgée de vingt-six ans, s'était déjà illustrée en Coupe du monde avec une deuxième place dans la descente de Lake Louise (Canada) le 10 décembre 1994. Elle a su tirer le meilleur parti d'une piste rendue un peu plus lente par la neige fraîche de ces derniers jours. Le camp français peut aussi se réjouir de la bonne dixième place de Régine Cavagnoud. Aucun incident n'a perturbé la course, au grand soulagement des organisateurs, traumatisés par l'accident mortel de l'Autrichienne Ulrike Maier, en descente sur cette même piste du Kandahar, il y a douze mois.

Sous les jupes des voiliers de l'America les secrets sont bien gardés

Coques et appendices des nouveaux bateaux sont plus que jamais protégés des regards indiscrets jusqu'à la veille des finales

Les bases des sept challengers et des trois défenseurs de la Coupe de l'America sont presque aussi bien gardées que le trésor

américain à Fort-Knox. Les seuls butins qu'elles renferment ne sont pourtant que les trésors d'ingénierie des architectes navals

et des équipes scientifiques chargées de tirer la quintessence de la formule de jauge des nouveaux class America. Devant l'espionnage

qui avait sévi lors de la dernière édition, les dix syndicats ont dû s'engager sur l'honneur à ne plus se livrer à ces pratiques.

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial

Un document en onze points précise toutes les interdictions (observations par plongeur, satellite, avion ou hélicoptère, saisies d'enregistrements télévisés, écoutes de conversations à distance, usage de pistolets lasers ou de radars pour analyser les performances d'un bateau en dehors des courses, navigation en parallèle à l'entraînement, etc.). Seuls sont autorisés les observations visuelles, photographiques ou vidéo depuis un navire de surface à une distance minimale de 200 mètres, les... bavardages de bar et la lecture d'articles de presse. Toutes ces mesures deviendront toutefois caduques le 15 avril, à la veille des finales des challengers et des défenses, où les jupes qui protègent les coques et les appendices des regards indiscrets des class America sont hissés hors de l'eau, seront à leur tour interdites.

Par opposition aux 12 mètres II, contrôlés par la jauge internationale de 1906, les class America, dont la jauge a été définie pour la coupe de 1992, ont été optimisés pour la vitesse. Dans le cadre strict de cette jauge, les architectes peuvent composer avec une cinquantaine de références variables concernant la coque, la quille, le safran, le grément, les voiles, le pont et les structures, en sachant que toute modification de l'une entraîne des répercussions sur toutes les autres.

CURE D'AMALGAMISSEMENT

Ainsi un architecte qui choisira de dessiner un bateau long doté d'une grande surface de voilure pour favoriser la vitesse, devra, en contrepartie, l'alourdir. Et vice versa. Par rapport à 1992, la silhouette des nouveaux class America a radicalement changé. La

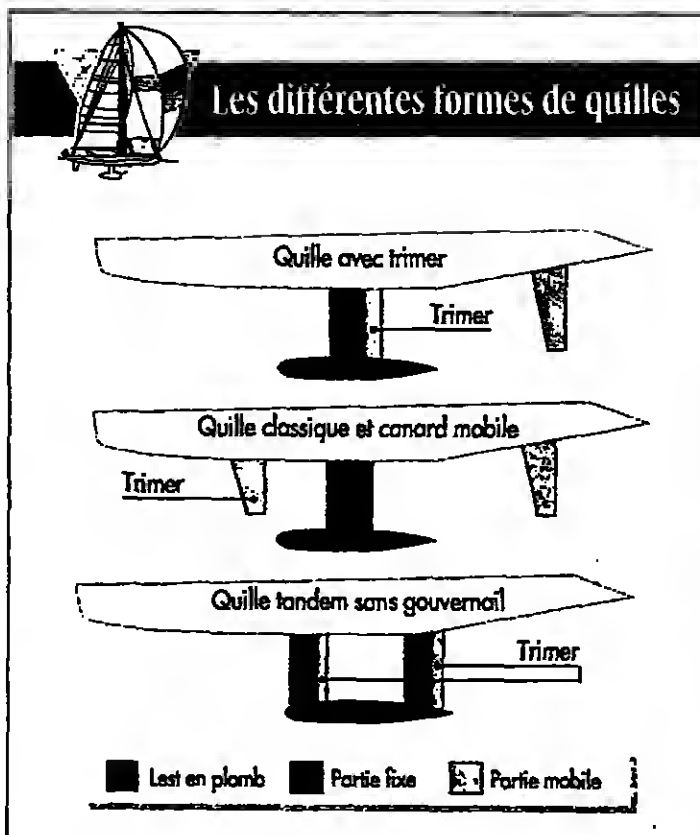
plupart étaient alors à la largeur maximale autorisée (5,50 mètres). Un monocoque large, comme ceux des courses autour du monde, bénéficie d'une stabilité de formes qui lui confère de la puissance pour traverser les vagues si le vent est soutenu. Sans vent, cette largeur, qui augmente la surface mouillée, devient un frein. Or le plan d'eau de San Diego est exposé à la boue du Pacifique, mais la moyenne des vents n'y dépasse pas 8-10 nœuds. Avec une largeur de 4,50 mètres et une étrave en forme de U, America s'est avéré le bateau le mieux adapté à ces conditions car il offrait une moins grande résistance aux vagues.

Cette année, tous les bateaux utilisés pour le premier round Robin semblent sortir d'une cure d'amalgamissement. Le plus extrême est *Win-New-Zealand*, dessiné par Bruce Farr, qui a misé sur le tout petit temps avec une proue aiguë comme une dague et une largeur qui ne dépasserait pas 3,95 mètres.

La règle de jauge des class America qui autorise deux appendices mobiles, avait permis aux architectes de donner libre cours à leur imagination. L'incidence de l'eau sur les appendices sous-marins crée une traînée qui ralentit le bateau et une portance qui lui permet de ne pas dériver sous l'effet du vent sur les voiles. Pour bien remonter au vent sur un bord de près, le but est de jouer sur les formes et la mobilité des appendices pour obtenir une portance maximale et une traînée minimale.

Comme les volets des ailes d'avion, le trimer, manœuvré comme un petit gouvernail accolé au plan antidérive de la quille, augmente la portance.

Cette portance peut aussi être améliorée en abaissant le centre



de gravité du bulbe de quille qui contient les 15 à 20 tonnes de lest en plomb. Le tirant d'eau des class America est limité à 4 mètres, mais il peut être augmenté artificiellement lorsque le bateau gîte par l'adjonction d'alèthes qui n'entrent pas en compte pour la jauge. *Australia II* les avait expérimentés avec succès en 1983.

ÉVOLUTION DES SYSTÈMES

Après avoir testé une quille à alèthes de 5,50 mètres de large sur *Défiant*, Bill Koch était revenu

à des alèthes de 3,60 mètres sur *America* en 1992. *R-Moro-di-Venezia*, son dernier adversaire était également muni d'alèthes.

Nippon et *New-Zealand*, qui avaient été respectivement éliminés en demi-finale et en finale des challengers, étaient dotés de systèmes plus novateurs. Le bateau japonais disposait d'une quille fixe et de deux gouvernails, l'avant et l'arrière. «Le rapport portance-traînée évolue favorablement lorsque les appendices sont déplacés vers l'avant», explique Philippe Briand, directeur tech-

nique du Défi français. Un safran à l'avant (canard) est donc un peu plus efficace et n'hypothèque rien au niveau de la manœuvrabilité. En revanche, ça pose des problèmes pour l'équilibre général du bateau car ça nécessite un plan de voilure très avancé afin que la force vélique soit en phase avec la force hydrodynamique.

La quille tandem, utilisée en 1992 par *New-Zealand* et *Spirit-of-Australia*, représente théoriquement la meilleure solution pour optimiser la vitesse pure. Rattachés aux deux extrémités du bulbe et non plus sur sa bosse centrale, les deux plans antidérive sont plus longs de quelque 25 centimètres et augmentent ainsi la portance.

En revanche, le bateau devient moins manœuvrant sur les virements de bord ou les cercles qui précèdent le départ car le safran arrière se trouve très avancé par rapport à un gouvernail classique. En 1992, Dennis Conner avait même brièvement testé sur *Stars-and-Stripes* une quille tandem avec les deux plans antidérives mobiles.

Faut-il attendre des nouveautés dans ce domaine en 1995? «Toutes les solutions adoptées en 1995 ne peuvent être que des évolutions des systèmes expérimentés en 1992, puisque la jauge n'autorise que deux appendices mobiles», répond Philippe Pallu de la Barrière, directeur du Centre de recherche pour l'architecture et l'industrie nautique de La Rochelle. Je pense qu'il y aura une ou deux quilles tandem car leur mise au point a progressé. Il n'y aura pas de révolution, mais les systèmes seront mieux intégrés à l'architecture globale du bateau. Ça devrait se traduire par une belle progression des performances.

Gérard Albouy

Marc Pajot compte deux défaites après les deux premières régates

SAN DIEGO

de notre envoyé spécial

Un spinnaker éclaté sur le dernier empannage à quelques dizaines de longueurs de la ligne d'arrivée a coûté à France 2, qui avait fait toute la course en tête devant *Sydney-95*, sa première victoire pour l'ouverture de la Coupe Louis-Vuitton des challengers, samedi 14 janvier. Bruno Jeanjean, l'équipier numéro un du bateau français, responsable de l'envoi des voiles d'avant, était au moment de l'incident en haut du mât, occupé à repérer les banes d'algues et les moindres risedes sur le plan d'eau, où le vent était tom-

bé à moins de 5 nœuds. Le temps de redescendre aider à la manœuvre, et le bateau australien skippé par le Britannique Chris Law passait la ligne avec 20 s d'avance.

Si les vents, changeants et proches de 6 nœuds, n'avaient pas permis d'établir les vitesses des class America pour leurs premières régates, il n'en était pas de même dimanche, où une bonne brise de 15 nœuds balayait le plan d'eau de San Diego. Après une préparation perturbée par un problème de fixation de la grand-voile, France 2 connaissait un nouvel ennui dans le premier bord de

portant (vent arrière), où une attaque du tangon de spinnaker, prévue pour résister à 2 tonnes de pression, se cassa. Le temps mis à changer l'attache a permis à *Team-New-Zealand* de creuser un écart de 1 min 12 s à la bouée sous le vent, mais la victoire du bateau skippé par Philippe Briand est surtout due à sa vitesse supérieure sur les trois bords de près (contre le vent).

PREMIÈRE JAPONAISE

Beaucoup plus que les petites avaries, presque inévitables sur un bateau dont la mise au point avait été très retardée par un accident

de grue survenu le 7 décembre, le problème de vitesse au près qui était déjà le point faible de *Ville-de-Paris* en 1992 pourrait se révéler plus inquiétant à terme. France 2 devrait être remplacé par France 3 à partir du deuxième round Robin des éliminatoires. Selon Philippe Briand, directeur technique, le dernier bateau du défi à un potentiel de vitesse supérieur de 1 % au portant, ce qui permettrait un gain de quelque 30 secondes sur ces bords, mais des performances comparables au près.

Les premiers résultats montrent que les qualifications pour les demi-finales pourraient apparaître

beaucoup plus serrées que prévu. L'Australien John Bertrand (*One Australia*) et le Néo-Zélandais Chris Dickson (*Win-New-Zealand*), qui font figure de favoris avec Russell Coutts (*Team-New-Zealand*), ont tous deux perdu leur première régate contre le challenger japonais. Après le premier succès d'un équipage féminin, vendredi 13 janvier (*Le Monde* date 15 et 16 janvier), la Coupe de l'America a donc vécu une nouvelle journée historique, samedi 14, avec la première victoire d'un skipper japonais, Makoto Namba.

G. A.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE PRO A

PSG-Batignolles	71-64
Villeurbanne-Pau-Orthez	73-78
Antibes-Grasse	82-76
Nancy-Strasbourg	65-75
Montpellier-La Mars	86-70
Châteaulevillé	82-75
Limoges-Clermont	80-63

Classé: 1. Antibes, 29; 2. Limoges et Pau-Orthez, 26; 4. Châteaulevillé, 25; 6. Villeurbanne, 24; 7. PSG-Batignolles et Nancy, 22; 9. Grasse, 21; 10. Lyon, 20; 11. Montpellier, Strasbourg et La Mars, 19; 14. Nancy, 18.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

32^e de finale

Les clubs qualifiés sont en gras

Division 1 entre eux	
Montpellier-Saint-Etienne	2-0
Paris SG-Terres	3-1 (a. p.)
Division 1 contre Division 2	
Schoelch (D1)-Alençon (D2)	0-0 (4-5 t. a. b.)
Nice (D1)-Dunkerque (D2)	2-0
Marignolles (D1)-Le Mans (D2)	2-0
Caen (D1)-Saint-Brieuc (D2)	1-3
Division 1 contre National 1	
Sète (N1)-Lille (D1)	0-2
Pau (N1)-Nice (D1)	1-2
Dijon (N1)-Bastia (D1)	0-1 (a. p.)
Lorient-Clermont (N1)-Strasbourg (D1)	3-4
La Roche-sur-Yon (N1)-Auxerre (D1)	0-2
Division 1 contre National 2	
Châteaulevillé (N2)-Le Havre (D1)	0-2
Tréguier (N2)-Lyon (D1)	0-4
Division 1 contre National 3	
Vitrolles (N3)-Lens (D1)	0-1
Forbach (N3)-Rodez (D1)	0-1
Classé: 1. Montpellier (D1)	1-2
Division 1 contre Division d'honneur	
Saint-Louis (La Réunion/DH)-Caenn (D1)	0-2

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

24^e journée

Arsenal-Everton	1-1
Aston Villa-QPR	2-1
Blackburn-Notttingham Forest	3-0
Chelsea-Sheffild Wednesday	1-1
Crystal Palace-Leicester	2-0
Leeds-Southampton	0-0
Liverpool-Ipswich	0-1
Manchester City-Coventry	0-0
Nottingham-Wimbledon	1-2
West Ham-Tottenham	1-2
Newcastle-Manchester United	1-1

Classé: 1. Blackburn, 55; 2. Manchester United, 50; 3. Liverpool, 45; 4. Nottingham Forest, 42; 5. Newcastle, 41; 6. Tottenham, 39; 7. Wimbledon, 35; 8. Leeds, 34; 9. Norwich, 33; 10. Sheffild Wednesday, 32; 11. Manchester City, 31; 12. Chelsea, 30; 13. Arsenal, 29; 14. Southampton, 28; 15. QPR, 27; 16. Crystal Palace, 25; 17. Coventry, 24; 18. Aston Villa, 23; 19. West Ham, 22; 20. Everton, 21; 21. Ipswich, 19; 22. Leicester, 15.

CHAMPIONNAT DE BELGIQUE

18^e journée

18^e journée

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

10^e journée

Deportivo La Corogne-Real Madrid	0-0
Celta Vigo-Betis Séville	0-2
FC Barcelone-Leganés	3-0
Valencia-Albacete	0-0
Oviedo-Athletic Bilbao	1-1
Real Sociedad-Sporting Gijón	2-2
Teniente-Rey Santander	2-0
Valencia-Español Barcelone	0-0
Athletic Bilbao-Saint-Jacques Compostelle	1-1
Séville-Saragose	2-1

Classé: 1. Real Madrid, 26 pts; 2. Deportivo La Corogne, 23; 3. Saragose, 23; 4. FC Barcelone, 22; 5. Betis Séville, 20; 6. Séville, 20; 7. Athletic Bilbao, 20; 8. Espanol Barcelone, 19; 9. Tenerife, 17; 10. Saint-Jacques Compostelle, 17; 11. Celta Vigo, 17; 12. Real Sociedad, 15; 13. Valencia, 15; 14. Oviedo, 15; 15. Saint-Trond, 15; 16. La Gantoise, 13; 17. Oostende, 9; 18. RC Liège, 7.

CHAMPIONNAT D'ITALIE

16^e journée

Inter de Milan-Sampdoria	2-0
Juventus-A.S. Roma	4-0
Lazio de Rome-Foggia	7-1
Naples-Cagliari	1-1

Classé: 1. Inter de Milan, 35; 2. Juventus, 30; 3. Lazio de Rome, 28; 4. AS Rome, 27; 5. Sampdoria, 24; 6. Fiorentina, 23; 7. Fiorentina, 22; 8. Lazio de Rome, 21; 9. Fiorentina, 20; 10. Fiorentina, 19; 11. Fiorentina, 18; 12. Fiorentina, 17; 13. Fiorentina, 16; 14. Fiorentina, 15; 15. Fiorentina, 14; 16. Fiorentina, 13; 17. Fiorentina, 12; 18. Fiorentina, 11; 19. Fiorentina, 10; 20. Fiorentina, 9; 21. Fiorentina, 8; 22. Fiorentina, 7; 23. Fiorentina, 6; 24. Fiorentina, 5; 25. Fiorentina, 4; 26. Fiorentina, 3; 27. Fiorentina, 2; 28. Fiorentina, 1; 29. Fiorentina, 0; 30. Fiorentina, 0.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

17^e journée

Bayern-München	3-0
Borussia Dortmund	2-1
Eintracht Frankfurt	1-1
Fulda	1-1
Hambourg	1-1
Karlsruhe	1-1
Köln	1-1
Leipzig	1-1
Magdebourg	1-1
Münster	1-1
Nürnberg	1-1
Regensburg	1-1
Schalke	1-1
Stuttgart	1-1
Union Berlin	1-1
Worms	1-1

Classé: 1. Bayern, 35; 2. Borussia Dortmund, 30; 3. Eintracht Frankfurt, 28; 4. Fulda, 27; 5. Hambourg, 26; 6. Karlsruhe, 25; 7. Köln, 24; 8. Leipzig, 23; 9. Magdebourg, 22; 10. Münster, 21; 11. Nürnberg, 20; 12. Regensburg, 19; 13. Schalke, 18; 14. Stuttgart, 17; 15. Union Berlin, 16; 16. Worms, 15; 17. Wuppertal, 14; 18. Wuppertal, 13; 19. Wuppertal, 12; 20. Wuppertal, 11; 21. Wuppertal, 10; 22. Wuppertal, 9; 23. Wuppertal, 8; 24. Wuppertal, 7; 25. Wuppertal, 6; 26. Wuppertal, 5; 27. Wuppertal, 4; 28. Wuppertal, 3; 29. Wuppertal, 2; 30. Wuppertal, 1.

CHAMPIONNAT D'AUSTRALIE

1^{re} journée

Adelaide	1-1
Brisbane	1-1
Carlisle	1-1
Geelong	1-1
Melbourne	1-1
Perth	1-1
Sydney	1-1
Tottenham	1-1
Wentworth	1-1

Classé: 1. Adelaide, 3; 2. Brisbane, 2; 3. Carlisle, 1; 4. Geelong, 0; 5. Melbourne, 0; 6. Perth, 0; 7. Sydney, 0; 8. Tottenham, 0; 9. Wentworth, 0.

CHAMPIONNAT D'ARGENTINE

1^{re} journée

Boca Juniors	1-1
River Plate	1-1
San Lorenzo	1-1
Talleres	1-1
Union de Santa Fe	1-1
Velez Sarsfield	1-1

Classé: 1. Boca Juniors, 3; 2. River Plate, 2; 3. San Lorenzo, 1; 4. Talleres, 0; 5. Union de Santa Fe, 0; 6. Velez Sarsfield, 0.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

1^{re} journée

Real Madrid	1-1
Barcelona	1-1
Atletico Madrid	1-1
Valencia	1-1
Sevilla	1-1
Real Sociedad	1-1
Deportivo La Corogne	1-1
Celta Vigo	1-1
Osasuna	1-1
Real Betis	1-1
Real Grenade	1-1
Real Murcie	1-1
Real Ovigo	1-1
Real Saragose	1-1
Real Valladolid	1-1
Real Zamora	1-1
Real Zorita	1-1
Real Logroño	1-1
Real Alavés	1-1
Real Eibar	1-1
Real Girona	1-1
Real Huesca	1-1
Real Las Palmas	1-1
Real Lleida	1-1
Real Noya	1-1
Real Pampelune	1-1
Real San Sebastian	1-1
Real Sociedad B	1-1
Real Union	1-1
Real Vitoria	1-1
Real Zamora B	1-1
Real Zorita B	1-1
Real Logroño B	1-1
Real Alavés B	1-1
Real Eibar B	1-1
Real Girona B	1-1
Real Huesca B	1-1
Real Las Palmas B	1-1
Real Lleida B	1-1
Real Noya B	1-1
Real Pampelune B	1-1
Real	

Vers des médicaments plus naturels

Les substances végétales, essentielles pour comprendre les écosystèmes, intéressent l'industrie pharmaceutique

AVEC la fulgurante percée de la biologie moléculaire, les plantes, longtemps mal-aimées par les biologistes, ont conquis leurs lettres de noblesse. Notre espèce, reconnaissante, sait ce qu'elle leur doit : non seulement sa survie alimentaire, mais son existence même. Fabuleux réservoir de chlorophylle, les plantes sont en effet les seuls êtres vivants capables, à partir du gaz carbonique et de l'énergie lumineuse, de fabriquer les sucres grâce auxquels le règne animal a pu se développer. Sans oublier les multiples thérapeutiques qu'il, de tous temps, ont puisé à leur source, et dont il fut amplement question lors du colloque national qui vient de se tenir à Paris, du 10 au 13 janvier, sur « les substances naturelles secrétées chez les végétaux ».

Combien sont-elles ? A quoi servent-elles ? Ce sont des huiles essentielles, employées depuis l'Antiquité pour les bains aromatiques ou l'embaumement des défunts, que l'on étudie aujourd'hui pour leurs propriétés antitumorales. C'est un alcool extrait d'un arbre de la savane ouest-africaine, *Fagara zanthoxyloides*, dont l'activité anticancéreuse s'explique peu à peu. Ce sont des dérivés catéchiques, des tanins catéchiques et autres substances phénoliques... On pourrait multiplier les exemples, mais à quoi bon ? L'exhaustivité n'est ici pas de mise. Les substances secrétées par les

dites de « mutualisme » dont bénéficient les deux partenaires et les espèces qui en dépendent. Un écosystème miniature qui illustre les richesses et les difficultés de cette science éminemment mouvante qu'est l'étude d'un milieu tropical, où « tout peut changer d'une année sur l'autre ».

Dans cette nature en constante évolution, les substances végétales sont un fil d'Ariane. Par l'analyse de leur composition et de leurs fonctions, les chercheurs recensent des écosystèmes similaires dans des régions opposées du globe, discernent des milieux distincts au sein d'une même parcelle forestière. C'est dire, à l'heure où la protection de la nature est devenue un enjeu planétaire, l'importance de cette voie de recherche fondamentale, et des moyens qui lui seront alloués. Des subsides qui émanent pour partie du secteur industriel, pour lequel l'exploitation de cette même biologie peut avoir des retombées non négligeables.

TESTS À GRANDE ÉCHELLE

Si les molécules émises par les plantes intéressent également les agronomes, qui y trouvent un précieux réservoir naturel pour lutter contre les agents ravageurs des cultures, ce sont les firmes pharmaceutiques qui, à l'heure actuelle, restent les meilleures alliées des naturalistes. Les substances végétales constituent en effet une source irremplaçable de médicaments, dont seule une infime partie est en réalité exploitée. « Au total, moins d'une centaine de substances végétales sont utilisées couramment pour la fabrication de molécules thérapeutiques », précise Louis Cosson, professeur de biologie végétale à la faculté de pharmacologie de l'université de Malakoff.

La diversité florissante de cet or vert n'en continue pas moins, au hasard des programmes de recherche médicale ou des explorations scientifiques, à ouvrir de nouvelles voies thérapeutiques. Un exemple parmi les plus célèbres : la découverte dans les années soixante des taxoïdes, extraits de l'if et puissants inhibiteurs de la division cellulaire, dont les propriétés antitumorales font actuellement l'objet d'une solide concurrence entre Bristol-Myers Squibb (États-Unis) et Rhône-Poulenc Rorex (France).

« Aujourd'hui, le criblage pharmacologique des substances naturelles tend à devenir pratique courante pour la plupart des grandes firmes pharmaceutiques », résume Louis Cosson. Pour un coût relativement minime, ces leaders mondiaux testent à grande échelle, sur des cellules en culture, les effets biologiques de centaines de composés végétaux. Persuadés de la rentabilité de la méthode, certains industriels vont même plus loin encore, et financent directement des programmes de recherche visant à recenser les espèces vivantes.

Ainsi le jeune Institut national de biodiversité du Costa-Rica vit-il pour l'essentiel des subsides du géant américain Merck and Co. En contrepartie, celui-ci s'octroie le droit de valoriser les ressources locales, pour en extraire, peut-être, les médicaments de demain. Une convergence d'intérêts qui pourrait se généraliser dans les années à venir, et dont les botanistes, souvent malmenés par la modicité des crédits de la recherche publique, seraient les premiers à bénéficier.

Catherine Vincent

■ **INFORMATIQUE** : les nouvelles puces Pentium doivent être correctement refroidies. Les fabricants et distributeurs de micro-ordinateurs utilisant des puces Pentium s'inquiètent d'erreurs qui pourraient survenir lors du remplacement de puces défectueuses. Ces puces nécessitent d'être refroidies par un dispositif spécial. Mais, selon le *Wall Street Journal* du 9 janvier, il en existe de nombreux modèles et l'éventualité d'un mauvais branchement serait donc loin d'être négligeable.

■ **LEISHMANIOSE** : des chercheurs français viennent d'ouvrir une piste sur cette grave maladie parasitaire. L'équipe de Jean-Jacques Toulmé (INSERM, U 386) est parvenue à inhiber l'action du parasite *Leishmania* grâce à la stratégie moléculaire dite « anti-sens », qui consiste à bloquer l'expression des gènes en les hybridant avec leur séquence complémentaire. Un espoir thérapeutique sérieux mais lointain, puisque ces résultats n'ont à ce jour été obtenus qu'in vitro.

Les jeunes Japonaises ont craqué pour les communicateurs personnels, calculatrices et agendas électroniques capables d'envoyer des

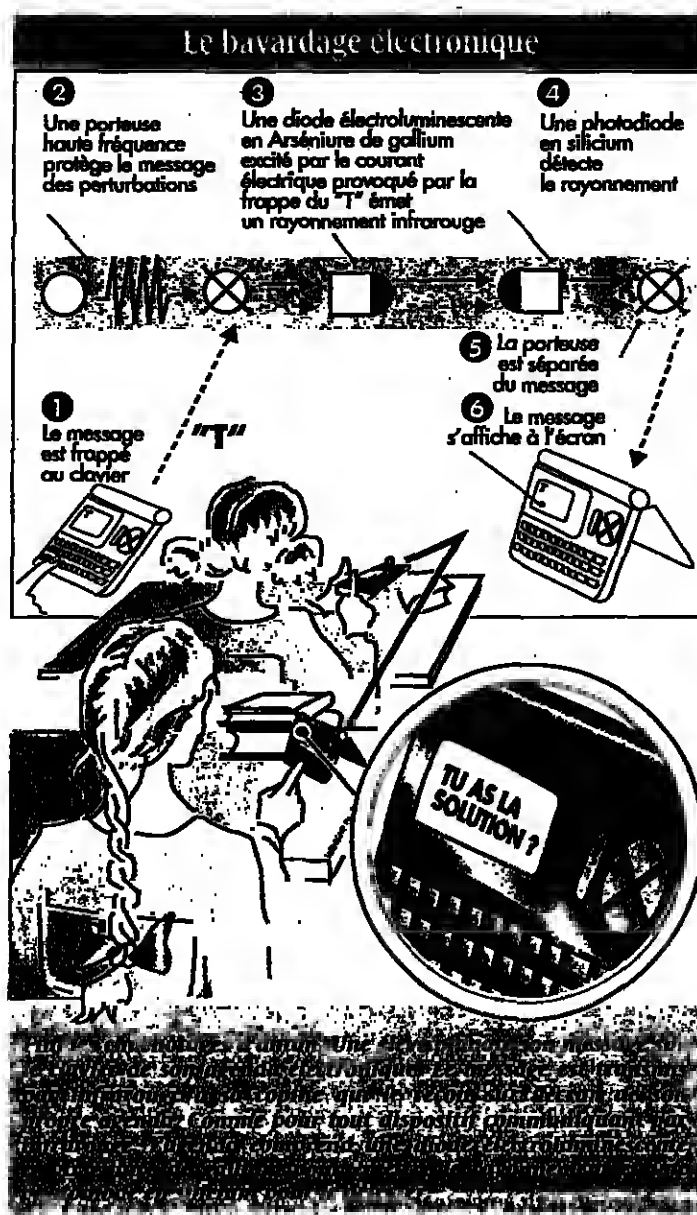
Les fabricants nippons veulent séduire les jeunes filles avec de nouveaux gadgets à bas prix

Les Japonais développent des agendas électroniques pour les adolescentes

Les jeunes Japonaises ont craqué pour les communicateurs personnels, calculatrices et agendas électroniques capables d'envoyer des

messages par infrarouge. Les Américaines devaient suivre, à en croire la palette présentée lors de l'exposition annuelle de Las Vegas (États-

Unis) consacrée à l'électronique grand public. En Europe, les ventes démarrent timidement, car les prix sont encore relativement élevés.



« utilitaires » d'agenda, répertoire, montre, calculatrice. Plus discrète, la montre Infra-Captor (70 dollars) permet de jouer à deux jeux simultanément et d'envoyer et de recevoir dix messages préétablis. La fonction de transmission par infrarouge, dont le coût de revient est devenu dérisoire, est en fait un axe qui relie un nombre étonnant de nouveaux produits présentés cette année par Casio.

Le concept a, semble-t-il, été largement validé au Japon avant de se présenter sur le continent américain. Les premiers modèles lancés par Casio avant les fêtes auraient obtenu un succès certain : le constructeur revendique 600 000 exemplaires vendus aux États-Unis et pense atteindre le million avec la seconde génération présentée à Las Vegas. D'autres constructeurs se sont lancés dans l'aventure, parmi lesquels Sharp, Sega et Tiger Electronics.

En Europe, seul Casio s'est véritablement fait connaître sur ce nouveau créneau. En France, la gamme Casio Club, commercialisée depuis Noël, est plutôt destinée aux gamineries. Vendue 600 francs, avec l'option communication par infrarouge, elle comprend en effet des jeux sportifs ou guerriers. Les modèles présentés à la fin du mois au Salon du jouet seront de la même veine. Les chiffres de vente, 65 000 unités sur l'Hexagone, sont loin des scores obtenus outre-Atlantique ou outre-Pacifique. Mais il ne faut guère de doute que, la baisse des prix aidant, les enseignants de nos contrées auront aussi à gérer contre une nouvelle coqueluche dans les salles de classe : une épide-mie... d'infrarouge.

Pierre Vandeginste

La communication, nouvelle application pour les infrarouges

EN AIDANT les adolescents à communiquer, les infrarouges trouvent là un nouveau champ d'application. Mais la technologie est éprouvée depuis longtemps. C'est grâce aux infrarouges que l'on peut zapper d'une chaîne de télévision à une autre, utiliser un clavier ou une souris sans fil pour actionner son micro-ordinateur, porter un casque, sans fil également, pour écouter un disque sans gêner son entourage, par exemple.

Invisible et inodore, la communication par infrarouge présente en outre l'avantage d'être extrêmement bon marché à mettre en œuvre. Elle ne nécessite en effet que des composants, très peu chers « d'un prix de revient de l'ordre de quelques francs », explique Daniel Amingual, chef du département optique du LETI (Laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation du Commissariat à l'énergie atomique).

Le rayonnement infrarouge, comme son nom l'indique, se caractérise par sa longueur d'onde, supérieure à celle du rouge (0,8 micron), lui-même limite supérieure du spectre visible par l'œil. Les infrarouges peuvent être utilisés pour des applications très diverses en fonction de leur longueur d'onde. Les télécommandes de télévision ou des communicateurs personnels fonctionnent avec un rayon de 0,9 micron de longueur d'onde. Rien à voir donc avec les infrarouges utilisés par les militaires pour des systèmes de vision nocturne et qui déclinent des infrarouges de 5 à 10 microns, longueur d'onde du rayonnement émis par le corps humain.

Pour obtenir un rayonnement de 0,9 micron, les fabricants utilisent des diodes électroluminescentes en arseniure de gallium (AsGa). Ce matériau a en effet la particularité d'émettre une lumière de 0,9 micron de longueur d'onde lorsqu'on l'excite avec un courant électrique. Si ce courant est modulé, par la parole par exemple, la lumière émise varie comme la parole.

A la différence des liaisons radio (utilisées pour les téléphones portables par exemple), la communication par infrarouge présente aussi la caractéristique de ne pouvoir franchir les obstacles. Ce qui peut être un inconvénient lorsqu'il s'agit de téléphoner sur de longues distances, mais présente en revanche un avantage pour les applications citées précédemment. L'onde émise se réfléchit sur les murs de la pièce et atteint donc sans problème son objectif même si on ne lui fait pas face. Dans une classe, un adolescent pourra ainsi communiquer par infrarouge avec son voisin situé deux rangs derrière sans avoir à se retourner !

En revanche, s'il ne trouve pas

l'obstacle sur sa route, le rayonnement infrarouge peut parcourir de longue distance sans déperdition d'information. Des études seraient actuellement menées pour l'utiliser dans l'espace, entre deux satellites. Un faisceau laser infrarouge serait utilisé pour émettre le rayonnement, ce qui permet d'établir une communication très directive (à la différence des ondes radio) et préserve donc mieux le secret de la communication.

Ce qui est loin d'être le cas dans une salle de classe, où tout possesseur d'un communicateur pourra intercepter les messages. Attention aux méduses !

Annie Kahn

L'INTERNATIONAL, NOTRE METIER.

EPSCI, école du Groupe ESSEC

Diplôme validé par le Ministre de l'Enseignement Supérieur

- Une des 3 meilleures écoles françaises de formation aux affaires internationales.
- Quatre années d'études après le baccalauréat.
- Programme bi-national avec double diplôme (Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande).
- Admission par concours commun S.E.S.A.M.E.

EPSCI - Groupe ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : (1) 34.43.30.00

La palette de couleurs des voitures s'élargit

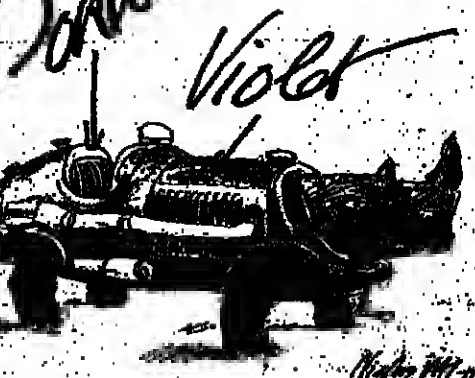
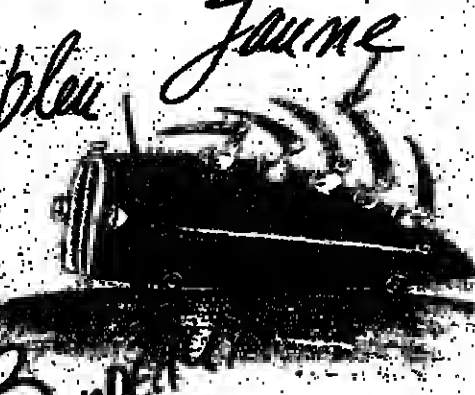
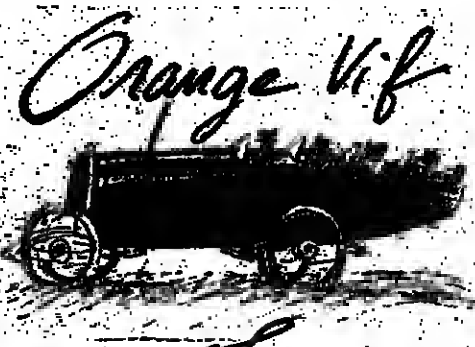
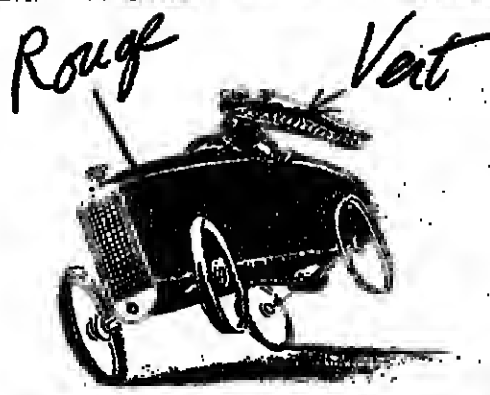
Les constructeurs suivent la mode et offrent au consommateur une revanche sur la standardisation des formes des véhicules

IL Y A quelques années, Honda mit au point pour le marché américain une Civic dont la carrosserie changeait de couleur selon la température et l'ensoleillement. La firme japonaise n'espérait pas se tailler un énorme succès commercial mais pensait tout de même créer un petit événement technologique. Mal lui en prit. Après une série de tests auprès de clients types, le projet fut rapidement abandonné. Pour peu que leur voiture caméléon ait changé de teinte, la plupart éprouvaient de sérieuses difficultés pour la retrouver sur le parking du supermarché.

Dans un univers où domine la grisaille du design assisté par ordinateur, la couleur offre une revanche sur la désespérante standardisation des formes automobiles. « La palette s'est considérablement élargie. Il y a quatre ou cinq ans, il était impensable de recourir au rouge, à certains bleus et, surtout, au vert. Désormais, on cherche à se différencier tout en évitant le topé-à-l'œil, ce qui ne va pas toujours de soi », souligne Charles Wassmer, du département études et stratégies du marketing de Citroën.

LE SUCCÈS DU VERT

Quitte à donner le tournis aux constructeurs, à coller des graines aux vendeurs et à engendrer des brouilles familiales définitives, des tabous sont tombés. Certes, gris et blanc restent représentés au sein du parc automobile français (46 % des Citroën vendues en France contre 20 % de celles vendues en Europe, 42 % des Xantia vendues en France, au lieu de 27 % de celles vendues en Europe) mais bleu et vert émergent de ce décor plutôt blafard. Le succès du vert mérite que l'on s'y arrête. « Dans l'inconscient collectif, cette couleur a été longtemps moudite. Elle portait malheur. La superstition, désormais, n'a plus cours - sous doute le mode éco-écolo - et les techniques ont permis de maîtriser ses diverses variantes. Le vert fait sérieux »,



souligne Michel Pastoureaux, historien des couleurs et professeur à l'École des hautes études en sciences sociales.

Gratter un peu la peinture, c'est faire apparaître les réalités culturelles des nations et des classes sociales. « Tous les constructeurs constatent que l'Europe du Nord préfère les couleurs vives alors que l'Europe du Sud, particulièrement la France, privilégie les teintes plus sobres, hormis

peut être l'Espagne. Impossible de vendre dans l'Hexagone une grosse berline rouge ou l'un de ces jeunes vifs très appréciés en Allemagne », souligne Robert Dargis, responsable du marketing chez Opel France.

Sociologiquement, les préférences ne sont pas neutres. « Regardez nos clients les plus jeunes, vous ne les séduirez pas avec du rose bonbon, il leur faut généralement du classique, noir ou gris

métallisé de préférence. A travers la voiture, ils revendiquent une certaine respectabilité qui leur facilitera l'accès à un statut social de plus en plus difficile à obtenir. A l'opposé, les plus de trente-cinq ans sont les plus disposés à élargir leurs préférences, car ils cherchent davantage à exprimer leur personnalité », insiste Charles Wassmer. Le mouvement de diversification des coloris est également une conséquence de la féminisation croissante de la conduite automobile. En général, lorsqu'elle se trouve derrière son volant, la femme ne cherche pas autant à faire valoir un statut social. En revanche, les assureurs ne se disputent pas les hommes propriétaires d'une voiture un tantinet sportive et de couleur rouge. An point qu'à la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) un n'écarter pas l'idée d'inclure, à terme, la teinte des automobiles dans le calcul des primes.

DES RÉUSSITES POLYCHROMES

Pour autant, les Français ne sont pas devenus excentriques. La Twingo, qui proposait des teintes franchement excentriques lors de son lancement, fait davantage dans le distingué en 1995, avec des verts et des rouges plus francs, alors que le jaune moutarde est remplacé par le jaune citron.

Même si l'option est disponible pour les seuls véhicules de société, l'apparition du blanc sonnet-elle un retour en arrière ? « Pas du tout », se défend Patrick Blain, directeur du marketing des produits chez Renault. Nous restons dans le domaine des teintes sobres, mais il se trouve que la durée de vie des couleurs est de plus en plus courte. La difficulté, ajoute-t-il, vient du fait que les couleurs vieillissent plus vite que l'esthétique des voitures. Les constructeurs doivent donc faire preuve d'audace pour innover. Inventer de nouvelles teintes ou en réhabiliter d'autres ? Pour cela, il faudra aussi prendre des risques commerciaux. La preuve : les plus belles réussites polychromes de ces derniers mois ont été remarquées sur les compés Fiat et sur l'Opel Tigra.

Jean-Michel Normand

100 % tissu

par Claude Sarraute

Vous vous souvenez de L'Homme au complet blanc, ce vieux film anglais doux-amer, avec l'ineffable Alec Guinness, inventeur génial d'une flanelle insalissable, insubmersible et infroissable que les fabricants paniqués invitent fermement à aller se rhabiller. Vous êtes fou ou quoi ? Vous allez nous mettre dans de beaux draps ! Ça relevait de la science-fiction, à l'époque, l'époque des premiers bas nylon d'accord, mais bon, ça faisait sourire et... rêver. Eh bien, on y est à présent. Les tissus miracles sont arrivés. Je ne parle ni du polyester imitation laine ou soie, ni du Gore-Tex ou du Lycra, attention. Elles ne font plus un pli depuis belle lurette déjà, ces matières-là.

Non, ça va beaucoup plus loin. Plus besoin d'hésiter chaque matin devant sa pendure : Bon, alors, qu'est-ce que je mets ? Un gilet plus un blouson ? Un pull chaussette sous une juquette ? Un gilet sur un blouson ? Plus de bagarres et des porte-manteaux. Don-donnes et impensés se font prendre au musée Galliera, remplacés par des vestes-thermostat et des chemisiers climatisés. S'agit de tissus caméléon. Ils passeront du clair au foncé, histoire de vous réchauffer ou de vous rafraîchir au gré des bulletins météo. Et ils changeront de couleur à vue de nez. Affreux, cet orange avec ce vert épinard, c'est d'un ringard ! Attends que je vires au jaune.

Des tissus nettoie-tout et tout-en-un. Vous savez en quoi elles seront, les cravates ? En Teflon. Des cravates repousse-taches. Et les dessous ? En Tacet. Des dessous éponge-sueur. En attendant les collants parfumés au Shampila et les bodys aminçissants. Vous vous levez

du pied gauche ? Qu'à cela ne tienne ! Suffira d'enfiler une combinaison chasse-stress ou un pantalon à bretelles remonte-moral pour bouffer du lion. Vous avez de la fièvre et des frissons ? Où est passé mon pyjama anti-grippe ? Des tissus intelligents : plus de naphthalène, plus d'antibiotiques, plus de lotions solaires... Nouvelles matières, nouvelles frontières interdites aux moustiques, aux microbes et aux méchants UV.

Remarque, moi, je n'y crois pas trop. Non que je mette en doute leur QI, je ne suis pas raciste pour deux sous, simplement je ne vois pas comment elles arriveraient à s'imposer, aujourd'hui plus qu'hier, sur le marché du prêt-à-porter - prêt-à-jeter. Femme actuelle, qui consacre un article enthousiaste à ces fibres ultra-résistantes - la machine à laver, le fer à repasser, au revoir et merci ! - signe par là même leur condamnation à perpétuité. Réfléchissez ! Pas de lessive, pas de pub ; pas de pub, pas de télé... Pas de médicaments, pas de toubib ; pas de toubib, pas de laborantins. Ils ne peuvent pas se reconvenir tous dans le textile !

Et le reste à l'avenant. Des pans entiers de l'économie s'écrouleraient dans le fracas planétaire de cette troisième crise pétrolière. D'autant plus dévastatrice que l'industrie du vêtement, destinée à devenir une intemporelle seconde peau, tournerait au ralenti par définition : les superposés, les vieilles fringues usagées, les collections hiver été, fin, et, terminé ! Et les chômeurs défileraient par dizaines de millions, de Taiwan au Sénégal, en brandissant des pancartes assassines : Mort au veston blanc ! Vive le bleu de travail !

Climatomanie

APRÈS un été passé sous le soleil de Satan, la France, légitimement, se prépare à affronter l'hiver d'hiver. Les fourrures d'ours et les érudits chauffants rattraperaient l'abrutissement des hautes canicules et l'on glisserait, rassuré et en paix, vers un printemps de début du monde. Mais pour l'instant, rien encore de vraiment sérieux. La météo s'interroge, et nous avec.

Selon Bernard Shaw, « le temps, tout le monde en parle, mais personne ne fait rien ». Nés trempés, les Anglais ont toujours refusé de s'intéresser à ce subalterne que sont les avamies climatiques, considérant que leur île avait ses particularités propres et que c'était à eux, et à eux seuls, d'en expliquer les channes ou de faire le silence là-dessus. Il en va différemment au pays des mille fromages, où chaque région, chaque terroir vit, prospère et souffre au rythme de ses brumes givrantes, de ses gelées tardives ou de ses éclats de chaleur. « Toute lune est atroce et tout soleil amer », hasarda Rimbaud, poète et météorologue.

Un pays, donc, résolument disposé à croire au ciel, à ses tonnerres, à ses excès et à ses prédictions. N'oublions pas les froids sans pitié de l'hiver 1788 sur lesquels l'Ancien Régime va sécherement venir s'épanouir. Une révolution chande, née d'une regrettable chute barométrique. Ça marque. Du coup, voilà nos Gaulois tous assemblés, studieux, en branchement direct sur les prévisions météo.

Une drogue douce aux résultats parfois aléatoires, mais toujours prise à haute dose, tant il est vrai qu'aucun des hauts dignitaires sociologues qui régissent la lecture télévisuelle n'aura jamais mis en garde la population dépendante contre un quelconque risque d'intoxication majeure. Matin et soir, soit et matin, heure après heure, tombent les informations sur l'évolution du temps et ce que nous devons en penser.

Prudents, mais vigilants à occuper le créneau, les journaux font plutôt sobre. Les radios, elles, depuis toujours, typent leurs données du jour par la personnalisation de la voix du devin de service, ce qui ne va pas sans risques quand l'homme traverse l'intérieur des turbulences intérieures qui ont vite fait de gauchir le propos. Gros efforts de mise en scène sur l'hertzien, qui ouvre le rideau rouge, soit pour faire passer la pilule, soit pour flatter la chaîne d'avoir à présenter des lendemains aussi radieux.

En climat tempéré, l'autochtone est souvent délicat à manier. Il conviendra de s'y prendre avec souplesse pour ne pas le froisser et toujours aller dans le sens des droits qui sont les siens. Si les nouvelles sont vraiment mauvaises - cyclone sur la Bretagne, neige sur Saint-Jean-Cap-Ferrat, fort vent d'est sur l'avenue de la Grande-Armée - toujours s'excuser. Impératif. Pour le reste, ils gèbent et en redemandent.

PAS DE BLAGUE

La bouillie qui s'est emparée de ce gros public n'est peut-être pas le pire des symptômes dans l'arsenal des troubles qui nous agitent, mais son exotisme, son pittoresque, n'en sont pas moins inquiétants. La fin de la guerre froide nous ayant sensiblement éloignés des risques d'un « hiver nucléaire » - après le big-bang, végétaux et rescapés gèlent sur pied, les infrastructures ne parvenant que mal à traverser les nuages de poussière levés par le grand cataclysme - il devait normalement faire moins frissonner sur notre planète.

Mais pas du tout. Jamais les déversoirs à nouvelles n'ont vomi tant de calamités ni d'incertitudes. Désormais la seule chose dont on soit à peu près sûr est le temps qu'il fera le lendemain sur le pays. Du coup, on s'y accroche. Sans rire. Pas de blague.

Si nos malheurs nous échappent, raison de plus pour ne pas laisser filer ce petit bout de rassurance et d'espoir, sans beaucoup d'intérêt, mais qui nous relie si finement à la réalité. La météo comme valeur-refuge dans la lutte antistress.

Jean-Pierre Quélin

AUTOMOBILE



V.W. CABRIOLET - 87
Etat excellent - Noir/Noir
118.000 Km
49.000 F
Fax : 45.35.13.92

MERCEDES 190 E
Auto. - 93
27.000 Km - 99.000 F
DOUMER AUTO
(1) 39.65.52.40

Où vous lisez bien, j'achète votre voiture comptant, immédiatement
(1) 46.54.44.77

PEUGEOT 605 SRDT - 92
Pack cuir - T.O.E. - ABR
Radio K7 - Vert sorreto
83.000 Kms
94.000 F - Tel : 42.63.33.00

VDS FORD CAPRI 2000 GT
B.A. - Mod. USA 1973
Facture - Etat collection
PRIX : 25.000 F à débattre
Tel : (1) 43.71.76.56 (Rép.)

PORSCHE 968 - 93, 22.000 Km
MERCEDES 300 CE - 88
CALIBRA 21.16S, très options 95
(1) 45.31.51.51

BX 16 TRS - année 87
94.000 Km - T.B.E.
Prix à débattre
Tel : 45.43.46.66
à partir de 19h30

MERCEDES Cabriolet 280 SL
Hard Top - 1978 - 100.000 Kms
Etat Impeccable - 120.000 F
Tel : 42.32.60.11 (heures bur.)

JAGUAR WILSON SOVEREIGN 4.0L - 93
43.000 Km, 1ère main
Prune, cuir crème
BMW 530 V8
1992 - Diamant, 50.000 Km
Cuir noir, boîte auto.
Parfaite, options.
COUPE XJS 4.0L - 92
70.000 Km, 1ère main
REGENCY RED, cuir crème
GARANTIE 12 MOIS
(1) 47.39.92.50

BMW 525 TDS 93
Pack clim. - 148.000 F
3181 93 clim. - 98.000 F
BMW 525i, 89 T.O. 89.000 F
(1) 45.31.51.51

LAGUNA RT 2L - 94
Climatisation, 6.000 km
(1) 40.44.55.00

SAFRANE BACCARA
3.700 Km - bleu nuit - 94
ESPACE RN 21 DT
8.000 Km - gris foncé - 95
OMEGA CD 2LS TD
20.500 Km - noire - 94
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 69.10.19.00

VEHICULES NEUFS
Safrane RT 2LS DT, 159 900 F TTC
Peugeot 605 SRDT 2LS, 159 200 F TTC
Xantia TD SX climatisée, 128 500 F TTC
Espace TD Allizé 153 500 F TTC
Rover 825 SD lune 155 000 F TTC
et d'autres : citro, 306, Golf, etc...
84 ECOMAUTO - 78500 Saranville
Tel : 39 57 57 33 - Fax : 39 57 57 66
Mandataire Indépendant 123/65

BMW 316i, compact cuir
clim. - 5.000 Km - 94
GOLF Memphis, 90 - T.O.
Jtes. alu. - 29.000 F
R 25 BACCARA, 91 - 59.000 F
MERCEDES 190, 91 - ABS
Etat neuf - 89.000 F
(1) 45.31.51.51

GOLF STD1
18.000 Km - noir - 95
GOLF S 90
14.500 Km - argent - 95.
RENAULT CLIO 1.4L RT
14.000 Km - blanche - 94
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 69.10.19.00

PROCHAINE PARUTION LUNDI 23/01
CONTACTEZ :
Paula GRAVELOT
LE MONDE Publicité
44.43.76.23
ou
Fax : 44.43.77.31

BOURSE
3614
0,37 / Min.
3615
0,99 / Min.

COT
TELEPHONE
INTRADAY

PLUS RAPIDE
GESTION DE
PORTEFEUILLE
GRAPHIES
INTRADAY

مكتبة الكتب

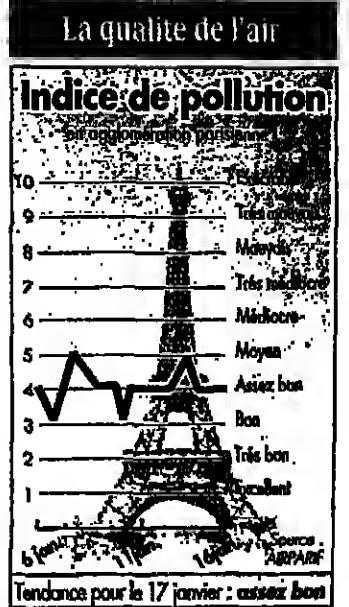
Pluies à l'ouest éclaircies ailleurs

L'ANTICYCLONE qui nous in-
fluait ces derniers jours s'efface
progressivement vers l'Europe cen-
trale, laissant le passage libre aux
perturbations atlantiques.

Une première zone pluvieuse af-
fecte en matinée les régions situées
de l'est de la Bretagne et de la Ven-
dée à la Normandie. Elles seront
faibles et éparpillées. Ces pluies pro-
gresseront lentement vers l'est et
gagneront, dans le courant de la
journée, le littoral charentais, les



Prévisions pour le 17 janvier à 12h00



Tendance pour le 17 janvier : assez bon

Pays de Loire, l'ouest du Bassin pa-
risien et le Pas-de-Calais. Ces ré-
gions auront encore connu quel-
ques éclaircies en matinée.

Sur la pointe de Bretagne, après
quelques éclaircies matinales, le
ciel se couvrira de nouveau et des
pluies parfois soutenues arriveront
dans l'après-midi. De l'Aquitaine à
l'ouest du Massif central, au Centre
et à la région Champagne-Arden-
ne, la journée sera agréablement
ensoleillée en dépit de l'appari-
tion d'un voile nuageux s'épaississant progressivement.

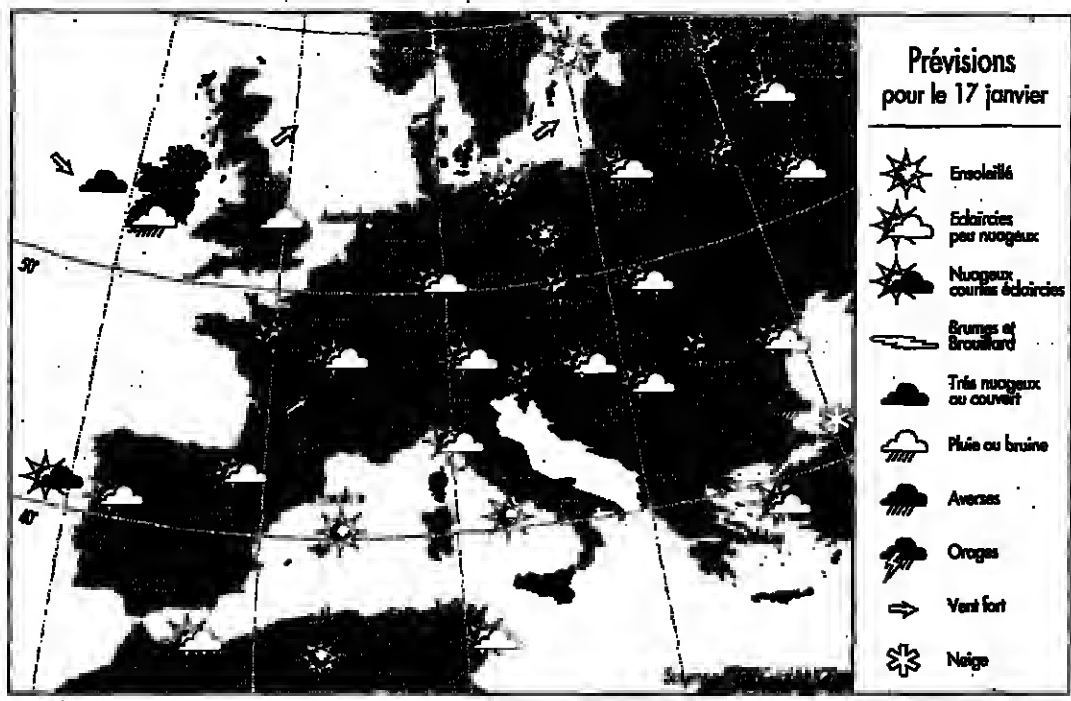
Les régions situées autour du
golfe du Lion, jusqu'aux Cévennes,
auront un ciel très nuageux toute la
journée et il pourra pleuvoir faible-
ment sur le relief. Le vent marin
soufflera en mer et en montagne ;
le vent de sud-est atteindra 80 kilo-
mètres/heure.

Sur le reste du pays, soit sur
l'ouest du Midi-Pyrénées, la Pro-
vence, la Côte-d'Azur, la Corse, les
Alpes, la Bourgogne, la Franche-
Comté, l'Alsace et la Lorraine, il fe-
ra très beau. Seule la plaine d'Al-
sace pourrait pâtir d'une grisaille
assez tenace.

Le vent du sud se renforcera sen-
siblement sur les côtes bretonnes
atteignant 90, 100 voire 110 kilo-
mètres/heure en Manche orientale,
70 kilomètres/heure sur le Pays
basque.

Les températures minimales se-
ront fraîches sur les régions de l'est
avec des gelées pouvant atteindre
-3 degrés en plaine. Du Nord aux
Pyrénées, ainsi que dans le Sud-Est,
elles varieront entre 1 et 6 degrés.
Plus à l'ouest, elles atteindront 5 à
3 degrés. Les températures maxi-
males ne dépasseront pas 5 degrés
sur un quart nord-est. Ailleurs, elles
seront comprises entre 6 et 10 de-
grés sur les régions centrales et
entre 9 et 12 degrés de la façade
atlantique aux régions méridio-
nales, et jusqu'à 15 degrés sur le
Pays basque.

(Document établi avec le support
technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES

du 16 janvier 1995

max/minima

FRANCE	max	min
PARIS	13-2	8-3
LYON	10-1	5-1
MARSEILLE	14-2	9-3
NANTES	10-2	5-1
NICE	11-3	6-2
STRASBOURG	10-1	5-1
TOULOUSE	12-3	7-2
CLERMONT-F.	10-1	5-1

ÉTRANGER

ALGER	12/1
AMSTERDAM	9/5
ATHÈNES	14/4
BANGKOK	32/22
BARCELONE	11/3
BERLIN	4-9
BRUXELLES	10/1
BOMBAY	29/18

BRASILIA 29/17

BUENOS AIRES	32/22
CARACAS	30/22
CHICAGO	2-3
COPENHAGUE	5-3
DAKAR	27/18
DIJON	12/1
DUBLIN	10/5
FRANCFORT	11/3
GENÈVE	2-8
HANOI	17/3
ISTANBUL	6/1
JERUSALEM	13/4

KHIV 4-7

KINSHASA	34/21
LE CAIRE	17/6
LIMA	22/22
LUSOBONE	15/8
LONDRES	12/8
LOS ANGELES	16/11
LUXEMBOURG	4-1
MADRID	14-4
MARRAKECH	18/6
MEXICO	22/7
MILAN	7-11
MONTREAL	11/1
MOSCOU	4-9
TUNIS	10/5
VIENNE	2-1

NEW DELHI 18/9

NEW YORK	10/3
PEKIN	5-4
PRAGUE	2/2
RESTONIA	2/2
RIO DE JANEIRO	32/22
ROME	9-3
SAN FRANCISCO	14/8
SANTIAGO	31/17
ST-PETERSBURG	3-4
STOCKHOLM	3-5
SYDNEY	22/20
TOKYO	10/1
VARSOVIE	3/1
VIENNE	2-1

Prévisions pour le 17 janvier à 12h00

Situation le 16 janvier 1995

Prévision pour le 18 janvier 1995

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ PARIS. Pour son programme
d'été, qui prendra effet le 26 mars,
Air France propose 53 vols hebdo-
madaires et 37 vols long courrier
sans escale supplémentaire. Ainsi,
la fréquence hebdomadaire passe-
ra de 9 à 10 vols sur Los Angeles,
de 3 à 6 sur Mexico, de 3 à 7 sur
Cayenne, de 6 à 7 sur Bangkok, de
5 à 7 sur Hongkong, de 2 à 3 sur
Séoul et Bombay, de 3 à 4 sur Pé-
kin. De même, Air France deservira
Barcelone 31 fois par semaine
(au lieu de 28), Rome 42 fois (au
lieu de 35), Berlin 25 fois (au lieu
de 19), Stockholm 18 fois (au lieu
de 13) et Venise 20 fois (au lieu de
14). En contrepartie, la compagnie
suspend ses liaisons avec Quito, Li-
ma, Recife, Doha, Karioum, Bah-
rein, Maputo, Windhoek, Bari et
Glasgow.

■ AMSTERDAM. L'aéroport
d'Amsterdam a enregistré une
hausse de 11 % de son trafic pas-
sagers en 1994. Un résultat qui le
place parmi les aéroports euro-
péens ayant la croissance la plus
rapide.

■ NAIROBI. Les autorités de la
République ont annoncé, le 12 jan-
vier, la prise de l'aéroport interna-
tional d'Hargissa aux rebelles et sa
prochaine réouverture après les
opérations de déminage et la ré-
fection des pistes.

■ ANDORRE. Depuis le 14 janvier,
le principauté d'Andorre possède
un plan de numérotation télépho-
nique autonome par rapport à la
France et à l'Espagne. Pour appeler
de France, il faut composer le 19
puis 376 et les 6 chiffres actuels du
numéro.

■ TOKYO. Pour améliorer leur
compétitivité, Japan Air System,
troisième compagnie aérienne ja-
ponaise, qui assure 360 vols quoti-
diens sur 76 lignes intérieures, et
Northwest Airlines, compagnie
américaine qui dessert les aéro-
ports de Tokyo, Osaka, Nagoya et
Fukuoka, étudient la possibilité de
connecter le réseau de JAS et les
lignes de Northwest au départ de
l'aéroport de Kansai, près d'Osaka.

■ TOULOUSE. A égalité avec celui
de Lyon, devant ceux de Bordeaux
et Marseille, l'aéroport de Tou-
louse a enregistré en 1994 une
hausse de 6 % de son trafic voyageurs.

LES JEUX

■ FRANCE. D'après un sondage réa-
lisé par IPSOS du 16 au 19 décembre
1994 sur un échantillon représentatif
de 1.000 personnes pour le bimensuel
Vocabulaire, 47 % des Français pa-
dent une langue étrangère. L'anglais vient
en tête, suivi de l'espagnol et de l'alle-
mand.

PARIS EN VISITE

Mardi 17 janvier

■ MUSÉE D'ORSAY (34 F + prix
d'entrée) : une œuvre à voir, Les
Déchargeurs de charbon, de
Claude Monet, 12 h 30 (Musées
nationaux).

■ MUSÉE DU PETIT-PALAIS
(25 F + prix d'entrée) : cycle
XIX^e siècle, le réalisme, Courbet,
Daubigny, 12 h 30 ; Faïences et
porcelaines du XVI^e au XX^e siècle,
14 h 30 (Musées de la Ville de Pa-
ris).

■ LES ARTISANS DU FAU-
BOURG SAINT-ANTOINE à tra-
vers cours et passages (50 F),
14 h 30, place de la Bastille, de-
vant la FNAC (Christine Merle).

■ ÉGLISE SAINT-SULPICE : la
sculpture du XVIII^e siècle (40 F),
14 h 30, devant le portail de
l'église (Sauvage et mise en
valeur du Paris historique).

■ MUSÉE CARNAVALET : me-
nusiers et ébénistes du XVIII^e
siècle (25 F + prix d'entrée),
15 heures (Musées de la Ville de
Paris).

■ MUSÉE DU GRAND ORIENT
DE FRANCE (37 F + prix d'en-
trée), 15 heures, 16, rue Cadet
(Monuments historiques).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6477

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
1. Marmotter tout en fumant. - 2. Qui concerne le
trafic des faveurs. - 3. Lieu de promenade pour Alfred
de Musset. - 4. Dans une main où il n'y a pas de poil.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICALEMENT
1. Bourrelles. - 2. On ; Eole ; fo. - 3. Uccello ; fic.
4. Italienne. - 5. Luf ; mles. - 6. Lest ; uil ; cu.
7. Bus ; prêteur. - 8. Usors ; scile. - 9. Renak ; eues.

SOLUTION DU N° 6476

HORIZONTALEMENT
1. Bouillieur. - 2. Onctueuse. - 3. Caisson. -
4. Réel ; na. - 5. Roll ; psi. - 6. Elle ; Ur. - 7. Léon-
nines. - 8. Nuitee. - 9. Eiffel ; élu. - 10. Rot ; éculé.
- 11. Césures.

VERTICA

RÉCOMPENSE L'Équerre d'argent, l'une des plus prestigieuses récompenses architecturales, sera remise par le jury des éditions du Moniteur à ses lauréats,

Bruno et Henri Gaudin, mercredi 25 janvier, sur les lieux mêmes qu'a primés le jury : le stade Charléty à Paris. ● CETTE CÉRÉMONIE aura lieu alors que l'architecture française semble

entrer dans une période d'incertitude et de remise en cause, dont témoignent les diverses publications professionnelles. Le petit nombre d'élus consacrés par les jurés des Al-

bums de l'architecture caractérise également ce trouble. ● LA PÉRIODE n'est certes pas des plus favorables, si l'on en juge par le choix de l'équipe Macary-Zublena

pour le Grand Stade de Saint-Denis. Un nouveau sujet de polémiques, depuis que Jean Nouvel a demandé, mardi 10 janvier, à Edouard Balladur d'annuler son choix.

Incertitudes et repentirs de l'architecture d'aujourd'hui

Les polémiques survenues à l'occasion des choix pour le Grand Stade et la Bibliothèque de France révèlent le trouble d'une profession en manque de maîtres à penser

COMMENT mettre sur le même plan des ouvrages livrés en 1994, mais dessinés voici plus de dix ans comme la Cité de la musique, et d'autres sortis de terre en quelques mois ? C'est toute la difficulté des bilans annuels auxquels se livrent les revues. Car le premier constat est précisément que la possibilité d'une vision synthétique échappe au fur et à mesure que les pages défilent.

Le document de référence, en ce début 1995, est publié, comme chaque année, par *Le Moniteur*

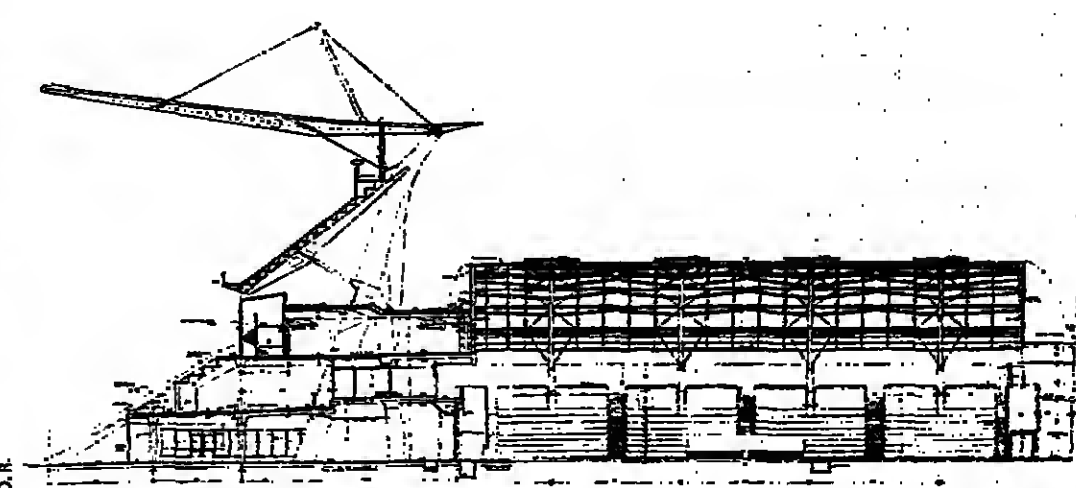
grand courant de confrontation qui opposait les partisans du bâtiment comme objet utilitaire, bidule métallique, œuvre d'art autonome et bien visible dans les villes : ceux d'un renouveau du modernisme s'obstinant à jouer au cube avec les modèles de béton blanc légués par le patriarcat Le Corbusier ; ceux enfin pour qui la continuité de la cité restait, au-delà des styles et des formules, une sorte d'impératif kantien. On classait Nouvel, Fukasas ou l'Anglais Alsop parmi les premiers ; Crilani,

dans les chnirs, une hiérarchie minimale de valeurs. La perception même des bâtiments a fini par s'inverser. Par exemple, il est devenu conventionnel de considérer telle œuvre de Nouvel – la Fondation Cartier ou le Palais des congrès de Tours – comme les prototypes d'une avant-garde qui s'imposerait, dans l'incompréhension, face à un univers rétrograde. Appartiendrait à ce dernier ensemble, la Cité de la musique de Portzamparc, la rénovation du Muséum par Chénétov. C'est miracle si l'admirable stade Charléty, dû à Gaudin père et fils, est parvenu à échapper aux classifications arbitraires, pour imposer l'idée d'une architecture à l'état pur.

Si l'on veut bien écouter les réactions des citoyens ordinaires, le schéma s'inverse. La Cité de la musique s'impose comme le travail le plus radical. Et si elle ne fait l'objet d'aucun refus, c'est bien qu'elle constitue une entrée de ville accueillante, malgré sa force. Quand la Fondation Cartier, qui passe pour le *ne plus ultra* de l'innovation, a certes d'indéniables qualités plastiques et spatiales, mais joue sur deux tableaux opposés à ceux de la Cité : la discontinuité dans la ville, une forme d'arrogance solitaire, et une esthétique banalisée par ses jeux classiques sur la transparence et l'emploi du métal.

Les architectes étrangers ont vite compris ce qu'ils pouvaient tirer de cette sorte de fascination naïve des maîtres d'ouvrage pour ce qu'ils pensent être la nouveauté. C'est ainsi qu'à la fin de l'année dernière, l'hôtel du département de Marseille signé par William Alsop, prototype d'une architecture de bande dessinée qui semble devoir conserver le qualificatif générique d'architecture « zorglub ». Certes, il ne faut pas jeter le bébé Alsop avec le bain qu'il s'est offert dans le bassin méditerranéen.

Au-delà du jugement critique, il



Le stade Charléty, de Bruno et Henri Gaudin (coupe sur la tribune d'honneur et le gymnase).

ya le jugement moral, social, suscité par l'effet de cette architecture narcissique sur les élèves des écoles françaises, trop souvent éduqués dans l'idée qu'ils ne sauraient échapper au génie. Dans trop d'écoles s'est installée la conviction que seule une pratique fondée sur la rupture, la surprise, la violence serait à même de faire émerger les jeunes architectes dans l'univers impitoyable de la commande publique.

Le même phénomène d'engouement, dépourvu de tout esprit critique, s'est développé à l'autre bout de la France, dans le quartier que Rem Koolhaas a dessiné d'un seul coup de crayon pour l'ensemble Eurallie. La France paie là le développement d'une politique transnationale de concours. Renforcée par les mécanismes de la décentralisation, cette politique a accouché d'une production hétéroclite qui ne fait pas précisément le charme des villes. La crainte de la médiocrité est ce qui explique aussi la fascination de quelques maîtres d'ouvrages compétents et cultivés pour une expérimentation multiforme – peut-on penser une pratique architecturale qui ne s'appuierait pas sur une culture réelle ?

s'abstraie des interrogations des citoyens ? On s'arrête l'électisme, où commence l'hétéroclite ? Jusqu'où peut-on aller sans blesser irremédiablement la ville ?

Cette vision peut sembler pessimiste. Elle se trouve heureusement contredite par les réalisations spectaculaires que cette même année 1994 aura vu émerger : le stade Charléty, la gare de Roissy (Andreu et Duthilleul), la gare de Sotolas (Calatrava), la Bibliothèque de France (Perrault) pratiquement achevée, l'université de Cergy-Pontoise (Michel Rémon) ou l'école dans la même ville nouvelle (Dusapin et Leclercq), mais aussi par des ouvrages de moindre importance souvent impeccablement dessinés. On ne retrouvera aucun de ces architectes dans les bilans des revues de ce mois de janvier.

Face à cette situation, l'incertitude naît chez ceux qui ont parfois été les principaux propagandistes de cette pensée. Phénomène classique : la contradiction manifeste entre discours et réalisation chez ceux des architectes que dérange le prurit de l'écriture, outre celui du dessin. Comment interpréter

autrement cet adjectif « contextuel » que Nouvel s'applique à lui-même ? Comment expliquer autrement le douloureux catalogue d'interrogations et de déclarations enflammées que Dominique Lyon a publié au moment même où s'inaugurait sa médiathèque d'Orléans, peuplée à l'inverse de certitudes et de cynisme formels ?

Mais le plus surprenant, on le doit à l'entretien accordé par Joseph Belmont, ancien directeur de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), au *Moniteur d'architecture* (n° 56, novembre 1994). Celui-ci vient de prendre sa retraite. Il s'interroge sur les effets d'une politique des concours dont l'architecture-objectif aura été le revers malheureux. Dans cet entretien révélateur, il dit : « Je suis frappé de l'éparpillement actuel des visions sur la ville. Elles existent, certaines sont passionnantes et novatrices, mais elles s'expriment de façon terriblement fragmentaire. » Ainsi s'explique l'histoire de l'architecture contemporaine.

Frédéric Edelmann

Lucidité

Depuis plusieurs années, les analystes de l'architecture comme Joseph Rykwert s'inquiètent de l'absence de signification qui marque notamment la production américaine. Ses réflexions valent pour l'Europe : « Il n'y a plus aujourd'hui de grands mouvements d'architecture. La situation actuelle est encore marquée par la rupture du postmodernisme. Cette réaction n'a été en grande partie stérile, car elle n'a absolument rien dit des problèmes fondamentaux qui se posent à l'architecture, des questions comme celles de la surface, de la structure, du rapport de l'architecture aux arts plastiques, à la ville, ont été complètement ignorés. Si l'on compare les dix années qu'a duré le postmodernisme aux dix années de l'art nouveau, on réalise l'incroyable inutilité de la période récente. (...) La moisson n'est pas vraiment glorieuse. Le destructivisme semble plus superficiel encore, même si l'un compte au sein de ce prétendu mouvement de très bons architectes. »

(Entretien publié dans *Le Moniteur de l'architecture* en mars 1993.)

d'architecture. Les autres s'y sont mis comme Techniques et Architectures ou, de façon lapidaire, comme *D'Architecture*, la revue de l'Ordre. En consacrant la totalité de sa nouvelle formule au travail de Jean Nouvel, seule *l'Architecture d'aujourd'hui* semble s'écarter de cette pratique pavloviennne. Si l'on en croit cependant Nouvel, qui se présente comme un « contextuel », le tout et le détail de l'architecture contemporaine devraient pouvoir se retrouver dans sa seule œuvre. Mais l'attitude est cohérente en ce qu'elle permet d'échapper au sentiment commun de désarroi.

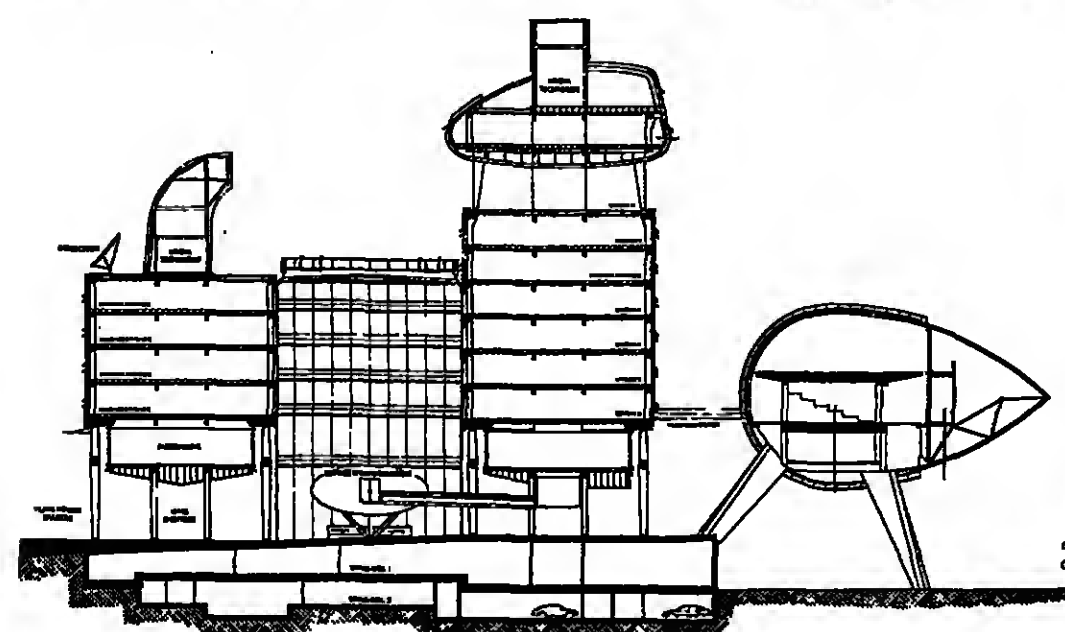
Il y a trois ans, on pouvait encore parler d'éclectisme, saisir le

Yvès Lyon, ou leurs brillants émules parmi les seconds. Enfin, Gaudin, Portzamparc ou Grumbach formaient la tête de pont du troisième bataillon.

BIG BANG

Cette belle partition s'est dégringolée. Il ne s'agit plus d'éclectisme, d'un conflit maîtrisé entre écoles de pensée, mais d'une sorte de big bang. A l'éclectisme a succédé l'hétéroclite. Et à force de se laisser bercer par le « chaos urbain », c'est en fait un véritable chaos formel qui émane de cette année 94.

La situation est telle qu'il semble impossible désormais de corriger cet éparpillement de la pensée pour retrouver une cohérence



L'hôtel du département des Bouches-du-Rhône par Alsop et Lyall.

RÉALISATIONS SPECTACULAIRES

On parle à juste titre de personnalités comme Michel Lombardini, président de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), l'un des maîtres d'ouvrage qui a donné à la recherche architecturale la possibilité de s'investir dans le réel et dans la ville. Cependant, qu'il s'agisse de cette personnalité forte et généreuse, ou de Jean-Pierre Lefèvre, directeur de la SOGEDAT en Seine-Saint-Denis, sur un mode plus tourmenté, on sent que la tentation est grande de passer du rôle de maître d'ouvrage à celui de collectionneur. Quelle est, en effet, la continuité, entre les bâtiments que Lombardini fait construire au jeune Kagan et le travail qu'il confie à Fukasas ? L'Ilot Candie dans le onzième arrondissement, étrange langue de zinc qui vient unifier un ensemble hétéroclite de logements et d'équipements sportifs. De la même manière, peut-on

Les prix 1994

L'ANNÉE architecturale est ponctuée par les résultats des grands concours : ceux-ci peuvent masquer la réalité d'une production multiforme et les difficultés insurmontables que rencontrent les architectes pour s'imposer. Elle est également rythmée par un système de prix et de récompenses qui distinguent les œuvres d'architectes accomplis. Le Grand Prix national appartient à cette catégorie. Son jury se réunit de façon aléatoire : le lauréat 1994 n'a pas été encore désigné.

L'Équerre d'argent, organisée par les éditions du Moniteur, qui détient, il est vrai, une situation de quasi-monopole dans l'édition, apparaît comme un prix mieux structuré et moins susceptible d'injustice. Elle n'est pas décernée à un architecte mais à une réalisation, autrement dit au commanditaire, à l'artiste, au dessinateur et à l'entrepreneur. Elle se double d'un prix de la première œuvre qui ouvre de bonnes perspectives d'avenir aux architectes choisis.

A l'échelon international, deux prix se disputent la notion de Nobel de l'architecture : le Pritzker Prize et le prix Carlsberg. Le premier est décerné par la Fondation Hyatt depuis plus de dix ans. Le second, qui vient d'être créé par la célèbre marque de bière, voudrait ravir la vedette au Pritzker en dotant sa récompense d'une somme plus importante.

La jeune architecture est, depuis de longues années, soutenue, en France, par deux récompenses. D'une part, les Albums de la jeune architecture qui permettent, grâce à l'édition annuelle de plaquettes, de faire découvrir le talent ou l'innovation d'architectes qui n'ont

peu ou pas encore construits. Le Programme architecture nouvelle (PAN) jouait un rôle à peu près similaire aux Albums, jusqu'à ce que ces promoteurs lui confèrent une dimension internationale pour en faire l'Européen. Cette année, un thème, « Chez soi en ville, urbaniser les quartiers d'habitat », et cinquante-trois sites étaient proposés à plus de deux mille candidats de toute l'Europe. Quatre-vingts projets lauréats ou mentionnés ont été exposés à Rotterdam, au cours d'un forum dont il paraît inutile de souligner l'importance et l'intérêt deux ans après Maastricht.

PALMARÈS :

Prix Pritzker : Christian de Portzamparc.

Prix du Moniteur : Équerre d'argent, le stade Charléty (Bruno et Henri Gaudin avec OTH pour l'ingénierie) ; Mention, immeubles pour postiers, rue de l'Ourcq (Philippe Gazeau, SA d'HLM Toit et Joie, maître d'ouvrage) ; prix de la première œuvre, résidence pour travailleurs de la rue Poyenne à Bordeaux (Marzelle, Manescau, Steeg, architectes, Sonocatra maître d'ouvrage) ; mention, école de langue basque à Biarritz (Leibar et Seigneurin, architectes, ville de Biarritz maître d'ouvrage).

Prix Albums de la jeune architecture : Jean-François Bissel, Jean Lelay et Olivier Touraine, Paris ; Tania Concko et Pierre Gantier, Paris ; Reine Sagnes et Jean-Marie Pettes, Toulouse ; Daniel Fanzutti, Avignon.

* Les Albums de la jeune architecture (14^e session) sont exposés, du 17 janvier au 25 février, à la Maison de l'Architecture, 7, rue de Chaillot, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-65.

OISE
La tradition
de l'enseignement des langues
Oxford - Cambridge - Dublin - Francfort

OISE est une Ecole d'étude intensive de l'anglais et de l'allemand. La rigueur de son enseignement s'adresse à des jeunes et des adultes déterminés à effectuer de réels progrès. L'excellence des résultats de OISE repose sur un enseignement focalisé individuellement sur chaque élève, en fonction de ses objectifs spécifiques. En Angleterre, en raison de la qualité de ses stages, OISE est agréée depuis des années par le British Council.

21 rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS
Jeunes/Étudiants Tél. 44 19 66 66 - Adultes Tél. 44 19 66 60

GRAND MAGASIN
LE TOUR DU MONDE
DES CHANTS D'AMOUR

THÉÂTRE DE LA CITÉ
INTERNATIONAL
21, Bd Jourdan - Paris 14^e

du 13 au 31 janvier
Tél : 45 89 38 69
Tarif unique : 40F

ÉCOUTEZ VOIR

مكتبة الأنجلو

erte

Tout le théâtre est un mensonge

Jean-Marie Villégier propose une mise en scène raffinée et féérique dans son adaptation du « Menteur » de Corneille

LE MENTEUR, de Pierre Corneille. Mise en scène de Jean-Marie Villégier. Avec Frédéric Laurent, François Frapier, Anne Claire, Candy Saulnier.

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris (9^e). Tél. : 47-42-67-27. Mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30. Mardi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. De 95 F à 150 F. Jusqu'au 19 février.

les plus du monde

De toutes les pièces de Corneille, sa comédie *Le Menteur* est celle qui a été le plus souvent jouée à la Comédie-Française. C'est aussi celle qui suscite la joie la plus vive du public. Et Corneille est vraiment un dramaturge très rusé, car les mérites et la gaieté de cette pièce ne sont pas évidents. Corneille reconnaît d'ailleurs qu'il a écrit *Le Menteur* un peu à la paresseuse, parce qu'il venait de se donner un mal de chien pour sculpter les vers de *Pompeïe*.

Le propos du *Menteur*, que Corneille avoue avoir carrément copié sur un écrivain espagnol, est une manœuvre rebattue de quiproquos : un grand dadaï croit être amoureux d'une donzelle, mais en fait il s'agit d'une autre. Et même pas : le malentendu joue sur les prénoms, plus que sur les personnes. La seule nouveauté est que le jeune premier est un menteur, mais c'est presque une clause de style, car, ce menteur, Corneille ne lui donne aucune raison d'être. Cette pièce, dès le soir de la création, « fit un triomphe », au point que les producteurs commandèrent aussitôt à Corneille une deuxième pièce, *La Suite du Menteur*. Et Corneille de s'exécuter : il écrit un chef-d'œuvre, *Le Menteur*, en deux actes.

Jean-Marie Villégier met en scène *Le Menteur*. Villégier est un « visuel » d'un extrême raffinement. Le décor – agrandissement géant d'un rebord – est de toute beauté. D'abord fermé, il est sombre, mystérieux, comme une architecture diabolique et secrète. Puis il s'ouvre sur un paysage de savane d'un horizon infini, désertique (le décorateur est Eric Talant). Tout cela est d'une présence aiguë, fait peser sur la soirée un climat d'inquiétude, de vices inavoués, puis de mirages. Comme si l'action de la pièce, ses paroles, étaient une manière de « cacher son jeu », de triquer la vie. Et Villégier plonge les acteurs, vêtus comme des princes de contes, dans une lumière d'or (costumes de Patrice Cauchetier, lumières de Bruno Boyer). Villégier module une féerie, c'est tout le théâtre qui est un mensonge, un luxe imaginaire de faux-semblants somptueux dans le gouffre duquel les mensonges pauvres du jeune homme de Corneille prennent un « acide » particulier.

L'interprétation obéit à un parti pris de jeu traditionnel, affecté, presque machinal. Comme si les femmes et les hommes, ou plutôt leurs substituts, n'étaient, dans cette fantasmagorie de décorations et de prosodie, que des figurants pour la forme. Ces jeunes comédiens : Frédéric Laurent, François Frapier, Anne Claire, Candy Saulnier, et leurs camarades exécutent parfaitement leur service de fantômes. Jean-Marie Villégier est un dangereux sorcier des planches, qui transmue le grand Corneille en une divine poudre aux yeux, un enchanteur-assassin, mais quel charme !

Michel Courbiot

Louis Arti, en simple « petit blanc »

EL HALIA, de Louis Arti. Par la troupe de Jean-Louis Hourdin. Avec Louis Arti, Gérard Guillaumat et la Fanfare du Loop.

MAISON DE LA CULTURE, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Métro : Buzigny-Pablo-Picasso. Tél. : 48-30-60-54. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. 50 F à 130 F. Jusqu'au 5 février.

Assis sur une chaise, Louis Arti, auteur-compositeur de chansons, habitude des cabarets, observe le déroulement d'une existence d'enfant, heureuse comme une macaronde en bord de mer. Le petit garçon, c'est lui, Arti, qui deviendra poète pour échapper au cataclysme qui s'abat, un jour d'août 1955, sur le village d'El Halia, un village de prolétaires, de « petits blancs », pieds-noirs oubliés des puissances d'argent, indifférents aux enjeux de la « colonie », que l'armée française oubliera de protéger quand les *fellaghas* décideront de les massacrer, tous.

Louis Arti n'en a gardé aucune rancœur, au contraire. Il dit la révolution algérienne qui lui a pris son père, boulanger qui aimait ses pains, la plage, les sentiers odorants, l'amitié de la petite Josette ; une révolution qui, sa vie durant, l'empêchera de répondre à la question : d'où venez-vous ? « Les militants sont le blanc soleil et sa couleur chaude couvrait de larges feuilles vertes. Les autres étaient

blanches et charnues d'un sucre fade ». Louis Arti a écrit un texte superbe, généreux. Il décrit l'exubérance, l'humour, la douceur de vivre, les engueulades et les coups de foudre des habitants d'El Halia.

Louis Arti est assis dans un décor simplement oriental, aux couleurs méditerranéennes, rideau orné de palmiers-dattiers, de sable et de lune, douceur de l'est algérien en temps de paix. Sous les yeux de l'auteur, l'acteur Gérard Guillaumat est à sa table, feuilletant le manuscrit d'*El Halia*, dix ans du matin – drames, joies, plaisirs. Guillaumat est un formidable lecteur, et le petit théâtre incongru de Louis Arti se mue peu à peu en une fabuleuse galaxie du bonheur et du malheur des hommes. En quatre chansons, Louis Arti crée une étrange connivence avec le public tandis que la Fanfare du Loop accompagne les souvenirs de départs à la mer en Citroën F45 ou celui de la mère, le soufflet court, cachée avec son bébé dans une cabane de jardinier pour échapper aux coupeurs anonymes.

L'an passé, le metteur en scène Jean-Louis Hourdin et sa troupe avaient chanté Bobby Lapointe à la faveur d'une joyeuse sarabande qui avait commencé, elle aussi, à la Maison de la culture de Bobigny.

Livrer ainsi, en lecture et en fanfare, la vision d'un ex-Français d'Algérie au moment où ce pays s'enfonçait dans le chaos était une gageure. Arti, Guillaumat, Hourdin sont des démocrates. Pour eux, un poignard est un poignard. Ils abattent, d'un revers de mots fondoyant, l'arrogance d'un soldat ubérisant, dénoncent la violence d'une guerre incompréhensible.

Véronique Mortaigne

* De Louis Arti : Album : *Louis Arti chante en public, le Maladroit de l'homme*, 1 CD Scalen Disc. Poésie : *Quand je sors de chez moi, je rentre à l'étranger*, Éditions N'A. André Robert, Marseille, 128 p., 80 F.

John Baillie
1883 - 1993
Tailleur de père en fils

SOLDES
costumes traditionnels

1, rue Aubert - 5 place de l'Opéra
Paris 94 - Tél. : 47.42.48.17
47.42.48.24

Le carré magique d'André Kertész

Pendant les cinq ans qui ont précédé sa mort, le photographe avait pris des images autour de Notre-Dame, à Paris. Une galerie parisienne présente ces épreuves

André Kertész (1894-1985) est un des plus grands photographes du XX^e siècle. D'origine hongroise, d'abord employé de banque à Budapest, il arrive à Paris en 1925, fréquente Montparnasse et prend des photographies pour la

presse illustrée (*Vu*, *Minotaure*). Son travail se situe à mi-chemin entre le reportage dans la rue et les recherches d'avant-garde (nus féminins distordus, natures mortes). On retrouve cette double obsession dans les dernières photogra-

phies que cet amoureux de Paris, installé à New York à partir de 1936, a prises dans le quartier autour de l'île Saint-Louis. Sa galerie française de toujours expose ce travail pendant plus d'un mois.

Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du pont Louis-Philippe, Paris (4^e). Tél. : 47-77-38-24. Jusqu'au 25 février.

Les fameuses photographies originales – et inédites – que l'on attendait d'André Kertész, les voilà, chez Agathe Gaillard, la galerie française qu'il aimait tant. Celui que l'on considère comme l'un des plus grands artistes du siècle quittait, chaque hiver entre 1980 et 1984, sa résidence new-yorkaise pour retrouver Paris. Pas d'importance quel Paris, un carré défini par l'île Saint-Louis, Notre-Dame, le square Saint-Séverin. « Il s'en était éloigné rarement », explique Agathe Gaillard, dont la galerie, située rue du pont Louis-Philippe, sera le point de rendez-vous des balades du photographe. Pendant quatre ans.

« André avait entre quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-dix ans, mais il était en pleine forme », raconte Agathe Gaillard. Il sortait avec son imperméable et son chapeau, trotinait dans les rues, grimpait en haut de Notre-Dame, longeait les quais, prenait des photos de sa chambre. Puis il venait s'assourir sur le radiateur de la galerie, attendait la bonne lumière. Il disait que je trouvais les photos banales, mais qu'un habitué de New York ne pouvait pas penser qu'à ce Paris-là.

Kertész descendait au début à l'hôtel Esmeralda, à deux pas de la cathédrale, puis à logé dans un petit appartement, juste au-dessus de la galerie. De retour à New York, il traitait ses images, donnait quelques tirages à faire à l'ignorant tireur d'origine hongroise comme lui. « Je recevais les photographies par petits lots, avec des commentaires. Comme des tableaux ».

Après la mort de Kertész, en 1985, la cinquantaine de photographies ont dormi quelques années dans la galerie. Pourquoi les montrer – et les vendre – maintenant ?

On vient de célébrer le centième anniversaire de la naissance du photographe. « J'ai surtout attendu qu'un grand musée ou une institution s'intéresse à ces images, qui auraient trouvé leur place dans une rétrospective de tirages originaux. J'attends toujours ». En fait, seul Paris-André Kertész (Ville de Paris) a acheté deux photos. « Et puis une autre exposition a été annulée au dernier moment. J'ai sauté sur l'occasion ». Cet accrochage est, enfin, un pied de nez à une rétrospective

Agathe Gaillard se souvient...

André Kertész a été « ma plus grande rencontre », raconte Agathe Gaillard. « A Paris, André ne voulait pas voir ses vieux amis, sauf Cartier-Bresson, qu'il admirait. Sinon, il préférait être seul ou s'entourer de jeunes. Il parlait avec deux cents mots, pas plus, mélange bizarre de français et d'anglais. Mais il avait un tel sens de la formule. Il disait : « La photographie, c'est facile, on appelle, c'est tout. C'est jamais pareil ». Sinon, il parlait peu, il était sourd – ça lui permettait d'abréger une discussion fastidieuse. Les gens qui passaient à la galerie le considéraient comme un gourou. D'autres lui montraient leurs photos. Il était sévère. « On ne dérange pas les gens pour montrer ça », disait-il. Il avait toujours son appareil sur lui, la marque lui importait peu, d'ailleurs il aurait pu utiliser un appareil d'amateur. Il prenait peu de vues, rappelait souvent : « On va voir si ça donne ». Ou alors : « C'est la première, la mieux ». Quand il aimait une image, il la jugeait « touchante » (touchante) ou « very amusing ». Il était sensible aux lumières. Avec le grand âge, ses yeux étaient devenus opaques. Et, comme il tremblait un peu, il me disait : « Hold me ! » (Tiens-moi !). Je bloquais son corps, et il déclenchait, comme en apnée. Il se souvenait de toutes ses images, de leur date et des circonstances de la prise de vue.

Kertész est le seul artiste à avoir toujours conservé son regard de photographe. Il m'a dit qu'entre six ans et dix-huit ans, âge où il a enfin pu s'acheter un appareil photo, il a regardé les choses comme s'il les photographiait. Et, trois semaines avant sa mort, à Buenos Aires où il avait une exposition, il m'a dit : « Tant que je peux voir quelque chose et le photographier, je suis heureux ».

particulièrement médiocre – constituée de retouches et d'images que le photographe n'avait pas voulu montrer de son vivant – présentée en novembre et décembre 1994 par la Mission du patrimoine photographique, au Pavillon des Arts, dans le cadre du Mois de la photo à Paris (*Le Monde* du 3 novembre).

retrouver cet œil libre ! De tomber sur des images qui traduisent sa jubilation d'être simplement là. De voir des épreuves jamais vues, des tirages de qualité, aux gris doux et lumineux.

Ces images sont une déclaration d'amour à Paris, la ville qui a fait rêver ce Hongrois toute son enfance, et où il a habité de 1925 à

Michel Guerrin

Pour le « rock bastringue », la menace s'éloigne

Harcelés pour tapage nocturne, les patrons de « cafés-musique » sont parvenus à un accord

IL Y A QUELQUES MOIS, l'association Life Live in the Bar promettait de remplir l'Olympia, lundi 16 janvier, en y présentant des groupes peu connus, s'en inquiète. Julien Bassouls, son président, alerte les médias, milite pour la « spécificité » des « cafés chantants ». Il interroge les autorités sur la réalité des nuisances.

« Nous avons toujours pris garde d'adapter ces concerts aux contraintes des lieux, s'étonne Julien Bassouls. La grande majorité des artistes qui s'y produisent jouent en formation acoustique et terminent avant 22 heures. Quant à la sécurité, une rue noire et déserte est probablement moins rassurante qu'une rue animée d'un bar. »

DE PLUS EN PLUS SENSIBLES
A la préfecture de police, on dément toute machination contre les bars à musique. Mais pour le directeur de la protection du public, André Reboul, « les Parisiens sont de plus en plus sensibles au bruit ».

« En 1994, dit-il, sur 5 000 plaintes pour tapage nocturne, 1 000 concernaient des débits de boissons. Mais nous nous assurons de la réalité de la nuisance avant d'ouvrir l'enquête, de dresser un procès-verbal ou de décider la fermeture. » Le 20 décembre 1994, en réponse à une lettre que lui avait adressée l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, pour le sensibiliser aux difficultés rencontrées par ces lieux de musique, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, précisait que la politique menée à l'égard des débits de boissons était « bien évidemment exempte de toute volonté négative ». Il demandait à ses services de recevoir les responsables de Life Live in the Bar. Ce qui fut fait.

L'avenir des bars à musique peut désormais être envisagé avec un relatif optimisme. La préfecture de police a promis de rendre plus accessible une information préventive. Après beaucoup d'hésitations, la Mairie de Paris a

confié à Philippe Lothiaux, son responsable pour la jeunesse, le suivi du dossier. La direction de la musique et de la danse du ministère de la culture a reçu également l'association Life Live en affirmant qu'« un statut intermédiaire entre le musicien amateur et professionnel était à l'étude » afin de faciliter la gestion des rémunérations des artistes dans les bars à musique.

Cette bonne volonté est partagée par la SACEM. Et les bistrotiers eux-mêmes ont rédigé une charte où, sous le label « B'Arts et Es-

sais », les signataires s'engagent à respecter un code de bonne conduite.

Stéphane Davet

* Concert : Yan et les Abeilles, Las Patatas Espantadas, Tarace Bouba, MC Relou Experience, Les Voleurs de poules, The Shamakes, L'Embarcadé : lundi 16 janvier à partir de 17 h 30, à l'Olympia, 28, bd des Capucines 75009 Paris. Tél. : 47-42-25-49. Entrée : 70 F.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme. Mlle.
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 94/95 : _____
Série : _____ Age : _____ Tél. : _____

désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez la ou les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertises Comptables
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> MBA	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle Spécialités	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Ingénieur Electronique
<input type="checkbox"/> Action Culturelle	<input type="checkbox"/> Ingénierie Publicitaire
<input type="checkbox"/> Art et Communication	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aérospatial/Automobile
<input type="checkbox"/> Assistance à la Direction/Management	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistance Dentaire	<input type="checkbox"/> Ingénieur Electronique
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité, Marketing	<input type="checkbox"/> Officier de Gendarmerie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Contrat d'Apprentissage	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Préfets de Police
<input type="checkbox"/> Diplôme Médical	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Environnement	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce coupon à Orientations Service, 28 rue de La Trémollière, 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur Minitel 3615 ORIENTATIO

Un droit d'accès et de rectification peut être exercé sur les données vous concernant (loi n° 78-17 du 6.1.78)

Bal mystique à Versailles

Les « Leçons des ténèbres » reconstituées dans la chapelle du château sont privées de leur fonction liturgique

LEÇONS DE TÉNÈBRES, de François Couperin. Mise en scène Philippe Beaussant, avec Agnès Mellon, Delphine Collot (sopranos), chœur et plain-chant, les Talents lyriques, Christophe Rousset (clavicémbale, direction). CHAPELLE ROYALE, château de Versailles. Tél. : 69-02-30-00. Prochain programme : Purcell : Harmonia sacra. Jennifer Lane (mezzo-soprano). Copriccio stravagante. Skip Sempé (direction). Le 21, à 17 h 30. Location FNAC. De 100 F à 130 F.

La chapelle du château de Versailles est dans la pénombre : quelques projecteurs simulent la faible lueur des bougies. Pour l'heure, celles fichées dans les candélabres attendent la flamme qu'une officiante, toute de crêpe vêtue, viendra leur présenter. Quinze cierges, un orgue positif couvert d'un suaire noir décoré par Thierry Bosquet.

La grande porte de la chapelle grince, les bougies ne veulent pas s'allumer, une partie du public applaudit lorsque les musiciens montent sur scène, en costumes d'époque, les autres spectateurs réclament le silence. Le rituel imaginé par Philippe Beaussant, le conseiller artistique du Centre de musique baroque de Versailles (CMBV), réside mal aux intempéries.

La crèche de la mairie de Paris à peine démontée, le CMBV célèbre déjà Pâques en ouverture de sa belle et riche saison 1995. Il est vrai que les Leçons de ténèbres de François Couperin font courir les foules. Celles-ci courent déjà en leur temps, contraignant certains ecclésiastiques à prier les mondains privés d'opéra à reprendre corps et âme avec la « saluete et solitaire tristesse » qui sied aux jours précédant Pâques.

Philippe Beaussant avait organi-

sé, voici quinze ans déjà, une première tentative de cérémonie, dans l'église Saint-Gervais à Paris. Les chanteuses s'appelaient Judith Nelson et Emma Kirkby ; elles ne disaient pas encore le latin « à la française », leur style était pur mais glacé, à cent lieues des premières versions du cycle - celle d'Hugues Cuénod, que Stravinsky aimait tant, et celle de Nadine Sautereau et Jeanine Cnillard, qu'Eratn vient de rééditer. Depuis, la génération Arts florissants dont sont issues les deux « dessus », Agnès Mellon et Delphine Collot, entourées de Christophe Rousset (orgue) et d'Anne-Marie Lasla (viole de gambe), sait ce que rhétorique et déclamation veulent dire.

TOMBEAU SANS OÛFUNT. Au loin, derrière la tribune, des moniales font entendre des répons en plain-chant baroque ; les bougies s'éteignent une à une au fil des versets. Agnès Mellon et Delphine Collot chantent du milieu qu'elles peuvent ; ni l'une ni l'autre n'était, samedi 7 janvier, en grande forme : la première chantait un peu bas, la seconde, qui doit attaquer un *fa* dièse après trente minutes d'attente dans le froid, cherchait un peu ses aigus. Plus ennuyeux : leurs deux voix ne s'assortissaient pas le moins du monde dans la *Troisième Leçon* à deux voix, où les entrelacs doivent parvenir à l'illusion d'une voix dédoublée.

Privée de sa fonction liturgique et, qui plus est, sans charme purement sonore, que reste-t-il d'une telle reconstitution, vide comme un tombeau sans défunt ? L'illusion un peu vaine d'une cérémonie privée de son objet fondamental, la « soignée et solitaire tristesse ». Demeurent la surface du sentiment, la « sensation religieuse » d'un bal mystique du samedi soir.

Renaud Machart

La Cité de la musique accueille les « musiques du monde »

SI ELLE N'AVAIT PAS, dès ses premiers jours, ouvert ses portes aux « autres musiques », la Cité de la musique aurait « raté le coche ». Après avoir sacrifié au rite de la soirée officielle (*Le Monde* du 14 janvier), il lui restait à donner la preuve qu'elle n'était pas seulement symboliquement « ouverte à tous les publics » - y compris ceux du quartier, où les communautés d'origine étrangère sont nombreuses. « C'est du contact des voir populaires que l'ouïe devient savante », déclarait en préambule la compagnie ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire) - dix-sept musiciens, un cuisinier et des artistes associés -, à laquelle la Cité de la musique avait passé commande de la soirée du samedi 14 janvier, dédiée au jazz et aux musiques du monde. L'ARFI avait pour tâche de distraire le public, assez peu mélangé dans sa composition sociale ce soir-là, tout en lui faisant découvrir la salle modulable, ses abords, ses capacités acoustiques. Dans la « rue musicale » - la grande courbe qui cerne la salle -, un tapis rouge avait été déroulé afin de permettre la circulation de musiciens « à voix », de fanfares et de tambours, entraînant dans leur sillage des groupes de spectateurs, pour un concert qui se déroulait à l'intérieur de la salle. Philippe Venet, joueur de feuille de lierre, trônait sur la passerelle supérieure.

A ce petit jeu de la découverte, il y eut des perdants. Des victimes d'une acoustique encore mystérieuse. Parfois à l'essaiage, quand les galeries étaient encore vides des bavardages du samedi soir, ils étaient inaudibles une fois la foule venue : le Breton Erik Marchand et Almas Amatorov, un remarquable chanteur du Kazakhstan, dont les chants modulés *a capella* se perdaient dans les limbes. Rien n'aurait pu, en revanche, arrêter les

femmes corses du groupe de polyphonie Domusulana. Jackie Micacelli en tête, elles ont traité la rue musicale - ses courbes méticuleusement étudiées, ses élégantes hauteurs de plafond - comme un vulgaire coiteau de la Balagne, et ont triomphé là où Breton et Kazakh avaient chuté.

Le lieu, à vrai dire, est plus propice aux démonstrations en force : les tambours tonitrueux de Baron Samedi, les cuivres de l'Avantgarde républicaine, fanfare iconoclaste, adepte du tuba, de la grosse caisse, mais aussi du tuyau en plastique, des épaulettes en bois et des collages musicaux sur fond de marches militaires. Pris dans ce follement, on aurait bien fait la fête, mais on n'avait guère le temps : le beau livre d'images du monde, tout en quadrichromie, se feuilletait impeccablement. Le spectacle avait été rodé, la qualité musicale était irréprochable. Nulle attente, commune aux concerts-marathons, nulle rupture « philosophique » entre les dissidents du quartet Apollo (le joueur de vielle à roue Patrick Bouffard est époustouflant), les joyeux lurons du grand orchestre de la Marmite infernale, ou les scats ironiques de Bernard Lubat et André Minvielle.

Dans cet ensemble trop convenable, il fallait bien un peu de désordre. Le Sénégalais Doudou N'Daye Rose et ses vingt tambourinaires arrivent en scène en rang d'oignons, mais ils ont toujours un je-ne-sais-quoi d'anarchique. Le maître tambour à l'esprit de la fête. Il connaît les secrets recettes de la musique des rues et des forêts. Il sait que la raison ne suffit pas à dompter les forces environnantes, surtout quand elles sont occultes. Le tambour les oblige à se dévoiler. Et l'on se sent soulagé, même si l'on ne sait pas très exactement de quoi.

Véronique Mourgain

Grande et petite histoire du lit

Le Musée des arts décoratifs propose une visite des alcôves modestes ou célèbres en racontant l'histoire de ce meuble-miroir du goût, des croyances et des mœurs

Avec l'exposition « Rêves d'alcôves », le Musée des arts décoratifs de Paris raconte - à rebours - l'histoire du lit, depuis la chambre technoludique des années 90 jusqu'à la pièce seigneuriale du XV^e siècle. Entre les deux, le visiteur déam-

bule dans la chambre de Dali, celle de la maharani d'Indore, découvre un ensemble Majorelle (Art nouveau) ou le lit de Valtessa de La Bigne dont Zola s'est inspiré pour *Nana*. Le parti-pris théâtral de l'exposition séduit, il permet

de comprendre comment le XVII^e siècle, avec l'évolution du confort, a inventé le lit accueillant. Il permet aussi de cerner un peu mieux le mystère d'un meuble - miroir du goût et des mœurs - sur lequel plane parfois l'ombre de Feydeau.

RÊVES D'ALCÔVES. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 44-55-57-50. Du mercredi au samedi de 12 h 30 à 18 heures (à partir de 12 heures le dimanche). Entrée : 30 francs. Jusqu'au 30 avril 1995.

Un voyage en chambre eo remontant le temps : tel est le pari du Musée des arts décoratifs, dont la nef a été découpée en onze ensembles, à l'occasion de l'exposition « Rêves d'alcôves ». Celle-ci commence par la chambre technoludique des années 90, signée par le designer Dennis Santacchiara : porte-fruits clignotant, cône diffusant une fumée odoriférante, gadgets à distraire l'homme pressé qui plonge sous sa couette pour disparaître.

Le parcours s'achève par une chambre seigneuriale du XV^e siècle. Entre les deux, le public découvre la chambre de Dali, créée par Jean Royère en 1954, un ensemble tout en rondeurs, de l'applique Jet d'eau, à la table basse rognon. En face, la chambre de la maharani d'Indore, conçue dans les années 30 par l'architecte berlinois Muthesius : un palais presque irréel, tout de verre et d'acier, où les verts estompés se confondent avec la moustiquaire de mousseline. Plus loin, un ensemble Majorelle, dont les marqueteries illustrent de façon monumentale les stylisations de l'art nouveau.

Reste, au cœur de ce labyrinthe

plongé dans la pénombre, la pièce maîtresse, le lit de Valtessa de La Bigne, dont Zola s'inspira pour décrire la chambre de *Nana*. Cette lionne Second Empire s'adressa à l'architecte Edouard Lièvre pour aménager sa chambre. Autel de la volupté, son lit s'organise en un flot de draperies bleu ciel, de colonnes, de feuillages bachiques et de masques coiffés de plumes. Elle n'hésita pas à placer celui-ci sous le signe du faune, qu'elle appelait « le petit dieu malin », avant de le léguer dans son testament, au musée.

Pour Pierre Arrizoli-Clémentel, nouveau conservateur général, cette exposition, qui regroupe les collections du musée, est le prélude à leur nouvelle présentation, dans le cadre du Grand Louvre. D'où le soin particulier apporté par les commissaires de l'exposition, Nadine Gasc et Odile Nourvel (toutes deux conservateurs du musée) au choix et à la présentation des meubles : 100 mètres de velours de soie ont été spécialement tissés à Lyon pour rhabiller le lit de Valtessa de La Bigne ; les fournisseurs ont joué les mécènes, Tréca offrant ses matelas, Porthault, de somptueuses parures, avec des dessins assortis à ceux d'une marquetterie de fleurs (Majorelle), ou des broderies et des dentelles.

Coiffeuses, facons et déshabillés pour M^{me} Broc, sacoches et plume d'oie pour Monsieur. On ne peut qu'être séduit, au départ, par le parti pris théâtral : multipliant

les effets de mise en scène, le jeu des lumières, deux décorateurs spécialisés, Alain Chambon et Jean-Louis Benoit, flattent le goût du visiteur. Ce faisant, ils exaltent le mystère de ce meuble-miroir du goût, des croyances et des mœurs.

« Alcôve » : le mot vient de l'espagnol *alcoba*, lequel viendrait de l'arabe *alcas*, qui signifie simplement un cabinet, un lieu où l'on dort, ou encore d'*alcobata*, « tente », notent Diderot et d'Alembert dans l'*Encyclopédie raisonnée des sciences, des arts et des métiers* (1751). Rempart contre le froid, ou refuge de l'intimité conjugale, l'apparition du lit inséré dans un ensemble de mémoire date du XV^e siècle.

L'OMBRE DE FEYDEAU

C'est au XVII^e siècle, avec l'évolution du confort, que le lit se fait plus accueillant : la pailasse est remplacée par un sommier de crin ou de mousse séchée au soleil. Soyeux, brodeurs, passementiers, tapissiers vont apporter leur savoir-faire aux lits d'apparat, dont l'un des plus extravagants reste celui qui fait construire le Roi-Soleil pour M^{me} de Montespan : « Le bois enrichi de sculptures portait un grand miroir à son chevet. Le ciel était soutenu par des amours dorés et les draperies étaient de taffetas bleu... » Le XVIII^e siècle marque la disparition de la chambre de parade, lieu de réception, au profit d'un lieu plus intime, et l'avènement d'un mobi-

lier amoureux, sofa, ottomane, commode, paravents, bonheurs-du-jour, secrétaires pour rédiger les billets doux...

« Le lit est tout le mariage », annonce Balzac en 1834 : sept ans plus tard, c'est avec Louis-Philippe, « le roi bourgeois », que naît le principe de la chambre commune, qu'il partage avec Marie-Annette, annulant la tradition du « cabinet du roi », et de la « chambre de la reine ». Ce siècle n'a pas fini de marquer les consciences contemporaines : au point que parfois, au cours de l'exposition, à force de secrets entrevus par la lanterne, d'architecte par trop intimiste, l'ombre de Feydeau et du trio bourgeois époux-amant-femme, semblent planer en permanence, amulant les différences entre les époques.

Par ailleurs, si le plaisir de la visite est là, il y a comme un décalage entre le catalogue, richement illustré et dont les textes abordent l'histoire d'une manière très spécialisée, et la mise en scène, assez vulgarisée, inspirée de la belle image « déco », piochée dans les magazines. Entre les hommes de savoir, et ceux de la communication, le dialogue reste à poursuivre.

Laurence Benaim

★ Catalogue : collectif, coédité par l'Union centrale des arts décoratifs et la Réunion des musées nationaux, 240 pages, 163 illustrations, 350 francs.

La vente Noreev rapporte plus de 40 millions de francs

274 000 francs pour la tunique du chorégraphe dans « Giselle » en 1962

LA VENTE des biens (meubles, objets d'art, bijoux et costumes) appartenant au danseur et chorégraphe Rudolf Noreev, qui a eu lieu jeudi 12 et vendredi 13 janvier à New York, a rapporté plus de 7,9 millions de dollars (42 millions de francs), soit environ le double des estimations.

Chaque paire de chaussures de danse - ils étaient devenus gris à force d'usage et de transpiration - était estimée 40 dollars (212 francs) mais a été vendue 9 200 dollars en moyenne (48 000 francs). Ainsi, la centaine de lots de chaussures, dont certains portent le nom de Noreev gravé dans la semelle, a trouvé acquéreur à dix ou cent fois la valeur estimée.

PRIX FARAMINEUX

La simplissime tunique de laine brune portée par Noreev dans le premier acte de *Giselle*, en 1962, lors de ses débuts avec le Royal Ballet de Londres, deux ans après son spectaculaire passage à l'Ouest, a atteint un record : 51 750 dollars (274 000 francs). Un turtu du *Lac des cygnes* (1963) a trouvé preneur à 29 900 dollars (158 000 francs), et un costume de *Don Quichotte* (1979) à 32 000 dollars (170 000 francs).

Ces prix témoignent de « l'immense admiration du public pour cet artiste », commentait David Llewellyn, directeur de Christie's Londres et superviseur de la vente. Une file de plusieurs centaines de mètres - public et acheteurs - s'étirait chaque jour devant la salle des ventes, deux heures avant l'ouverture, comme

pour rendre hommage au danseur, mort du sida le 6 janvier 1993. Un millier de personnes se sont entassées dans trois salles pour suivre les enchères, en direct ou sur un écran de télévision. Jeunes danseurs et très vieilles Russes enturbannées cotoyaient quelques habitués et collectionneurs.

Les prix faramineux atteints par les souvenirs ont déçu nombre d'acheteurs qui pensaient pouvoir « ramener quelque chose », commentait une admiratrice, à défaut de pouvoir acheter le mobilier et les œuvres d'art - primitifs italiens, tapis luxueux, statues antiques - qui décoraient l'appartement new-yorkais du danseur, dans le Dakota Building, sur Central Park ouest.

Le produit de ces enchères doit être partagé entre deux fondations créées par Noreev peu avant sa mort, la Noreev Dance Foundation de Chicago (Etats-Unis) et la Ballet Promotion Foundation de Zurich (Suisse). Après avoir vendu pour 1,8 million de dollars (près de 10 millions de francs) l'appartement du danseur, la fondation américaine a affirmé « ne mettre en vente que les biens du danseur aux Etats-Unis ».

La succession Noreev, estimée à 30 millions de dollars (160 millions de francs) est l'enjeu d'une bataille juridique entre les fondations et la famille du chorégraphe, qui a contesté le testament (*Le Monde* du 11 janvier). L'affaire doit être jugée sur le fond le 25 février.

La maison d'Armand Carrel à Saint-Mandé va être détruite

VENANT de Paris par l'avenue Courcelle, espace infirme entre le boulevard des Maréchaux et le périphérique est, on tombe sur l'avenue Victor-Hugo, à l'entrée de Saint-Mandé, la ville dont Robert André Vivien (RPR) est le député-maire. A gauche de l'avenue, l'ancienne Saint-Michel, beau bâtiment Renaissance, en cours de rénovation. En face, une construction carrée de proportions agréables, à peine plus ancienne (1802), avec d'élégants pilastres qui encadrent des fenêtres surmontées de linéaires sculptés.

La maison a encore belle allure. Armand Carrel (1800-1836) y vécut. Ce journaliste, libéral sous la Restauration (il fonda *Le National*), passé à l'opposition républicaine sous la monarchie de Juillet, ami de Chateaubriand, fut tué en duel par un autre journaliste, Emile de Girardin.

Sa demeure, devenue propriété de la municipalité, va être détruite. Ses ouvertures sont bouchées. Sur

l'ensemble de la parcelle triangulaire, d'un peu moins de 3 000 m², vont s'élever un hôtel de six étages avec un parking de 140 places. « La superstructure [du bâtiment] reprend en réponse en marquage d'entrée de ville le principe d'une couverture galbée répondant à l'immeuble vis-à-vis », nous dit dans son jargon administratif, le permis de construire. Celui de l'ancienne Saint-Michel ? Certes pas. Celui de la résidence Lenoir-Jousseau, vraie bâtisse en fausse pierre de taille, vaguement postmoderne. Le voisin immédiat de ladite résidence, un petit immeuble presque rural, de la fin du XIX^e siècle, est également condamné. C'est ainsi que la mémoire de cette ville dont l'urbanisme et l'architecture témoignaient du règne de Napoléon III et du début de la III^e République disparaît, rongée par la banalité et la médiocrité.

Emmanuel de Roux

Caporino
par la Compagnie Image Aiguë
Mise en scène
Christiane Vénice
"Variations ludiques,
coccasses ou graves sur le
pouvoir et les petits chefs.
Un spectacle pour tous où
les acteurs sont aussi des
enfants."

**THÉÂTRE 71
MALAKOFF**

A deux pas du métro
Malakoff-Plateau de Vanves

46 55 43 45



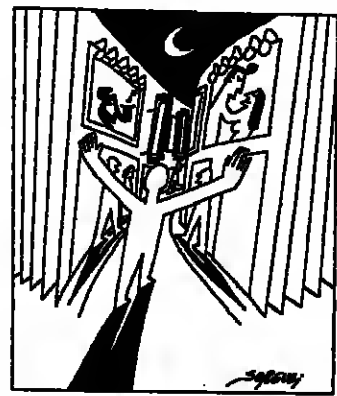
Qasimov.
la voix d'or
azerie

UNE SOIRÉE A PARIS

EMA

Qasimov, la voix d'or azérie

Le chanteur illustre la liberté d'une musique savante et délicate



TIMIDE, Alim Qasimov s'impose sur la scène internationale comme un des grands chanteurs du temps. Cet homme d'apparence frêle est né en 1957, à Shamakha, en République d'Azerbaïdjan.

Découvert il y a quelques années à la Maison des cultures du monde, invité en 1992 et en 1993 par le Théâtre de la Ville, Qasimov n'a cessé de progresser dans la connaissance du répertoire classique azeri. Avec deux accompagnateurs, les frères Mansurov

(Mallik au luth, Elshan à la vièle), armé de son tambourin *daf* dont il joue à merveille, Alim Qasimov explore tous les modes des *muqam*, les modes hérités de la tradition arabo-persane.

Cette musique d'une extrême finesse est douée d'une étrange force rythmique. Alim Qasimov s'y meut avec la liberté des maîtres.

★ Le 16, à 20 h 30, Théâtre de la Ville, place du Châtelet, Paris (7^e). M^o Châtelet. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

UNE SOIRÉE A PARIS

Nelson Freire
Du pianiste Nelson Freire, on pourrait affirmer qu'il est l'un des derniers représentants de la grande tradition romantique du piano, qu'il est un héritier de l'école de Franz Liszt.

En réalité, il est un artiste qui échappe, comme tout artiste, à ses classifications inévitables. L'écouter laisse de grands souvenirs. Son récital Beethoven, Schumann, Chopin, Prokofiev et Rachmaninov bénéficie de l'opération « prenez une place, venez à deux ».

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie (M^o Miromesnil), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 200 F. Quatre soirées pour la Fondation Abbé Pierre s'élèveront à un total de 100 places, les plus contestataires, que les rythmes les plus mélo manifestent les premiers leur

solidarité ? Quelques-uns des plus virulents porte-parole du rap, du rock et du raggamuffin chantent, dansent leur indignation, et rendent hommage aux actions de l'abbé Pierre.

Les 16, 17, 18 et 19 janvier. Ouverture des portes, à 18 h 30. Elysée Montmartre, 72, bd de Rochechouart (18^e), M^o Amers. Tél. : 44-92-45-45. 60 F et 100 F.

Joe Jackson
L'ancien « jeune homme en colère » de la new wave anglaise s'est forgé, au fil des ans, une image de musicien respectable, épris de jazz et de musique symphonique. Pas toujours à la hauteur de ses prétentions. Les 16, 17 et 18 janvier, à 20 heures. Casino de Paris, 16, rue de Clichy (9^e). M^o Trinité. Tél. : 49-55-99-99. 160 F et 180 F.

CLASSIQUE

PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

LUNDI 16 JANVIER

Chopin : Polonaise-Fantaisie, Nocturnes op. 27. Prokofiev : Sonate op. 84. Ilya Itin (piano). Maison de Radio-France, 19 heures, le 16. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

Quatuor Britten
Hindemith : Sonate pour alto solo, Quatuor à cordes. Brahms : Quintettes à cordes opp. 88 et 111. Gérard Caussé (alto), Quatuor Britten, Auditorium du Louvre, 20 heures, le 16. Tél. : 40-20-52-29. Location FNAC, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

VENREDI 20 JANVIER
Orchestre philharmonique de Radio-France
Stravinsky : Symphonie en trois mouvements. Mozart : Concerto pour violon et orchestre KV 218. Brahms : Symphonie n° 3. Maxim Vengerov (violin), Orchestre philharmonique de Radio-France, Mark Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 heures, le 20. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F (*).

Le Festival de Prades à Paris
Beethoven : transcription de la Septième Symphonie et Septuor (voir le lundi 18 janvier).

SAMEDI 21 JANVIER
Il Seminario Musica
Scarlatti : Cantates. Bach : Sonate pour violon et basse continue BWV 1021. Vivaldi : Sonate pour violon et basse continue n° 3. Cantate pour contralto, deux violons, alto et continuo. Gérard Lesne (alto), Il Seminario Musicale.

Théâtre de la Ville, place et M^o Châtelet, 18 heures, le 21. Tél. : 42-74-22-77. 80 F (*).

Le Festival de Prades à Paris
Mozart : Overturément pour trio à cordes KV 563, Quintette pour clarinette et cordes KV 581.

DIJON 22 JANVIER
Quatuor Talich
Mozart : Quatuor à cordes KV 421. Smetana : Quatuor à cordes n° 1. Quatuor Talich. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 22. Tél. : 49-52-50-50. De 80 F à 190 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, le 17. Tél. : 45-61-53-00. De 60 F à 190 F (*).

MERCREDI 18 JANVIER
Le Festival Publico, Casals de Prades pour trois solistes à Paris
Brahms : Sextuor op. 18, Quintette pour piano et cordes op. 34. Régis Pasquier, Jean-Jacques Kantorow (violin), Alexander Rudin, Alain Meunier (violin), Bruno Pasquier, Vladimir Mendelssohn (alto), Jean-Claude Penner (piano) et les solistes du Festival de Prades.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 18. Tél. : 49-52-50-50. Le 21, soirée Mozart, Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, De 100 F à 290 F (*).

Orchestre de Paris
Weber : Dar Freischütz, ouverture. Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 271. Brahms : Symphonie n° 4. Jasminka Stancul (piano), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré (M^o Ternes), 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 45-61-53-00. Location FNAC, Virgin, De 60 F à 240 F (*).

JEUDI 19 JANVIER
Boris Berezovsky
Hindemith : Suite 1922 pour piano op. 26. Brahms : Klavierstücke op. 118, Intermèzes pour piano op. 117. Boris Berezovsky (piano). Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide (M^o Palais-Royal), 12 h 30, le 19. Tél. : 40-20-52-29. De 35 F à 50 F (*).

Wolfgang Holzmair, Gérard Wyss
Schumann : Orléans op. 48. Mélodies de Fauré. Wolfgang Holzmair (baryton), Gérard Wyss (piano). Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (M^o Bellechasse), 20 heures, le 19. Tél. : 40-49-47-17. 130 F (*).

Orchestre national de France
Ravel : Rhapsodie espagnole. Lalo : Symphonie espagnole. Stravinsky : L'Oiseau de feu. Sarah Chang (violin), Orchestre national de France, Charles Dutoit (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 heures, le 19. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 190 F (*).

MARDI 17 JANVIER
Nathalie Stutzmann
Schumann : Orléans. Méloides de Brahms. Poulenc : Les Fiançailles pour rire. Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Söderberg (piano). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (M^o Alma-Marceau), 20 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 470 F (*).

Ensemble orchestral de Paris
Gershwin : Berceuse, Bernstein : Sérénade. Barber : Adagio pour cordes op. 11. Haydn : Symphonie n° 45. Vadim Repin (violin), Ensemble orchestral de Paris, Jean-Jacques Kantorow (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faub

L'humour du « Zérorama » fait grincer les dents

Engagé par Canal Plus comme amuseur, Karl Zéro joue les moralistes décapants

■ **CUISINE À L'ÉCRAN**: le premier Festival de la télé gourmande réunira, du 26 au 31 mars, à Deauville (Calvados), une quarantaine de télévisions représentant la Chine, la Russie, les États-Unis, l'Algérie, l'Ukraine, la Turquie, etc., en plus de celles de quasiment tous les pays européens. Le principe de ce festival international, qui devrait être annuel, est de réunir une sélection d'émissions culinaires de la planète avec leurs présentateurs habituels et d'écrire la meilleure d'entre elles. Maîté et Micheline (« La cuisine des mousquetaires », France 3) seront notamment présentes pour représenter la France. Plusieurs jurys (présentateurs, chefs, critiques gastronomiques et journalistes spécialisés) français et étrangers récompenseront les émissions en compétition, chaque pays devant présenter une recette, et la durée de l'émission devant varier de six minutes à une heure.

■ **TÉLÉVISION**: la CFDT et le SNJ (Syndicat national des journalistes, autonome) de France 3 ont déposé, jeudi 12 janvier, un préavis de grève à durée indéterminée à compter du 14 février à 0 heure pour « l'ensemble des personnes » de la chaîne. En matière d'emploi, les syndicats demandent pour les journalistes l'engagement « immédiat » de négociations pour « adapter aux conditions de France 3 les accords de répartition des disparités conclus à Radio France et RFI, sans préjudice des travaux en cours avec l'Association des employeurs de l'audiovisuel public sur la révision de grilles de fonction » et précisent que « le dossier des disparités internes devra également être réglé dans un délai d'un mois ». Les syndicats demandent « la répartition des disparités avec France 2 ».

« **NOUS SOMMES** le 24 décembre 1994, il est 18 h 40 et la droite n'a toujours pas de candidat unique. Il faut envoyer la machine à perdre. Pour cela, une seule solution: Balladurama ».

D'emblée, le ton est donné. Le « Zérorama », émission quotidienne proposée par Karl Zéro dans l'émission « Nulle part ailleurs », a choisi l'humour grinçant pour mieux décrypter et stigmatiser les messages des principaux hommes politiques, candidats déclarés ou présumés à l'élection présidentielle de mai 1995.

Chaque soir, dans une séquence de deux à trois minutes, allouée au « Zérorama », les téléspectateurs sont invités à « faire un voyage dans l'histoire de la télévision ». De brefs sautes de scène, des pastiches de chansons d'époque, ou des bandes d'actualités détournées viennent renforcer ce voyage dans le temps. Les « Zérorama » consacrés au premier ministre le montrent dans une France pétainiste grise et triste.

Pour accentuer la vraisemblance, les images, contemporaines, ont été retraitées en noir et blanc et artificiellement vieillies par l'ajout de défauts techniques — zébrures intermittentes, altérations récurrentes des contrastes.

MORALE EN NOIR ET BLANC
Selon Karl Zéro, l'idée est le résultat d'un heureux hasard: « Un jour, je regardais les informations à la télévision et j'ai eu l'impression que je me suis aperçu que les cau-

lours, les costumes et même les intérieurs des ministres n'avaient pas changé: on se serait cru dans les années 40. Il n'y a pas une si grande différence que cela avec notre quotidien ».

A cela, Karl Zéro a ajouté sa propre grille de lecture de l'actualité politique. Selon lui, le premier ministre ne pouvait échapper au pétainisme. « A l'arrivée de M. Balladur à Matignon, il a parlé de « redressement national », une expression qui, pour l'animateur, faisait écho à la « révolution nationale » prônée par le maréchal Pétain.

5 ans, pratiquer l'amalgame, entre le promoteur de la collaboration avec les nazis et l'actuel premier ministre, le créateur du « Zérorama » croit toutefois discerner une connivence de génération. « Tous les candidats à la présidence de la République ont soixante ans ou plus. Donc ce qui les fascine à vingt ans, c'est cet univers-là », les années 40 et 50. Plus encliant encore, Karl Zéro prête à cette génération d'hommes politiques « une morale en noir et blanc, des valeurs en noir et blanc et un univers en noir et blanc ».

Heureusement, pour lui, le personnel politique ne se confond pas totalement avec cette période noire de l'histoire de France: « Je ne dis pas qu'ils sont antisémites, mais si on les cuisinait à propos de la déclaration de Pétain — « la terre, elle, ne ment pas — tous seraient d'accord avec cette phrase. » Sa relative jeunesse — trente-trois ans — n'est sans doute pas étrangère à la violence de son réquisitoire: « On



nous bassine avec l'an 2 000, mais à cette époque le président de la République sera quelqu'un né pendant la guerre ou dans l'immédiat après-guerre ».

UN ASPECT PÉDAGOGIQUE

Armé d'un Balladur croqué en maréchal-bis, d'un Chirac engoncé, en couleur, dans les années 50, de socialistes vibronnants, en noir et blanc, situés dans les années 60 et de centristes, colorisés, perdus entre babas cool et flower power, le « Zérorama » « se fait le porte-parole d'une époque ou d'un candidat ». Un relais dont les candidats à la magistrature suprême se pas-

seraient volontiers. De fait, le traitement corrélatif imposé par le « Zérorama » met à nu le message des hommes politiques.

A l'aune de Karl Zéro, les correspondances entre le maréchal Pétain et Edouard Balladur sont nombreuses et la référence à la terre répétitive. « Balladur ne va que dans endroits riches de sens », insiste Karl Zéro en évoquant les escapades du premier ministre dans son pied-à-terre de Chamoni.

Homme de télévision, Karl Zéro table sur le rire pour porter son discours et apprendre aux téléspectateurs à aller voir au-delà de

la surface des images. « Il y a un aspect pédagogique », concède-t-il. Il précise que « l'humour c'est la couleur qui enrobe le médicament. Mais c'est un médicament ». Pour Canal Plus, la potion administrée par Karl Zéro a été dure à avaler. « Au départ, j'ai été engagé par la chaîne pour faire des sketches drôles. Puis j'en ai fait des pas drôles et puis des pas drôles du tout. Ils croyaient avoir embouché un comique et ils se sont retrouvés avec un moraliste ».

REPRÉSENTATION BUDGÉTAIRE

Pour justifier cette imposture, l'animateur marque son refus « d'être juste là pour gagner de l'argent et faire le con ». Foli à gater de la chaîne cryptée, il assure n'avoir jamais été victime d'interventions de Canal Plus. Karl Zéro pourrait toutefois avoir mangé son pain blanc. Inquiet pour son « Zérorama », il tire par avance, les conséquences de l'élection d'Edouard Balladur à l'Elysée. Sans crainte d'un licenciement sec, l'animateur songe à des représailles budgétaires: « On commencera par dire qu'il y a moins d'argent », prédit-il, voulant croire que face à l'adversité, les « Guignols de l'Info », les « Nuls » et le « Zérorama » sauront faire front commun.

Guy Duthiel

★ Du lundi au vendredi, à 19 h 20, sur Canal Plus. « Tellement mieux », sélection des meilleurs moments, chaque samedi, à 18 h 40.

TF 1	FRANCE 2
13.35 Feuilleton: Les Feux de l'amour. 14.30 Série: Côte Ouest. 16.10 Série: Le Miel et les Abeilles. 16.30 Série: Superboy. 17.00 Club Dorothée. 17.25 Série: Premiers baisers. 18.25 Série: Les Filles d'à côté. 19.00 Série: Beverly Hills. 19.50 Le Bébé Show (et à 0.50). 20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.	13.50 Série: Un cas pour deux. 15.50 Variétés: La Chance aux chansons (et à 4.50). 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.20 Série: Second Skin. 17.50 Série: La Fête à la maison. 18.15 Jeu: Que le meilleur gagne! (et à 2.50). 18.55 Studio Gabriel (et à 19.25). 19.20 Flash d'informations. 19.55 Résumé de l'America's Cup. 19.59 Journal et Météo.
20.45 Série: Navarro. A l'ami, à la mort, de Nicolas Ribowski, avec Roger Hanin, Sam Karmann. 22.25 Série: Columbo. Attente, de Norman Lloyd, avec Peter Falk. 23.45 Magazine: Ex libris. Indignations. Invités: Bernard Kouchner (Cé que je crois); Jean Boissonnat (Mes rendez-vous avec l'Histoire); Lydia Perrel (J'ai vingt ans et je couche dehors); André Pernet (Le Passeur du Gué, un prêtre chez les drogués); Marie Attali (Cœur apôtre). 0.55 Journal et Météo. 1.05 Magazine: 7 sur 7. Invité: Robert Huc (rediff.). 1.55 TF 1 nuit (et à 3.00, 4.10). 2.05 Programmes de nuit. Peter Ström: 3.10, Ernest Leardée ou le Roman de la lignée; 4.20, Intrigues; 4.45, Musique; 5.10, Histoire des inventions.	20.55 Documentaire: Contre l'oubli. De William Karel. Dans le cadre des commémorations du 50 ^e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz. 22.25 Magazine: Ça se discute. Créateurs et créatures de mode. 23.35 Journal, météo. 0.05 Le Carde de minuit. Invités: Mohamed Roubail, auteur-acteur, Gildas Bourdet et Georges Lavaudant, metteurs en scène; Jean-Christophe Bailly, comédien; Orhan Pamuk, écrivain; Musique: François Collaudo. 1.35 Programmes de nuit. Studio Gabriel (2 ^e partie, rediff.): 1.50, Ozon; 2.20, Le Temps du retour; 3.20, 24 Heures d'info; 4.10, D'un soleil à l'autre (rediff.); 4.40, Nuit blanche; 5.45 Dessin animé.

FRANCE 3	M 6
13.05 Magazine: Vincent à l'heure. 14.50 Série: La croisière s'amusse. 15.40 Série: Météo. 16.30 Les Minikéurs. Les Aventures de Timin: Timin au Tibet (3 ^e épisode); Peter Pan; il était une fois l'homme. 17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Dynastie Rothschild, de Herbert R. Lotmar. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal de la région. 20.05 Jeu: Fa si la chance. 20.35 Tout le sport.	13.30 Téléfilm: Tendres Choc. 17.00 Variétés: HK Machine. 17.30 Série: Miroirs Junior. 18.00 Série: Brisco County. 18.54 Flash d'informations. 19.00 Série: Raven. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série: Une nounou d'enfer. 20.35 Magazine: Ciné 6. Présenté par Laurent Weil.
20.50 Cinéma: Les Patates. ■ ■ ■ Film français de Claude Autant-Lara (1969). Avec Pierre Perret, Henri Virlogeux, Béatrice Daurin. 22.35 Météo et Journal. 23.00 Cinéma: Transit. ■ ■ ■ Film français de René Allio (1990). Avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler.	20.50 Cinéma: Calendrier meurtrier. ■ ■ ■ Film américain de Pat O'Connor (1988). Avec Kevin Kline, Susan Sarandon, Mary Elizabeth Mastrantonio. 22.30 Magazine: Capital. Présenté par Philippe Chain. A qui profite le jeu? Rediff. du dimanche 15. 0.00 Magazine: Culture pub. Présenté par Anne Magnien et Christian Blachas. 0.30 Magazine: Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. 1. Sonny Rollins. Première partie du concert donné par le saxophoniste américain Sonny Rollins dans le théâtre antique de Vienne (février en juillet 1994). 2.20 Rediffusions. Coup de griffes (Karl Lagerfeld): 2.45, Sports et découverte (4); 3.40, La Mémoire du peuple noir (Révé africain); 4.35, Fréquentar; 5.30, E = M 6.

CANAL +	LA CINQUIÈME
13.30 Le Journal de l'emploi. 13.35 Téléfilm: L'Annamita. 15.15 Magazine: Villes d'aujourd'hui (rediff.). 16.10 Surprises (et à 17.55). 16.35 Cinéma: La Solif de l'air. ■ ■ ■ Film français de Gérard Oury (1992). Avec Christian Clavier, Isola Crelton, Catherine Jacob. 18.00 Canaille patoise. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Ça cartoon. 18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. 19.20 Magazine: Zérorama. 19.55 Magazine: Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Magazine: Défilé. Elle exerce un métier d'homme. 14.00 Documentaire: A tous vents. Et au milieu coule le Gulf Stream (rediff.). 15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours; Inventer demain; Alo la terre; Cogito; Cinq sur cinq; Langue: espagnol et anglais (rediff.). 17.30 Magazine: Les Enfants de John. 18.00 Documentaire: Enfants préhistoriques. 18.30 Le Monde des animaux. Nid de coucou.
20.55 Cinéma: Les Patates. ■ ■ ■ Film français de Claude Autant-Lara (1969). Avec Pierre Perret, Henri Virlogeux, Béatrice Daurin. 22.35 Météo et Journal. 23.00 Cinéma: Transit. ■ ■ ■ Film français de René Allio (1990). Avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler.	19.00 Magazine: Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. 19.30 Documentaire: La Légende du sport. La saga des exploits sportifs: moments exceptionnels, matchs spectaculaires, records, champions d'hier et d'aujourd'hui. 19.55 Magazine: Actual. Comité en haute mer. Le pêche au thon au large du détroit de Gibraltar. Harald Jung et Gerhard Engelhardt ont filmé la pratique ancestrale, les bateaux disposés en cercle autour d'un filet aux mailles serrées, où les thons sont pris au piège avant que des hommes ne sautent par-dessus bord pour les achever. 20.27 Chronique: Chaque jour pour Sarajevo. 20.30 6 1/2 Journal.

FRANCE 3	M 6
13.05 Magazine: Vincent à l'heure. 14.50 Série: La croisière s'amusse. 15.40 Série: Météo. 16.30 Les Minikéurs. Les Aventures de Timin: Timin au Tibet (3 ^e épisode); Peter Pan; il était une fois l'homme. 17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Dynastie Rothschild, de Herbert R. Lotmar. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal de la région. 20.05 Jeu: Fa si la chance. 20.35 Tout le sport.	13.30 Téléfilm: Tendres Choc. 17.00 Variétés: HK Machine. 17.30 Série: Miroirs Junior. 18.00 Série: Brisco County. 18.54 Flash d'informations. 19.00 Série: Raven. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série: Une nounou d'enfer. 20.35 Magazine: Ciné 6. Présenté par Laurent Weil.
20.50 Cinéma: Les Patates. ■ ■ ■ Film français de Claude Autant-Lara (1969). Avec Pierre Perret, Henri Virlogeux, Béatrice Daurin. 22.35 Météo et Journal. 23.00 Cinéma: Transit. ■ ■ ■ Film français de René Allio (1990). Avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler.	20.50 Cinéma: Calendrier meurtrier. ■ ■ ■ Film américain de Pat O'Connor (1988). Avec Kevin Kline, Susan Sarandon, Mary Elizabeth Mastrantonio. 22.30 Magazine: Capital. Présenté par Philippe Chain. A qui profite le jeu? Rediff. du dimanche 15. 0.00 Magazine: Culture pub. Présenté par Anne Magnien et Christian Blachas. 0.30 Magazine: Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. 1. Sonny Rollins. Première partie du concert donné par le saxophoniste américain Sonny Rollins dans le théâtre antique de Vienne (février en juillet 1994). 2.20 Rediffusions. Coup de griffes (Karl Lagerfeld): 2.45, Sports et découverte (4); 3.40, La Mémoire du peuple noir (Révé africain); 4.35, Fréquentar; 5.30, E = M 6.

CANAL +	LA CINQUIÈME
13.30 Le Journal de l'emploi. 13.35 Téléfilm: L'Annamita. 15.15 Magazine: Villes d'aujourd'hui (rediff.). 16.10 Surprises (et à 17.55). 16.35 Cinéma: La Solif de l'air. ■ ■ ■ Film français de Gérard Oury (1992). Avec Christian Clavier, Isola Crelton, Catherine Jacob. 18.00 Canaille patoise. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Ça cartoon. 18.40 Magazine: Nulle part ailleurs. 19.20 Magazine: Zérorama. 19.55 Magazine: Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	13.30 Magazine: Défilé. Elle exerce un métier d'homme. 14.00 Documentaire: A tous vents. Et au milieu coule le Gulf Stream (rediff.). 15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours; Inventer demain; Alo la terre; Cogito; Cinq sur cinq; Langue: espagnol et anglais (rediff.). 17.30 Magazine: Les Enfants de John. 18.00 Documentaire: Enfants préhistoriques. 18.30 Le Monde des animaux. Nid de coucou.
20.55 Cinéma: Les Patates. ■ ■ ■ Film français de Claude Autant-Lara (1969). Avec Pierre Perret, Henri Virlogeux, Béatrice Daurin. 22.35 Météo et Journal. 23.00 Cinéma: Transit. ■ ■ ■ Film français de René Allio (1990). Avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler.	19.00 Magazine: Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. 19.30 Documentaire: La Légende du sport. La saga des exploits sportifs: moments exceptionnels, matchs spectaculaires, records, champions d'hier et d'aujourd'hui. 19.55 Magazine: Actual. Comité en haute mer. Le pêche au thon au large du détroit de Gibraltar. Harald Jung et Gerhard Engelhardt ont filmé la pratique ancestrale, les bateaux disposés en cercle autour d'un filet aux mailles serrées, où les thons sont pris au piège avant que des hommes ne sautent par-dessus bord pour les achever. 20.27 Chronique: Chaque jour pour Sarajevo. 20.30 6 1/2 Journal.

FRANCE 3	M 6
13.05 Magazine: Vincent à l'heure. 14.50 Série: La croisière s'amusse. 15.40 Série: Météo. 16.30 Les Minikéurs. Les Aventures de Timin: Timin au Tibet (3 ^e épisode); Peter Pan; il était une fois l'homme. 17.40 Magazine: Une pêche d'enfer. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Dynastie Rothschild, de Herbert R. Lotmar. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal de la région. 20.05 Jeu: Fa si la chance. 20.35 Tout le sport.	13.30 Téléfilm: Tendres Choc. 17.00 Variétés: HK Machine. 17.30 Série: Miroirs Junior. 18.00 Série: Brisco County. 18.54 Flash d'informations. 19.00 Série: Raven. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série: Une nounou d'enfer. 20.35 Magazine: Ciné 6. Présenté par Laurent Weil.
20.50 Cinéma: Les Patates. ■ ■ ■ Film français de Claude Autant-Lara (1969). Avec Pierre Perret, Henri Virlogeux, Béatrice Daurin. 22.35 Météo et Journal. 23.00 Cinéma: Transit. ■ ■ ■ Film français de René Allio (1990). Avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler.	20.50 Cinéma: Calendrier meurtrier. ■ ■ ■ Film américain de Pat O'Connor (1988). Avec Kevin Kline, Susan Sarandon, Mary Elizabeth Mastrantonio. 22.30 Magazine: Capital. Présenté par Philippe Chain. A qui profite le jeu? Rediff. du dimanche 15. 0.00 Magazine: Culture pub. Présenté par Anne Magnien et Christian Blachas. 0.30 Magazine: Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. 1. Sonny Rollins. Première partie du concert donné par le saxophoniste américain Sonny Rollins dans le théâtre antique de Vienne (février en juillet 1994). 2.20 Rediffusions. Coup de griffes (Karl Lagerfeld): 2.45, Sports et découverte (4); 3.40, La Mémoire du peuple noir (Révé africain); 4.35, Fréquentar; 5.30, E = M 6.

CÂBLE

TV 5 18.55 Le Grand Jeu (et 21.35, 0.25).
19.00 Paris lumière. La vie culturelle parisienne. 19.25 La Météo des cinq continents (et 20.55 min). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Enjeux-Le Point. Rediff. de la télévision québécoise. La revue de l'actualité 1994 (22). 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Thalassa. Rediff. de France 3 du 13 janvier. 22.35 Documentaire: URSS. 2. 1939-1953: le triomphe du tyran, de Jean-Paul Thomas et Krzysztof Jakubowski. 23.30 Montagne. Rediff. de France 3. 0.00 Journal de France 3. Edition Soir (25 min).
PLANÉTTE 19.35 Portés disparus. De Daniel Roussel et Jean-Yves Cauchard. 20.30 Nylons Blues. De Françoise Levie. Lire notre article p. 11. 21.20 De Gaulle ou l'éternel défi. De Jean Labib. 6. Une Europe tricolore. 22.20 Oinossures. De Kathy White (2/4). 23.15 Les Iles aux trésors. De Dafydd Williams. 5. Le Graal de Caldey. 23.40 Irak. 5 000 ans et 6 semaines. D'Annie Tresgot (65 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première Infos (et 0.40). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.10 min). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Buzz (et 22.40). 21.00 Violette et François. ■ ■ ■ Film français de Jacques Rouffio (1976).

23.05 Paula Abdul. Concert. Under My Spell (65 min).
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Domino. Emission en direct. A 17.55, C'est comme moi; à 18.00, Fish Police; à 18.20, Tip top dip; à 18.25, Fantomette; à 18.55, A vos marques pages; à 19.00, Regarde le monde; à 19.15, Les animaux super stars; à 19.20, Rébus (85 min). 19.30 Série: Les Nouvelles Aventures des intrépides (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 Série: M. A. S. H. 20.30 Souvenir. Joe Dassin. Emission diffusée pour la première fois le 2 juillet 1977. 21.35 Série: New York Police Blues. 22.20 Chronique de la combine. 22.25 M. A. S. H. ■ ■ ■ Film américain de Robert Altman (1969). 0.20 Géants du rock'n'roll. Concert. Un film live avec B.B. King, Little Richard, Jerry Lee Lewis, Fats Domino, James Brown, Ray Charles et Bo Diddley (65 min).
SÉRIE CLUB 20.05 Série: Les Années coup de cœur. 20.30 Série: Le Temps des copains. 20.40 Le Club. 20.45 Série: Wolff, Police criminelle (et 23.10). 21.35 Série: The Sweeney. 22.25 Série: Lois et Clark. 0.00 Série: Le Saint (45 min).
MCM 20.00 MCM découvertes. 20.30 MCM Mag (et 0.00). 21.00 Passion pub. 21.30 MCM Rock Legends. Bon Jovi. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Autour du groove. Histoire du groove: les chanteurs de bars. 0.00 MCM Mag. 0.30 Blah-Blah Métal.

(25 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Paul Simon Unplugged. Concert enregistré à New York, en mars 1992. 22.00 Série: The Real World 3. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report (15 min). 23.45 3 From 1. 0.00 The End 7 (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosports. L'actualité sportive du jour. 20.00 Stock car. 19.30 Perspectives scientifiques. La science des formes aujourd'hui. 1. Les formes spatiales. Avec François Dagognet. 20.00 Le Rythme et la Raison. Une génération entre deux feux, les compositeurs nés entre 1904 et 1918. 1. Poètes du silence, voix censurées, les premiers enfants de notre temps. 20.30 Le Grand Débat. Politique étrangère et bons sentiments. Avec Guy Sorman, Romy Braunman, Bernard Henri Lévy. 21.30 Fiction. Les Bonheurs (1). 22.40 Actes direct. Avec Raymond Hains, peintre. 0.05 Du jour au lendemain. Bernard Dufour (Des collectionneurs tel André Breton). 0.50 Coda. Les débuts du

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.45 Mise au point. Le statut des Femmes en France, 1985-1995. Avec Hélène Gisserot, procureur auprès de la Cour des comptes. 19.00 Agora. Marc Sautet, à propos du Cabinet de philosophie. 19.30 Perspectives scientifiques. La science des formes aujourd'hui. 1. Les formes spatiales. Avec François Dagognet. 20.00 Le Rythme et la Raison. Une génération entre deux feux, les compositeurs nés entre 1904 et 1918. 1. Poètes du silence, voix censurées, les premiers enfants de notre temps. 20.30 Le Grand Débat. Politique étrangère et bons sentiments. Avec Guy Sorman, Romy Braunman, Bernard Henri Lévy. 21.30 Fiction. Les Bonheurs (1). 22.40 Actes direct. Avec Raymond Hains, peintre. 0.05 Du jour au lendemain. Bernard Dufour (Des collectionneurs tel André Breton). 0.50 Coda. Les débuts du

blues. Big Bill Broonzy (1).
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Frédéric Vitoux, journaliste, écrivain. 20.00 Concert. En hommage à György Cziffra. Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Bartok; Deux légendes pour piano, de Liszt; Transcription pour piano à quatre mains de la cinquième danse hongroise de Johannes Brahms, de Cziffra; œuvres de Liszt. 22.00 Soliste. Clara Haskil, piano. Sonate pour violon et piano K 526, de Mozart, Arthur Grumiaux, violon. 22.30 Musique pluriel. Per Anne-Charlotte Rémond. Go pour bande, de Vinea; Extensions II, de Gibson; Reflets pour bande, de Malec. 23.05 Ainsi la nuit. Par Violaine Anquet. Préludes de chorale de Bach, de Busoni; Quintette pour piano et cordes op. 34, de Brahms. 0.00 La Rose des vents. Par Caroline Bourgoin. Musique algérienne (concert donné le 9 décembre 1994 à l'Institut du monde arabe). Les Ouled Baba Marzoug, dir. Mikouli Hamdi.

Tous les films au bout du fil
36-68-03-78

سكانة العالم

Le bon Samaritain des « années partage »

Une émission de France-Inter présente, chaque matin, l'activité d'une association qui prend en charge les problèmes de société

■ **TENNIS** : les internationaux d'Australie sur Eurosport et France 2. Souvent oublié ou mal retransmis parce qu'il se situe aux antipodes, le tournoi de tennis des internationaux d'Australie bénéficie cette année d'une promotion exceptionnelle. La chaîne Eurosport France, diffusée par câble et par satellite, a choisi de vivre à l'heure de Melbourne pendant la durée des épreuves. Le premier tournoi de la saison du Grand Chelem va aussi bénéficier des faveurs du service public puisque quatre retransmissions exceptionnelles sont prévues sur France 2. Les demi-finales seront diffusées après le Cercle de minuit, jeudi 26 janvier à 1 h 35 pour les dames, et vendredi 27 à 2 h 15 pour les hommes. Lionel Chamoulaud et Jean-Paul Loh donneront aussi leurs commentaires et leurs points de vue pour les finales dames et hommes.

■ **TF1** : Jean-Claude Narcy assurera l'interim du « 20 heures ». Etienne Mongeotte, vice-président de TF1, a confirmé, vendredi 13 janvier, le remplacement de Patrick Poivre d'Arvor par Jean-Claude Narcy, au journal de 20 heures, à partir du 13 février et pendant toute la durée du procès de l'industriel lyonnais Pierre Botton. Selon M. Mongeotte, le présentateur vedette de TF1 « n'est pas seulement un homme honnête, c'est un homme profondément honnête ». Ainsi, d'après une étude d'image, Patrick Poivre d'Arvor bénéficierait de « plus de sympathie pour lui depuis qu'il a affronté cette épreuve. Le public l'aime plus encore qu'il y a six mois ». Outre cet interim, assuré par Jean-Claude Narcy, TF1 complète son dispositif pour l'élection présidentielle avec « Face à la Une », une émission politique proposée à partir du 16 janvier, à 20 h 15.

per à la vie de la collectivité inventent des solutions incroyables de générosité pour pallier l'exclusion, la solitude ou la détresse. D'autres imaginent des échanges constructifs entre habitants d'un même quartier.

« Les gens inventent des solutions incroyables de générosité »

L'association qui a suscité le plus de réactions positives est sans conteste celle baptisée Réseaux d'échange de savoirs. À l'origine, une idée simple : mettre en rapport des personnes compétentes dans différents domaines. Ainsi, une couturière a appris à une informaticienne à faire des ourlets en échange de leçons de gestion comptable sur ordinateur.

L'émission dispose de peu de moyens et doit se contenter de deux personnes seulement, le journaliste et son assistante, Gaëlle de Rauglaudre, spécialiste du monde associatif.

Emmanuel Moreau est un peu le bon Samaritain de Radio-France. Outre « 1901 », il anime, depuis un an déjà, Radio-Urgences, la station de Radio-France qui indique aux sans-abri où trouver gîte, nourriture et soins gratuits à Paris (« Le

Monde Radio-Télévision » daté 8-9 janvier). Profitant de ses contacts, il organise, vendredi 20 et samedi 21 janvier, un « Forum du bénévolat » ancré dans le SDF. Plus de trente associations installées dans le hall de la Maison de la radio doivent présenter leurs activités aux visiteurs désireux d'y participer. Il ne leur sera pas demandé de dons en argent mais en heures de bénévolat. Le temps ainsi offert aux associations sera comptabilisé grâce à un « compteur d'heures » que les organisateurs pensent voir « exploser » : « Car, affirme-t-il, les années à venir seront des années partage ».

Armelle Cressard

★ France-Inter, « 1901 », du lundi au vendredi, 5 h 45 (FM Paris : 87,8). « Forum du bénévolat », hall de la Maison de la radio les 20 et 21 janvier 1995.

■ **SÉRIE** : « Albert le cinquième mousquetaire », série animée de 26 épisodes, est de nouveau diffusée sur France 3 dans les « Minikéums » tous les mercredis à 9 heures depuis le 11 janvier. Ce dessin animé de cape et d'épée est la première œuvre de réalisation 100 % française, avec une coproduction franco-canadienne, France Animation, Chirac en association avec Ravensburger et BBC International, France 3 et Canal Plus. Cette série a déjà été diffusée par dix-sept pays.

Sans diocèse fixe

par Daniel Schneidermann

Aux foules chrétiennes qui envahissent les journaux télévisés pendant tout le week-end, protestant contre la révocation de l'évêque d'Evreux Jacques Gaillot, c'est l'exclusion qui semblait avant tout insupportable. Quelle exclusion ? De qui ? Par qui ? Pour quels motifs ? Peu importe. L'idée seule de l'exclusion, de toute exclusion, suscite d'emblée l'horreur, et d'abord dans les têtes chrétiennes. Jacques Gaillot n'appartient pas d'abord comme un ministre révoqué, mais comme un homme seul, broyé sans autre forme de procès par une invisible machine. Sans diocèse fixe (SDF), comme le résumait une banderole aperçue dans un des rassemblements de soutien. Ainsi ces rassemblements consacrent-ils son installation, dans l'imaginaire social, à la place sacrée entre toutes, indélébile, de l'exclu.

Le voici en gros plan, dimanche matin. Alors que toutes les chaînes l'attendaient, où se trouvait-il ? Chez les sans excois des excois, précisément, dans une prison du diocèse, où il venait de célébrer la messe à l'abri de nos regards. Il sort. Les caméras l'attendent. Derrière lui, les portes de la prison sont closes, presque guillerettes, des portes d'une toute neuve prison de ville nouvelle. La prison porte un nom de station du RER, on la devine construite au milieu de nulle part, et il en sort d'un pas si naturel que l'on devine qu'il y va souvent, le dimanche, prier avec les prisonniers.

Aux quatre coins du pays, le peuple chrétien lui apporte son soutien. Familles à la révolte plutôt

joyeuse, banderoles, humbles et ordinaires paroissiens. Sur le parvis de la cathédrale de Lille, un curé et un aumônier s'époumonent. A leurs côtés, un « un peu effrayé ? » l'évêque du lieu apporte sa caution. D'autres évêques, un peu peureux, rouscassent. Sont-ils marionnettes ? Non. Le président de la Conférence épiscopale, Mgr Joseph Duval, lui, soutient la mesure de révocation. Il n'est d'ailleurs pas filmé par les caméras, dans la rue, mais dans la solitude de son bureau, à l'écart de l'élan populaire. La veille, en l'évêché d'Evreux, nous avions aperçu Jacques Gaillot accueillant ses paroissiens une cafetière à la main. Point de cafetière chez Mgr Duval. Rien d'autre qu'un bureau, et un dossier.

Encore la veille, on avait entrevu l'archevêque de Paris, paternel et implacable, justifiant lui aussi la mesure vaticane. Il se trouvait à Manille, en compagnie de Jean Paul II, au milieu d'une foule immense, que nous montrons longuement la télévision. Une foule fervente elle aussi, mais mille fois plus nombreuse que les rassemblements français. Aucun enseignement n'était sans doute à tirer de la comparaison de ces deux images. On ne veut pas penser que le Vatican, se lançant comme d'habitude quel gouvernement dans une savante « stratégie du 20 heures », ait profité du voyage philippin pour annoncer la révocation d'Evreux, espérant qu'elle passerait ainsi inaperçue. Il n'empêche : les manifestations françaises en apparence, d'un seul coup, étrangement clairessees.

MARDI 17 JANVIER

TF 1

6.00 **Série** : Côté cœur.
13.35 **Feuilleton** : Les Fous de l'annuaire.
14.30 **Série** : Côté cœur.
15.30 **Série** : La fille et les Abellies.
16.30 **Série** : Côté cœur.
17.00 **Club Dorothée**.
17.55 **Série** : Premiers bisous.
18.25 **Série** : Les Filles d'A. Côté.
19.00 **Série** : Beverly Hills.
19.50 **La Minute Show** (et à 1.15).
20.00 **Journal**, **Théâtre**, **La Minute** hippique et la météo.

20.45 **Cinéma** : Hudson Hawk.
Gentleman et cavalier d'acier.
Film américain de Michael Lehman (1991). Avec Bruce Willis, Danny Aiello, Arnie Macdonell.

22.35 **Sport** : Boxe.
Championnat d'Europe des poids lourds-légers en direct du palais des sports de Levallois : Norbert Elassi (France)-Alexander Gurov (Ukraine).

0.10 **Magazine** : Le sub versé vous dira.
Invités : le père Jacques Perotti, Alain Mic. Débat avec Pierre Massaud et Patrick Balthaz.

1.20 **Journal** et **Météo**.
1.35 **Magazine** : Reportages.
(rediff.).

1.55 **TF 1 nuit** (et à 3.00, 4.00, 4.35).
2.05 **Programmes de nuit**.
Un couple dans la maladie : 3.10, Histoire naturelle : 4.10, Passions : 4.45, Musique : 5.05, Histoire des inventions.

FRANCE 2

13.50 **Série** : Un cas pour deux.
14.50 **Série** : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 **Théâtre**.
15.55 **Variétés** : La Chance à la maison (et à 4.50).
16.45 **Des chiffres et des lettres**.
17.15 **Série** : Seconde II.
17.40 **Série** : La Fête à la maison.
18.15 **Jeu** : Qui est le meilleur gagnant (et à 2.50).
18.50 **Studio Gabriel** (et à 19.25).
19.20 **Flash d'informations**.
19.55 **Musique de l'Amérique** : Cap.
19.59 **Journal** et **Météo**.

20.50 **Cinéma** : Tout feu, tout flamme.
Film français de Jean-Paul Rappeneau (1991). Avec Yves Montand, Isabelle Adjani, Lauren Hutton.

22.35 **Magazine** : Ça se discute.
Présenté par Jean-Luc Delarue. Créateurs et créatures de mode.

23.55 **Journal**, **Météo** et **Journal des courses**.
0.25 **La Carte de maraude**.
Invités : Bernard Kouchner, Jean-Christophe Rufin, Nicolas Rime, Gérard Miller, Musique : Berinda.

1.45 **Programmes de nuit**.
Studio Gabriel (2^e partie, rediff.).
2.10, Okavango : 3.20, 24 heures d'info : 4.10, Écume des nuits : 4.25, Trou de fer : 5.35, Desin animé.

FRANCE 3

13.05 **Magazine** : Vincent à l'honneur.
Invité : Muriel May. 13.50 **Série** : La croisière s'annonce.
14.40 **Série** : Magazine.
16.30 **Les Indivisibles**.
Les Aventures de Tintin : L'île au Trésor (épisode) ; Derrière : Il était une fois l'homme.
17.40 **Magazine** : Une pêche d'homme.
18.20 **Questions pour un champion**.
18.50 **Un livre, un jour**.
La Mort rue, de Gena Caban.
18.55 **Le 19-20 de l'information**.
19.20 **Flash d'informations**.
19.55 **Journal** : Feuilleton de la semaine.
20.35 **Tout le sport**.

20.50 **Jeu** : Spécial Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers. Avec Alain Dussaut, Vincent Perrot, Florence Kien, Pierre Rousselet-Blanc, Olivier Minne, Laurent Romagnon, Christian Spitz, Pascal Brunet, David Blassat, François-Henri de Vireux.

22.25 **Météo** et **Journal**.
22.55 **Mardi chez vous**.
Programme des télévisions régionales.

LE ROLL'S
PIANO-BAR-AMÉRICAIN
32, rue du théâtre
Paris 15^e
Tél : 45.77.66.93

M 6

13.30 **Méfilim** : Le Serment du sang.
De Paul Verhoeven, avec Melissa Gilbert, Joe Penny.
17.00 **Variétés** : Les Machines.
Ensemble présenté par Yves Noël et Odile Winter.
17.30 **Série** : Martinian Junior.
18.50 **Série** : Brisco County.
18.54 **Six minutes** première édition.
19.00 **Série** : Raven.
19.54 **Six minutes** d'informations, **Météo**.
20.00 **Série** : Une nouvelle d'enfer.
20.35 **Magazine** : Grandeur nature.
Le monde perdu. Squales.

20.50 **Série** : Docteur Quinn, femme médecin.
L'Enferment. Avec Jane Seymour, Joe Lando.
Le docteur Quinn est prisonnière des Indes.

22.35 **Méfilim** : Le Secret d'Amélie.
De Randa Haines, avec Glenn Close, Ted Danson.
Amélie confie à son institutrice que son père abuse d'elle.

0.15 **Série** : Les Professionnels.
2.30 **Rediffusions**.
Culture pub : 2.55, Jazz 6 : 3.50, Le Monde des hélicoptères (2) : 4.45, Portrait des passions françaises (La joie) : 5.10, FoxO : 5.55, E = M 6.

CANAL +

13.35 **Le Journal du cinéma**.
13.40 **Cinéma** : Henri le Vert.
Film franco-germano-italien de Thomas Korber (1993). Avec Thibault de Murgillat, Florence Darel, André Schmitz.
15.20 **Magazine** : L'œil du cyclone.
16.00 **Le Journal du cinéma**.
16.05 **Cinéma** : Robocop 3.
Film américain de Fred Dekker (1992). Avec Robert Burke, Nancy Allen, Jill Hennessy.
17.45 **Surprises**.
18.00 **Canaille peluche**.
En clair jusqu'à 20.35.

18.30 **Ca cartoon**.
18.40 **Magazine** : Mille ans d'illusions.
19.20 **Magazine** : Zénith.
19.55 **Magazine** : Les Guignols.
20.30 **Le Journal du cinéma**.

20.35 **Cinéma** : Chérie.
Film américain de Randa Kiebler (1992). Avec Rick Moranis, Marcia Strassman, Robert O'Neil.
22.00 **Flash d'informations**.

22.10 **Cinéma** : Aux parades bonheurs.
Film français de Michel Deville (1993). Avec André Dussolier, François Martheau.
23.50 **Cinéma** : Évil Dead II.
Film américain de Sam Raimi (1982). Avec Bruce Campbell, Ellen Sandweiss, Betsy Baker (vo.).

1.10 **Cinéma** : La Place d'un autre.
Film français de René Féret (1993). Avec Samuel Le Bihan, Cécile Bos, Philippe Clévenot.
2.25 **Surprises** (35 min).

LA CINQUIÈME

13.30 **Magazine** : Défi.
Ile à l'inventé un métier.
14.00 **Le Sens de l'histoire**.
Le monde en quème : génocide (rediff.).
15.45 **Les Écarts du savoir**.
Au fil des jours : Inventer demain : Allô la Terre : Eco et compagnie : Cinq sur cinq : Langue : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 **Les Enfants de John**.
18.00 **Documentaire** : Le Controversé, retrouvé.
18.30 **Le Monde des animaux**.
Mort d'un zèbre.

ARTE

19.00 **Magazine** : Confetti.
L'Europe dans toutes ses couleurs.
19.35 **Documentaire** : Leonard Bernstein.
Concerts pour les jeunes.
Qu'est-ce qu'une mélodie ? Avec l'Orchestre philharmonique de New-York.
20.27 **Chaque jour pour Sarajevo**.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.45 **Magazine** : Transit.
Présenté par Pierre Thiviolet. Les Petits Mozart, documentaire de Gilles de Maistre. Invité : Daniel Barenboim.

21.45 **Soirée thématique** : A la lumière de Pasteur.
Soirée proposée par Igor Barente.
21.46 **Cinéma** : Pasteur.
Film français de Sacha Guitry (1935). Avec Sacha Guitry, Jean Perrier, José Squinquel.

23.00 **Documentaire** : Sur les traces de Pasteur.
Du microbe aux thérapies géniques, d'Igor Barente et Jean-Pierre Fleury. Intervenants : François Jacob, Prix Nobel de médecine, Luc Montagnier, virologue, découvreur du virus du sida, Jean-François Bach, immunohématologue, Piotr Skolnicki, du Centre génétique moléculaire, Philippe Kourilsky, du département de thérapie génique de l'Institut Pasteur, Axel Kahn, généticien, Arnaud Marty-Lavaugelle, président de l'Association française pour l'étude du diabète, Alain Fischer, directeur de l'Unité INSERM U132.

0.05 **Fiction documentaire** : L'œuvre scientifique de Pasteur.
De Jean-Pierre Fleury et Georges Rouquier, avec Roland Tint (35 min).

CÂBLE

TV 5 18.55 **Le Grand Jeu** (et 21.35). 19.09 Paris lumineuse. Invité : François Cluzet. 19.25 **La Météo des cinq continents** (et 21.55). 19.30 **Journal de la RTBF**. En direct. 20.00 **Faut pas rêver**. Rediff. de France 3 du 13 janvier. 21.00 **Journal de France 2**. Édition de 20 heures. 21.40 **Émission spéciale**. Rediff. de France 2 du 12 janvier. 23.30 **Le Cheval d'acier**. Film français de Claude Autant-Lara (1960).
M. Antenne 19.35 **L'effet de serre** en question. O'Harey Lawson (55 min). 20.30 **L'Épopée du rail**. De Peter Cromdale et Peter Bette. 3. Le chemin du pouvoir. 21.20 **Les Grands Maîtres de la photographie**. De Peter Adam, 6. Alfred Eisenstaedt. 21.55 **Portes déparées**. De Daniel Roussel et Jean-Yves Cauchard. 22.50 **Nyctons Blues**. De François Léves. 23.45 **De Gaulle ou l'éternel défilé**. De Jean Labé. 6. Une Europe tricolore (45 min).
PARIS PRÉSENTÉ 19.00 Paris Première infos (et 0.50). 19.15 **Tout Paris** (et 20.30). 0.25. 19.45 **Café-théâtre**. 20.00 **Fraternité** loges (et 21.50). 21.00 **Jean-Edem's Club**. Le théâtre et ses auteurs. 22.20 **Accordez**. M. M.

Film italien de Pier Paolo Pasolini (1961).
CANAL 17.35 **Les Triplés**. 17.40 **Boi**. 17.55 **Domingo**. Émission en direct. A 17.55, C'est comme moi : à 18.00, Fish Police : à 18.20, Tip top : à 18.25, Fantôme : à 18.55, Cinéma : à 19.00, Atomes crochus : à 19.25, Cinéma : à 19.20, Rébus. 19.30 **Série** : Les Nouveaux Aventures des Intégrales. 20.00 **Calou**. Invité : Jean-Louis Etienne, rediff. du 11 janvier (60 min).
CANAL JIMMY 21.00 **Série** : Au nom de la loi. 21.30 **Série** : L'Incal en folie. 22.00 **Série** : Les Chevaliers du ciel. 22.25 **Chronique hebdo**. 22.30 **Série** : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Scénario, août 1916. 23.50 **Canibots**. Proposé par Jacques Porcheret. 0.15 **Série** : Monty Python's Flying Circus (30 min).
SÉRIE CLUB 19.15 **Série** : Super Jamie. 20.05 **Série** : Les Années coup de cœur. 20.30 **Série** : Le Temps des copains. 20.45 **Série** : Supercopier (et 23.10). 21.35 **Série** : The Sheeray (et 0.50). 22.25 **Série** : Lois et Clark. 23.05 **La Club**. 0.00 **Série** : Le Saint (50 min).
MCM 20.00 **MCM** découvertes. 20.30 **MCM Mag** (et 0.00). 21.00 **X Culture**. Le magazine des sports de glisse. 21.30 **MCM Rock Legends**. Bon Jour. 23.00 **Blah-Blah**. 23.30 **Passion pub**. 0.30 **Blah-Blah**.

Méfil (25 min).
MTV 20.00 **Greatest Hits**. 21.00 **A Body of Work**. Émission spéciale consacrée à Madonna. Émission spéciale consacrée à Madonna. 22.30 **Beavis and Butt-Head**. 23.00 **News at Night**. 23.45 **3 From 1**. 0.00 **The End** (120 min).
EUROSPORT 19.30 **Eurosportnews**. 20.00 **Athlète**. Magazine. 21.00 **Euroski**. 22.00 **Tennis**. International d'Australie à Melbourne. 23.00 **Boxe**. En direct. Championnat du monde WBO. Poids moyens : Paul Butler (E-U)-Warren Street (E-U). 1.00 **Tennis**. En direct. International d'Australie (240 min).
CINÉ CINÉ 19.00 **Exorcise**. Film britannique de Pat Jackson, Anthony Pelissier et Harold French (1951). N. v.o. 20.30 **Maître après Dieu**. Film français de Louis Daquin (1950). N. v.o. 22.05 **Shirley au cœur**. Film américain de Gregory Rakoff (1942). N. v.o. 23.25 **Les lys des champs**. Film américain de Ralph Nelson (1955).
CINÉ CINÉ 18.25 **La Rose noire**. Film américain de Henry Hathaway (1950). v.o. 20.30 **Moi Yen a voulu des sous**. Film français de Jean Yanne (1972). 22.15 **Bob Roberts**. Film américain de Tim Robbins (1992). v.o. 23.55 **L'Esu**. Film américain de Jeremy Paul Kagan (1981).

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.45 **Mise au point**. Méthusalem et les Français, un rendez-vous marqué. Avec Mariette Sineau, chargée de recherche au CNRS. 19.00 **Agora**. Henri Chabes (Regards sur Charleval. Chronique d'un village de Provence de 1800 à 1940). 19.30 **Perspectives scientifiques**. La science des formes aujourd'hui. 2. Les formes sonores. Avec Michèle Castellengo. 20.00 **Le Rythme et la Raison**. Une génération entre deux feux : Les compositeurs nés entre 1904 et 1918. 2. Couleurs du désert, la foi et l'enfer. 20.30 **Archipel méditerranéen**. Voir un enfant pleurer. 21.32 **Profil perdu**. Pierre Bourdieu (1909-1984), le printemps de la France (2). 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Cinéma-théâtre : La Cinématique de Toulouse. Avec Raymond Borda, Jean-Paul Gorce, Guy-Claude Rochemond, Franck Priot et Françoise Courtiade. 0.05 **Du jour au lendemain**. Jean-Paul Mangano (Le Baroque et l'Indigène. Essai sur l'écriture de Carlo Emilio Gadda). 0.50 **Coda**. Les débuts du blues. Big Bill Broonzy (2).
FRANCE-MUSIQUE 19.05 **Domaine privé**. Peter Diamond, conseiller artistique de l'Or-

chestre de Paris. 20.00 **Concert** (donné le 17 octobre 1994 à l'Auditorium des Halles dans le cadre de Musique nouvelle en liberté) : (Œuvres de Anvo Pärt, Gligard, Stravinski, Zavarro, Glass, Zygel, Chostakovitch, Connors, par l'Ensemble Phoenix. 22.00 **Soliste**. Clara Haskil, piano. Sonate pour violon et piano n° 40 K. 454, Arthur Grumiaux, violon. 22.30 **Musique plurielle**. Borges et el Espéjo pour soprano et orchestre de Vins, France Lynx, soprano ; Konrad pour clavier et bande, de Michèle Elisabeth Chojacka, clavier. 23.05 **Ainsi la nuit**. Œuvres de Scriabine, Fauré, Schoenberg. 0.05 **La Guitare dans tous ses états**. Par Robert J. Vidal. Œuvres de Albeniz (Grande-Bretagne), traditionnelle (Argentine) et Karapaz, Tarraga (Espana-Unit), Slotzzen (Allemagne), Torres (Andalousie), Le Roux-Oladovic (France).

Le guide de vos sorties
3615 LEMONDE

Les programmes du câble
3615 LEMONDE

L'évêque des sables

par Pierre Georges

Dans l'armée autrefois, lorsqu'un officier ou un soldat avait commis quelque fait de nature à entacher sa réputation ou contraire à la discipline qui fait la force de la discipline, il était muté d'autorité en Afrique. Sa carrière, orientée vers les « bat d'af », y prenait un tour nouveau, disciplinaire et exotique.

L'Église vient d'inventer ou de réinventer les « diocèses d'af ». Et Mgr Gaillot, subitement promu évêque titulaire d'un diocèse fantôme, perdu dans les sables et les mémoires, une sorte de désert des Tartares, vient d'en prendre pour quelques années d'évangélisation disciplinaire.

Il fallait le ressusciter, ce diocèse de Partenia ! Le Monde qui fait ordinairement son miel de ces précisions-là expliquait hier que cet évêché avait disparu, corps et mitre, aux environs du VII^e siècle sous la poussée de l'islam. Et il précisait que les évêques titulaires, qui sont tout sauf titulaires, étaient connus aussi sous le nom d'évêques in partibus infidelium. C'est-à-dire « dans les contrées des infidèles ».

On ne saurait mieux qualifier la fâche vaticane et l'estime en laquelle le Vatican tient son serviteur indiscipliné. Le pape est en Papouasie, Mgr Gaillot ira à Partenia. Et ainsi les fidèles seront-ils bien gardés.

Pour autant, la mesure offre des perspectives radieuses à tout corps social, politique, religieux ou autre, désireux de débarrasser à tout jamais de ses fâcheux ou de ses importuns. Nous irons tous à Partenia. Nous sommes tous sous la menace, un jour ou l'autre, d'être promu, nommé, muté en un « diocèse mystique », plus vulgairement appelé « placard ».

Une chronique de travers, et crac, Partenia à faire des pâtés de sable ! Une candidature non souhaitée à la présidentielle, hop, Partenia à bonrrier les urnes. Une qualification manquée à l'America Cup, en route pour la Partenia Cup comme vaisseau du désert ! Et ainsi de suite. Les structures d'accueil étant ce qu'elles sont et les ressources du pays infinies, il devrait y avoir de la place pour tout le monde, pour les rebelles, les insoumis, les déviants, les enfants terribles et leurs enfants, les non-conformes et les anti-conformistes.

Cela pourrait même être leur chanson de ralliement au titre engageant : « J'aimerais tant voir Partenia ». Et un camp de vacances, façon Club Med, avec garderie, gentils oubliés et automne. Cela pourrait devenir la citadelle des maudits, et heureux de l'être, vivant le reste de leur âge à ne point regretter le paradis perdu.

Hélas, Partenia n'existe pas, ou plus. Pas même sur les dictionnaires. Partenia est, harrasco referens, ce lieu suffisamment diabolique pour que l'Église y expédie ses mutins, précipités à tout jamais dans une manière de purgatoire. Partenia est une fiction, une réalité virtuelle pour prêter médiation, l'ultime tourment imaginé par les préposés à la question des caves vaticanes.

Nous n'irons pas à Partenia. Pas plus que Mgr Gaillot ne semble devoir aller à Canossa. N'étant désormais chez lui nulle part, l'évêque des sables devrait donc l'être partout. Chargé de rien et libre de tout, il n'est donc pas certain que l'Église du silence dans les rangs ait résolu au mieux son problème.

Le pouvoir mexicain renoue le dialogue avec la guérilla

Un pas décisif a été franchi dans les négociations entre le gouvernement et les « zapatistes »

MEXICO

de notre correspondant

En se rendant, dimanche 15 janvier, dans la zone contrôlée par les rebelles zapatistes pour y rencontrer leur chef, le sous-commandant Marcos, le ministre mexicain de l'intérieur, Esteban Moctezuma, a fait un pas décisif en direction de la réouverture des négociations avec la guérilla du Chiapas. Selon le bref communiqué officiel faisant état de la rencontre, il s'agit d'un événement « positif » qui s'inscrit dans la recherche d'une solution au conflit déclenché le 1^{er} janvier 1994 dans la région frontalière avec le Guatemala. Pour éviter la présence de la presse, M. Moctezuma s'est déplacé à bord d'un hélicoptère qui, selon des sources locales, l'aurait transporté jusqu'au village de Guadalupe-Tepeyac, au cœur de la forêt lacandona où se trouve le poste de commandement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). La rencontre aurait eu lieu dans l'hôpital abandonné par les autorités depuis plus d'un an et partiellement occupé par une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui participe à la surveillance du cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 janvier 1994.

L'évêque de San Cristobal de Las Casas, Mgr Samuel Ruiz, qui joue le rôle de médiateur dans le conflit, accompagnait le ministre. Il a qualifié le climat de la réunion (qui a duré trois heures), de « très franc et cordial, comme si les deux hommes se connaissaient depuis longtemps ». Officiellement, les autorités ignorent l'identité réelle de « Marcos », qui protège son anonymat derrière un passe-montagne comme tous les autres dirigeants zapatistes et la plupart des combattants. Les services de renseignement connaissent depuis longtemps le nom du chef de l'EZLN, mais, pour des raisons tactiques, auraient décidé de ne pas le rendre public.

Les zapatistes ont posé plusieurs conditions à la réouverture des négociations, interrompues le 8 octobre 1994. Ils exigent notamment la révision des résultats électoraux dans deux États du sud mexicain (Tabasco et Veracruz) et la reconnaissance de la victoire de leur candidat, Amado Avendano, lors du scrutin organisé au Chiapas le 21 août dernier pour le poste de gouverneur. Selon Mgr Ruiz, il est improbable que le dialogue reprenne durablement « tant qu'il n'y aura pas un accord politique » sur ces trois dossiers.

La décision du président Ernesto Zedillo de reprendre l'initiative au Chiapas et d'ouvrir le dialogue avec l'opposition de gauche (il a reçu, vendredi, les dirigeants du Parti de la révolution démocratique) intervient au moment où le Mexique est secoué par une grave crise financière à la suite de la dévaluation décrétée le 20 décembre dernier. En choisissant la négociation, le chef de l'État semble en-

voyer un message à certains secteurs de sa propre formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui prône de plus en plus ouvertement la confrontation militaire « pour en terminer une fois pour toutes » avec l'EZLN, responsable de toutes les difficultés du pays.

Bertrand de la Grange

L'opposition remporte les élections législatives au Niger

L'OPPOSITION nigérienne a remporté une courte victoire aux élections législatives du 12 janvier, avec 42 élus sur 83 sièges à l'Assemblée nationale. Selon les résultats publiés dimanche 15 janvier par la commission nationale électorale, qui devront être validés par la Cour suprême, la mouvance présidentielle a obtenu 40 sièges. Le 83^e siège revient au Parti progressiste nigérien (PPN-RDA), qui a quitté la coalition au pouvoir et annoncé son ralliement à l'opposition.

La principale formation d'opposition, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD), reste le premier parti du pays (29 élus).

Il est suivi par la Convention démocratique et sociale (CDS) du président Mahamane Ousmane (24 députés), le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PND, opposition) de l'ancien Premier ministre Mahamadou Issoufou (12 élus) et l'Alliance nigérienne pour la démocratie et le progrès (ANDE, mouvance présidentielle, 9 sièges). Derrière viennent le Parti nigérien pour l'unité et la démocratie (PUND, mouvance présidentielle, 3 sièges), le Parti social-démocrate nigérien (PSDN, mouvance présidentielle, 2 sièges), l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, mouvance présidentielle, 2 sièges), l'Union des patriotes et démocrates progressistes (UPDP, opposition, 1 siège) et enfin le PPN-RDA (1 élu).

Mahamane Ousmane, premier président nigérien démocratiquement élu, va devoir cohabiter avec un premier ministre issu d'une coalition dominée par l'ex-parti unique, le MNSD, qui a dirigé le pays pendant dix-sept ans. (AFP, Reuters.)

Le programme économique de M. Chirac s'inspire des propositions de M. Madelin

L'ENTRETIEN accordé par Jacques Chirac, lundi 16 janvier, aux Échos donne partiellement raison à Robert Hue, secrétaire national du PCF, et à Laurent Fabius, ancien premier ministre socialiste, qui avaient, la veille, revendiqué une partie de la paternité du programme présidentiel chiracien. Sinon dans les pistes de réformes, du moins dans certains des diagnostics.

M. Chirac trouve, en effet, des formulations que la gauche ne nierait pas, mais il révèle, également, une série de suggestions de tonalité très libérale qui sont reprises intégralement des propositions du ministre des entreprises, Alain Madelin.

« Depuis près de quinze ans, dit-il, le fonctionnement du système conduit à privilégier la spéculation, les placements sans risques, les rentes de situation au détriment du travail. (...) On a sacrifié l'économie réelle au profit de l'économie finan-

cière, ne cherchez pas ailleurs la cause principale du chômage. » Dans le même temps, il suggère que l'on entreprenne « une grande réforme fiscale qui favorise l'initiative », avec, pour première priorité, « la réduction de l'impôt sur le revenu ».

« L'allègement des charges, ajoute-t-il, doit également permettre l'augmentation des salaires directs ». Il préconise aussi « la mise en place de fonds de pension ». « Je pense que le gouvernement le ferait, je ne vous cache pas que j'ai été un peu déçu », dit-il. Enfin, M. Chirac souhaite que l'on ne baisse pas uniformément tous les droits de succession mais seulement les droits de mutation des entreprises : « Il s'agit de définir un statut dérogatoire prévoyant un abattement sur la valeur imposable des entreprises transmises. »

Par ailleurs, Michel Giraud, ministre (RPR) du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

président de la région Ile-de-France, annonce, dans un entretien au Parisien publié lundi 16 janvier, qu'il soutiendra la candidature présidentielle d'Edouard Balladur. Celui-ci l'avait soutenu en mars 1994, pendant le mouvement de protestation contre le projet de contrat d'insertion professionnelle (CIP) qui fut, finalement, retiré. « Dans cette affaire difficile et inconfortable, j'ai été particulièrement sensible à cette solidarité », nous a déclaré M. Giraud.

À la tête d'une majorité relative au conseil régional, M. Giraud devra probablement faire face à la fronde d'une partie des élus RPR. Après avoir adressé, samedi, une lettre explicative à M. Chirac, il a participé, lundi, en compagnie des autres ministres RPR qui soutiennent la candidature de M. Balladur, à un petit déjeuner à l'hôtel Matignon avec le premier ministre.

■ ALGÉRIE : un collaborateur de l'agence de presse italienne ANSA à Alger a été arrêté dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 janvier, ont annoncé, lundi matin, les services de sécurité algériens. Il s'agit de Mohamed Zaaf, de nationalité algérienne, soupçonné d'avoir hébergé chez lui un islamiste armé qui était activement recherché. Deux des fils de Mohamed Zaaf ont été également arrêtés. (AFP, Reuters.)

DANS LA PRESSE

La révocation de Mgr Gaillot

LE FIGARO

« En termes idéologiques, des groupes de gauche souhaitent maintenant que l'Église leur accorde certains privilèges que Rome n'a pas refusés aux dissidents du mouvement de Mgr LeFebvre. Demanderont-ils eux aussi qu'un statut spécial leur permette de construire l'Église qu'ils souhaitent leur soit donné ? (...) L'Église de France saura-t-elle dominer ses vieux démons à l'heure où à Manille s'amorce une réconciliation entre catholiques chinois de toutes tendances ? »

Joseph Vandriess

ciétés en particulier - dont la nôtre - qui jette des millions d'hommes dans le dénuement. »

Claude Cabanes

LIBÉRATION

« Pour spectaculaire qu'il soit, le limogeage de Jacques Gaillot s'inscrit dans une froide logique vaticane : celle qui, au nom d'une foi intégraliste, comptable devant Dieu seul, s'arc-boute sur un centralisme autoritaire et cassant pour tenir ensemble les morceaux du puzzle. Après avoir fini de décrocher de la classe ouvrière, l'Église semble aujourd'hui réduire inexorablement sa base sociale. »

François Devinat

RTL

« Si Jean-Paul II se plait aux principes démocratiques, à la loi du plus grand nombre, sans doute aurait-il changé d'attitude par exemple en ce qui concerne l'usage des préservatifs, mais ce pape, même au soir de son existence, reste tel qu'en lui-même les cardinaux l'ont élu, un pape de combat venu du froid, qui a toujours refusé les compromissions. »

Philippe Alexandre

■ EXPULSION. Les forces de l'ordre ont expulsé, lundi matin 16 janvier, la quinzaine de personnes sans domicile fixe qui occupaient depuis le 4 janvier une maison de retraite désaffectée de Tours (Indre-et-Loire). Vendredi, le tribunal de grande instance de la ville avait ordonné leur expulsion, à la demande du maire (divers droite) Jean Royer. Samedi, soutenus par plusieurs associations, des SDF avaient occupé pendant une heure l'hôtel de ville pour protester contre ce jugement.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Tchéchénie : la guerre s'étend à tout le pays. 2
Bosnie : la route de Sarajevo reste fermée par les Serbes. 3
Europe : préoccupations écologiques. 4
Algérie : la proposition de trêve du GIA. 5
Philippines : le voyage du pape. 5
Égypte : le tourisme modifié. 6

FRANCE

Présidentielle : bataille de candidatures à gauche : les « idées simples » de M. Le Pen. 7-8
Régions : Le TGV Rhin-Rhône. 9

SOCIÉTÉ

Religion : après la révocation de Mgr Gaillot. 10
Défense : troubles passagers de marchés. 11

CARNET

Disparition : Jacques Jacquet-Francillon. 12

HORIZONS

Enquête : Les « ravaudeurs de toxiques ». 14
Débats : L'illusion d'un avenir ; géopolitique de l'argent sale. 15
Editoriaux : l'enjeu chinois ; M. Chirac économiste. 16

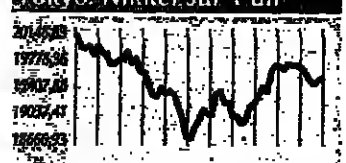
BOURSE

Cours relevés le lundi 16 janvier 1995, à 10 h 27 (Paris)

FERMETURE

DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei -1,58
Hong Kong Index -11,46

Tokyo Nikkei sur 1 an



OUVERTURE

DES PLACES EUROPÉENNES
Cours au 1301 1201 fin 94

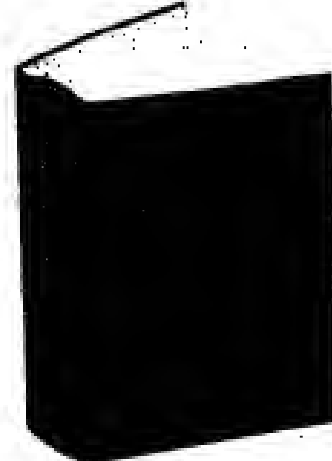
Paris CAC 40	1853,98	+0,54	-
London FT 100	3048,30	+0,50	-0,56
Milan BCI 30	1003	+1,52	-2,14
Frankfurt Dax 30	2055,62	-0,76	-2,41
Bruxelles	1364,40	-0,26	-1,81
Suisse S&S	1008,07	+0,06	-2,89
Madrid Ibrex 35	279,05	+1,12	-2,89
Amsterdam CBS	276,30	+0,44	-0,61

DEMAIN dans « Le Monde »

L'ASCENSION DE JACQUES SANTER : Le Parlement européen doit se prononcer le 18 janvier sur l'investiture du Luxembourgeois Jacques Santer, choisi par les gouvernements européens pour présider la commission de Bruxelles.

Tirage du Monde daté dimanche 15-lundi 16 janvier : 640 696 exemplaires

Votre code d'élection



Nouvelle édition annotée

DALLOZ

Le Serveur Judiciaire
Renseignements sur 2 500 000 sociétés
Fiche d'identité, procédures collectives (faillites), bilans et analyses, historique, actionnaires, filiales et participations.
minitel 3617 LSJ
Annonces et déclarations Aux Bureaux judiciaires et volontaires nationales.
minitel 3617 VAE

مكتبة الأمل